Recueil des actes administratifs

n° 490-b *(Session ordinaire)*

Tome 1/3

REUNION DE 2017
SESSION PLENIÈRE du 23 juin 2017

CONSEIL REGIONAL

SESSION DU 23 JUIN 2017

SOMMAIRE

TOME 1

Direction des affaires européennes et internationales

17_DAEI_01 Politique de cohésion européenne post 2020 : enjeux et modalités de concertation 7

Direction des affaires juridiques et de la commande publique

17_DAJCP_03 Rendu compte de la délégation du Président pour l'exercice de sa délégation pour ester en justice ..12

17_DAJCP_SCPPA_MP_02 Rendu compte de la délégation du Président pour l'exercice de sa délégation en matière de marchés publics 15

17_DAJCP_SA_13 Désignation au sein des organismes extérieurs et groupes de travail 56

Direction de l'aménagement et de l'égalité

17_DIRAM_02 Point d'étape sur les réflexions du groupe de travail sur la démographie médicale 59

17_DIRAM_03 Plan régional santé environnement 3 (2017-2021) 70

Direction du climat, de l'environnement, de l'eau et de la biodiversité

17_DCEEB_SPANAB_01 La Région et ses parcs naturels régionaux – Pour un engagement réciproque, renouvelé et modernisé 77

Direction de l'économie

17_DIRECO_SAGRI_01 Ouverture d'un débat public sur la prochaine réforme de la politique agricole commune (PAC) .... .94

17_DIRECO_SAGRI_02 Contribution au Schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) 102

Direction de l'éducation, des langues de Bretagne et du sport

17_DELS_01 La création d'une offre d'accueil supplémentaire en lycée public en réponse aux évolutions démographiques à l'horizon 2020 et 2030 sur le pays de Rennes 107

Direction de l'emploi et de la formation tout au long de la vie

17_DEFTLV_01 Contrat de Plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (2017-2022) 118

Direction des finances et de l'évaluation

17_DFE_SBUD_02 Décision modificative n° 1 au budget de l'exercice 2017 178

17_DFE_SBUD_03 Compte de gestion 274

TOME 2

17_DFE_SBUD_04 Compte administratif 375

17_DFE_SBUD_05 Affectation du résultat de l'exercice 2016 787

17_DFE_SBUD_06 Communication sur les décisions de virements de crédits de chapitre à chapitre 789

17_DFE_SEGEP_01 Rapport d'activité et de développement durable 792

TOME 3

17_DFE_SEGEP_02 Rapport relatif aux sociétés d'économie mixte et au Comité régional du Tourisme - Exercice 2016 1142

17_DFE_SEGEP_03 Rapport annuel relatif aux dépenses consacrées aux aides d'Etat en 2016 par les collectivités locales et leurs groupements, sur le territoire de la région Bretagne 1158

Direction des ressources humaines

17_DRH_02 Personnel – Création de postes – Emplois permanents 1174

Direction des transports et des mobilités

17_DITMO_01 Une nouvelle offre ferroviaire en Bretagne au service de son économie, de ses territoires et de ses habitants 1176

Présidence du Conseil régional

17_DGS_03 Pour une collectivité plus proche de ses partenaires, de ses usagers(es) et des territoires 1189

17_DGS_04 Mont Saint Michel : une nouvelle ambition partagée 1197

Procès-verbaux de réunion du bureau du CESER

- Procès-verbal de la réunion du 6 mars 2017 1204
- Procès-verbal de la réunion du 24 avril 2017 1210
- Procès-verbal de la réunion du 29 mai 2017 1217

Avis du CESER

- Avis compilés de la session du 9 mai 2017 1225
- Avis compilés de la session du 12 juin 2017 1274

Arrêtés

- 2017-01-SECURITE portant délégation de signature en matière d'hygiène et de sécurité de travail..... 1481
- 17_DAJCP_ELUS_HS_03, arrêté de délégation de fonction à Mme Hind Saoud, conseillère régionale 1483
- 2017_05/INSTANCES, arrêté fixant la désignation des représentants de la collectivité et du personnel au sein du Comité Technique de la Région Bretagne.....1485
- 2017_06/INSTANCES, arrêté fixant la désignation des représentants de la collectivité et du personnel au sein du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de la Région Bretagne 1489
- 2017_07/INSTANCES, arrêté fixant la désignation des représentants de la collectivité et du personnel au sein des Commissions administratives paritaires (CAP) de la Région Bretagne 1493
- 2017_08/INSTANCES, arrêté fixant la désignation des représentants de la collectivité et du personnel au sein de la Commission d'Action Sociale (CAS) de la Région Bretagne..... 1498
- 2017-09-INSTANCES, arrêté fixant la désignation des représentants de la collectivité et du personnel au sein du Comité Technique de la Région Bretagne.....1501
- 2017-10-INSTANCES, arrêté fixant la désignation des représentants de la collectivité et du personnel au sein du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de la Région Bretagne 1505
- 2017-12-INSTANCES, arrêté fixant la désignation des représentants de la collectivité et du personnel au sein de la Commission d'Action Sociale (CAS) de la Région Bretagne..... 1508
- 17_DPAF_CP_07, Arrêté Composition Portuaire Port Stiff Ouessant 1511
- 17_DPAF_CP_08, Arrêté Composition Portuaire Lorient 1514
- 17_DPAF_CP_10, Arrêté Composition Portuaire St-Brieuc Le Légué 1521
- 17_DPAF_CP_09, Arrêté Composition Portuaire St-Malo.....1525
- 17_DPAF_CP_06, Arrêté Composition Portuaire Brest 1533
- 17_DPAF_CP_05, Arrêté Composition Portuaire Molène 1539
- ARRETE, composition de la Commission consultative d'élaboration et de suivi du plan régional de prévention et de gestion des déchets de Bretagne 1542
- ArreteSigneConcarneau, arrêté fixant la composition des membres du conseil portuaire de Concarneau 1545
- ArreteSigneLeConquet, arrêté fixant la composition des membres du conseil portuaire du Conquet 1548
- ArreteSigneRoscoffBloscon, arrêté fixant la composition des membres du conseil portuaire de Roscoff Bloscon..... .1551
- ArreteSigneRoscoffVieuxPortIleDeBatz, arrêté fixant la composition des membres du conseil portuaire de l'île de Batz et de Roscoff Vieux Port ..... .1554
- 2017_DPAF-AR, arrêté fixant la composition du conseil consultatif d'exploitation de la halle à marée de Roscoff Bloscon..... 1557

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DAEI_01-DE

REGION BRETAGNE

Délibération n°17_DAEI_01

CONSEIL REGIONAL

23 juin 2017

DELIBERATION

Politique de Cohésion Européenne post 2020 : enjeux et modalités de concertation

Le conseil régional convoqué par son Président le 30 mai 2017, s'est réuni le vendredi 23 juin 2017 au siège de la Région Bretagne, sous la présidence de Monsieur Loïg Chesnais-Girard, Président du Conseil régional.

Etaient présents : Monsieur Olivier ALLAIN, Madame Sylvie ARGAT-BOURIOT, Monsieur Eric BERROCHE, Madame Catherine BLEIN, Madame Mona BRAS, Madame Georgette BREARD, Monsieur Pierre BRETEAU (jusqu'à 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (jusqu'à 16h25), Monsieur Thierry BURLOT, Madame Gaby CADIOU, Madame Fanny CHAPPE, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Monsieur Marc COATANÉA, Monsieur André CROCQ (jusqu'à 9h30, puis à partir de 14h30), Madame Delphine DAVID, Monsieur Gérard DE MELLON, Monsieur Stéphane DE SALLIER DUPIN, Madame Virginie D'ORSANNE (jusqu'à 15h45), Madame Laurence DUFFAUD, Madame Laurence FORTIN, Madame Anne GALLO, Madame Evelyne GAUTIER-LE BAIL, Monsieur Karim GHACHEM (jusqu'à 13h), Madame Anne-Maud GOUJON (jusqu'à 18h45), Madame Sylvie GUIGNARD (jusqu'à 14h40), Madame Claire GUINEMER (à partir de 9h30 et jusqu'à 17h35), Monsieur Philippe HERCOUËT, Madame Kaourintine HULAUD, Monsieur Bertrand IRAGNE (jusqu'à 16h), Madame Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO, Monsieur Roland JOURDAIN, Monsieur Pierre KARLESKIND, Monsieur Gérard LAHELLEC, Madame Isabelle LE BAL, Monsieur Jean-Michel LE BOULANGER, Monsieur Olivier LE BRAS, Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (jusqu'à 14h20), Madame Agnès LE BRUN, Monsieur Patrick LE DIFFON, Monsieur Marc LE FUR, Monsieur Patrick LE FUR, Madame Gaël LE MEUR, Madame Nicole LE PEIH (jusqu'à 14h20), Monsieur Alain LE QUELLEC, Madame Gaël LE SAOUT, Madame Christine LE STRAT, Monsieur Christian LECHEVALIER, Madame Lena LOUARN, Monsieur Bernard MARBOEUF, Monsieur Martin MEYRIER, Monsieur Philippe MIAILHES, Monsieur Paul MOLAC (de 8h30 à 9h30 puis à partir de 14h20), Madame Gaëlle NIQUE, Madame Anne PATAULT, Madame Isabelle PELLERIN, Monsieur Gilles PENNELLE, Monsieur Stéphane PERRIN (départ 17h20), Monsieur Maxime PICARD, Monsieur Bertrand PLOUVIER (jusqu'à 12h35, puis à partir de 16h10), Monsieur Pierre POULIQUEN, Monsieur Bernard POULIQUEN, Monsieur Bruno QUILLIVIC (jusqu'à 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (jusqu'à 11h25), Madame Emmanuelle RASSENEUR, Madame Agnès RICHARD, Monsieur David ROBO (jusqu'à 18h35), Madame Claudia ROUAUX, Monsieur Stéphane ROUDAUT (à partir de 10h05), Madame Catherine SAINT-JAMES, Madame Forough SALAMI-DADKHAH, Monsieur Emeric SALMON, Monsieur Sébastien SEMERIL (jusqu'à 14h20, puis à partir de 16h40), Madame Renée THOMAÏDIS, Madame Martine TISON, Madame Anne TROALEN, Monsieur Hervé UTARD, Madame Anne VANEECLOO (jusqu'à 18h45), Madame Gaëlle VIGOUROUX, Madame Sylvaine VULPIANI.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DAEI_01-DE

Avaient donné pouvoir : Monsieur Pierre BRETEAU (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF à partir de 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (Pouvoir donné à Madame Emmanuelle RASSENEUR à partir de 16h25), Monsieur André CROCQ (Pouvoir donné à Madame Laurence DUFFAUD, de 9h30 à 14h30), Madame Virginie D'ORSANNE (pouvoir donné à Monsieur Emeric SALMON à partir de 15h45), Monsieur Richard FERRAND (pouvoir à Monsieur Marc COATANEA), Monsieur Karim GHACHEM (pouvoir donné à Madame Gaël LE MEUR à partir de 14h20), Madame Claire GUINEMER (pouvoir donné à Monsieur David ROBO, de 8h30 à 9h30 puis à Madame Isabelle LE BAL à partir de 17h35), Monsieur Bertrand IRAGNE (pouvoir donné à Madame Agnès RICHARD à partir de 16h), Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (pouvoir donné à Madame Elisabeth JOUNEAUX PEDRONO à partir de 14h20), Monsieur Jean-Yves LE DRIAN (pouvoir donné à Madame Gaël LE SAOUT), Monsieur Paul MOLAC (pouvoir donné à Madame Mona BRAS de 9h30 à 14h20), Madame Gaëlle NICOLAS (pouvoir donné à Madame Delphine DAVID), Madame Nicole LE PEIH (pouvoir donné à Monsieur Maxime PICARD à partir de 14h20), Monsieur Stéphane PERRIN (pouvoir donné à Madame Sylvie ARGAT BOURIOT à partir de 17h20), Monsieur Bertrand PLOUVIER (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 12h35 à 16h10), Monsieur Bruno QUILLIVIC (pouvoir donné à Monsieur Patrick LE DIFFON à partir de 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (pouvoir à Monsieur Philippe HERCOUET à partir 11h25), Monsieur David ROBO (pouvoir donné à Madame Christine LE STRAT à 18h35), Monsieur Stéphane ROUDAUT (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 8h30 à 10ho5), Madame Hind SAOUD (pouvoir donné à Monsieur Sébastien SEMERIL jusqu'à 14h20 puis à Madame Claudia ROUAUX à partir de 14h20), Monsieur Sébastien SEMERIL (pouvoir donné à Monsieur Hervé UTARD de 14h20 à 16h40), Madame Anne VANEECLOO (pouvoir donné à Monsieur Gilles PENELLE à partir de 18h45)

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 4111-1 et suivants ;

Après avoir pris connaissance de l'avis formulé par le Conseil Economique Social et Environnemental lors de sa réunion du 12 juin 2017 ;

Vu l'avis de la Commission économie, agriculture, mer et Europe du 16 juin 2017 ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

A PRIS ACTE de la communication, jointe en annexe, relative à la politique de cohésion Européenne post 2020.

Le Président du Conseil régional,

Loïg CHESNAIS-GIRARD

.../...

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DAEI_01-DE

Région Bretagne

Direction des affaires européennes et internationales

Session du Conseil régional
Juin 2017

Politique de Cohésion Européenne post 2020 : enjeux et modalités de concertation

1. Contexte

Alors même que les fonds de la période 2014-2020 rentrent tout juste dans une période de stabilisation et parfois de fin de mise en place difficile, les négociations sur les politiques européennes pour l'après 2020 s'ouvrent progressivement : les prises de positions politiques se multiplient et des travaux sont engagés tant au niveau des Etats (le gouvernement français a fait connaître sa position le 10 avril dernier), qu'au niveau des Régions ou des réseaux de collectivités (Régions de France, CRPM, AMF, etc.).

La Politique de Cohésion représente le deuxième budget le plus important de l'Union Européenne après la Politique Agricole Commune, mobilisant environ un tiers de son budget. Dans le cadre des interrogations liées au futur budget européen post 2020 suite au Brexit, l'enjeu de défendre une politique de cohésion au niveau européen est plus fort que jamais.

En effet, trop souvent méconnue du fait notamment de communications trop confidentielles et régulièrement critiquée pour la complexité de sa mise en œuvre, la politique de cohésion est aujourd'hui menacée, au mieux d'une forte amputation de son budget (jusqu'à 20% de moins potentiellement), au pire d'une disparition (dans les pays les plus développés de l'Union). Or, il s'agit du seul instrument de l'Union destiné à répondre à l'un des principes de sa fondation : aller vers une Union sans cesse plus étroite, une Union porteuse de cohésion territoriale, en garantissant un rapprochement économique et social et une croissance intelligente, durable et inclusive dans tous ses territoires.

Concernant la Bretagne, celle-ci bénéficie malgré son statut de région européenne parmi les plus « développées », pour la période 2014-2020, de près de 1 milliard d'euros au titre des Fonds Européens Structurels d'Investissements. La majeure partie de ces fonds est gérée depuis cette nouvelle période par le Conseil régional dans un souci d'efficacité et de proximité avec les bénéficiaires. La disparition de la politique de cohésion entraînerait une baisse des investissements en matière numérique, d'innovation et de développement des entreprises, de transition énergétique mais aussi une baisse des formations pour les demandeurs d'emplois…

2. Enjeux

- Un premier enjeu est lié à la défense du maintien d'une politique de cohésion. Le risque est grand en effet que cette politique ne disparaisse complètement ou à défaut ne bénéficie pas de moyens adéquats pour permettre d'avoir un impact significatif. La politique de cohésion est le symbole d'une Europe équilibrée entre ses territoires et ses habitants, qui ne se réduit pas à un marché unique. La fantastique progression de certaines régions dans l'Est de l'Europe mais aussi au Sud a démontré son intérêt et son efficacité. S'il existe encore aujourd'hui des régions en grand retard c'est davantage par manque de moyens sur cette politique !

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DAEL_01-DE

- Un deuxième enjeu est lié à sa géographie : la politique de cohésion doit-elle être réservée uniquement aux régions les plus en retard ? Certaines régions dites « développées », comme la Bretagne, doivent-elles pouvoir en bénéficier ? Réserver les fonds européens structurels d'investissement aux seules régions les moins avancées en Europe serait méconnaitre l'importance des disparités territoriales existantes dans les régions et les déséquilibres que peuvent rencontrer les régions périphériques, plus éloignées des grands couloirs d'échanges. La politique de cohésion, en irriguant l'ensemble des régions en Europe, contribue non seulement à aider à diminuer les inégalités dans les territoires mais aussi à diffuser le projet Européen. Si l'Europe ne peut être limitée aux fonds européens, ces derniers en intervenant dans les zones les moins bénéficiaires de la libre circulation des échanges permettent de renforcer le caractère solidaire du projet européen.

- Un troisième enjeu est lié à l'application du principe de cohésion territoriale. La Commission Européenne souhaiterait lier fortement la politique de cohésion et le versement des fonds structurels européens au respect des obligations macro-économiques imposées à tous les Etats de la zone Euro tout particulièrement. En clair, un Etat qui ne respecterait pas ses obligations en termes de maîtrise de sa dette, de son déficit, etc. pourrait se voir suspendre ses aides européennes. Outre le danger d'un tel processus pour les bénéficiaires et les responsables des programmes, cette position aboutirait à nier la décentralisation des aides européennes au niveau des Régions en « punissant » celles-ci alors même qu'elles n'auraient pas la maîtrise des politiques concernées. La politique territoriale doit rester profondément articulée avec les territoires qui sont les mieux placés pour traduire en stratégie de développement adaptée les grands enjeux et objectifs européens. Le principe de subsidiarité doit prévaloir et éviter que la politique de cohésion ne devienne l'otage d'enjeux macro-économique ou politique européens, ou d'enjeux nationaux.

- Un quatrième enjeu est lié à la participation des territoires dans les régions à la gouvernance des fonds. En Bretagne, les Pays et les Métropoles, mais aussi les départements (sur le FSE) et les agglomérations ne sont pas que des bénéficiaires des aides européennes : ils participent, via des comités locaux ou via leur participation aux instances de décision régionales à l'élaboration des programmes et à la bonne affectation des fonds. Ils sont aussi des acteurs incontournables pour communiquer sur l'Europe et sur les réalisations concrètes que ces financements permettent de soutenir.

- Un cinquième enjeu est lié à la priorisation des fonds. La complexité de gestion d'une part, mais aussi la nécessaire visibilité et complémentarité des fonds européens par rapport aux fonds nationaux et locaux exigent d'affecter ces fonds uniquement sur certaines priorités et d'éviter le saupoudrage. L'actuelle génération 2014-2020 a permis d'ores et déjà de ne retenir que quelques grandes priorités, notamment à travers la mise en place de schémas de spécialisation économique. Cette démarche doit-elle être poursuivie voire amplifiée ? Doit-on ne retenir que quelques grands projets sur certains territoires mais alors comment concilier cela avec la volonté que les fonds européens puissent irriguer l'ensemble des territoires bretons et notamment les plus ruraux ?

- Enfin, un sixième type d'enjeu est lié à la simplification des fonds. Les différentes générations de programmes européens ont vu leur complexité augmenter et ont pu contribuer au symptôme paradoxal que certains acteurs locaux ou certains territoires préfèrent se passer de tout fonds européen ! Lutter contre cette complexification et « inverser la logique » actuelle faisant primer la sécurisation de l'affectation des fonds sur leur usage est impératif si l'on veut expliquer leur intérêt auprès des citoyens. Il s'agit donc ici de réinterroger les fondements mêmes de certaines obligations réglementaires imposées par Bruxelles en préconisant une logique de « contrat de confiance » envers les territoires, les gestionnaires et les bénéficiaires. La politique de cohésion ne peut pas être un instrument de vérification de la bonne application des règles du droit européen (marchés publics, aides d'Etat, conditionnalités préalables à l'adoption des programmes…).

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DAEI_01-DE

3. Objectif

- Définir une position bretonne avec l'ensemble des parties prenantes du territoire régional pour pouvoir peser collectivement dans ces négociations ;
- Adopter les premières prises de positions bretonnes qui pourront être portées à la connaissance des autorités européennes et nationales, ainsi que des autres territoires français et européens, dès le démarrage des négociations ;

4. Modalités proposées et calendrier

La Commission européenne publiera son rapport sur la cohésion à la **rentrée de septembre**, probablement suite à l'organisation d'un Forum sur la cohésion prévu fin juin. Elle a annoncé l'ouverture d'une phase officielle de consultation à l'issu de ces premières étapes. Ce calendrier pourrait cependant être bouleversé en fonction des travaux sur le Brexit.

Sur le modèle de ce qui est souhaité pour la Politique Agricole Commune, il est proposé de consulter les bretons à travers les modalités suivantes :
- *organisation de 4 rencontres à l'échelle départementale,* complété le cas échéant de rendez-vous bilatéraux avec certaines structures / bénéficiaires très impliqués
=> de septembre à novembre 2017

Il est proposé que la Région, sur la base de ce rapport, pré-identifie les différents enjeux et questionnements qui seront abordés avec les bénéficiaires et les partenaires en région.
- *un temps régional de restitution*
=> novembre 2017

- *une présentation du mandat validé avec les acteurs bretons définissant le positionnement de la Région sur le post 2020 à l'Assemblée régionale*
=> session de décembre 2017

- *un processus de diffusion vers l'ensemble des Institutions Européennes*, ainsi qu'aux autorités nationales, aux autres régions françaises et européennes (notamment par le biais des réseaux) à compter de 2018.

Je vous remercie de me donner acte de cette communication.

Le Président du Conseil régional

Jean-Yves Le Drian

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DAJCP_03-DE

REGION BRETAGNE

Délibération n° 17_DAJCP_03

CONSEIL REGIONAL

23 juin 2017

DELIBERATION

Rendu compte de la délégation du président pour l'exercice de sa délégation pour ester en justice

Le Conseil régional, convoqué par son Président le 30 mai 2017, s'est réuni en séance plénière le vendredi 23 juin 2017 au siège de la Région Bretagne, sous la Présidence de Monsieur Loïg Chesnais-Girard, Président du Conseil régional de Bretagne.

Etaient présents : Monsieur Olivier ALLAIN, Madame Sylvie ARGAT-BOURIOT, Monsieur Eric BERROCHE, Madame Catherine BLEIN, Madame Mona BRAS, Madame Georgette BREARD, Monsieur Pierre BRETEAU (jusqu'à 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (jusqu'à 16h25), Monsieur Thierry BURLOT, Madame Gaby CADIOU, Madame Fanny CHAPPE, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Monsieur Marc COATANÉA, Monsieur André CROCQ (jusqu'à 9h30, puis à partir de 14h30), Madame Delphine DAVID, Monsieur Gérard DE MELLON, Monsieur Stéphane DE SALLIER DUPIN, Madame Virginie D'ORSANNE (jusqu'à 15h45), Madame Laurence DUFFAUD, Madame Laurence FORTIN, Madame Anne GALLO, Madame Evelyne GAUTIER-LE BAIL, Monsieur Karim GHACHEM (jusqu'à 13h), Madame Anne-Maud GOUJON (jusqu'à 18h45), Madame Sylvie GUIGNARD (jusqu'à 14h40), Madame Claire GUINEMER (à partir de 9h30 et jusqu'à 17h35), Monsieur Philippe HERCOUËT, Madame Kaourintine HULAUD, Monsieur Bertrand IRAGNE (jusqu'à 16h), Madame Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO, Monsieur Roland JOURDAIN, Monsieur Pierre KARLESKIND, Monsieur Gérard LAHELLEC, Madame Isabelle LE BAL, Monsieur Jean-Michel LE BOULANGER, Monsieur Olivier LE BRAS, Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (jusqu'à 14h20), Madame Agnès LE BRUN, Monsieur Patrick LE DIFFON, Monsieur Marc LE FUR, Monsieur Patrick LE FUR, Madame Gaël LE MEUR, Madame Nicole LE PEIH (jusqu'à 14h20), Monsieur Alain LE QUELLEC, Madame Gaël LE SAOUT, Madame Christine LE STRAT, Monsieur Christian LECHEVALIER, Madame Lena LOUARN, Monsieur Bernard MARBOEUF, Monsieur Martin MEYRIER, Monsieur Philippe MIAILHES, Monsieur Paul MOLAC (de 8h30 à 9h30 puis à partir de 14h20), Madame Gaëlle NIQUE, Madame Anne PATAULT, Madame Isabelle PELLERIN, Monsieur Gilles PENNELLE, Monsieur Stéphane PERRIN (départ 17h20), Monsieur Maxime PICARD, Monsieur Bertrand PLOUVIER (jusqu'à 12h35, puis à partir de 16h10), Monsieur Pierre POULIQUEN, Monsieur Bernard POULIQUEN, Monsieur Bruno QUILLIVIC (jusqu'à 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (jusqu'à 11h25), Madame Emmanuelle RASSENEUR, Madame Agnès RICHARD, Monsieur David ROBO (jusqu'à 18h35), Madame Claudia ROUAUX, Monsieur Stéphane ROUDAUT (à partir de 10h05), Madame Catherine SAINT-JAMES, Madame Forough SALAMI-DADKHAH, Monsieur Emeric SALMON, Monsieur Sébastien SEMERIL (jusqu'à 14h20, puis à partir de 16h40), Madame Renée THOMAÏDIS, Madame Martine TISON, Madame Anne TROALEN, Monsieur Hervé UTARD, Madame Anne VANEECLOO (jusqu'à 18h45), Madame Gaëlle VIGOUROUX, Madame Sylvaine VULPIANI.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DAJCP_03-DE

Avaient donné pouvoir : Monsieur Pierre BRETEAU (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF à partir de 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (Pouvoir donné à Madame Emmanuelle RASSENEUR à partir de 16h25), Monsieur André CROCQ (Pouvoir donné à Madame Laurence DUFFAUD, de 9h30 à 14h30), Madame Virginie D'ORSANNE (pouvoir donné à Monsieur Emeric SALMON à partir de 15h45), Monsieur Richard FERRAND (pouvoir à Monsieur Marc COATANEA), Monsieur Karim GHACHEM (pouvoir donné à Madame Gaël LE MEUR à partir de 14h20), Madame Claire GUINEMER (pouvoir donné à Monsieur David ROBO, de 8h30 à 9h30 puis à Madame Isabelle LE BAL à partir de 17h35), Monsieur Bertrand IRAGNE (pouvoir donné à Madame Agnès RICHARD à partir de 16h), Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (pouvoir donné à Madame Elisabeth JOUNEAUX PEDRONO à partir de 14h20), Monsieur Jean-Yves LE DRIAN (pouvoir donné à Madame Gaël LE SAOUT), Monsieur Paul MOLAC (pouvoir donné à Madame Mona BRAS de 9h30 à 14h20), Madame Gaëlle NICOLAS (pouvoir donné à Madame Delphine DAVID), Madame Nicole LE PEIH (pouvoir donné à Monsieur Maxime PICARD à partir de 14h20), Monsieur Stéphane PERRIN (pouvoir donné à Madame Sylvie ARGAT BOURIOT à partir de 17h20), Monsieur Bertrand PLOUVIER (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 12h35 à 16h10), Monsieur Bruno QUILLIVIC (pouvoir donné à Monsieur Patrick LE DIFFON à partir de 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (pouvoir à Monsieur Philippe HERCOUET à partir 11h25), Monsieur David ROBO (pouvoir donné à Madame Christine LE STRAT à 18h35), Monsieur Stéphane ROUDAUT (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 8h30 à 10h05), Madame Hind SAOUD (pouvoir donné à Monsieur Sébastien SEMERIL jusqu'à 14h20 puis à Madame Claudia ROUAUX à partir de 14h20), Monsieur Sébastien SEMERIL (pouvoir donné à Monsieur Hervé UTARD de 14h20 à 16h40), Madame Anne VANEECLOO (pouvoir donné à Monsieur Gilles PENELLE à partir de 18h45)

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.4231-7-1 ;

Après avoir pris connaissance de l'avis de la Commission finances et affaires générales en date du 19 juin 2017 ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

A PRIS ACTE des éléments détaillés dans l'annexe jointe à la présente délibération.

Le Président du Conseil régional,

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Direction des affaires juridiques et de la commande publique
Service études et conseil juridiques
Service commande publique et politique d'achat

Conseil régional de juin 2017

RENDU COMPTE DE LA DÉLÉGATION DU PRESIDENT D'ESTER EN JUSTICE

DOSSIER	JURIDICTION SAISIE / OBJET	AVOCAT	ETAT DE LA PROCEDURE	SUITE
Lycée Kérichen (Brest)	Tribunal administratif de Rennes	Cabinet COUDRAY (Rennes)	Dépôt de deux requêtes (requête introductive d'instance sollicitant la condamnation conjointe et solidaire d'entreprises et architectes à la suite des désordres apparus consécutivement à l'opération de travaux de restructuration et d'extension du bâtiment A du lycée et référé provision)	Instruction en cours
REGION BRETAGNE c/ Association Yes you can	Tribunal de grande instance de Saint-Brieuc	SEBAN & Associés	Constitution de partie civile de la région contre la prévenue accusée d'avoir trompé le Conseil régional de Bretagne en établissant de fausses attestations de formation « validation des acquis de l'expérience » pour le déterminer à remettre des fonds	La prévenue a été déclarée coupable des faits pour lesquels elle était poursuivie. La prévenue a fait appel du jugement. La Région Bretagne a également fait appel.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DAJCP_03-DE

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

REGION BRETAGNE

Délibération n° 17_DAJCP_SCPPA_MP_02

CONSEIL REGIONAL

23 juin 2017

DELIBERATION

Rendu compte de la délégation du Président pour l'exercice de sa délégation en matière de marchés publics

Le Conseil régional, convoqué par son Président le 30 mai 2017, s'est réuni en séance plénière le vendredi 23 juin 2017 au siège de la Région Bretagne, sous la Présidence de Monsieur Loïg Chesnais-Girard, Président du Conseil régional de Bretagne.

Etaient présents : Monsieur Olivier ALLAIN, Madame Sylvie ARGAT-BOURIOT, Monsieur Eric BERROCHE, Madame Catherine BLEIN, Madame Mona BRAS, Madame Georgette BREARD, Monsieur Pierre BRETEAU (jusqu'à 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (jusqu'à 16h25), Monsieur Thierry BURLOT, Madame Gaby CADIOU, Madame Fanny CHAPPE, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Monsieur Marc COATANÉA, Monsieur André CROCQ (jusqu'à 9h30, puis à partir de 14h30), Madame Delphine DAVID, Monsieur Gérard DE MELLON, Monsieur Stéphane DE SALLIER DUPIN, Madame Virginie D'ORSANNE (jusqu'à 15h45), Madame Laurence DUFFAUD, Madame Laurence FORTIN, Madame Anne GALLO, Madame Evelyne GAUTIER-LE BAIL, Monsieur Karim GHACHEM (jusqu'à 13h), Madame Anne-Maud GOUJON (jusqu'à 18h45), Madame Sylvie GUIGNARD (jusqu'à 14h40), Madame Claire GUINEMER (à partir de 9h30 et jusqu'à 17h35), Monsieur Philippe HERCOUËT, Madame Kaourintine HULAUD, Monsieur Bertrand IRAGNE (jusqu'à 16h), Madame Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO, Monsieur Roland JOURDAIN, Monsieur Pierre KARLESKIND, Monsieur Gérard LAHELLEC, Madame Isabelle LE BAL, Monsieur Jean-Michel LE BOULANGER, Monsieur Olivier LE BRAS, Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (jusqu'à 14h20), Madame Agnès LE BRUN, Monsieur Patrick LE DIFFON, Monsieur Marc LE FUR, Monsieur Patrick LE FUR, Madame Gaël LE MEUR, Madame Nicole LE PEIH (jusqu'à 14h20), Monsieur Alain LE QUELLEC, Madame Gaël LE SAOUT, Madame Christine LE STRAT, Monsieur Christian LECHEVALIER, Madame Lena LOUARN, Monsieur Bernard MARBOEUF, Monsieur Martin MEYRIER, Monsieur Philippe MIAILHES, Monsieur Paul MOLAC (de 8h30 à 9h30 puis à partir de 14h20), Madame Gaëlle NIQUE, Madame Anne PATAULT, Madame Isabelle PELLERIN, Monsieur Gilles PENNELLE, Monsieur Stéphane PERRIN (départ 17h20), Monsieur Maxime PICARD, Monsieur Bertrand PLOUVIER (jusqu'à 12h35, puis à partir de 16h10), Monsieur Pierre POULIQUEN, Monsieur Bernard POULIQUEN, Monsieur Bruno QUILLIVIC (jusqu'à 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (jusqu'à 11h25), Madame Emmanuelle RASSENEUR, Madame Agnès RICHARD, Monsieur David ROBO (jusqu'à 18h35), Madame Claudia ROUAUX, Monsieur Stéphane ROUDAUT (à partir de 10h05), Madame Catherine SAINT-JAMES, Madame Forough SALAMI-DADKHAH, Monsieur Emeric SALMON, Monsieur Sébastien SEMERIL (jusqu'à 14h20, puis à partir de 16h40), Madame Renée THOMAÏDIS, Madame Martine TISON, Madame Anne TROALEN, Monsieur Hervé UTARD, Madame Anne VANEECLOO (jusqu'à 18h45), Madame Gaëlle VIGOUROUX, Madame Sylvaine VULPIANI.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Avaient donné pouvoir : Monsieur Pierre BRETEAU (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF à partir de 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (Pouvoir donné à Madame Emmanuelle RASSENEUR à partir de 16h25), Monsieur André CROCQ (Pouvoir donné à Madame Laurence DUFFAUD, de 9h30 à 14h30), Madame Virginie D'ORSANNE (pouvoir donné à Monsieur Emeric SALMON à partir de 15h45), Monsieur Richard FERRAND (pouvoir à Monsieur Marc COATANEA), Monsieur Karim GHACHEM (pouvoir donné à Madame Gaël LE MEUR à partir de 14h20), Madame Claire GUINEMER (pouvoir donné à Monsieur David ROBO, de 8h30 à 9h30 puis à Madame Isabelle LE BAL à partir de 17h35), Monsieur Bertrand IRAGNE (pouvoir donné à Madame Agnès RICHARD à partir de 16h), Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (pouvoir donné à Madame Elisabeth JOUNEAUX PEDRONO à partir de 14h20), Monsieur Jean-Yves LE DRIAN (pouvoir donné à Madame Gaël LE SAOUT), Monsieur Paul MOLAC (pouvoir donné à Madame Mona BRAS de 9h30 à 14h20), Madame Gaëlle NICOLAS (pouvoir donné à Madame Delphine DAVID), Madame Nicole LE PEIH (pouvoir donné à Monsieur Maxime PICARD à partir de 14h20), Monsieur Stéphane PERRIN (pouvoir donné à Madame Sylvie ARGAT BOURIOT à partir de 17h20), Monsieur Bertrand PLOUVIER (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 12h35 à 16h10), Monsieur Bruno QUILLIVIC (pouvoir donné à Monsieur Patrick LE DIFFON à partir de 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (pouvoir à Monsieur Philippe HERCOUET à partir 11h25), Monsieur David ROBO (pouvoir donné à Madame Christine LE STRAT à 18h35), Monsieur Stéphane ROUDAUT (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 8h30 à 10ho5), Madame Hind SAOUD (pouvoir donné à Monsieur Sébastien SEMERIL jusqu'à 14h20 puis à Madame Claudia ROUAUX à partir de 14h20), Monsieur Sébastien SEMERIL (pouvoir donné à Monsieur Hervé UTARD de 14h20 à 16h40), Madame Anne VANEECLOO (pouvoir donné à Monsieur Gilles PENELLE à partir de 18h45)

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Après avoir pris connaissance de l'avis de la Commission Finances en date du 19 juin 2017 ;

Et après en avoir délibéré ;

A PRIS ACTE du rendu compte de la délégation accordée conformément aux dispositions de l'article L4231-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Président du Conseil régional,

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Travaux hors Projet du développement du Port de Brest												
Région Bretagne	Travaux sur les ouvrages des voies navigables	Travaux d'automatisation des ouvrages des voies navigables	Bretagne	2 500 000,00 €	X		Travaux	LE DU INDUSTRIE	22170	PLOUAGAT	48	12/12/2016
Région Bretagne	Travaux dans les lycées bretons	Travaux pour la réparation et le renouvellement des réseaux de chauffage, d'eau et de gaz	Divers lycées bretons	2 000 000,00 €	X		Travaux	ENGIE AXIMA SA MARC	35091 35730	SAINT JACQUES DE LA LANDE PLEURTUIT	48	23/01/2017
Région Bretagne	Travaux sur les ouvrages des voies navigables	Restauration des maçonneries d'ouvrages du domaine public fluvial de la Région Bretagne	Voies navigables	1 972 000,00 €	X		Travaux	LE DU INDUSTRIE	22170	PLOUAGAT	48	10/01/2017
Région Bretagne	Travaux sur les ouvrages des voies navigables	Restauration des maçonneries d'ouvrage du domaine public fluvial de la Région Bretagne	Voies navigables	1 971 860,00 €	X		Travaux	GTM OUEST	44815	SAINT HERBLAIN	48	12/01/2017
Région Bretagne	Travaux dans les lycées bretons	Bâtiments modulaires - Démontage, déplacement et transformation	Lycée Henri Avril à Lamballe	477 058,00 €		X	Travaux	DASSE	40260	CASTETS	6	06/03/2017
Région Bretagne	Travaux sur les ouvrages des voies navigables	Travaux décennaux clapets Grand Barrage et St Samson	Saint Samson sur Rance	350 550,00 €	X		Travaux	SOMMIN	88480	ETIVAL CLAIREFONTAINE	20	03/01/20[illegible]
Région Bretagne	Travaux sur les ouvrages des voies navigables	Restauration des berges	Bretagne	250 000,00 €	X		Travaux	BARAZER	22460	MERLEAC	48	01/12/2016
Région Bretagne	Entretien des bâtiments régionaux, hors lycées	Travaux de remplacement pompe à chaleur à la salle des assemblées	Site Bon Pasteur à Rennes	70 584,37 €			Travaux	ENGIE	35091	RENNES	1	03/0[illegible]017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPRA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Entretien des bâtiments régionaux, hors lycées	Remplacement complet d'un ascenseur immeuble Bon Pasteur	Site Bon Pasteur à Rennes	58 954,00 €			Travaux	ABH	35000	RENNES	6	07/02/2017
Région Bretagne	Centre d'interprétation du Projet du Développement du Port de Brest	Travaux de menuiserie Espace découverte Port de Brest	Espace découverte Port de Brest	53 665,83 €			Travaux	PELE	53500	ERNEE	6	06/03/2017
Région Bretagne	Entretien des bâtiments régionaux, hors lycées	Remplacement ascenseur Bon Pasteur	Site Bon Pasteur à Rennes	48 000,00 €			Travaux	ABH	35000	RENNES	1	07/02/2017
Région Bretagne	Travaux dans les lycées bretons	Reprise de travaux de carrelage suite à sinistre	Lycée du Mené à Merdrignac	47 078,04 €			Travaux	SOCIETE BRETONNE DE TRAVAUX SPECIAUX	56300	PONTIVY	12	24/03/2017
Région Bretagne	Voirie - Port de Saint Malo	Travaux de voirie	Port de Saint-Malo	30 550,00 €			Travaux	EVEN-35730 PLEURTUIT	35730	PLEURTUIT	3	22/12/2016
Région Bretagne	Travaux sur les ouvrages des voies navigables	Restauration de la maison éclusière	Rouvray	29 986,67 €			Travaux	MAHO RENOVATION	56150	BAUD	3	20/02/2017
Région Bretagne	Travaux sur le domaine portuaire	Enlèvement d'épaves de navires abandonnés	Port de Lorient	29 130,00 €			Travaux	GRANDJOUAN SACO	44200	NANTES	1	22/02/2017
Région Bretagne	Recalibrage du chenal extérieur et mise à la côte d'exploitation Passe-Ouest	Étêtement des roches solidaires du terrain naturel aux points 1, 2 et 3	Port de Lorient	24 950,00 €			Travaux	SARL AR GANOL	56650	INZINZAC-LOCHRIST	8	22/02/2017
Région Bretagne	Travaux dans les lycées bretons	Réfection des sols abîmés par les infiltrations et le nettoyage à grandes eaux des sols.	Lycée Emile ZOLA - RENNES	24 281,07 €			Travaux	MARIOTTE	35528	NOYAL SUR VILAINE	2	07/02/2017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-253500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Travaux sur les ouvrages des voies navigables	Fourniture et pose de menuiseries pour la maison éclusière	Hilvern	21 579,00 €			Travaux	GUILLOUET	56800	GUILLAC	6	29/01/2017
Total des marchés de travaux (en € HT)				**9 960 226,98 €**								
Fournitures												
Région Bretagne	Equipements pédagogiques pour les lycées bretons	Acquisition de 2 presses à injecter hydrauliques	Lycée Marcelin à Questembert	177 153,00 €			Fourniture	FRANCE ENGEL	91320	WISSOUS	12	13/03/2017
Région Bretagne	Equipements pédagogiques pour les lycées bretons	Fourniture, livraison, installation et mise en service de tables aspirantes et bras articulés pour les formations de la filière bois dispensées dans divers lycées bretons	Divers lycées bretons	127 735,00 €			Fourniture	ÉTABLISSEMENT LE TINIER MORIN LTM35	35132	VEZIN-LE-COQUET	12	01/03/2017
Région Bretagne	Equipements pédagogiques pour les lycées bretons	Fourniture, livraison, installation et mise en service d'une presse plieuse 4 axes pour les formations de la filière structures métalliques	Lycée professionnel Jean Guéhenno à Vannes	75 000,00 €			Fourniture	TECHNIDIS DOCKS MARITIMES	44601	SAINT-NAZAIRE	12	22/12/2016
Région Bretagne	Accastillage	Fourniture d'une station de mesure de houle		57 000,00 €			Fourniture	NORTEKMED	83078	TOULON	41	03/03/2017
Région Bretagne	Signalétique provisoire	Drapeaux bretons montés sur tige plastique - pour le stock de la Région, pour les évènements à venir		19 000,00 €		X	Fourniture	MATCH PRODUCTION CREATION	35650	LE RHEU	3	22/12/2016
Région Bretagne	Objets promotionnels	Lanyards logotypés - pour le stock de la Région, pour les évènements à venir		13 700,00 €		X	Fourniture	GENICADO OUEST	35650	LE RHEU	5	22/12/2016
Région Bretagne	Signalétique provisoire	Pavillons logotypés - pour le stock de la Région, pour les évènements à venir		9 525,00 €		X	Fourniture	MATCH PRODUCTION CREATION	35650	LE RHEU	3	22/12/2016

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Fête de la Bretagne 2017	Fabrication de guirlandes (470 de 10 mètres et 150 de 5 mètres)		9 282,50 €		X	Fourniture	MATCH PRODUCTION CREATION	35650	LE RHEU	5	02/03/2017
Région Bretagne	Signalétique provisoire	Acquisition de panneaux bord de route pour les courses cyclistes		5 800,00 €		X	Fourniture	ADHOC MEDIA	44300	NANTES	5	21/03/2017
Région Bretagne	Objets promotionnels	Montre allure mixte logotypées - pour le stock de la Région, pour les évènements à venir		5 255,00 €		X	Fourniture	VENDREDI13	81502	LAVAUR	5	21/12/2016
Région Bretagne	Objets promotionnels	Porte-clés logotypés - pour le stock de la Région, pour les évènements à venir		5 200,00 €		X	Fourniture	JORDENEN	45380	LE CHAPELLE ST MESMIN	5	21/12/2016
Région Bretagne	Semaine du Golfe 2017	Gwen Ha Du pour la Semaine du Golfe		5 020,00 €		X	Fourniture	DOUBLET	59710	AVELIN	3	21/12/2016
Région Bretagne	Documentation juridique	Contrat relatif à l'abonnement de la base de données en ligne "dalloz.fr" pour l'année 2017		4 672,34 €			Fourniture	EDITIONS DALLOZ	75685	PARIS	12	08/02/2017
Région Bretagne	Objets promotionnels	Badges métalliques logotypés - pour le stock de la Région, pour les évènements à venir		4 110,00 €		X	Fourniture	GENICADO OUEST	35650	LE RHEU	5	21/12/2016
Région Bretagne	Relation aux citoyens	Fabrication d'autocollants "Région Bretagne"		3 500,00 €			Fourniture	MATCH PRODUCTION CREATION	35650	LE RHEU	5	02/02/2017
Région Bretagne	Carrefour des gestions locales de l'eau (C.G.L.E.) 2017	150 bodywarmers		3 418,50 €		X	Fourniture	PICARDIE SPORT LOISIRS DISTRIBUTION	60610	LA CROIX SAINT OUEN	5	05/12/2016

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_05_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Fête de la Bretagne 2017	Fabrication de petits drapeaux estampillés "Fête de la Bretagne"		3 300,00 €		X	Fourniture	MATCH PRODUCTION CREATION	35650	LE RHEU	3	03/03/2017
Région Bretagne	Objets promotionnels	Casquettes logotypées - pour le stock de la Région, pour les évènements à venir		2 980,00 €		X	Fourniture	VENDREDI13	81502	LAVAUR	5	21/12/2016
Région Bretagne	Objet promotionnel (Communication interne)	Mugs logotypés - pour le stock de la Région, pour les évènements à venir		2 748,00 €		X	Fourniture	VENDREDI 13	81502	LAVAUR	5	12/12/2016
Région Bretagne	Objet promotionnel (Communication interne)	Sacoches logotypées - pour le stock de la Région, pour les évènements à venir		2 475,00 €		X	Fourniture	JORDENEN	45380	LA CHAPELLE SAINT MESMIN	5	12/12/2016
Région Bretagne	Signalétique provisoire	Rouleaux de rubalise (rouleaux de délimitation logotypés Région Bretagne) - pour le stock de la Région, pour les évènements à venir		2 028,00 €		X	Fourniture	MATCH PRODUCTION CREATION	35650	LE RHEU	3	21/12/2016
Région Bretagne	Objet promotionnel (Communication interne)	Clés USB logotypées - pour le stock de la Région, pour les évènements à venir		1 890,00 €		X	Fourniture	JORDENEN	45380	LA CHAPELLE SAINT MESMIN	5	12/12/2016
Région Bretagne	Objets promotionnels	Sacs en papier logotypés - pour le stock de la Région, pour les évènements à venir		1 400,00 €		X	Fourniture	JORDENEN	45380	LA CHAPELLE ST MESMIN	5	12/12/2016
Région Bretagne	Fête de la Bretagne 2017	Vitrophanies et autocollants "Région Bretagne" à destination des bénéficiaires d'aides régionales		1 359,00 €		X	Fourniture	TIREX DOCUWORLD	35518	CESSON SEVIGNE	3	03/03/2017
Région Bretagne	Cadeaux protocolaires	Pin's "drapeaux croisés"		1 255,80 €		X	Fourniture	GENICADO OUEST	44240	LA CHAPELLE SUR ERDRE	5	03/03/2017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Relation aux citoyens	Vitrophanies et autocollants "Région Bretagne" à destination des bénéficiaires d'aides régionales		1 226,00 €		X	Fourniture	TIREX	35510	CESSON SEVIGNE	3	24/02/2017
Région Bretagne	Fête de la Bretagne 2017	Vitrophanies "Région Bretagne"		499,00 €		X	Services	MATCH PRODUCTION CREATION	35650	LE RHEU	5	20/03/2017
Région Bretagne	Carrefour des gestions locales de l'eau (C.G.L.E.) 2017	Clés USB "logotypées"		455,00 €		X	Fourniture	JORDENEN	45075	LA CHAPELLE ST MESMIN	5	16/12/2016
Région Bretagne	Campagne "Attractivité"	Acquisition de badges métalliques		240,00 €		X	Fourniture	GENICADO OUEST	35650	LE RHEU	3	23/02/2017
Région Bretagne	Campagne "Attractivité"	Acquisition de sacs intisses		198,00 €		X	Fourniture	JORDENEN	45380	LA CHAPELLE ST MESMIN	3	23/02/2017
Total des marchés de fournitures (en € HT)				**547 425,14 €**								
Services hors Formation Professionnelle / Projet de développement du Port de Brest / SEMAEB												
Région Bretagne	Relation aux citoyens	Conseil stratégique en communication, prestations de communication et de naming pour les besoins du Conseil Régional		1 600 000,00 €	X		Services	NOTCHUP DDB	44200	NANTES	48	28/03/2017
Région Bretagne	Campagne "Attractivité"	Prestation de communication "Attractivité"		1 060 000,00 €	X		Services	NOTCHUP DDB NOUVEAU MONDE	44200	NANTES	36	14/12/2016
Région Bretagne	Travaux dans les lycées bretons	Maintenance du parc ascenseurs, de monte-charges et d'élévateurs pour personnes à mobilité réduite - Département 35		327 876,24 €			Services	ABH	35742	PACE	48	16/1[illegible]016

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Relation aux citoyens	Entreposage, gestion de stock, préparation de commandes, livraison et transport de marchandises (objets promotionnels, et autres objets liés aux différentes activités de promotion de la Région) pour le compte de la Région Bretagne		280 000,00 €	X		Services	SAS ALT	29200	BREST	48	30/01/2017
Région Bretagne	Politique régionale de formation des personnes handicapées 2017 (PRFPH)	Animation de la politique régionale de formation des personnes handicapées 2017		272 505,19 €			Services	ASSOCIATION PRACHTIS	75012	PARIS	24	28/03/2017
Région Bretagne	Travaux dans les lycées bretons	Maintenance du parc ascenseurs, de monte-charges et d'élévateurs pour personnes à mobilité réduite - Département 29	Divers lycées bretons du département Finistère	269 398,00 €			Services	ABH	35742	PACE	48	26/12/2016
Région Bretagne	Informatique	Mise en œuvre de solutions de connexion internet haut débit pour les lycées bretons	Divers lycées bretons	200 000,00 €	X		Services	ORANGE	35708	RENNES	48	22/02/2017
Région Bretagne	Relation aux citoyens	Production d'une exposition didactique et grand public de présentation des politiques publiques régionales relatives à la stratégie maritime		200 000,00 €	X		Services	EQUILIBRE COMMUNICATION	56610	ARRADON	36	19/01/2017
Région Bretagne	Recrutement	Réalisation d'annonces de recrutement, mise en page et publication sur support papier ou support web		180 000,00 €	X		Services	PRECONTACT	35200	RENNES	36	27/01/2017
Région Bretagne	Contrôle de dispositifs	Assistance à maitrise d'ouvrage pour la réalisation des audits d'opérations du programme opérationnel du Fonds européen de développement économique régional (FEDER) et du Fonds Social Européen (FSE) Bretagne 2014/2020		196 000,00 €	X		Services	ERNST ET YOUNG	92400	COURBEVOIE	36	21/02/2017
Région Bretagne	Semaine du Golfe 2017	Prestations pour la "Semaine du Golfe du Morbihan" - Mai 2017	Les ports du Golfe du Morbihan	104 166,67 €			Services	ASSOCIATION SEMAINE DU GOLFE DU MORBIHAN	56009	VANNES	8	12/12/2016
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Conseil en gestion de la dette et en ingénierie financière		100 000,00 €	X		Services	KLOPFER	75782	PARIS	48	17

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Aménagement pour la pêche 2ème phase - Quai hauturier - Port de Brest	Missions de maîtrise d'œuvre	Port de Brest	96 610,00 €			Services	SETEC	13127	VITROLLES	54	08/02/2017
Région Bretagne	Contrôle de dépense	Suivi administratif et financier des dossiers et versements des aides régionale aux bénéficiaires finaux des dispositifs régionaux de soutien à la réalisation du Pass'bio et de soutien aux investissements d'économie d'énergie dans les exploitations agricoles		87 210,00 €	X		Services	AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	35574	CHANTEPIE	24	16/02/2017
Région Bretagne	Campagne "Attractivité"	Achat d'art 8 visuels pour la campagne "attractivité"		85 000,00 €		X	Services	NOTCHUP DDB	44204	NANTES	36	23/12/2016
Région Bretagne	Travaux sur les ouvrages des voies navigables	Mission d'assistance à la maintenance des ouvrages automatisés et mécanisés des Voies Navigables	Vilaine et Canal d'Ille et Rance	83 584,40 €	X		Services	SAUR	44400	LA BAULE	48	31/01/2017
Région Bretagne	Travaux sur les ouvrages des voies navigables	Mission d'assistance à la maintenance des ouvrages automatisés et mécanisés des Voies Navigables	Blavet et Canal de Nantes à Brest	83 584,40 €	X		Services	SAUR	44400	LA BAULE	48	31/01/2017
Région Bretagne	Mise en conformité, de modernisation, de remplacement d'appareils du parc des ascenseurs du patrimoine régional	Etudes et le suivi de la mise en conformité, de modernisation, de remplacement d'appareils du parc des ascenseurs du patrimoine régional		83 285,00 €			Services	ACCEO	35760	SAINT GREGOIRE	12	12/01/2017
Région Bretagne	Travaux dans les lycées bretons	Maintenance du parc ascenseurs, de monte-charges et d'élévateurs pour personnes à mobilité réduite - Département 56	Divers lycées bretons du département Morbihan	82 289,52 €			Services	THYSSENKRUPP ASCENSEURS	56600	LANESTER	48	28/12/2016
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Evaluation du dispositif Bretagne Qualité Apprentissage 2017		68 370,00 €			Services	SEMAPHORES EXPERTISE	75017	PARIS	4	28/02/2017
Région Bretagne	Campagne "Attractivité"	Création d'un site web dédié à la campagne "attractivité"		67 520,00 €			Services	NOTCHUP DDB	44200	NANTES	3	29/12/2016

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-283500016-20170703-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Travaux dans les lycées bretons	Maintenance du parc ascenseurs, de monte-charges et d'élévateurs pour personnes à mobilité réduite de la région Bretagne - Département 22	Divers lycées bretons du département des Côtes d'Armor	63 319,74 €			Services	OTIS	35514	CESSON SEVIGNE	48	26/12/2016
Région Bretagne	Relation aux citoyens	Prestations pour la course nautique "La Solitaire" 2017		60 000,00 €			Services	OC SPORT France	35000	RENNES	9	21/12/2016
Région Bretagne	Mise en œuvre de la COP régionale en lien avec l'élaboration du SRADDET	Location du Palais du Grand large et prestations associées pour l'évènement relatif au "carrefour des transitions" - le 9 mars 2017	Saint Malo	57 973,91 €			Services	PALAIS DU GRAND LARGE	35407	SAINT MALO	1	03/03/2017
Région Bretagne	Systèmes d'information	Prestations de maintenance du progiciel de photothèque numérique Ajaris		50 000,00 €		X	Services	ORKIS	13852	AIX EN PROVENCE	48	01/01/2017
Région Bretagne	Systèmes d'information	Prestations de maintenance et d'évolutions et prestations associées du progiciel de photothèque numérique Ajaris		50 000,00 €	X		Services	ORKIS	13852	AIX EN PROVENCE	48	01/01/2017
Région Bretagne	Relation aux citoyens	Production de contenus pour divers supports print pour les besoins de la Région Bretagne		50 000,00 €		X	Services	RUE PREMION	44400	REZE	12	22/12/2016
Région Bretagne	Coordination sécurité protection de la santé	Coordination de sécurité et protection de la santé pour les travaux réalisés sur les infrastructures des voies navigables	Vilaine et Canal d'Ille et Rance	45 800,00 €	X		Services	SOCOTEC	56272	PLOEMEUR	48	22/02/2017
Région Bretagne	Coordination sécurité protection de la santé	Coordination de sécurité et protection de la santé pour les travaux réalisés sur les infrastructures des voies navigables	Blavet et Canal de Nantes à Brest	45 800,00 €	X		Services	SOCOTEC	56272	PLOEMEUR	48	22/02/2017
Région Bretagne	Coordination sécurité protection de la santé	Coordination de sécurité et protection de la santé pour les travaux réalisés dans les ports maritimes des Côtes d'Armor		45 800,00 €	X		Services	SOCOTEC	56272	PLOEMEUR	48	22/02/2017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Coordination sécurité protection de la santé	Coordination de sécurité et protection de la santé pour les travaux réalisés dans les ports maritimes d'Ille et Vilaine		45 800,00 €	X		Services	SOCOTEC France	56272	PLOEMEUR	48	27/02/2017
Région Bretagne	Salon du lycéen et de l'étudiant	Achat d'espace (stand) pour le salon du lycéen et de l'étudiant (janvier 2017)	Parc des expositions à Rennes	45 038,00 €			Services	GROUPE ALTICE MEDIA	75308	PARIS	6	12/01/2017
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Mission d'expertise dans le domaine des transports de voyageurs et des mobilités pour l'élaboration d'un diagnostic prospectif multimodal		43 440,00 €			Services	EXPLAIN	93100	MONTREUIL	10	31/03/2017
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Concertation sociale dans le cadre de l'élaboration d'une charte pour le développement du port de pêche de Lorient	Port de pêche de Lorient	40 600,00 €			Services	SECAFI SAS	44403	REZE	3	15/02/2017
Région Bretagne	Carrefour des gestions locales de l'eau (C.G.L.E.) 2017	Appui à l'organisation		39 520,00 €			Services	IDEAL CONNAISSANCES	94276	LE KREMLIN BICETRE	9	12/12/2016
Région Bretagne	Relation aux citoyens	Prestations dans le cadre de la 35ème America's Cup		36 000,00 €			Services	SAS TEAM France	56100	LORIENT	12	21/12/2016
Région Bretagne	Contrôle de dépense	Instruction et suivi technique des dossiers relatifs au dispositif régional de soutien aux investissements d'économie d'énergie dans les exploitations agricoles		34 200,00 €	X		Services	GIE ELEVAGES	35042	RENNES	24	16/02/2017
Région Bretagne	Systèmes d'information	Mise à disposition d'un logiciel de gestion de la dette de la trésorerie		31 825,00 €	X		Services	FINANCE ACTIVE	75002	PARIS	48	22/12/2016
Région Bretagne	Transport - Mobilité	Mission de conseil et d'accompagnement pour la réalisation d'une étude des mobilités sur le territoire de Fougères	Fougères	30 000,00 €			Services	KISIO ANALYSIS	75012	PARIS	10	2[illegible]/1[illegible]016

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-2[illegible]500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Systèmes d'information	Acquisition et mise en œuvre d'un outil de gestion des avances remboursables		30 000,00 €	X		Services	SELDON FINANCE	64200	BIDART	24	21/12/2016
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Mission d'étude des points d'arrêts des lignes de transports interurbains et scolaires sur le territoire de la ville de Pontivy.	Pontivy	29 860,00 €			Services	MOBHILIS	35600	SAINTE-MARIE	5	28/03/2017
Région Bretagne	Campagne "Attractivité"	Installation d'une exposition sur le thème de l'attractivité à la Maison de la Bretagne, à Bruxelles et au siège de la Région Bretagne		28 528,80 €		X	Services	BORN SCENOGRAPHIE SIGNALETIQUE	44470	CARQUEFOU	10	03/03/2017
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Poste d'anodes sacrificielles - Assistance au maître d'ouvrage pour les dossiers de loi sur l'eau		27 750,00 €			Services	SAFEGE	35761	SAINT GREGOIRE	12	31/03/2017
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Mise en œuvre d'outils explicatifs et opérationnels pour le dispositif passe ressources pédagogiques		25 000,00 €			Services	NEWSENS	35000	RENNES	12	03/02/2017
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Assistance au montage d'un dossier "grand projet" auprès de la Commission Européenne pour l'opération Bretagne Très Haut Débit		25 000,00 €			Services	IDATE	34092	MONTPELLIER	12	24/02/2017
Région Bretagne	Poste 2 du terminal ferry du Naye - Port de Saint Malo	Etude de confortement des assises des caissons	Port de Saint Malo	25 000,00 €			Services	SOCIETE ARTELIA	56303	PONTIVY	12	
Région Bretagne	Prestation juridique	Recherche, dépôt, surveillance des marques régionales de la Région Bretagne et questions relatives aux signes distinctifs		24 999,00 €	X		Services	CABINET AVOXA RENNES	35108	RENNES	24	/02/2017
Région Bretagne	Mise en œuvre de la COP régionale en lien avec l'élaboration du SRADDET	Assistance à Maîtrise d'ouvrage pour l'Animation d'un temps de travail collaboratif dans le cadre du carrefour des transitions du 9 mars 2017	Saint Malo	24 800,00 €			Services	SARL L'ACTEUR RURAL	61100	SAINT PAUL	6	)17

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-2[illegible]3500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Travaux dans les lycées bretons	Entretien de la chaufferie bois	Lycée Brocéliande de Guer	24 776,00 €			Services	ENGIE ENERGIE SERVICES	35091	RENNES	12	22/03/2017
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Assistance à maitrise d'œuvre pour la structuration du parc d'ouvrages portuaires de Brest et déploiement de la politique de gestion de patrimoine de la Région Bretagne	Brest	24 225,00 €			Services	ACCOAST	56880	PLOEREN	6	17/01/2017
Région Bretagne	Campagne "Attractivité"	Production de l'ensemble des outils de la campagnes attractivité : Affiche, site Web, bannières Web pour les besoins de la Région Bretagne		23 600,00 €			Services	NOTCHUP DDB	44200	NANTES	3	03/03/2017
Région Bretagne	Transport - Mobilité	Création d'un nom pour le futur réseau de Transport Régional		23 450,00 €			Services	RAISON D'ETRE	75010	PARIS	4	24/01/2017
Région Bretagne	Contrôle de dépense	Instruction et suivi technique des dossiers relatifs au dispositif régional de soutien à la réalisation du Pass'Bio		23 432,00 €	X		Services	INITIATIVE BIO BRETAGNE	35700	RENNES	24	16/02/2017
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Analyse des études de réparation et vérifications structurelles de l'ouvrage	Estacade de Roscoff Vieux-Port	22 730,00 €			Services	CEREMA	44262	NANTES	0	22/03/2017
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Analyses de la gestion de l'activité de remorquage sur l'ensemble des ports bretons	Ensemble des ports bretons	20 400,00 €			Services	KARO INTERNATIONAL	13620	CARRY LE ROUET	5	22/02/2017
Région Bretagne	Relation aux citoyens	Conseil et accompagnement en innovation éditoriale		20 000,00 €		X	Services	RUE PREMION	44400	REZE	12	22/12/2016
Région Bretagne	Carrefour des gestions locales de l'eau (C.G.L.E.) 2017	Prestations évènementielles		19 500,00 €			Services	IDEAL CONNAISSANCES	94276	LE KREMLIN BICETRE	9	16/11/2016

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-253500016-20170703-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Site internet ABCIS (acteurs bretons de la coopération et solidarité internationale)	Maintenance et évolutions du site ABCIS (acteurs bretons de la coopération et solidarité internationale) : "évolutions de la base de données des acteurs"		19 300,00 €			Services	VERSIO SARL	35000	RENNES	10	08/03/2017
Région Bretagne	Systèmes d'information	Souscription logicielle et prestations d'hébergement, de maintenance et d'évolutions et prestations associées de la solution de gestion des recrutements "Profil Search" éditée par PROFIL SOFT		18 189,60 €		X	Services	PROFIL SOFT	75013	PARIS	48	05/01/2017
Région Bretagne	Conseil Régional des Jeunes (C.R.J.)	Organisation et accompagnement méthodologique des sessions et réunions du Conseil Régional des Jeunes de janvier à août 2017		17 634,12 €			Services	ASSOCIATION LEO LAGRANGE OUEST	44615	SAINT NAZAIRE	9	09/01/2017
Région Bretagne	Politique environnementale	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement des démarches régionales de réduction de l'utilisation des produits pesticides en zone non agricole (formation des agents techniques des collectivités et des élus)		16 667,00 €			Services	PROXALIS ENVIRONNEMENT (Mandataire) AL LIORZHOU NAET - Les jardins naturels (cotraitant) L'association Maison de la bio 29 (cotraitant)	35235 23300 29460	THORIGNE FOUILLARD LANNION DAOULAS	15	15/12/2016
Région Bretagne	Campagne "Attractivité"	Post test de la campagne "attractivité" ("Passez à l'ouest")		16 475,00 €			Services	NOTCHUP DDB	44204	NANTES	4	09/03/2017
Région Bretagne	Carrefour des gestions locales de l'eau (C.G.L.E.) 2017	Achat d'espace "stand"	Parc des expositions à Rennes	16 424,75 €			Services	PUB VOLUME	85603	MONTAIGU	6	21/12/2016
Région Bretagne	Campagne "Attractivité"	Achat d'art - capsules vidéo pour la campagne "attractivité"		15 000,00 €		X	Services	NOTCHUP DDB	44204	NANTES	36	21/12/2016
Région Bretagne	Informations et documentations	Service de veille et de gestion de droits de diffusion d'articles de presse		15 000,00 €			Services	EDD	75005	PARIS	12	21/12/2016
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Elaboration du bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) 2015		14 951,00 €			Services	FACTOR X	1420	BRAINE L'ALLEUD (Belgique)	4	21/12/2016

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP302-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Nettoyage des cales portuaires	Prestations de nettoyage de cales	Quiberon-Séné-Ile d'Arz-Vannes	14 532,42 €			Services	LORIS SERVICE	56100	LORIENT	3	30/12/2016
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Appui au Conseil Régional sur les perspectives maritimes mondiales, menaces et opportunités pour la Bretagne Maritime		13 600,00 €			Services	SARL ARMERIS	35000	RENNES	4	23/01/2017
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Rencontre régionales des acteurs bretons de la coopération et de la solidarité internationale		13 500,00 €			Services	COLLEGE COOPERATIF EN BRETAGNE	35044	RENNES	5	16/02/2017
Région Bretagne	Formation professionnelle	Location de salle pour la journée régionale des initiatives territoriales pour l'emploi - 28/02/2017	Saint Brieuc	13 487,00 €			Services	PALAIS DES CONGRES ET DES EXPOSITIONS DE LA BAIE DE ST BRIEUC	35651	LE RHEU	24	15/02/2017
Région Bretagne	Campagne "Attractivité"	Impression d'affiches		13 473,90 €		X	Services	PUBLITEX	29211	BREST	3	01/02/2017
Région Bretagne	Dispositif d'accompagnement à la création d'entreprises pour les demandeurs d'emploi et les publics éloignés de l'emploi	Réalisation de lettres mensuelles d'information sur la mise en œuvre du dispositif transitoire 2017 d'accompagnement à la création d'entreprises pour les demandeurs d'emploi et les publics éloignés de l'emploi		12 815,00 €		X	Services	CABINET AMNYOS	75011	PARIS	11	08/03/2017
Région Bretagne	Travaux sur le domaine portuaire	Fixation des modalités d'entretien réalisés par les agents portuaires pour les ouvrages du Port Régional de l'Ile de Batz	Ile de Batz	12 500,00 €			Services	COMMUNE DE L' ILE DE BATZ	29253	ILE DE BATZ	12	23/01/2017
Région Bretagne	Fête de la Bretagne 2017	Impression du programme (120 000 exemplaires)		11 989,29 €		X	Services	IMAYE GRAPHIC	53021	LAVAL	3	23/03/2017
Région Bretagne	Recrutement	Organisation et mise en œuvre de tests professionnels administratifs pour la Région Bretagne		11 000,00 €			Services	BUROSCOPE	35510	CESSON SEVIGNE	12	24/0[illegible]017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170703-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Séminaire du Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP)	Location de salle - 22/03/2017	Saint Brieuc	10 451,00 €			Services	PALAIS DES CONGRES ET DES EXPOSITIONS DE LA BAIE DE ST BRIEUC	22099	SAINT BRIEUC	12	20/03/2017
Région Bretagne	Informatique	La conception, mise en service et hébergement d'une plateforme de gestion statistique dans le cadre du dispositif Visa Internet Bretagne		10 160,00 €			Services	SARL ABF OSIELL	35740	PACE	12	14/02/2017
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Conduite et animation de l'Atelier n° 3 du Tourisme breton		10 040,00 €		X	Services	HOSPITALITY ON	75007	PARIS	3	01/03/2017
Région Bretagne	Systèmes d'information	Souscription logicielle et prestations d'hébergement, de maintenance et d'évolutions (...) et prestations associées de la solution de gestion des recrutements "Profil Search" éditée par PROFIL SOFT		10 000,00 €	X		Services	PROFIL SOFT	75013	PARIS	48	05/01/2017
Région Bretagne	Prestations juridiques	Prestations d'analyse et de conseil juridiques sur la répartition des pouvoirs de police portuaire entre l'Etat et la Région		10 000,00 €			Services	CABINET CORNET VINCENT SEGUREL	44186	NANTES	12	27/12/2016
Région Bretagne	Prestations juridiques	Analyse du conventionnement du type Service d'Intérêt Economique Général (SIEG) mis en place entre la Région et la société France Télévision et appui méthodologique pour la transposition de ce montage aux conventions à conclure avec les sociétés locales de télévisions		9 900,00 €			Services	CABINET CORNET VINCENT SEGUREL	44100	NANTES	12	06/02/2017
Région Bretagne	Formation professionnelle	Intervention d'expert dans le cadre du soutien à l'élaboration du cadre de références régional sur la prise en charge des jeunes décrocheurs en Bretagne		8 375,00 €			Services	ASKORIA	35208	RENNES	24	06/02/2017
Région Bretagne	Impression	Impression du magazine pour les entreprises : "Bretagne Info Partenaires" (BIP) N° 59 et impression de la plaquette "budget 2017"		8 128,00 €		X	Services	LE COLIBRI IMPRIMEUR	35510	CESSON SEVIGNE	3	06/02/2017
Région Bretagne	Prestation d'édition	Détermination d'un cadre de référence des collections et des chartes éditoriales des premières collections.		8 000,00 €			Services	LOCUS SOLUS	29590	LOPEREC	24	06/02/2017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-235500016-20170623-17_SCPPA_DP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Campagne "Attractivité"	Définition de concept événementiel pour la campagne Attractivité		8 000,00 €		X	Services	NOTCHUP DDB	44204	NANTES	1	13/03/2017
Région Bretagne	Campagne apprentissage 2017	Impression de documents		7 740,00 €		X	Services	MEDIA GRAPHIC	35063	RENNES	3	12/01/2017
Région Bretagne	Conseil régional des jeunes (C.R.J.)	Accompagnement technique des sessions et réunions du Conseil Régional des Jeunes (CRJ) de janvier à août 2017		7 231,60 €		X	Services	BIJ DE BREST	29200	BREST	9	09/01/2017
Région Bretagne	Bibliothèque numérique (Bretania)	Hébergement d'Ermès et infodoc dans Azure pour Bretania		5 592,00 €			Services	ARCHIMED	59042	LILLE	12	24/02/2017
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Analyse des conséquences juridiques de la loi NOTRe sur le port de Saint-Brieuc - Le Légué		5 250,00 €			Services	SUR & MAUVENU	75009	PARIS	6	08/03/2017
Région Bretagne	Fête de la Bretagne 2017	Banderoles en anglais et en français		4 625,00 €		X	Services	MATCH PORODUCTION CREATION	35650	LE RHEU	5	13/02/2017
Région Bretagne	Fête de la Bretagne 2017	Impression de supports de communication "Fête de la Bretagne 2017"		4 571,00 €		X	Services	LE COLIBRI IMPRIMEUR	35510	CESSON SEVIGNE	3	24/03/2017
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Accompagnement au projet de la modernisation de la Commission Permanente		4 566,00 €			Services	WORKLAB	44000	NANTES	2	22/02/2017
Région Bretagne	Fête de la Bretagne 2017	10 000 lanyards et 10 000 portes badges		4 550,00 €		X	Services	JORDENEN	45380	LA CHAPELLE SAINT MESMIN	5	08/0[illegible]017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Fête de la Bretagne 2017	Impression d'affiches pour l'événement "Fête de la Bretagne 2017"		4 466,00 €		X	Services	PUBLITEX	29274	BREST	3	15/03/2017
Région Bretagne	Relation aux citoyens	Achat d'art culture et sport : réalisation 11 illustrations		4 350,00 €		X	Services	NOTCHUP DDB NOUVEAU MONDE	44204	NANTES	3	20/12/2016
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Restitution de l'étude comparée de la compétitivité de la filière pêche française		4 288,00 €			Services	VIA AQUA	44100	NANTES	2	21/02/2017
Région Bretagne	Conseil régional des jeunes (C.R.J.)	Accompagnement à la session d'installation du Conseil régional des jeunes (C.R.J.)		4 000,00 €		X	Services	LEO LAGRANGE OUEST	44615	SAINT NAZAIRE	1	05/12/2016
Région Bretagne	Projet INTERREG Europe SET UP	Contrôle de 1er niveau des dépenses de la Région Bretagne relatives au projet interreg Europe SET UP		3 360,00 €			Services	DELOITTE	92200	NEUILLY SUR SEINE	48	16/03/2017
Région Bretagne	Etudes, assistance à maîtrise d'ouvrage	Analyse des conséquences financières de la loi NOTRe sur le port de Saint-Brieuc - Le Légué		3 250,00 €			Services	ESPELIA	75009	PARIS	6	23/02/2017
Région Bretagne	Systèmes d'information	Transfert des données de gestion patrimoniale des ouvrages portuaires du Conseil Départemental 29 vers le progiciel GECOPE		3 250,00 €			Services	SOCIETE NETISYS	06560	VALBONNE	2	23/01/2017
Région Bretagne	Informatique	Acquisition de licences supplémentaires pour le progiciel de gestion patrimoniale portuaire "GECOPE"	Ports de Brest, de Lorient, de Saint-Malo	3 200,00 €			Services	ACCOAST SASU	56880	PLOEREN	1	22/02/2017
Région Bretagne	Contrôle de dépense	Contrôle de 1er niveau des dépenses de la Région Bretagne relatives au projet Interrreg Europe SET UP		2 800,00 €			Services	DELOITTE	92200	NEUILLY SUR SEINE	48	16/03/2017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Transport - Mobilité	Evolution, exploitation et maintenance de l'outil en ligne de consultation de la future offre de desserte 2017 et 2018 développé au printemps 2016		2 730,00 €			Services	BOOKBEO	35000	RENNES	12	17/01/2017
Région Bretagne	Suivi su site d'immersion de Groix	Expertise du suivi du site d'immersion de Lorient	Groix	2 600,00 €			Services	MNHN	75005	PARIS	12	22/03/2017
Région Bretagne	Prestations juridiques	Conseil, assistance et représentation de la Région Bretagne dans l'affaire l'opposant à la société Architecture Plurielle		2 240,00 €			Services	SELARL AVOXA RENNES	35108	RENNES	24	17/02/2017
Région Bretagne	Campagne "Attractivité"	Impression d'un dépliant de 8 cartes postales (retirage)		1 911,00 €		X	Services	VAL PRODUCTION GRAPHIQUE	44860	PONT-SAINT-MARTIN	3	20/03/2017
Région Bretagne	Impression (Communication interne)	Impression du panoramiques n°43 (magazine à destination des agents)		1 810,00 €		X	Services	MEDIA GRAPHIC	35063	RENNES	3	09/03/2017
Région Bretagne	Communication interne	Impression panoramiques n°42 (magazine interne à destination des agents)		1 808,00 €		X	Services	LE COLIBRI	35510	CESSON SEVIGNE	3	26/12/2016
Région Bretagne	Impression	Impression du dépliant Bretagne Info Partenaires n°58 (à destination des entreprises)		1 780,00 €		X	Services	VAL PRODUCTION GRAPHIQUE	44860	ST AIGNAN DE GRAND LIEU	3	23/01/2017
Région Bretagne	Suivi et évaluation de la mise en œuvre des 3 appels à projets Agriculture écologiquement performante (AEP) année 2017	Restauration réunion pour le projet Agriculture écologiquement performante (AEP)		1 727,27 €			Services	CORIANDRE	22110	TREMARGAT	2	22/02/2017
Région Bretagne	Travaux dans les lycées bretons	Recherche de fuites sur toit terrasse	Lycée Dupuy de Lôme Brest	1 725,50 €			Services	BRETAGNE ASSECHEMENT	35190	SAINT DOMINEUC	1	17/03/2017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Travaux dans les lycées bretons	Recherche de fuites sur toit terrasse	Lycée Brizeux Quimper	1 725,50 €			Services	BRETAGNE ASSECHEMENT	35190	SAINT DOMINEUC	1	14/02/2017
Région Bretagne	Travaux dans les lycées bretons	Recherche de fuites sur toit terrasse	Etablissement régional d'enseignement adapté (EREA) Louise Michel Quimper	1 725,50 €			Services	BRETAGNE ASSECHEMENT	35190	SAINT DOMINEUC	1	10/02/2017
Région Bretagne	Carrefour des gestions locales de l'eau (C.G.L.E.) 2017	90 Bodywarmers (complément)		1 615,50 €		X	Services	VENDREDI 13	81502	LAVAUR	5	09/03/2017
Région Bretagne	Conseil régional des jeunes (C.R.J.)	Accompagnement à la session d'installation du Conseil régional des jeunes (C.R.J.) - Commission communication		1 500,00 €		X	Services	BIJ DE BREST	29200	BREST	1	05/12/2016
Région Bretagne	Relation aux citoyens	Impression des cartes de vœux 2017		1 284,00 €		X	Services	LE COLIBRI	35510	CESSON SEVIGNE	3	05/12/2016
Région Bretagne	Relation aux citoyens	Impression plaquette FRAC "Région Bretagne, l'ambition culturelle"		1 072,00 €		X	Services	LE COLIBRI	35510	CESSON SEVIGNE	3	16/03/2017
Région Bretagne	Plateforme de suivi et d'appui au décrochage scolaire	Restauration - réunion de travail des Plateforme de suivi et d'appui au décrochage scolaire (PSAD) le 09/02/2017	Rennes	890,00 €			Services	QUANTIC CAFE	35000	RENNES	0	23/01/2017
Région Bretagne	Campagne "Attractivité"	Impression de 8 affiches		969,00 €			Services	VAL PRODUCTION GRAPHIQUE	44860	SAINT AIGNAN DE GRAND LIEU	3	02/02/2017
Région Bretagne	Campagne apprentissage	Impressions de divers documents		938,00 €		X	Services	LE COLIBRI	35510	CESSON SEVIGNE	3	16/1[illegible]016

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-2[illegible]3500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Campagne "Attractivité"	Impression d'un dépliant "8 cartes postales"		900,00 €			Services	MEDIA GRAPHIC	35063	RENNES	3	27/02/2017
Région Bretagne	Campagne apprentissage 2017	Impression de supports de communication "Campagne apprentissage"		897,00 €			Services	LE COLIBRI IMPRIMEUR GENICADO OUEST	35510 44240	CESSON SEVIGNE LA CHAPELLE SUR ERDRE	3	01/02/2017
Région Bretagne	Travaux dans les lycées bretons	Recherche de fuite sur toit terrasse	Lycée Emile Zola Rennes	859,00 €			Services	BRETAGNE ASSECHEMENT	35190	SAINT DOMINEUC	1	17/01/2017
Région Bretagne	Service Public Régional de l'Orientation (S.P.R.O.)	Journée intervention expert pour le Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) le 03/03/2017	Rennes	800,00 €			Services	ANDRE CHAUVET CONSEIL	13390	AURIOL	12	22/02/2017
Région Bretagne	Fête de la Bretagne 2017	5 000 ballons de baudruche		700,00 €		X	Services	JORDENEN	45380	LA CHAPELLE SAINT MESMIN	5	03/03/2017
Région Bretagne	Cadeaux protocolaires	400 pin's "drapeaux croisés" (commande complémentaire)		680,00 €		X	Services	GENICADO	35650	LE RHEU	5	09/03/2017
Région Bretagne	Communication interne	Rédaction de la Une Kelenn (intranet de la Région Bretagne) relative à la médecine préventive		675,00 €		X	Services	RUE PREMION	44400	REZE	1	15/01/2017
Région Bretagne	Communication interne	Rédaction de Une Kelenn (intranet de la Région Bretagne) relative aux orientations budgétaires		675,00 €		X	Services	RUE PREMION	44400	REZE	1	15/01/2017
Région Bretagne	Campagne "Se former en Bretagne"	Impression de 2 flyers (3 000 exemplaires)		630,00 €		X	Services	MEDIA GRAPHIC	35063	RENNES	3	09/0[illegible]017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Travaux dans les lycées bretons	Recherche de fuites sur toit terrasse	Lycée Jean Moulin à Châteaulin	609,00 €			Services	BRETAGNE ASSECHEMENT	35190	SAINT DOMINEUC	1	16/02/2017
Région Bretagne	Travaux dans les lycées bretons	Recherche de fuites sur toit terrasse	Lycée Harteloire Brest	609,00 €			Services	BRETAGNE ASSECHEMENT	35190	SAINT DOMINEUC	1	10/02/2017
Région Bretagne	Campagne "Se former en Bretagne"	Impression de la plaquette "La Région Bretagne vous accompagne dans votre projet de formation" (10 000 exemplaires)		561,00 €		X	Services	LE COLIBRI IMPRIMEUR	35510	CESSON SEVIGNE	3	09/03/2017
Région Bretagne	Fonds Européens Structurels et d'Investissement (FESI)	Impression de notice d'accompagnement des supports de visibilité européenne		520,00 €		X	Services	MEDIA GRAPHIC	35063	RENNES	3	22/12/2016
Région Bretagne	Plateforme de suivi et d'appui au décrochage scolaire	Location de salle pour une réunion de travail des Plates-formes de suivi et d'appui aux décrocheurs (PSAD) le 09/02/2017	Rennes	431,81 €			Services	MAISON DES ASSOCIATIONS	35000	RENNES	0	19/01/2017
Région Bretagne	Service Public Régional de l'Orientation (S.P.R.O.)	Prestation de traduction pour la "synthèse des usagers" - Service Public Régional de l'Orientation" (SPRO)		390,00 €			Services	CG TRADUCTION	78002	VERSAILLES	12	25/01/2017
Région Bretagne	Projet BRIDGE (Dans le cadre du Service Public Régional d'Orientation, BRIDGE est un Projet européen Erasmus +, en partenariat avec le FONGECIF et la région du Baden -Württemberg)	Restauration déjeuner du 03/02/2017	Rennes	363,00 €			Services	RESTAURANT ARTNCOOK	35011	RENNES	0	19/01/2017
Région Bretagne	Projet BRIDGE (Dans le cadre du Service Public Régional d'Orientation, BRIDGE est un Projet européen Erasmus +, en partenariat avec le FONGECIF et la région du Baden -Württemberg)	Restauration déjeuner du 02/02/2017	Rennes	360,00 €			Services	LE CAFE DES BAINS	35000	RENNES	0	19/01/2017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPA_MP_02-DE

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Impression	Impression du Bretagne Info Partenaires n°59 (Retirage de 1 000 exemplaires)		343,00 €		X	Services	LE COLIBRI IMPRIMERIE	35510	CESSON SEVIGNE	3	28/02/2017
Région Bretagne	Projet BRIDGE (Dans le cadre du Service Public Régional d'Orientation, BRIDGE est un Projet européen Erasmus +, en partenariat avec le FONGECIF et la région du Baden -Württemberg)	Restauration diner journée 02/02/2017	Rennes	290,91 €			Services	RESTAURANT LE GRILL	35000	RENNES	0	30/01/2017
Région Bretagne	Impression	Façonnage d'un document pour la Direction Déléguée des Voies Navigables (Réalisation d'une micro perforation)		160,00 €		X	Services	MEDIA GRAPHIC	35000	RENNES	1	14/12/2016
Région Bretagne	Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP)	Restauration pour la réunion du 13/03/2017	Rennes	127,00 €			Services	RESTAURANT LE GRILL	35000	RENNES	12	13/03/2017
Région Bretagne	Traiteur	Restauration Midi du salariés - 04/04/2017	Trégueux	84,00 €			Services	SARL PEYROLAS	22000	SAINT BRIEUC	12	31/03/2017
Région Bretagne	Service Public Régional de l'Orientation (S.P.R.O.)	Restauration journée "Service Public Régional de l'Orientation" (SPRO) - 12 décembre 2016	Saint Brieuc	67,56 €			Services	BOULANGERIE PEYROLAS	22000	SAINT BRIEUC	0	12/12/2016
Région Bretagne	Projet BRIDGE (Dans le cadre du Service Public Régional d'Orientation, BRIDGE est un Projet européen Erasmus +, en partenariat avec le FONGECIF et la région du Baden -Württemberg)	Accueil café, réunion Bridge du 03/02/2017		58,00 €			Services	LYCEE VICTOR ET HELENE BASCH	35093	RENNES	0	31/02/2017
Total des marchés de services (en € HT)				**7 264 091,10 €**								
Dispositif de Formation Professionnelle (compétence régionale)												

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Programme Bretagne Formation (PBF)	Employé-e administratif-ive et d'accueil / secrétaire assistant-e / secrétaire comptable / comptable assistant-e		496 964,00 €	X		Services	INITIATIVES FORMATION	35000	RENNES	6	29/03/2017
Région Bretagne	Programme Bretagne Formation (PBF)	Tuyauteur.euse		403 149,59 €	X		Services	AFPA ▫DIRECTION REGIONALE DE BRETAGNE	22099	SAINT-BRIEUC	12	27/02/2017
Région Bretagne	Dispositif Régional pour l'insertion professionnelle (DRIP)	Compétence Français Langue Étrangère ▫Pays De Rennes ▫Pays De Brest ▫Pays De Lorient ▫Pays De Saint-Brieuc		326 781,00 €	X		Services	CLPS	35000	RENNES	24	27/03/2017
Région Bretagne	Programme Bretagne Formation (PBF)	Agent-e de maintenance des bâtiments et des locaux		278 460,00 €	X		Services	AFPA-DIRECTION REGIONALE DE BRETAGNE	35651	LE RHEU	24	27/03/2017
Région Bretagne	Programme Bretagne Formation (PBF)	Programme Bretagne Formation 2017 - Tourneur.euse et Fraiseur.euse sur machines et Usineur.euse		270 816,00 €	X		Services	DIAFOR ORGANISATION	35208	RENNES	24	27/03/2017
Région Bretagne	Programme Bretagne Formation (PBF)	Chef-fe d'exploitation maraichère bio		225 760,00 €	X		Services	EPLEFPA THEODORE MONOD LE RHEU	35651	LE RHEU	24	27/03/201
Région Bretagne	Programme Bretagne Formation (PBF)	Programme Bretagne Formation 2017 -Technicien.ne en robotique		160 524,00 €	X		Services	DIAFOR ORGANISATION	35651	LE RHEU	24	27/03/2017
Région Bretagne	Programme Bretagne Formation (PBF)	Agent.e de propreté et d'hygiène		115 024,00 €	X		Services	CLPS	35174	BRUZ	24	27/0)17

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPP2_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Programme Bretagne Formation (PBF)	Gardien.ne d'immeuble		96 043,80 €	X		Services	GROUP. SOL. GRETA EST BRETAGNE - GRETA BRETAGNE SUD -GRETA BRETAGNE OCCIDENTALE	35174	BRUZ	24	20/03/2017
Région Bretagne	Programme Bretagne Formation (PBF)	Surveillant-e visiteur-euse de nuit en secteur social et médico-social		89 678,40 €	X		Services	GROUPEMENT SOLIDAIRE. AREP BRETAGNE AREP COTES D ARMOR CFC DU PONANT AREP MORBIHAN LOCMINE FORMATION AREP ILLE-ET-VILAINE	35651	LE RHEU	24	20/03/2017
Région Bretagne	Programme Bretagne Formation (PBF)	Programme Bretagne Formation : Employé.e commercial.e en magasin -		64 209,60 €	X		Services	GROUP. SOL. CLPS AFPA	35706	RENNES	24	15/02/2017
Région Bretagne	Programme Bretagne Formation (PBF)	Programme Bretagne Formation : Employé.e commercial.e en magasin		64 209,60 €	X		Services	GROUP. SOL. CLPS AFPA	29590	PONT DE BUIS	24	15/02/2017
Total des marchés de formation professionnelle (compétence régionale) (en € HT)				**2 591 619,99 €**								
Projet de développement du Port de Brest (Travaux et Services)												
Région Bretagne	Projet du développement du Port de Brest	Travaux pour la réalisation du Quai EMR (Energie Marine Renouvelable) - Poste à quai et plate-forme n°1	Port de Brest	50 725 844,00 €			Travaux	SOCIETE DE DRAGAGE INTERNATIONAL IDRA ENVIRONNEMENT GTM OUEST EMCC VINCI CONSTRUCTION MENARD AGENCE OUEST	59130 35170 35170 44603 49330 44800	LAMBERSART BRUZ BRUZ SAINT NAZAIRE CHATEAUNEUF SUR SARTHE SAINT HERBLAIN	36	15/02/2017
Région Bretagne	Projet du développement du Port de Brest	Travaux relatifs à la digue d'enclôture	Port de Brest	39 882 136,00 €			Travaux	ENTREPRISE LIZIARD SA	29413 29810 59280 44007 27302	LANDERNEAU PLOUARZEL ARMENTIERES NANTES BERNAY	27	15/02/2017
Région Bretagne	Projet du développement du Port de Brest	Assurance "Tous risques chantier" (TRC)	Port de Brest	1 077 000,00 €		X	Services	CABINET GRAS SAVOYE	56323	LORIENT	72	24/11/2016

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035223500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
Région Bretagne	Projet du développement du Port de Brest	Dragage anticipé de la souille du quai 6ème sud et enlèvement de macro déchets	Brest	518 460,00 €			Travaux	CHARIER GC SAS GEOMINES SA ENTREPRISE MARC	44220 83140 35730	COUERON SIX FOURS LES PLAGES PLEURTUIT	4	24/02/2017
Région Bretagne	Projet du développement du Port de Brest	Assistance environnementale en phase travaux : période de préparation et démarrage des travaux - Projet de développement du port de Brest		63 865,00 €			Services	SAFEGE	35760	SAINT-GREGOIRE	6	03/03/2017
Région Bretagne	Projet du développement du Port de Brest	Impression du journal de chantier n°3		4 830,00 €			Services	VAL PRODUCTION GRAPHIQUE	44860	SAINT AIGNAN GRANDLIEU	3	27/02/2017
Région Bretagne	Projet du développement du Port de Brest	Assistance à maitrise d'ouvrage "assurance : conseil lors d'une réunion avec les assureurs le 17/03/2017	Brest	950,00 €			Services	PROTECTAS	35390	LE GRAND FOUGERAY	1	15/03/2017
Région Bretagne	Projet du développement du Port de Brest	Analyse des attestations assurances des candidats ayant déposés une offre pour les lots maritimes	Brest	600,00 €		X	Services	PROTECTAS	35390	GRAND FOUGERAY	1	16/02/2017
Total des marchés du projet de Développement du Port de Brest (en € HT)				**92 273 685,00 €**								
Etudes et Travaux réalisés par la SEMAEB, mandataire de la Région												
SEMAEB	Remplacement des menuiseries	Gros-œuvre, désamiantage	Lycée Fulgence Bienvenue à Loudéac	57 670,72 €			Travaux	BOUGAUD	22600	LOUDEAC	7	23/02/2017
SEMAEB	Remplacement des menuiseries	Menuiseries extérieures	Lycée Fulgence Bienvenue à Loudéac	47 895,00 €			Travaux	FALHER	22110	ROSTRENEN	7	23/02/2017
SEMAEB	Remplacement des menuiseries	Couverture, bardage	Lycée Fulgence Bienvenue à Loudéac	182 511,86 €			Travaux	CBCE	22600	LOUDEAC	7	08/0[illegible]017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170703-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
SEMAEB	Construction d'un bâtiment sur le Campus Mazier	Terrassement / Voierie et Réseaux Divers (VRD) / Gros œuvre / Ossature bois / Bardage / Etanchéité / Couverture / Menuiseries extérieures	Institut de formation en soins infirmiers de Saint Brieuc	2 398 812,83 €			Travaux	Grpt S.C. COSTA / RENAULT MENUISERIE / PCB / MIROITERIES DE L'OUEST GLASSOLUTIONS	22190	PLERIN	18 mois	11/01/2017
SEMAEB	Construction d'un bâtiment sur le Campus Mazier	Serrurerie / Métallerie	Institut de formation en soins infirmiers de Saint Brieuc	95 000,00 €			Travaux	ARCOM	22300	LANNION	18 mois	11/01/2017
SEMAEB	Construction d'un bâtiment sur le Campus Mazier	Menuiseries intérieures / Mobilier / Signalétique	Institut de formation en soins infirmiers de Saint Brieuc	383 829,27 €			Travaux	SARL LE MARCHAND	22460	LE QUILLIO	18	11/01/2017
SEMAEB	Construction d'un bâtiment sur le Campus Mazier	Cloisons / Doublages / Plafonds suspendus	Institut de formation en soins infirmiers de Saint Brieuc	261 867,33 €			Travaux	SPO	22120	HILLION	18	11/01/2017
SEMAEB	Construction d'un bâtiment sur le Campus Mazier	Revêtements de sols / Faïence	Institut de formation en soins infirmiers de Saint Brieuc	203 900,00 €			Travaux	Grpt S.R.S Société de Revêtements de sols / S.A.R.L. Anthony MIRIEL	41000	BLOIS	18	12/01/2017
SEMAEB	Construction d'un bâtiment sur le Campus Mazier	Peinture / Nettoyage	Institut de formation en soins infirmiers de Saint Brieuc	88 598,67 €			Travaux	GRIFFON PEINTURES	22950	TREGUEUX	18	11/01/2017
SEMAEB	Construction d'un bâtiment sur le Campus Mazier	Chauffage / Ventilation / Climatisation / Plomberie / Sanitaires	Institut de formation en soins infirmiers de Saint Brieuc	517 898,28 €			Travaux	SAS BOTREL	22204	GUINGAMP	18	11/01/2017
SEMAEB	Construction d'un bâtiment sur le Campus Mazier	Electricité / Courant fort (CFO) / Courant faible (CFA) / Système de Sécurité Incendie (SSI)	Institut de formation en soins infirmiers de Saint Brieuc	398 517,45 €			Travaux	SARL LE BOHEC ARMOR	22440	TREMUSON	18	11/01/2017
SEMAEB	Construction d'un bâtiment sur le Campus Mazier	Appareil élévateur	Institut de formation en soins infirmiers de Saint Brieuc	49 990,00 €			Travaux	OTIS	56850	CAUDAN	18	11/01/2017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
SEMAEB	remplacement des SSI des bâtiments B et D	Electricité / Système de Sécurité Incendie (SSI)	Lycée Paul Sérusier à Carhais	225 927,46 €			Travaux	SAS KERVEADOU	29270	CARHAIX-PLOUGUER	5	03/03/2017
SEMAEB	remplacement des SSI des bâtiments B et D	Cloisons / menuiseries intérieures, peinture	Lycée Paul Sérusier à Carhais	59 900,00 €			Travaux	LARVOR	29200	BREST	5	03/03/2017
SEMAEB	Locaux enseignement	Adduction d'eau / Voierie et Réseaux Divers (VRD) / aménagements extérieurs	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	292 981,75 €			Travaux	DAVID TP	29860	KERSAINT PLABENNEC	12	09/01/2017
SEMAEB	Locaux enseignement	Désamiantage / purge / gros-œuvre / charpente	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	288 550,00 €			Travaux	LARVOR	29200	BREST	12	09/01/2017
SEMAEB	Locaux enseignement	Couverture / étanchéité	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	35 813,39 €			Travaux	LE MESTRE	29260	KERNELIS	12	09/01/2017
SEMAEB	Locaux enseignement	Menuiseries extérieures	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	745 997,00 €			Travaux	4M	29600	SAINT-MARTIN DES CHAMPS	12	09/01/2017
SEMAEB	Locaux enseignement	Doublage / cloisons / menuiseries intérieures / plafonds	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	161 495,27 €			Travaux	LAPOUS	29610	PLOUIGNEAU	12	09/01/2017
SEMAEB	Locaux enseignement	Carrelage / faïence / peinture	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	90 332,69 €			Travaux	GORDET	29860	PLABENNEC	12	09/01/2017
SEMAEB	Locaux enseignement	Peinture / nettoyage	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	122 748,55 €			Travaux	GRIFFON PEINTURES	22950	TREGUEUX	12	09/01/2017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
SEMAEB	Locaux enseignement	Ascenseur	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	20 340,00 €			Travaux	ABH	35742	PACE CEDEX	12	09/01/2017
SEMAEB	Locaux enseignement	Électricité / Système de Sécurité Incendie (SSI)	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	163 912,49 €			Travaux	EIFFAGE ENERGIE MAINE BRETAGNE	29600	SAINT-MARTIN DES CHAMPS	12	09/01/2017
SEMAEB	Locaux enseignement	Chauffage / ventilation / plomberie	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	92 110,95 €			Travaux	LE BOHEC	29420	PLOUVORN	12	09/01/2017
SEMAEB	Espace scientifique	Désamiantage / démolitions	Lycée Tristan Corbière à Morlaix	102 719,80 €			Travaux	LIZIARD	29143	LANDERNEAU CEDEX	3	01/02/2017
SEMAEB	Espace scientifique	Terrassements généraux / Voierie et Réseaux Divers (VRD) / aménagements extérieurs	Lycée Tristan Corbière à Morlaix	159 865,03 €			Travaux	DAVID TP	29860	KERSAINT-PLABENNEC	3	01/02/2017
SEMAEB	Espace scientifique	Renfort de structure	Lycée Tristan Corbière à Morlaix	15 518,00 €			Travaux	BRITTON	29860	PLABENNEC	7	30/03/2017
SEMAEB	Espace scientifique	Menuiseries extérieures / serrurerie / pare soleil	Lycée Tristan Corbière à Morlaix	56 717,31 €			Travaux	Jean-Michel LAURENT	29600	PLOURIN les MORLAIX	7	30/03/2017
SEMAEB	Espace scientifique	Cloisons / doublages / menuiseries intérieures	Lycée Tristan Corbière à Morlaix	160 357,17 €			Travaux	COLLEAU	29810	LAMPAUL PLOUARZEL	7	30/03/2017
SEMAEB	Espace scientifique	Plafonds suspendus	Lycée Tristan Corbière à Morlaix	20 469,21 €			Travaux	LANGLOIS-SOBRETI	35063	RENNES CEDEX	7	30/03/2017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-243500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
SEMAEB	Espace scientifique	Revêtements de sol	Lycée Tristan Corbière à Morlaix	71 995,93 €			Travaux	SALAUN	29490	GUIPAVAS	7	30/03/2017
SEMAEB	Espace scientifique	Peinture / nettoyage	Lycée Tristan Corbière à Morlaix	29 578,75 €			Travaux	LE COZ	29600	MORLAIX	7	30/03/2017
SEMAEB	Espace scientifique	Electricité	Lycée Tristan Corbière à Morlaix	135 500,00 €			Travaux	EIFFAGE ENERGIE MAINE BRETAGNE	29600	SAINT-MARTIN DES CHAMPS	7	30/03/2017
SEMAEB	Espace scientifique	Chauffage / ventilation / plomberie	Lycée Tristan Corbière à Morlaix	92 747,15 €			Travaux	TECHNICHAUFFAGE	29490	GUIPAVAS	7	30/03/2017
SEMAEB	Sécurité incendie	Démolition / Gros-œuvre	Lycée du Léon à Landivisiau	55 500,00 €			Travaux	LARVOR	29200	BREST	10	02/02/2017
SEMAEB	Sécurité incendie	Menuiseries alus	Lycée du Léon à Landivisiau	36 607,00 €			Travaux	BPS Aluminium	29200	BREST	10	02/02/2017
SEMAEB	Sécurité incendie	Menuiseries bois	Lycée du Léon à Landivisiau	59 437,58 €			Travaux	TECHNIQUE ET BOIS	29410	GUICLAN	10	02/02/2017
SEMAEB	Sécurité incendie	Cloison / plafonds	Lycée du Léon à Landivisiau	23 732,68 €			Travaux	SARL Charles LAPOUS	29610	PLOUIGNEAU	10	02/02/2017
SEMAEB	Sécurité incendie	Carrelage / faïence / sols souples / peinture	Lycée du Léon à Landivisiau	34 631,97 €			Travaux	GORDET	29860	PLABENNEC	10	02/02/2017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
SEMAEB	Sécurité incendie	Plomberie / chauffage / ventilation	Lycée du Léon à Landivisiau	44 705,54 €			Travaux	SARL KERJEAN FRERES	29400	BODILIS	10	02/02/2017
SEMAEB	Sécurité incendie	Electricité / SSI	Lycée du Léon à Landivisiau	55 606,69 €			Travaux	SAS LE BOHEC BENOIT	29404	LANDIVISIAU	10	02/02/2017
SEMAEB	Espaces agents	Gros-œuvre / terrassement / (Voirie Réseaux Divers (VRD)	Lycée Elorn à Landerneau	26 600,00 €			Travaux	LARVOR	29200	BREST	3	07/03/2017
SEMAEB	Espaces agents	Etanchéité	Lycée Elorn à Landerneau	2 886,15 €			Travaux	LE MESTRE	29260	KERNILIS	3	07/03/2017
SEMAEB	Espaces agents	Second œuvre	Lycée Elorn à Landerneau	56 835,20 €			Travaux	HETET	29590	PONT de BUIS les QUIMERCH	3	07/03/2017
SEMAEB	Espaces agents	Ventilation / plomberie / électricité	Lycée Elorn à Landerneau	60 972,79 €			Travaux	KERJEAN	29400	BODILIS	3	07/03/2017
SEMAEB	Remplacement d'un hangar agricole	Terrassements généraux / VRD / aménagements extérieurs	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	135 517,50 €			Travaux	CRENN TP	29600	St Martin des Champs	13	24/01/2017
SEMAEB	Remplacement d'un hangar agricole	Désamiantage / démolitions	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	56 945,00 €			Travaux	LIZIARD	29143	LANDERNEAU CEDEX	13	24/01/2017
SEMAEB	Remplacement d'un hangar agricole	Gros-œuvre	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	228 621,59 €			Travaux	SC COSTA	22190	PLERIN	13	24/0)17

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-263500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
SEMAEB	Remplacement d'un hangar agricole	Charpente et bardage bois	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	286 835,47 €			Travaux	DILASSER	29610	PLOUIGNEAU	13	26/01/2017
SEMAEB	Remplacement d'un hangar agricole	Couverture bacs acier	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	55 876,38 €			Travaux	SARL L'HOSTIS	29290	TREOUERGAT	13	26/01/2017
SEMAEB	Remplacement d'un hangar agricole	Couverture zinc	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	30 988,85 €			Travaux	Union des Ouvriers Couvreurs	29600	MORLAIX	13	26/01/2017
SEMAEB	Remplacement d'un hangar agricole	Menuiseries extérieures mixtes bois aluminium / serrurerie	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	98 556,24 €			Travaux	TECHNIQUES ET BOIS	29410	GUICLAN	13	26/01/2017
SEMAEB	Remplacement d'un hangar agricole	Menuiseries intérieures	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	24 613,00 €			Travaux	SARL Laurent CHAPALAIN	29400	LAMPAUL GUIMILIAU	13	26/01/2017
SEMAEB	Remplacement d'un hangar agricole	Cloisons sèches / isolation	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	18 579,87 €			Travaux	SARL Charles LAPOUS	29610	PLOUIGNEAU	13	26/01/2017
SEMAEB	Remplacement d'un hangar agricole	Cloisons isothermes	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	14 267,00 €			Travaux	AXIMA réfrigération	29190	PLERIN	13	26/01/2017
SEMAEB	Remplacement d'un hangar agricole	Plafonds suspendus	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	15 913,00 €			Travaux	IROISE PLAFONDS	29200	BREST	13	26/01/2017
SEMAEB	Remplacement d'un hangar agricole	Revêtements de sol	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	32 742,15 €			Travaux	LE TEUFF	29190	LE CLOITRE-PLEYBEN	13	26/01/2017

47

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
SEMAEB	Remplacement d'un hangar agricole	Peinture	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	9 669,50 €			Travaux	LE COZ	29600	MORLAIX	13	26/01/2017
SEMAEB	Remplacement d'un hangar agricole	Plomberie - chauffage - ventilation	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	82 162,68 €			Travaux	SAS LE BOHEC	29420	PLOUVORN	13	26/01/2017
SEMAEB	Remplacement d'un hangar agricole	Electricité Courant Fort (CFO) - Courant Faible (CFA)	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	68 587,91 €			Travaux	SAS LE BOHEC BENOIT	29404	LANDIVISIAU	13	26/01/2017
SEMAEB	Remplacement d'un hangar agricole	Equipements froids	Lycée agricole de Suscinio à Morlaix	9 486,38 €			Travaux	AXIMA réfrigération	29190	PLERIN	13	26/01/2017
SEMAEB	Réfection de toiture et d'étanchéité	Gros œuvre - Second œuvre	Lycée Bertrand d'Argentré à Vitré	174 857,07 €	X		Travaux	COREVA	35538	NOYAL SUR VILAINE	22	07/12/2016
SEMAEB	Réfection de toiture et d'étanchéité	Etanchéité - Couverture	Lycée Bertrand d'Argentré à Vitré	98 706,70 €	X		Travaux	SOPREMA ENTREPRISES	35063	RENNES	12	07/12/2016
SEMAEB	Réfection de toiture et d'étanchéité	Plomberie - Chauffage - Ventilation Mécanique Contrôlée (VMC)	Lycée Bertrand d'Argentré à Vitré	123 344,13 €	X		Travaux	CVP	35410	CHATEAUGIRON	22	07/12/2016
SEMAEB	Réfection de toiture et d'étanchéité	Electricité	Lycée Bertrand d'Argentré à Vitré	90 332,90 €	X		Travaux	BERNARD ELECTRICITE	35690	ACIGNE	22	07/12/2016
SEMAEB	Restructuration des bâtiments B2 et Système Sécurité Incendie (SSI) pour les bâtiments B3 - B4 et B5	Voirie Réseaux Divers (VRD) - Espaces verts	Lycée Yvon Bourges à Dinard	99 313,46 €	X		Travaux	MVTP	35106	DINAN	18	16/0[illegible]017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170703-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
SEMAEB	Restructuration des bâtiments B2 et Système Sécurité Incendie (SSI) pour les bâtiments B3 - B4 et B6	Démolition - Désamiantage	Lycée Yvon Bourges à Dinard	215 708,04 €	X		Travaux	LAVIGNE DEMOLITION	22120	QUESSOY	18	26/01/2017
SEMAEB	Restructuration des bâtiments B2 et Système Sécurité Incendie (SSI) pour les bâtiments B3 - B4 et B7	Gros œuvre - restructuration	Lycée Yvon Bourges à Dinard	145 408,45 €	X		Travaux	EIFFAGE CONSTRUCTION	35418	ST MALO	18	26/01/2017
SEMAEB	Restructuration des bâtiments B2 et Système Sécurité Incendie (SSI) pour les bâtiments B3 - B4 et B8	Charpente Bois - Isolation thermique par l'extérieur - Menuiserie extérieure - Signalétique	Lycée Yvon Bourges à Dinard	750 226,00 €	X		Travaux	MIROITERIE DE L'OUEST	22005	ST BRIEUC	18	26/01/2017
SEMAEB	Restructuration des bâtiments B2 et Système Sécurité Incendie (SSI) pour les bâtiments B3 - B4 et B9	Etanchéité	Lycée Yvon Bourges à Dinard	98 493,86 €	X		Travaux	MAHEY	35400	ST MALO	18	26/01/2017
SEMAEB	Restructuration des bâtiments B2 et Système Sécurité Incendie (SSI) pour les bâtiments B3 - B4 et B10	Menuiseries intérieures - Agencement - Signalétique	Lycée Yvon Bourges à Dinard	228 036,87 €	X		Travaux	BINOIS	35340	LIFFRE	18	26/01/2017
SEMAEB	Restructuration des bâtiments B2 et Système Sécurité Incendie (SSI) pour les bâtiments B3 - B4 et B5	Cloisons sèches - Isolation	Lycée Yvon Bourges à Dinard	177 388,80 €	X		Travaux	SAPI	35520	MELESSE	18	26/01/2017
SEMAEB	Restructuration des bâtiments B2 et Système Sécurité Incendie (SSI) pour les bâtiments B3 - B4 et B6	Plafonds suspendus	Lycée Yvon Bourges à Dinard	111 966,08 €	X		Travaux	SOQUET	22230	MERDRIGNAC	18	26/01/2017
SEMAEB	Restructuration des bâtiments B2 et Système Sécurité Incendie (SSI) pour les bâtiments B3 - B4 et B7	Revêtements de sols	Lycée Yvon Bourges à Dinard	133 113,82 €	X		Travaux	DEGANO	35400	ST MALO	18	26/01/2017
SEMAEB	Restructuration des bâtiments B2 et Système Sécurité Incendie (SSI) pour les bâtiments B3 - B4 et B8	Peinture	Lycée Yvon Bourges à Dinard	100 560,91 €	X		Travaux	FOUGERAY	35418	ST MALO	18	26/01/2017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170703-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
SEMAEB	Restructuration des bâtiments B2 et Système Sécurité Incendie (SSI) pour les bâtiments B3 - B4 et B9	Plomberie - chauffage - ventilation	Lycée Yvon Bourges à Dinard	217 000,00 €	X		Travaux	DOUBLET	50300	MARCEY LES GREVES	18	26/01/2017
SEMAEB	Restructuration des bâtiments B2 et Système Sécurité Incendie (SSI) pour les bâtiments B3 - B4 et B10	Electricité Courant Fort (CFO) - Courant Faible (CFA)	Lycée Yvon Bourges à Dinard	596 745,42 €	X		Travaux	RUAULD DOUBLET	50300	MARCEY LES GREVES	18	26/01/2017
SEMAEB	Restructuration des bâtiments B2 et Système Sécurité Incendie (SSI) pour les bâtiments B3 - B4 et B5	Mission pour la réalisation de tests d'étanchéité à l'air	Lycée Yvon Bourges à Dinard	2 210,00 €	X		Travaux	EMERAUDE THERMOGRAPHIE	35400	ST MALO	16	25/01/2017
SEMAEB	Espaces sportifs intégrés (piste d'athlétisme)	Infrastructures sportives	Lycée Joliot Curie à Rennes	641 606,55 €	X		Travaux	SPORTINGSOLS	85250	ST FULGENT	4	28/03/2017
SEMAEB	Espaces sportifs intégrés (piste d'athlétisme)	Eclairage sportif	Lycée Joliot Curie à Rennes	108 617,50 €	X		Travaux	FTPB	53410	ST PIERRE LA COUR	3	28/03/2017
SEMAEB	Locaux d'enseignement - restructuration de l'externat	Travaux de désamiantage	Lycée Victor et Hélène Basch à Rennes	10 910,00 €	X		Travaux	SOVEAMIANT	35530	NOYAL SUR VILAINE	2	08/02/2017
SEMAEB	Amélioration de la performance énergétique et environnementale	Travaux de pose de compteurs avec relevé	Lycée Victor et Hélène Basch à Rennes	35 702,76 €			Travaux	GTIE TMT	35174	BRUZ	6	28/03/2017
SEMAEB	Extension et restructuration (phase 2)	Aménagements paysagers	Lycée Jean Brito à Baine de Bretagne	294 417,25 €			Travaux	SAUVAGER/ALTHEA NOVA	44141	CHATEAUBRIAND CEDEX	16	28/03/2017
SEMAEB	Toiture - étanchéité	Contrôle technique	Lycée Jean Monnet à Quintin	3 705,00 €			Services	DEKRA INDUSTRIAL	22360	LANGUEUX	25	28/0[illegible]017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
SEMAEB	Toiture - étanchéité	Coordination Sécurité Protection de la Santé (SPS)	Lycée Jean Monnet à Quintin	1 680,00 €			Services	DEKRA INDUSTRIAL	22360	LANGUEUX	25	18/01/2017
SEMAEB	Construction d'une halle technique	Contrôle technique	Lycée Jean Monnet à Quintin	8 756,00 €			Services	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	22000	SAINT BRIEUC	40	24/02/2017
SEMAEB	Construction d'une halle technique	Coordination Sécurité Protection de la Santé (SPS)	Lycée Jean Monnet à Quintin	2 310,00 €			Services	DEKRA INDUSTRIAL	22360	LANGUEUX	40	20/02/2017
SEMAEB	Locaux d'enseignement (restructuration de l'externat bâtiment E y compris le service de restauration)	Contrôle technique	Lycée Henri Avril à Lamballe	19 437,50 €			Services	APAVE Nord-Ouest	22950	TREGUEUX	37	13/03/2017
SEMAEB	Locaux d'enseignement (restructuration de l'externat bâtiment E y compris le service de restauration)	Coordination Sécurité Protection de la Santé (SPS)	Lycée Henri Avril à Lamballe	7 630,00 €			Services	BUREAU COBATI	35230	NOYAL CHATILLON SUR SEINE	25	13/03/2017
SEMAEB	Locaux enseignement	Contrôle technique	Lycée Rabelais à Saint Brieuc	7 532,50 €			Services	DEKRA INDUSTRIAL	22360	LANGUEUX	24	13/03/2017
SEMAEB	Locaux enseignement	Coordination Sécurité Protection de la Santé (SPS)	Lycée Rabelais à Saint Brieuc	1 890,00 €			Services	DEKRA INDUSTRIAL	22360	LANGUEUX	12	13/03/2017
SEMAEB	Aménagement de l'aile sud bâtiment G	Maîtrise d'œuvre et mission Ordonnancement Pilotage Coordination (OPC	Lycée Fulgence Bienvenue à Loudéac	620 400,00 €			Services	GPT COLAS DURAND Architectes/Armor Ingénierie/Lotoux Espace Ingénierie/M2C/Acoustibel	22400	LAMBALLE	41	13/03/2017
SEMAEB	Conformité électrique (remplacement transformateur)	Coordination Sécurité Protection de la Santé (SPS)	Lycée professionnel des Métiers du bâtiment à Pleyben	1 960,00 €			Services	SOCOTEC	29196	QUIMPER CEDEX	11	16/11/2016

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
SEMAEB	Conformité électrique (remplacement transformateur)	Contrôle technique	Lycée professionnel des Métiers du bâtiment à Pleyben	4 150,00 €			Services	SOCOTEC	29196	QUIMPER CEDEX	11	19/12/2016
SEMAEB	Menuiseries extérieures (remplacement menuiseries extérieures du bâtiment D)	Contrôle technique	Lycée de Brehoulou à Fouesnant	5 750,00 €			Services	SOCOTEC	29196	QUIMPER CEDEX	20	19/12/2016
SEMAEB	Menuiseries extérieures (remplacement menuiseries extérieures du bâtiment D)	Coordination Sécurité Protection de la Santé (SPS)	Lycée de Brehoulou à Fouesnant	3 720,00 €			Services	TPF INGENIERIE	56108	LORIENT CEDEX	20	19/12/2016
SEMAEB	Chauffage réseaux divers (primaire chauffage et sous-station bâtiment A)	Maîtrise d'œuvre	Lycée Jean-Marie Le Bris à Douarnenez	20 600,00 €			Services	IPH	35510	CESSON SEVIGNE	31	24/01/2017
SEMAEB	Conformité électrique (remplacement transformateur)	Maîtrise d'œuvre	Lycée professionnel des Métiers du bâtiment à Pleyben	6 800,00 €			Services	EPHEMERE	56270	PLOEMEUR	23	24/01/2017
SEMAEB	Réhabilitation de la toiture et traitement thermique du hall	Maîtrise d'œuvre	Lycée Laënnec à Pont L'abbé	21 546,00 €			Services	LOBLIGEOIS-MOREL	29700	PLOMELIN	32	24/01/2017
SEMAEB	Chauffage réseaux divers (primaire chauffage et sous-station bâtiment A)	Contrôle technique	Lycée Jean-Marie Le Bris à Douarnenez	2 650,00 €			Services	SOCOTEC	29196	QUIMPER CEDEX	19	28/02/2017
SEMAEB	Chauffage réseaux divers (primaire chauffage et sous-station bâtiment A)	Coordination Sécurité Protection de la Santé (SPS)	Lycée Jean-Marie Le Bris à Douarnenez	2 345,00 €			Services	SOCOTEC	29196	QUIMPERCEDEX	19	28/02/2017
SEMAEB	Menuiseries extérieures (remplacement menuiseries extérieures du bâtiment D)	Maîtrise d'œuvre	Lycée de Brehoulou à Fouesnant	43 010,00 €			Services	CLAIRE CORMIER (GROUPEMENT)	29880	PLOUGUERNEAU	37	03/0[illegible]17

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-283500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
SEMAEB	Réhabilitation de la toiture et traitement thermique du hall	Contrôle technique	Lycée Laënnec à Pont L'abbé	4 200,00 €			Services	APAVE	29334	QUIMPER CEDEX	20	16/02/2017
SEMAEB	Réhabilitation de la toiture et traitement thermique du hall	Coordination Sécurité Protection de la Santé (SPS)	Lycée Laënnec à Pont L'abbé	2 000,00 €			Services	TPFI	56108	LORIENT CEDEX	20	16/02/2017
SEMAEB	Façades et ravalement (façades et menuiseries bâtiment A)	Etude géotechnique	Lycée Jean-Marie Le Bris à Douarnenez	2 550,00 €			Services	KORNOG	56000	VANNES	1	08/03/2017
SEMAEB	Réhabilitation de la toiture et traitement thermique du hall	Maîtrise d'œuvre	Lycée Laënnec à Pont L'abbé	2 500,00 €			Services	LOBLIGEOIS-MOREL	29700	PLOMELIN	1	08/03/2017
SEMAEB	Service de restauration - Bâtiment I - Restructuration laverie et aménagements pôle cuisson	Maîtrise d'œuvre	Cité Scolaire de Beaumont à Redon	112 316,00 €			Services	Agence C Architecture (groupement Agence C Architecture/ECO 3/Guéguin-Perennou/ARES CONCEPT/KEGIN Ingénierie)	35380	PLELAN LE GRAND	33	15/12/2016
SEMAEB	Amélioration de la performance énergétique et environnementale	Mission de diagnostic amiante et plomb	Lycée Bréquigny à Rennes	24 900,00 €	X		Services	SOCOTEC Agence GPI	35706	RENNES	24	06/03/2017
SEMAEB	Espace Agents	Contrôle technique	Cité Scolaire de Beaumont à Redon	9 240,00 €			Services	SOCOTEC	35000	RENNES	35	23/03/2017
SEMAEB	Espace Agents	Coordination Sécurité Protection de la Santé (SPS)	Cité Scolaire de Beaumont à Redon	5 565,00 €			Services	BUREAU COBATI	35230	NOYAL CHATILLON S/SEICHE	35	23/03/2017
SEMAEB	Construction d'un bâtiment scientifique	Contrôle technique	Lycée Théodore Monod au Rheu	19 477,50 €			Services	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	35039	RENNES	36	23/03/2017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Marchés conclus par la Région Bretagne et la SEMAEB pour la période du 01/12/2016 au 31/03/2017

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
SEMAEB	Construction d'un bâtiment scientifique	Coordination Sécurité Protection de la Santé (SPS)	Lycée Théodore Monod au Rheu	10 880,00 €			Services	DEKRA INDUSTRIAL	35770	VERN SUR SEICHE	24	15/02/2017
SEMAEB	Espaces agents	Contrôle technique	Equipe Mobile d'Assistance Technique (EMAT) de Saint Malo	10 016,00 €			Services	APAVE	35653	LE RHEU	35	27/01/2017
SEMAEB	Espaces agents	Coordination Sécurité Protection de la Santé (SPS)	Equipe Mobile d'Assistance Technique (EMAT) de Saint Malo	4 636,00 €			Services	BUREAU VERITAS	35000	RENNES	35	30/01/2017
SEMAEB	Mise en sécurité et réfection façades	Maîtrise d'œuvre	Lycée Charles De Gaulle à Vannes	99 100,00 €			Services	AGENCE C ARCHITECTURE	35380	PLELAN LE GRAND	44	05/01/2017
SEMAEB	Mise en sécurité des ateliers et clôtures	Maîtrise d'œuvre	Lycée Duguesclin à Brech	23 100,00 €			Services	ARMOR ECONOMIE	56108	LORIENT	24	13/01/2017
SEMAEB	Sécurité & gestion des flux	Coordination Sécurité Protection de la Santé (SPS)	Lycée Lesage à Vannes	960,00 €			Services	TPFI	56100	LORIENT	18	23/01/2017
SEMAEB	Mise en sécurité et réfection façades	Contrôle technique	Lycée Charles De Gaulle à Vannes	6 550,00 €			Services	APAVE	56038	VANNES	44	23/02/2017
SEMAEB	INTERNAT MUTUALISE	Analyse financière 3 esquisses	Lycée Colbert à Lorient	8 250,00 €			Services	ECOTROIS	35580	GUICHEN	3	23/02/2017
SEMAEB	INTERNAT MUTUALISE	Assistance à maître d'ouvrage Qualité Environnementale	Lycée Colbert à Lorient	39 256,00 €			Services	SCE	44262	NANTES	50	03/0[illegible]017

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Région Bretagne / Mandataire	Opération/projet	Objet	Lieu d'exécution	Montant	Accord Cadre	Marchés subséquents	Type de marché	Titulaire(s)	Code Postal	Ville	Durée (en mois)	Date de notification
SEMAEB	Mise en sécurité et réfection façades	Coordination Sécurité Protection de la Santé (SPS)	Lycée Charles De Gaulle à Vannes	5 895,00 €			Services	BUREAU COBATI	35230	NOYAL CHATILLON	44	07/02/2017
Total des marchés d'études et de travaux réalisés par la SEMAEB, mandataire de la Région (en € HT)				**15 090 877,50 €**								
Total des marchés d'études et de travaux réalisés par la SEMAEB, mandataire de la Région (en € HT)				**127 727 925,71 €**								

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_SCPPA_MP_02-DE

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DAJCP_SA_13-DE

REGION BRETAGNE

Délibération n°17_DAJCP_SA_13

CONSEIL REGIONAL

23 juin 2017

DELIBERATION

Désignations au sein des organismes extérieurs et des groupes de travail

Le Conseil régional, convoqué par son Président le 30 mai 2017, s'est réuni en séance plénière le vendredi 23 juin 2017 au siège de la Région Bretagne, sous la Présidence de Monsieur Loïg Chesnais-Girard, Président du Conseil régional de Bretagne.

Etaient présents : Monsieur Olivier ALLAIN, Madame Sylvie ARGAT-BOURIOT, Monsieur Eric BERROCHE, Madame Catherine BLEIN, Madame Mona BRAS, Madame Georgette BREARD, Monsieur Pierre BRETEAU (jusqu'à 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (jusqu'à 16h25), Monsieur Thierry BURLOT, Madame Gaby CADIOU, Madame Fanny CHAPPE, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Monsieur Marc COATANÉA, Monsieur André CROCQ (jusqu'à 9h30, puis à partir de 14h30), Madame Delphine DAVID, Monsieur Gérard DE MELLON, Monsieur Stéphane DE SALLIER DUPIN, Madame Virginie D'ORSANNE (jusqu'à 15h45), Madame Laurence DUFFAUD, Madame Laurence FORTIN, Madame Anne GALLO, Madame Evelyne GAUTIER-LE BAIL, Monsieur Karim GHACHEM (jusqu'à 13h), Madame Anne-Maud GOUJON (jusqu'à 18h45), Madame Sylvie GUIGNARD (jusqu'à 14h40), Madame Claire GUINEMER (à partir de 9h30 et jusqu'à 17h35), Monsieur Philippe HERCOUËT, Madame Kaourintine HULAUD, Monsieur Bertrand IRAGNE (jusqu'à 16h), Madame Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO, Monsieur Roland JOURDAIN, Monsieur Pierre KARLESKIND, Monsieur Gérard LAHELLEC, Madame Isabelle LE BAL, Monsieur Jean-Michel LE BOULANGER, Monsieur Olivier LE BRAS, Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (jusqu'à 14h20), Madame Agnès LE BRUN, Monsieur Patrick LE DIFFON, Monsieur Marc LE FUR, Monsieur Patrick LE FUR, Madame Gaël LE MEUR, Madame Nicole LE PEIH (jusqu'à 14h20), Monsieur Alain LE QUELLEC, Madame Gaël LE SAOUT, Madame Christine LE STRAT, Monsieur Christian LECHEVALIER, Madame Lena LOUARN, Monsieur Bernard MARBOEUF, Monsieur Martin MEYRIER, Monsieur Philippe MIAILHES, Monsieur Paul MOLAC (de 8h30 à 9h30 puis à partir de 14h20), Madame Gaëlle NIQUE, Madame Anne PATAULT, Madame Isabelle PELLERIN, Monsieur Gilles PENNELLE, Monsieur Stéphane PERRIN (départ 17h20), Monsieur Maxime PICARD, Monsieur Bertrand PLOUVIER (jusqu'à 12h35, puis à partir de 16h10), Monsieur Pierre POULIQUEN, Monsieur Bernard POULIQUEN, Monsieur Bruno QUILLIVIC (jusqu'à 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (jusqu'à 11h25), Madame Emmanuelle RASSENEUR, Madame Agnès RICHARD, Monsieur David ROBO (jusqu'à 18h35), Madame Claudia ROUAUX, Monsieur Stéphane ROUDAUT (à partir de 10h05), Madame Catherine SAINT-JAMES, Madame Forough SALAMI-DADKHAH, Monsieur Emeric SALMON, Monsieur Sébastien SEMERIL (jusqu'à 14h20, puis à partir de 16h40), Madame Renée THOMAÏDIS, Madame Martine TISON, Madame Anne TROALEN, Monsieur Hervé UTARD, Madame Anne VANEECLOO (jusqu'à 18h45), Madame Gaëlle VIGOUROUX, Madame Sylvaine VULPIANI.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DAJCP_SA_13-DE

Avaient donné pouvoir : Monsieur Pierre BRETEAU (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF à partir de 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (Pouvoir donné à Madame Emmanuelle RASSENEUR à partir de 16h25), Monsieur André CROCQ (Pouvoir donné à Madame Laurence DUFFAUD, de 9h30 à 14h30), Madame Virginie D'ORSANNE (pouvoir donné à Monsieur Emeric SALMON à partir de 15h45), Monsieur Richard FERRAND (pouvoir à Monsieur Marc COATANEA), Monsieur Karim GHACHEM (pouvoir donné à Madame Gaël LE MEUR à partir de 14h20), Madame Claire GUINEMER (pouvoir donné à Monsieur David ROBO, de 8h30 à 9h30 puis à Madame Isabelle LE BAL à partir de 17h35), Monsieur Bertrand IRAGNE (pouvoir donné à Madame Agnès RICHARD à partir de 16h), Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (pouvoir donné à Madame Elisabeth JOUNEAUX PEDRONO à partir de 14h20), Monsieur Jean-Yves LE DRIAN (pouvoir donné à Madame Gaël LE SAOUT), Monsieur Paul MOLAC (pouvoir donné à Madame Mona BRAS de 9h30 à 14h20), Madame Gaëlle NICOLAS (pouvoir donné à Madame Delphine DAVID), Madame Nicole LE PEIH (pouvoir donné à Monsieur Maxime PICARD à partir de 14h20), Monsieur Stéphane PERRIN (pouvoir donné à Madame Sylvie ARGAT BOURIOT à partir de 17h20), Monsieur Bertrand PLOUVIER (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 12h35 à 16h10), Monsieur Bruno QUILLIVIC (pouvoir donné à Monsieur Patrick LE DIFFON à partir de 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (pouvoir à Monsieur Philippe HERCOUET à partir 11h25), Monsieur David ROBO (pouvoir donné à Madame Christine LE STRAT à 18h35), Monsieur Stéphane ROUDAUT (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 8h30 à 10ho5), Madame Hind SAOUD (pouvoir donné à Monsieur Sébastien SEMERIL jusqu'à 14h20 puis à Madame Claudia ROUAUX à partir de 14h20), Monsieur Sébastien SEMERIL (Pouvoir donné à Monsieur Hervé UTARD de 14h20 à 16h40), Madame Anne VANEECLOO (pouvoir donné à Monsieur Gilles PENELLE à partir de 18h45)

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 4132-22 relatif aux désignations des membres du Conseil régional dans des organismes extérieurs,

Vu les délibérations n°17_DAJCP_SA_12 du 22 juin 2017, sur les désignations au sein des organismes extérieurs

Au vu du rapport présenté par M. le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré,

A DÉSIGNÉ

(Madame Catherine Blein vote contre les désignations au sein du CRREA)

- Les conseillers régionaux dans les organismes extérieurs et groupes de travail indiqués dans la liste annexée à la présente délibération.

Le Président du Conseil régional,

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
Session di
Conseil régional de Bretagne
ID : 035-233500016-20170623-17_DAJCP_SA_13-DE

NOUVEAU MODIF.	NOM DE L'ORGANISME	TITULAIRES	SUPPLEANTS
Nouveau	École Nationale Supérieure Maritime de Saint Malo	Pierre Karleskind	Martin Meyrier
Nouveau	Groupement d'intérêt public École Navale	Bernard Pouliquen	
Nouveau	Régie régionale des transports	Gérard Lahellec Anne Patault Hervé Utard Hind Saoud Laurence Duffaud Bernard Marboeuf Christian Lechevalier	
Nouveau	Société Publique Locale Baie d'Armor	Gérard Lahellec	
Nouveau	Commission consultative du Plan déchets	Thierry Burlot André Crocq Raymond Le Brazidec Alain Le Quellec Anne-Maud Goujon Emeric Salmon	
Nouveau	RNR de Plounérin	Mona Bras	Thierry Burlot
Nouveau	Syndicat mixte des ports pêche plaisance de Cornouaille	Pierre Karleskind Gaël Le Meur	Karim Ghachem Roland Jourdain
Modification	Société d'Economie Mixte pour l'Aménagement et l'Equipement de la Bretagne (SEMAEB)	Raymond Le Brazidec remplace Pierre Pouliquen	
Modification	Commission de bien être des gens de mer de Lorient	Gaël Le Saout Pierre Karleskind (suppression d'un titulaire)	Gaël Le Meur Roland Jourdain (suppression d'un suppléant)
Modification	PNR Golfe Morbihan	André Crocq remplace Thierry Burlot	Thierry Burlot remplace André Crocq
Modification	Comité technique économie	Alain Le Quellec remplace Stéphane Perrin	
Modification	Comité mixte de solidarité internationale	Sylvie Argat-Bouriot remplace Stéphane Perrin	
Modification	Comité de bassin Loire Bretagne	André Crocq (ajout d'un second titulaire)	
Modification	Comité régional sur la recherche et l'expérimentation en agriculture (CRREA)	Raymond Le Brazidec remplace Nicole Le Peih, Christian Lechevalier remplace Catherine Blein	
Modification	Commission départementale d'orientation de l'agriculture du Morbihan (CDOA 56)	Raymond Le Brazidec remplace Nicole Le Peih	
Modification	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural du Morbihan (SAFER 56)	Elisabeth Jouneaux-Pedrono remplace Nicole Le Peih	
Modification	Syndicat mixte du haras d'Hennebont	Kaourintine Hulaud remplace Nicole Le Peih	Maxime Picard remplace Kaourintine Hulaud
Modification	Commission locale de l'eau (CLE) du SAGE Blavet	Elisabeth Jouneaux-Pedrono remplace Nicole Le Peih	
Modification	Institut Confucius	Fanny Chappé remplace Nicole Le Peih	
Modification	Mission locale du Pays d'Auray		Anne Gallo remplace Nicole Le Peih
Modification	Syndicat mixte du Haras de Lamballe	Olivier Allain remplace Georgette Bréard	
Modification	Lycée du Mené - Merdrignac	Dominique Ramard remplace Georgette Bréard	Georgette Bréard remplace Dominique Ramard

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRAM_02-DE

REGION BRETAGNE

Délibération N°17_DIRAM_02

CONSEIL REGIONAL

23 juin 2017

DELIBERATION

Point d'étape sur la réflexion du groupe de travail sur la démographie médicale

Le Conseil régional convoqué par son Président le 30 mai 2017, s'est réuni le vendredi 23 juin 2017 au siège de la Région Bretagne, sous la présidence de Monsieur Loïg Chesnais-Girard, Président du Conseil régional.

Etaient présents : Monsieur Olivier ALLAIN, Madame Sylvie ARGAT-BOURIOT, Monsieur Eric BERROCHE, Madame Catherine BLEIN, Madame Mona BRAS, Madame Georgette BREARD, Monsieur Pierre BRETEAU (jusqu'à 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (jusqu'à 16h25), Monsieur Thierry BURLOT, Madame Gaby CADIOU, Madame Fanny CHAPPE, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Monsieur Marc COATANÉA, Monsieur André CROCQ (jusqu'à 9h30, puis à partir de 14h30), Madame Delphine DAVID, Monsieur Gérard DE MELLON, Monsieur Stéphane DE SALLIER DUPIN, Madame Virginie D'ORSANNE (jusqu'à 15h45), Madame Laurence DUFFAUD, Madame Laurence FORTIN, Madame Anne GALLO, Madame Evelyne GAUTIER-LE BAIL, Monsieur Karim GHACHEM (jusqu'à 13h), Madame Anne-Maud GOUJON (jusqu'à 18h45), Madame Sylvie GUIGNARD (jusqu'à 14h40), Madame Claire GUINEMER (à partir de 9h30 et jusqu'à 17h35), Monsieur Philippe HERCOUËT, Madame Kaourintine HULAUD, Monsieur Bertrand IRAGNE (jusqu'à 16h), Madame Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO, Monsieur Roland JOURDAIN, Monsieur Pierre KARLESKIND, Monsieur Gérard LAHELLEC, Madame Isabelle LE BAL, Monsieur Jean-Michel LE BOULANGER, Monsieur Olivier LE BRAS, Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (jusqu'à 14h20), Madame Agnès LE BRUN, Monsieur Patrick LE DIFFON, Monsieur Marc LE FUR, Monsieur Patrick LE FUR, Madame Gaël LE MEUR, Madame Nicole LE PEIH (jusqu'à 14h20), Monsieur Alain LE QUELLEC, Madame Gaël LE SAOUT, Madame Christine LE STRAT, Monsieur Christian LECHEVALIER, Madame Lena LOUARN, Monsieur Bernard MARBOEUF, Monsieur Martin MEYRIER, Monsieur Philippe MIAILHES, Monsieur Paul MOLAC (de 8h30 à 9h30 puis à partir de 14h20), Madame Gaëlle NIQUE, Madame Anne PATAULT, Madame Isabelle PELLERIN, Monsieur Gilles PENNELLE, Monsieur Stéphane PERRIN (départ 17h20), Monsieur Maxime PICARD, Monsieur Bertrand PLOUVIER (jusqu'à 12h35, puis à partir de 16h10), Monsieur Pierre POULIQUEN, Monsieur Bernard POULIQUEN, Monsieur Bruno QUILLIVIC (jusqu'à 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (jusqu'à 11h25), Madame Emmanuelle RASSENEUR, Madame Agnès RICHARD, Monsieur David ROBO (jusqu'à 18h35), Madame Claudia ROUAUX, Monsieur Stéphane ROUDAUT (à partir de 10h05), Madame Catherine SAINT-JAMES, Madame Forough SALAMI-DADKHAH, Monsieur Emeric SALMON, Monsieur Sébastien SEMERIL (jusqu'à 14h20, puis à partir de 16h40), Madame Renée THOMAÏDIS, Madame Martine TISON, Madame Anne TROALEN, Monsieur Hervé UTARD, Madame Anne VANEECLOO (jusqu'à 18h45), Madame Gaëlle VIGOUROUX, Madame Sylvaine VULPIANI.

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRAM_02-DE

Avaient donné pouvoir : Monsieur Pierre BRETEAU (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF à partir de 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (Pouvoir donné à Madame Emmanuelle RASSENEUR à partir de 16h25), Monsieur André CROCQ (Pouvoir donné à Madame Laurence DUFFAUD, de 9h30 à 14h30), Madame Virginie D'ORSANNE (pouvoir donné à Monsieur Emeric SALMON à partir de 15h45), Monsieur Richard FERRAND (pouvoir à Monsieur Marc COATANEA), Monsieur Karim GHACHEM (pouvoir donné à Madame Gaël LE MEUR à partir de 14h20), Madame Claire GUINEMER (pouvoir donné à Monsieur David ROBO, de 8h30 à 9h30 puis à Madame Isabelle LE BAL à partir de 17h35), Monsieur Bertrand IRAGNE (pouvoir donné à Madame Agnès RICHARD à partir de 16h), Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (pouvoir donné à Madame Elisabeth JOUNEAUX PEDRONO à partir de 14h20), Monsieur Jean-Yves LE DRIAN (pouvoir donné à Madame Gaël LE SAOUT), Monsieur Paul MOLAC (pouvoir donné à Madame Mona BRAS de 9h30 à 14h20), Madame Gaëlle NICOLAS (pouvoir donné à Madame Delphine DAVID), Madame Nicole LE PEIH (pouvoir donné à Monsieur Maxime PICARD à partir de 14h20), Monsieur Stéphane PERRIN (pouvoir donné à Madame Sylvie ARGAT BOURIOT à partir de 17h20), Monsieur Bertrand PLOUVIER (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 12h35 à 16h10), Monsieur Bruno QUILLIVIC (pouvoir donné à Monsieur Patrick LE DIFFON à partir de 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (pouvoir à Monsieur Philippe HERCOUET à partir 11h25), Monsieur David ROBO (pouvoir donné à Madame Christine LE STRAT à 18h35), Monsieur Stéphane ROUDAUT (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 8h30 à 10ho5), Madame Hind SAOUD (pouvoir donné à Monsieur Sébastien SEMERIL jusqu'à 14h20 puis à Madame Claudia ROUAUX à partir de 14h20), Monsieur Sébastien SEMERIL (Pouvoir donné à Monsieur Hervé UTARD de 14h20 à 16h40), Madame Anne VANEECLOO (pouvoir donné à Monsieur Gilles PENELLE à partir de 18h45)

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 4111-1 et suivants ;

Après avoir pris connaissance de l'avis formulé par le Conseil Economique Social et Environnemental lors de sa réunion du 12 juin 2017 ;

Vu l'avis de la Commission Aménagement du territoire réunie le 15 juin 2017 ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

- DE PRENDRE ACTE de la communication, jointe en annexe, relative à la réflexion du groupe de travail sur la démographie médicale.

Le Président du Conseil régional,

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRAM_02-DE

Région Bretagne

Direction de l'aménagement et de l'égalité

Session du Conseil régional
Juin 2017

Point d'étape sur la réflexion du groupe de travail sur la démographie médicale

Lors de la session de mars 2016, il a été décidé qu'un groupe de travail, diversifié dans sa composition, puisse travailler sur un sujet majeur pour la Bretagne : la démographie médicale. Entre mars 2016 et mai 2017, ce groupe, sous la présidence d'Anne Troalen, conseillère régionale déléguée à la santé, aux formations sanitaires et sociales et à la silver économie, s'est réuni, a échangé et a rencontré des acteurs concernés par ces problématiques, y compris lors de visites de terrain.

Conformément à la feuille de route qui lui avait été assignée, le groupe de travail relatif à la démographie médicale s'est accordé sur trois objectifs : s'approprier les enjeux de démographie médicale en Bretagne, partager les outils existants, en identifiant leurs atouts et leurs limites, et proposer des pistes pour répondre aux problématiques identifiées, au regard des compétences et des moyens de chacun.

Le périmètre des réflexions a été défini conjointement par les membres du groupe, qui ont choisi de centrer les réflexions sur les médecins généralistes libéraux, qu'ils exercent en milieu rural ou urbain, notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville. Il a été décidé de ne pas restreindre les propositions découlant des échanges aux seules mesures relevant des compétences de la Région.

Du point de vue de la méthode, le groupe de travail a souhaité recueillir l'avis des acteurs de santé de Bretagne dans le cadre d'auditions et de visites de terrain. Si le périmètre des réflexions était centré sur les médecins généralistes libéraux, il a été décidé d'auditionner d'autres professionnel.le.s de santé au vu des liens très étroits qu'ils et elles entretiennent avec les médecins sur le terrain. Les auditions et visites se sont déroulées du 13 juin 2016 au 7 avril 2017 et ont permis aux membres du groupe de rencontrer l'Agence régionale de santé (13 juin 2016), l'association Avenir santé, professionnels de santé du quartier de Villejean à Rennes (8 septembre 2016), les Facultés de médecine de Rennes (9 septembre 2016) et Brest (22 septembre 2016) (Département de Médecine générale et représentants des internes en médecine générale), le collectif Interassociatif sur la santé Bretagne (représentants des usager.e.s) (9 septembre 2016), des représentant.e.s des professionnel.le.s de santé (URPS Masseurs Kinésithérapeutes (9 septembre 2016), URPS médecins libéraux, URPS infirmiers libéraux, URPS pharmaciens (15 septembre), association UrBreizh membre du Regroupement autonome des généralistes jeunes installés et remplaçants (7 avril 2017)), les professionnel.le.s de la maison de santé de Lanmeur (22 septembre 2016), le Conseil régional de l'Ordre des médecins (21 novembre 2016) et la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) (21 novembre 2016).

Il m'a semblé pertinent, avant d'entamer la phase relative à l'élaboration des actions régionales à mettre en œuvre, de procéder à une restitution des principaux enseignements des travaux menés dans ce groupe.

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRAM_02-DE

1. Un exercice médical en pleine mutation

1.1 Le.la médecin généraliste, pivot d'une organisation des soins en restructuration

Le ou la médecin généraliste de premier recours a un rôle central dans l'organisation des soins ambulatoires. Principal.e prescripteur ou prescriptrice des soins, il ou elle assure, depuis la loi d'août 2004 relative à l'Assurance Maladie, une fonction de coordination en tant que « médecin traitant ». La loi de modernisation du système de santé de janvier 2016 vient conforter ce statut en faisant du médecin généraliste le pivot de la structuration des parcours de santé.

Cette notion de parcours de santé, introduite en 2013 par la Stratégie nationale de santé, recentre l'organisation des soins de premier recours sur le ou la patient.e au cœur du dispositif. C'est autour de ce ou cette dernier.e que doivent désormais s'articuler les interventions des professionnel.le.s de santé, sous l'égide du médecin généraliste. Cette évolution vise notamment à répondre au vieillissement de la population et au développement des maladies chroniques, à l'origine de besoins de santé qui nécessitent un travail d'équipe pour construire des prises en charge adaptées. Plusieurs modalités ont été instaurées par la loi de santé de 2016, telles que les équipes de soins primaires et les communautés professionnelles de territoire de santé.

Cette réaffirmation du rôle du médecin généraliste est globalement reconnue par les acteurs auditionnés par le groupe de travail mais soulève des interrogations de la part de professions prêtes à assurer certains actes et à prendre une part plus importante dans les parcours de santé. Sur le terrain, il n'est en effet pas rare que des regroupements de professionnel.le.s soient impulsés sous l'égide d'un.e professionnel.le non médecin. La question des délégations de tâches a par ailleurs été abordée et ne fait pas l'unanimité parmi les professionnel.le.s. Si les médecins et les infirmier.e.s expriment des réticences, les pharmacien.ne.s y sont favorables, notamment concernant la vaccination, à l'instar de l'expérimentation en cours dans les régions Nouvelle Aquitaine et Auvergne Rhône-Alpes.

1.2 D'une génération à l'autre, les nouvelles aspirations des médecins

En quelques décennies, l'exercice de la médecine générale a connu de profonds changements. Le « modèle vocationnel » de la médecine, caractérisé par une pratique isolée sur des amplitudes horaires très importantes, est aujourd'hui profondément remis en cause par l'arrivée d'une nouvelle génération de professionnel.le.s et par la féminisation de la profession. Les jeunes praticien.ne.s recherchent une meilleure qualité de vie, au travers d'un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle, d'un environnement attractif par l'accès aux services à la population, et de possibilités d'emploi pour leur conjoint.e. Ils ou elles recherchent également de meilleures conditions d'exercice et ont donc tendance à privilégier l'exercice en groupe, qui permet de mieux répartir la charge de travail, de se faire remplacer plus facilement et d'échanger avec d'autres professionnel.le.s de santé.

L'exercice en groupe est largement plébiscité par la jeune génération mais il implique en contrepartie certaines contraintes qui peuvent freiner l'installation si elles ne font pas l'objet d'un accompagnement.

- Exercer en équipe avec d'autres professionnels suppose l'envie de travailler ensemble, l'acceptation de leurs contraintes et la volonté d'adapter sa propre pratique de la médecine. L'émergence d'un projet de santé, pierre angulaire de l'exercice coordonné, n'est possible qu'à ces conditions et dépend souvent de facteurs personnels.
- Le travail en groupe nécessite également de consacrer davantage de temps aux tâches administratives et à la coordination de l'équipe. Cela peut être dissuasif pour les professionnel.le.s, qui sont nombreux à mettre en avant leur souhait de se recentrer sur le volet médical de leur activité.

1.3 Une perte d'attractivité de l'exercice libéral

L'installation en secteur libéral ne constitue plus aujourd'hui la principale voie d'entrée dans l'exercice médical. Selon les chiffres du Conseil régional de l'Ordre des médecins, seuls 20,2% des médecins généralistes et spécialistes inscrits au tableau de l'Ordre en 2014 avaient choisi l'exercice libéral ou mixte, contre 27% de

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500516-20170628-17_DIRAM_52-DE

médecins remplaçant.e.s et 52,8% de médecins salarié.e.s. Si les chiffres ont généralement s'équilibrer en faveur de l'exercice libéral dans les cinq années suivant la sortie des études, force est de constater que l'installation est aujourd'hui plus tardive et subit une forte concurrence du salariat.

Les auditions du groupe de travail ont apporté plusieurs facteurs explicatifs qui constituent autant de freins à l'installation en secteur libéral :

- L'organisation du cursus universitaire en médecine générale a un impact important sur les choix des futur.e.s médecins. Centrées sur l'hôpital au détriment de la médecine de ville, les études médicales consacrent très peu de temps aux fondamentaux de l'entreprise libérale. La place relativement faible accordée aux stages ambulatoires et le manque de maîtres de stage ne permettent pas aux étudiant.e.s de confronter suffisamment leurs éventuelles idées reçues sur l'exercice libéral à la réalité. Enfin, l'organisation pratique des études défavorise la réalisation de stages éloignés des facultés et entraîne une polarisation des étudiants autour des deux métropoles, en particulier Rennes.
- Les tâches administratives inhérentes à l'exercice médical constituent un autre obstacle potentiel à l'installation. Généralement évaluées à une heure par jour, elles sont considérées comme chronophages par des médecins qui souhaitent de plus en plus se consacrer intégralement à l'exercice médical.
- La recherche et l'aménagement d'un cabinet médical peut être difficile selon les territoires, notamment en raison des contraintes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Face à ces difficultés, le salariat apparaît comme une alternative pour un nombre croissant de professionnel.le.s ; d'autant que le différentiel de rémunération avec l'exercice libéral a tendance à diminuer. En effet, les praticien.ne.s libéraux.ales sont aujourd'hui soucieux.ses de maîtriser davantage leur charge de travail, au détriment du nombre d'actes réalisés chaque jour. Le salariat offre par ailleurs une véritable couverture sociale, même si de récentes mesures nationales tendent à renforcer la protection des libéraux. Enfin, le salariat permet aux médecins de se dégager des tâches administratives et de privilégier la pratique médicale.

1.4 Une intervention publique à repenser, de nouveaux modèles à inventer

Face à ces enjeux, les partenaires auditionné.e.s ont largement conclu à l'absence de recette miracle pour favoriser l'installation des médecins libéraux et rejettent collectivement la promotion d'un modèle unique d'organisation de l'exercice coordonné. Les solutions ne doivent pas venir d'une tutelle mais être co-construites par et avec les professionnel.le.s. Le rôle des pouvoirs publics, qu'il s'agisse de l'Agence régionale de santé ou des collectivités territoriales, fait l'objet de nombreuses interrogations, voire d'une certaine méfiance, pour trois principales raisons :

- Si la légitimité des pouvoirs publics à s'intéresser aux questions de démographie médicale n'est pas remise en cause, leurs interventions risquent de générer une « concurrence déloyale » et de déstabiliser l'offre si elles ne font pas l'objet d'une concertation suffisante avec les professionnel.le.s de santé.
- La multiplicité des aides est également regrettée, de même que l'absence d'un guichet unique permettant de faciliter les démarches des professionnel.le.s.
- La plupart des médecins méconnaissent leur environnement institutionnel, qu'il s'agisse de l'Agence régionale de santé, des collectivités ou même de l'URPS qui les représente.

Au-delà de ces trois remarques générales, le point de vue exprimé varie selon le type d'intervention et la profession :

- Les mesures coercitives suscitent des réactions partagées. Ainsi, la contrainte est rejetée par les représentant.e.s des médecins, qui la jugent inefficace car elle aurait pour seul effet de détourner les jeunes de l'exercice libéral au profit du salariat en secteur hospitalier. Le point de vue des autres professions de santé, dont l'installation en libéral est régulée par l'Assurance Maladie en fonction de

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-283500016-20170623-17_DIRAM_02-DE

la densité de l'offre, est plus nuancé. En effet, cette régulation semble avoir porté notamment chez les infirmier.e.s dont les problématiques démographiques sont aujourd'hui très localisées et concernent des distances modérées.

- Le jugement porté sur les incitations financières varie selon la nature de l'aide. Les bourses attribuées aux étudiant.e.s en médecine en contrepartie d'un engagement à exercer dans des territoires faiblement dotés[1] semblent trop facilement remboursables pour avoir un effet significatif. A l'inverse, les compléments de revenus qui peuvent être versés aux médecins récemment installé.e.s dans ces zones[2] permettent de sécuriser les installations et d'en renforcer la pérennité.
- Les aides méthodologiques proposées par l'ARS pour favoriser la coordination des professionnels de santé semblent aujourd'hui bien inscrites dans le paysage même si elles peuvent parfois donner aux professionnel.le.s de santé le sentiment que les thématiques de leur projet de santé leur sont imposées. L'accompagnement proposé par les professionnel.le.s eux-mêmes, par le biais des URPS ou de l'association Geco Lib, est jugé intéressant.

Les maisons de santé pluri-professionnelles méritent une attention particulière car elles semblent cristalliser un certain nombre de désaccords. Si elles peuvent renforcer l'attractivité de certains territoires vis-à-vis des professionnel.le.s de santé, elle ne constituent pas pour autant un modèle parfait :

- L'initiative doit impérativement revenir aux professionnel.le.s pour que l'équipement soit adapté à leurs besoins et ainsi garantir la pérennité des installations. Les maisons de santé créées à l'initiative des collectivités territoriales, en dehors de tout projet professionnel et de toute concertation, risquent de déstabiliser l'organisation locale des soins. En effet, ces équipements tendent à centraliser l'offre de soins, que ce soit vis-à-vis des médecins ou des autres professions de santé. Les pharmacien.ne.s sont notamment concerné.e.s, l' « aspiration » des médecins par les maisons de santé pouvant entraîner la fermeture des officines les plus éloignées.
- Par ailleurs, les maisons de santé ne sont pas adaptées à toutes les situations. La lourdeur de leur gestion, la nécessité de manager des équipes ou encore l'énergie à déployer pour les faire fonctionner sont autant de difficultés prises en compte par les professionnel.le.s dans leurs choix. Ceux et celles-ci éprouvent des difficultés à mettre en balance le fait de bénéficier d'un accompagnement public, et les modalités des aides de l'Assurance Maladie destinées à couvrir les coûts de coordination[3],accordées sur la base d'indicateurs quantitatifs jugés trop éloignés de la pratique quotidienne de la médecine et qui requièrent un montage juridique complexe.

2. Comment accompagner les mutations de la médecine en Bretagne ?

Outre les constats précédents relatifs aux mutations de l'exercice médical, les auditions du groupe de travail ont permis d'évoquer un certain nombre de pistes pour accompagner ces évolutions et favoriser l'installation des médecins généralistes en Bretagne.

Les pistes restituées ici, qui concernent tour à tour la Région Bretagne, ses partenaires institutionnels ou encore les professionnel.le.s de santé, sont directement issues des propos tenus par les personnes auditionnées. Elles pourront servir de base à la définition de nouvelles modalités d'intervention de la Région en matière de santé, qui seront présentées lors d'une prochaine session.

2.1 Comment mieux préparer les étudiant.e.s aux différents modes d'exercice ?

Tous les acteurs auditionnés par le groupe de travail ont souligné l'impact des études médicales et de leur organisation sur les souhaits d'installation des futurs médecins. Face aux constats précédemment énoncés d'une certaine inadéquation entre le cursus universitaire et les réalités de l'exercice ambulatoire, plusieurs pistes d'amélioration ont été proposées.

[1] Contrat d'engagement de service public, instauré par la loi « Hôpital, Patients, Santé et Territoires ».
[2] Contrat de patricien territorial de médecine générale, instauré dans le cadre du Pacte Territoire Santé.
[3] Aides accordées dans le cadre du règlement arbitral.

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170628-17_DIRAM_02-DE

La nécessité d'enseigner les fondamentaux de l'entreprise libérale dans les facultés fait l'objet consensus. Le développement des nouvelles structures d'exercice coordonné a en effet accru le besoin de « chef.fe.s d'entreprise » formé.e.s à la gestion comptable, au management d'équipe et à l'environnement institutionnel. Le besoin de sensibiliser les étudiant.e.s en médecine à la collaboration avec des médecins déjà installé.e.s et d'autres professionnel.le.s de santé a également été relevé, notamment en leur ouvrant l'accès aux groupes qualité.

La réalisation de stages en cabinet libéral constitue un autre facteur facilitant les installations futures. L'enjeu est à la fois de familiariser les étudiant.e.s avec l'exercice médical et de leur montrer les atouts des territoires et leur richesse culturelle et sociale. Ainsi, les personnes auditionnées ont insisté sur la nécessité de développer les stages ambulatoires au plus tôt au cours du cursus universitaire, y compris en amont du choix de la spécialité à l'issue de l'externat, et de rééquilibrer la part de pratique ambulatoire par rapport aux stages en milieu hospitalier.

Ceci implique de former davantage de maîtres de stage, la Bretagne étant confrontée en la matière à une pénurie qui ne permet pas d'être sélectif et d'éviter les stages contreproductifs chez des professionnel.le.s en surcharge de travail. A ce titre, la mobilisation des médecins libéraux doit être renforcée par une meilleure sensibilisation aux apports de la maîtrise de stage et par une meilleure indemnisation de leur participation aux journées de formation[4].

La nécessité de renforcer la formation des maîtres.ses de stage met en relief le besoin de rapprocher les facultés de médecine des territoires en s'appuyant sur d'autres hôpitaux de référence (Lorient et Saint-Brieuc) et sur les groupements hospitaliers de territoire. La diversification des terrains de stage hospitalier en dehors des hôpitaux universitaires pourrait constituer une première étape pour une meilleure répartition des étudiant.e.s sur le territoire régional. La mise en place d'assistant.e.s universitaires en milieu libéral, « têtes de pont » de l'université en région qui partageraient leur temps entre pratique médicale et enseignement, pourrait également être envisagée afin d'harmoniser les conditions d'accueil des étudiant.e.s stagiaires en cabinet libéral ou maison de santé. Il s'agit également d'améliorer la répartition des terrains de stage sur le territoire régional, en accordant une attention particulière aux territoires situés à la frontière entre les deux subdivisions des facultés, moins pourvus en maîtres de stage.

2.2 Quel accompagnement de l'exercice coordonné en Bretagne ?

L'aspiration majeure des jeunes générations de médecins à exercer en coordination avec les autres professionnel.le.s de santé impose de poursuivre l'effort consenti en région en matière d'accompagnement tout en respectant les choix des professionnel.le.s et la diversité des modes d'exercice de groupe. Trois principales pistes ont ainsi été avancées dans le cadre des auditions : favoriser le rapprochement entre les professionnel.les, développer les outils de partage de l'information et soutenir la mise en place des fonctions de coordination.

Comme rappelé dans les constats, l'exercice coordonné suppose l'envie de collaborer avec d'autres professions et par là-même de s'adapter à leurs façons de travailler et à leurs contraintes. Si les acteurs auditionnés ont mis en exergue la nécessité de favoriser cette envie dès les études médicales, ils ont également insisté sur la nécessité de poursuivre les efforts au-delà en encourageant les temps et les lieux d'échange entre professionnel.le.s médecins et non médecins. Plusieurs leviers ont été évoqués dans cet objectif, tels que la mise en place de formations pluri-professionnelles ou l'ouverture des groupes qualité aux non-médecins (en contrepartie de leur indemnisation au même niveau que les médecins). A titre d'exemple, l'association UrBreizh, qui regroupe des médecins remplaçant.e.s, organise des cafés débats permettant notamment aux professionnel.le.s paramédicaux de parler de leur travail. L'intérêt de développer les « staffs pluri-professionnels », qui permettent aux praticien.ne.s d'échanger collectivement sur des cas concrets, a également été souligné pour ce qui concerne les structures d'exercice coordonné.

[4] A ce jour, les médecins libéraux sont indemnisés pour deux journées de formation de maître de stage, contre 4 auparavant.

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRAM_02-DE

Poursuivre le développement d'outils de partage de l'information est également nécessaire pour permettre le bon fonctionnement des regroupements de médecins et lutter contre l'isolement des professionnel.le.s. Malgré le fait que la Bretagne soit pionnière dans l'informatisation des cabinets médicaux, les professionnel.le.s de santé rencontrent certaines difficultés, en particulier dans la mise en place de messageries sécurisées. Ainsi, si les médecins sont équipé.e.s à près de 100% de ces logiciels, ils n'utilisent pas tous les mêmes et se trouvent donc confrontés à des problèmes de compatibilité. A l'inverse, certaines professions de santé accusent un retard considérable dans l'adoption de ces solutions, à l'instar des masseurs-kinésithérapeutes qui ne sont que 3% à les utiliser. Selon certains acteurs dont les pharmacien.ne.s, la solution à ces problématiques pourrait venir du Dossier médical partagé (DMP) et du dossier pharmaceutique, qui permettraient par ailleurs de mieux orienter les patient.e.s et d'éviter des passages aux urgences non justifiés. Reste toutefois à convaincre les médecins de l'opportunité de cet outil maintes fois expérimenté [5], qui suscite leur méfiance quant au financement et à la confidentialité des données.

Enfin, la volonté des médecins de se recentrer sur la pratique médicale, fréquemment soulignée, peut conduire à la création de postes dédiés au sein des regroupements. Si de nombreux cabinets mettent d'ores et déjà en place ce type de fonctions supports pour les tâches administratives, le secrétariat et la gestion, certains projets vont plus loin en mettant en place des postes de coordinateur.trice.s qui vont à la rencontre des professionnel.le.s libéraux.ales afin de favoriser l'interconnaissance, la communication et les échanges de pratiques. L'accompagnement financier de ce type de poste mériterait d'être développé, voire simplifié et assoupli selon certains professionnel.le.s qui, comme indiqué précédemment, jugent les critères de son attribution inadaptés aux réalités de l'exercice médical. A noter de surcroît que la mise en place de fonctions de médiation sociale a été proposée pour améliorer la relation aux patients sur certains territoires comme les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

2.3 Quelles évolutions des métiers pour améliorer le service rendu ?

Les professions de santé doivent sans cesse se réinventer et s'adapter à un contexte marqué par une recherche systématique d'amélioration du service rendu à la population et d'optimisation du coût de la santé ainsi que par l'évolution constante des médicaments et des techniques médicales. Ces enjeux ont été abordés au cours des auditions du groupe de travail qui ont permis de dégager plusieurs pistes pour contribuer à faire émerger la médecine de demain.

Le développement des délégations de tâches apparaît comme un levier important pour soulager les médecins et ainsi améliorer les délais d'accès des patients à une prise en charge. Force est de constater cependant que le concept même de la délégation fait l'objet d'un certain nombre de critiques, portant notamment sur l'impossibilité de transférer des compétences indissociables des professionnel.le.s ou sur la délicate question des transferts de responsabilité. La possibilité de « protocoliser » certains actes, déjà expérimentée sur plusieurs sites d'exercice coordonné, peut permettre de contourner cette difficulté. Plusieurs acteurs ont par ailleurs reconnu que la délégation d'actes restait envisageable à condition que chaque profession y soit impliquée (des médecins vers les infirmier.ère.s mais aussi des infirmier.ère.s vers les aides-soignant.e.s).

Le déploiement de la télémédecine représente un enjeu majeur pour renforcer l'accès à certaines spécialités et ainsi développer l'attractivité des territoires ruraux vis-à-vis de généralistes assuré.e.s de pouvoir orienter plus facilement leurs patient.e.s vers d'autres confrères.consœurs. Il en va également de la nécessaire adaptation de la médecine à l'essor très rapide des objets connectés. La Bretagne n'est pas en reste sur ces innovations qui occupent une part croissante dans les établissements hospitaliers et dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées et dépendantes, notamment en dermatologie et en psychiatrie. Pour autant, les personnes auditionnées ont appelé à rester prudent pour plusieurs raisons :

[5] La dernière expérimentation en date est actuellement en cours dans le département des Côtes d'Armor.

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRAM_02-DE

- La télémédecine nécessité des professionnel.le.s de santé, au premier rang desquels les [illegible] pour pouvoir fonctionner ;
- L'absence d'une véritable tarification des actes de télémédecine continue à freiner leur développement ;
- Le développement des objets connectés pose une question essentielle de sécurisation des données ainsi collectées.

L'intégration de la prévention et de la promotion de la santé dans la pratique médicale fait partie des aspirations des jeunes générations de médecins. L'enjeu est crucial alors que la France accuse un retard important par rapport à d'autres pays du monde. De plus, le renforcement de la prévention répond aux attentes de la population qui a de plus en plus tendance à souhaiter éviter d'être malade. Il pose néanmoins la question de la tarification des consultations de prévention, souvent plus longues que des consultations ordinaires. Des possibilités existent aujourd'hui dans le cadre des nouveaux modes de rémunération mis en place par l'Assurance maladie, mais elles sont réservées aux médecins exerçant en groupe et mériteraient d'être élargies.

Les métiers de santé ont pour enjeu la vie humaine et imposent donc aux professionnel.le.s une démarche constante d'actualisation de leurs connaissances et compétences afin de s'adapter aux évolutions des médicaments et des techniques. En effet, selon le Conseil régional de l'Ordre des médecins, les connaissances doivent être revues tous les cinq ans et deviennent obsolètes au bout de 10 ans. Un renforcement des jours dédiés au développement professionnel continu semble indispensable en compensation de sa réduction au cours des dernières années. Le développement de la recherche en soins primaires pourrait également concourir à cet objectif.

2.4 Renforcer l'attractivité des territoires : quel rôle des pouvoirs publics ?

L'inégale répartition des médecins et des autres professionnel.le.s de santé sur le territoire régional ne doit pas masquer ses atouts pour attirer les généralistes, qui ont été rappelés au cours des auditions : un tissu de villes moyennes relativement bien dotées en services à la population, un réseau routier gratuit favorisant la mobilité, l'amélioration continue de la couverture en fibre optique numérique ou encore des arguments touristiques qui ne sont plus à démontrer.

Pour autant, les difficultés de démographie médicale existent bel et bien et justifient l'intervention des pouvoirs publics, en dépit de la méfiance que celle-ci suscite chez les professionnel.le.s. Un des premiers enjeux réside donc dans la restauration du dialogue entre les collectivités territoriales, les professionnel.le.s de santé et les usager.e.s. Cette démarche passe notamment par un triple travail de sensibilisation :

- Des élu.e.s sur les nouvelles organisations de l'offre de soins : l'évolution du métier de médecin libéral, le développement des coopérations à une échelle supra communale et la nécessité de co-construire les interventions avec les professionnel.le.s de santé. Il est par ailleurs indispensable de faire œuvre de pédagogie autour du fait que la présence médicale est possible pour tou.te.s mais pas partout, que chaque commune n'aura pas son médecin.
- Des professionnel.le.s de santé sur la nécessité d'apporter une réponse aux besoins de la population et sur l'environnement institutionnel.
- Des usager.e.s et des patient.e.s sur le « juste recours » aux soins pour éviter de surcharger les professionnel.le.s de santé.

Cette démarche peut également passer par la valorisation des initiatives exemplaires et la mutualisation des bonnes pratiques.

Les pouvoirs publics, et en particulier les collectivités territoriales, sont également attendus sur l'anticipation des besoins et la planification des réponses à apporter. Les collectivités sont d'autant plus légitimes que l'installation est liée aux politiques d'aménagement du territoire dans la mesure où les médecins choisissent

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRAM_02-DE

leur lieu d'installation en fonction des services, des transports et des possibilités d'emplo conjoint.e. Cet exercice doit cependant être conduit en étroite collaboration avec les professionnel.le.s de santé et soulève de très nombreuses questions :

- L'échelle territoriale pertinente pour organiser la réponse aux soins de proximité : si aucun consensus ne s'est dégagé au cours des auditions pour un échelon unique, la nécessité de raisonner à l'échelle intercommunale a été fréquemment évoquée. D'autres critères peuvent également être pris en compte tels que la population du territoire (un généraliste pour 1000 habitant.e.s) ou la distance à parcourir (10 kilomètres).
- La gouvernance d'une telle organisation, nécessairement équilibrée entre les élu.e.s et les professionnel.le.s de santé du territoire mais soulevant aussi la question de la place des usager.e.s.
- Les moyens à mettre en œuvre pour animer de telles démarches.

Enfin, les représentant.e.s des professionnel.le.s de santé entendu.e.s dans le cadre des auditions ont fait état du besoin de revisiter le panel des aides publiques :

- Il s'agit en premier lieu de répondre au constat posé précédemment de la multiplicité et de la complexité des aides, qui appelle à renforcer leur lisibilité. Si une plateforme d'appui aux professionnel.le.s de santé (PAPS) est d'ores et déjà portée par l'ARS et permet de leur apporter de nombreuses informations pratiques concernant la formation, l'installation et l'exercice, il s'agirait d'aller au-delà en mettant en place un guichet unique facilitant les démarches administratives. Une expérience de ce type a été mise en place en 2014 en région Haute-Normandie, le Guichet unique d'installation des professionnels de santé (GUIPS), porté par l'ARS et doté de moyens financiers et humains spécifiques pour proposer aux futur.e.s installé.e.s (médecins ou non) un accompagnement individualisé dans leurs démarches.
- Les professionnel.le.s de santé non médecins ont également insisté sur la nécessité de renforcer les contreparties attendues par les pouvoirs publics en échange des aides à l'exercice coordonné et plus particulièrement aux maisons de santé pluri-professionnelles. Plusieurs critères ont été évoqués, tels que la garantie de la continuité et des soins et la participation à la permanence des soins, la mise en place de plages horaires quotidiennes dédiées aux soins non programmés ou encore la réalisation de visites à domicile. L'obligation de devenir maître.sse de stage a cependant fait l'objet d'avis partagés, certain.e.s identifiant un risque de déboucher sur des stages contreproductifs chez des praticien.ne.s peu motivés.

Je vous remercie de me donner acte de cette communication

Le Président du Conseil régional

Jean-Yves Le Drian

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRAM_02-DE

Annexe : composition des groupes de travail

Présidé par Anne Troalen, Conseillère régionale déléguée aux formations sanitaires et sociales, à la santé et à la silver économie, le groupe de travail se compose des conseiller.e.s régionaux.ales suivant.e.s :

- Sylvie Argat-Bouriot (groupe radicaux de gauche et apparentés)
- Mona Bras (groupe régionaliste)
- Gaby Cadiou (groupe communistes et progressistes)
- Laurence Fortin (groupe socialistes et apparentés)
- Philippe Hercouet (groupe socialistes et apparentés)
- Elizabeth Jouneaux-Pedrono (groupe socialistes et apparentés)
- Christine Le Strat (groupe droite, centre et régionalistes)
- Stéphane de Sallier Dupin (groupe droite, centre et régionalistes)
- Gilles Penelle (groupe front national)
- Emeric Salmon (groupe front national)

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRAM_03-DE

REGION BRETAGNE

Délibération N°17_DIRAM_03

CONSEIL REGIONAL

23 juin 2017

DELIBERATION

Plan régional santé environnement 3 (2017-2021)

Le Conseil régional convoqué par son Président le 30 mai 2017, s'est réuni le vendredi 23 juin 2017 au siège de la Région Bretagne, sous la présidence de Monsieur Loïg Chesnais-Girard, Président du Conseil régional.

Etaient présents : Monsieur Olivier ALLAIN, Madame Sylvie ARGAT-BOURIOT, Monsieur Eric BERROCHE, Madame Catherine BLEIN, Madame Mona BRAS, Madame Georgette BREARD, Monsieur Pierre BRETEAU (jusqu'à 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (jusqu'à 16h25), Monsieur Thierry BURLOT, Madame Gaby CADIOU, Madame Fanny CHAPPE, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Monsieur Marc COATANÉA, Monsieur André CROCQ (jusqu'à 9h30, puis à partir de 14h30), Madame Delphine DAVID, Monsieur Gérard DE MELLON, Monsieur Stéphane DE SALLIER DUPIN, Madame Virginie D'ORSANNE (jusqu'à 15h45), Madame Laurence DUFFAUD, Madame Laurence FORTIN, Madame Anne GALLO, Madame Evelyne GAUTIER-LE BAIL, Monsieur Karim GHACHEM (jusqu'à 13h), Madame Anne-Maud GOUJON (jusqu'à 18h45), Madame Sylvie GUIGNARD (jusqu'à 14h40), Madame Claire GUINEMER (à partir de 9h30 et jusqu'à 17h35), Monsieur Philippe HERCOUËT, Madame Kaourintine HULAUD, Monsieur Bertrand IRAGNE (jusqu'à 16h), Madame Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO, Monsieur Roland JOURDAIN, Monsieur Pierre KARLESKIND, Monsieur Gérard LAHELLEC, Madame Isabelle LE BAL, Monsieur Jean-Michel LE BOULANGER, Monsieur Olivier LE BRAS, Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (jusqu'à 14h20), Madame Agnès LE BRUN, Monsieur Patrick LE DIFFON, Monsieur Marc LE FUR, Monsieur Patrick LE FUR, Madame Gaël LE MEUR, Madame Nicole LE PEIH (jusqu'à 14h20), Monsieur Alain LE QUELLEC, Madame Gaël LE SAOUT, Madame Christine LE STRAT, Monsieur Christian LECHEVALIER, Madame Lena LOUARN, Monsieur Bernard MARBOEUF, Monsieur Martin MEYRIER, Monsieur Philippe MIAILHES, Monsieur Paul MOLAC (de 8h30 à 9h30 puis à partir de 14h20), Madame Gaëlle NIQUE, Madame Anne PATAULT, Madame Isabelle PELLERIN, Monsieur Gilles PENNELLE, Monsieur Stéphane PERRIN (départ 17h20), Monsieur Maxime PICARD, Monsieur Bertrand PLOUVIER (jusqu'à 12h35, puis à partir de 16h10), Monsieur Pierre POULIQUEN, Monsieur Bernard POULIQUEN, Monsieur Bruno QUILLIVIC (jusqu'à 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (jusqu'à 11h25), Madame Emmanuelle RASSENEUR, Madame Agnès RICHARD, Monsieur David ROBO (jusqu'à 18h35), Madame Claudia ROUAUX, Monsieur Stéphane ROUDAUT (à partir de 10h05), Madame Catherine SAINT-JAMES, Madame Forough SALAMI-DADKHAH, Monsieur Emeric SALMON, Monsieur Sébastien SEMERIL (jusqu'à 14h20, puis à partir de 16h40), Madame Renée THOMAÏDIS, Madame Martine TISON, Madame Anne TROALEN, Monsieur Hervé UTARD, Madame Anne VANEECLOO (jusqu'à 18h45), Madame Gaëlle VIGOUROUX, Madame Sylvaine VULPIANI.

.../...

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRAM_03-DE

Avaient donné pouvoir : Monsieur Pierre BRETEAU (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF à partir de 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (Pouvoir donné à Madame Emmanuelle RASSENEUR à partir de 16h25), Monsieur André CROCQ (Pouvoir donné à Madame Laurence DUFFAUD, de 9h30 à 14h30), Madame Virginie D'ORSANNE (pouvoir donné à Monsieur Emeric SALMON à partir de 15h45), Monsieur Richard FERRAND (pouvoir à Monsieur Marc COATANEA), Monsieur Karim GHACHEM (pouvoir donné à Madame Gaël LE MEUR à partir de 14h20), Madame Claire GUINEMER (pouvoir donné à Monsieur David ROBO, de 8h30 à 9h30 puis à Madame Isabelle LE BAL à partir de 17h35), Monsieur Bertrand IRAGNE (pouvoir donné à Madame Agnès RICHARD à partir de 16h), Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (pouvoir donné à Madame Elisabeth JOUNEAUX PEDRONO à partir de 14h20), Monsieur Jean-Yves LE DRIAN (pouvoir donné à Madame Gaël LE SAOUT), Monsieur Paul MOLAC (pouvoir donné à Madame Mona BRAS de 9h30 à 14h20), Madame Gaëlle NICOLAS (pouvoir donné à Madame Delphine DAVID), Madame Nicole LE PEIH (pouvoir donné à Monsieur Maxime PICARD à partir de 14h20), Monsieur Stéphane PERRIN (pouvoir donné à Madame Sylvie ARGAT BOURIOT à partir de 17h20), Monsieur Bertrand PLOUVIER (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 12h35 à 16h10), Monsieur Bruno QUILLIVIC (pouvoir donné à Monsieur Patrick LE DIFFON à partir de 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (pouvoir à Monsieur Philippe HERCOUET à partir 11h25), Monsieur David ROBO (pouvoir donné à Madame Christine LE STRAT à 18h35), Monsieur Stéphane ROUDAUT (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 8h30 à 10ho5), Madame Hind SAOUD (pouvoir donné à Monsieur Sébastien SEMERIL jusqu'à 14h20 puis à Madame Claudia ROUAUX à partir de 14h20), Monsieur Sébastien SEMERIL (Pouvoir donné à Monsieur Hervé UTARD de 14h20 à 16h40), Madame Anne VANEECLOO (pouvoir donné à Monsieur Gilles PENELLE à partir de 18h45)

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 4111-1 et suivants ;

Après avoir pris connaissance de l'avis formulé par le Conseil Economique Social et Environnemental lors de sa réunion du 12 juin 2017 ;

Vu l'avis de la Commission Aménagement du territoire et de la Commission Développement durable, réunies le 15 juin 2017 ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

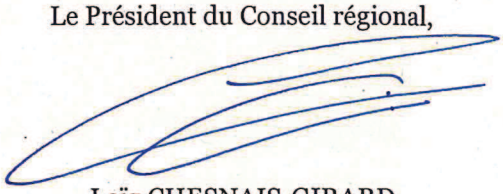
Et après avoir délibéré ;

DECIDE

(à l'unanimité)

- d'APPROUVER le Plan régional santé environnement 3 (2017-2021) et **d'AUTORISER** le Président du Conseil régional à le signer.

Le Président du Conseil régional,



Loïg CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRAM_03-DE

Direction de l'aménagement et de l'égalité

Session du Conseil régional
Juin 2017

Plan régional santé environnement 3 (2017 - 2021)

De la pollution atmosphérique, à l'alimentation et au cadre de vie, l'environnement est un facteur déterminant de notre santé. S'il est parfois difficile de quantifier la part qui lui est spécifiquement attribuable dans l'apparition de certaines pathologies, cette interdépendance est aujourd'hui bien étayée au niveau scientifique et fait l'objet d'une prise de conscience croissante de la population.
Les Breton.ne.s sont particulièrement sensibles à ces problématiques et sont plus d'un tiers à penser courir, au cours de leur vie, un risque plutôt élevé d'être affecté.e.s par un cancer, du fait de leur environnement. Cette sensibilité s'inscrit dans une région marquée par des problématiques environnementales spécifiques, telles que l'exposition au radon ou la vulnérabilité des ressources en eau, mais aussi par des inégalités sociales et territoriales de santé.

Face à l'importance des enjeux, les partenaires institutionnels bretons sont mobilisés depuis plus d'une décennie dans le cadre du Plan régional santé environnement (PRSE), qui constitue le cadre de référence de l'action en santé environnement depuis la loi de santé publique du 9 août 2004. Le PRSE, qui ne dispose pas d'une dimension prescriptive à l'inverse du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, n'en constitue pas moins une feuille de route partagée pour la promotion d'un environnement favorable à la santé, un environnement considéré au sens large, dans lequel nous évoluons au quotidien et avec lequel nous interagissons, de manière individuelle et collective. La dimension partenariale est particulièrement marquée en Bretagne, où l'élaboration du Plan fait l'objet d'une très large concertation.

Le PRSE revêt une importance stratégique pour le Conseil régional de Bretagne au vu des liens multiples entre ses objectifs et les compétences et interventions de la Région en matière de qualité de l'air, d'amélioration des conditions de travail ou d'aménagement durable du territoire. C'est pourquoi la Région s'est particulièrement impliquée dans la construction, le pilotage et la mise en œuvre du deuxième PRSE 2011-2015 et dans l'élaboration du projet de PRSE 3 joint en annexe du présent rapport.

Si ce troisième PRSE s'inscrit dans le cadre du Plan national santé environnement, il est avant tout le fruit d'une co-construction avec les acteurs bretons et se situe dans le prolongement de la dynamique partenariale mise en place en Bretagne. Ainsi, ses 8 objectifs et 24 actions cadres répondent aux enjeux repérés en Bretagne et mobiliseront, pour certains, les politiques mises en œuvre par le Conseil régional.

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRAM_03-DE

1. Santé environnement : des enjeux forts pour la Bretagne

1.1 Des vulnérabilités environnementales spécifiques

A l'instar du précédent Plan régional santé environnement, le PRSE 3 s'appuie sur un état des lieux actualisé des principales données relatives aux expositions environnementales et à leurs conséquences sur la santé à l'échelle régionale et infra-régionale lorsque cela était possible. Réalisé en 2015 par l'Observatoire régional de santé (ORS), ce nouvel état des lieux rend compte de la diversité des déterminants environnementaux de la santé, mais aussi des spécificités régionales et locales, qui ont permis d'identifier les enjeux prioritaires en Bretagne.

En premier lieu, la Bretagne se caractérise par une répartition très inégale des vulnérabilités environnementales sur son territoire. En effet, si elle bénéficie aujourd'hui d'une croissance démographique dynamique et supérieure à la croissance démographique en France métropolitaine, elle connaît également un vieillissement plus important et une répartition hétérogène de sa population selon les territoires. Or, la vulnérabilité aux polluants environnementaux varie selon les catégories de population. Elle est ainsi plus prégnante chez les enfants, les femmes enceintes et les personnes âgées, plus fragiles physiologiquement, ainsi que chez certaines professions plus exposées aux risques et pour les populations en situation de précarité qui ne disposent pas des mêmes moyens d'information et de protection.

Par ailleurs, l'état des lieux réalisé par l'ORS recense les diverses activités susceptibles de générer des pressions sur l'environnement, notamment via l'artificialisation des sols ou par des émissions polluantes spécifiques. Parmi les activités les plus concernées par les conséquences possibles des impacts sanitaires sur la santé, on peut citer par exemple l'urbanisation, le tourisme, les transports, certains types de production agricole ou encore certaines industries. En Bretagne, ces pressions sont concentrées essentiellement sur les principales agglomérations, en lien avec l'étalement urbain. En zones côtières, le développement de l'urbanisation se conjugue avec celui du tourisme. Les pressions sont également fortes dans les zones où le poids de l'agriculture et des industries agro-alimentaires est important.

Les vulnérabilités régionales sont aussi observées au regard des principaux milieux de vie. Les eaux bretonnes sont particulièrement concernées. La Bretagne est majoritairement alimentée en eau potable par des ressources en eaux superficielles, plus sensibles aux pollutions que les eaux souterraines. Les eaux de baignade en mer sont de bonne qualité, mais un nombre important de sites de pêche à pied sont dégradés et la prolifération des algues vertes reste à surveiller. La Bretagne a su se mobiliser pour diminuer ces pollutions et leur impact sanitaire mais il ne faut pas relâcher l'effort.

Enfin, le sous-sol granitique breton conduit à des émissions de radon et à une radioactivité des eaux plus importante que la moyenne nationale.

Ces constats relatifs aux vulnérabilités de la Bretagne face aux pollutions environnementales doivent néanmoins être nuancés par plusieurs atouts. En effet, notre région est moins exposée aux polluants présents dans l'air extérieur, dont la dispersion est favorisée par les vents dominants. De plus, si les eaux de surface sont plus vulnérables à l'infiltration des polluants terrestres, elles sont en contrepartie plus réactives aux mesures visant à améliorer leur qualité, en comparaison des nappes souterraines.

1.2 Les principaux effets de l'environnement sur la santé des Breton.ne.s

Au regard des déterminants environnementaux, l'état des lieux réalisé par l'Observatoire régional de santé rend compte des effets sur la santé, en retenant les principales pathologies pour lesquelles l'environnement est reconnu comme jouant un rôle.

Il faut toutefois rappeler au préalable que faire le lien entre l'exposition au risque et la survenue des maladies reste un exercice difficile. En effet, si les agents environnementaux présentent une toxicité avérée, les seuils de toxicité sont difficiles à caractériser, la part attribuable aux facteurs environnementaux est difficilement quantifiable et les natures et voies d'exposition sont multiples. Parallèlement, les conséquences sur la santé, peuvent se manifester tardivement et varient selon les individus.

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRAM_03-DE

Parmi les pathologies identifiées comment étant liées à l'environnement, certaines présentent des en Bretagne :

- Une surmortalité par cancer chez les hommes ;
- Une surmortalité par maladies de l'appareil respiratoire (notamment chez les femmes) et de l'appareil circulatoire, avec des disparités fortes entre les territoires ;
- Une situation défavorable par rapport à la moyenne française pour certains des pays bretons, sur une sélection d'indicateurs de santé : pays du Centre-Ouest Bretagne et de Brest, et dans une moindre mesure pays du Centre Bretagne, Fougères, Lorient, Ploërmel – Cœur de Bretagne et Pontivy.

En complémentarité avec ces constats épidémiologiques, les Breton.ne.s perçoivent de plus en plus les risques de l'environnement pour leur santé. Ainsi, la seconde édition du baromètre santé environnement[1] montre que les Breton.ne.s se déclarent très majoritairement sensibles (7 sur 10) à l'environnement. Pour autant, la façon dont ils perçoivent leur propre niveau d'information varie selon les thématiques, avec des lacunes ressenties sur le radon et, dans une moindre mesure, sur la pollution des sols et de l'air intérieur.

2. Une feuille de route fédératrice pour agir en Bretagne

2.1 Le PRSE 3 : une feuille de route co-construite

Dès 2008 et l'élaboration du deuxième PRSE, la Bretagne s'est démarquée des autres régions françaises en mettant en œuvre une méthode originale :

- L'élaboration du PRSE a fait l'objet d'une très large concertation associant les institutions, les acteurs des territoires et la société civile ; parti pris qui permet d'adapter le cadre national posé par le PNSE par une réelle prise en compte des dynamiques et des enjeux régionaux.
- La décision du Conseil régional d'accepter la proposition du Préfet de région de copiloter l'élaboration et la mise en œuvre du PRSE 2, aux côtés de l'Agence régionale de santé, a permis d'expérimenter une nouvelle forme de gouvernance désormais préconisée au niveau national.
- L'approche bretonne promeut, au-delà de l'approche par risque particulièrement anxiogène, l'impact positif de l'environnement sur la santé.

Cette méthode a été poursuivie pour l'élaboration du PRSE 3, qui a associé les différentes parties prenantes (partenaires institutionnels, collectivités territoriales, professionnel.le.s de la santé et de l'environnement, partenaires économiques et sociaux, associations, usager.e.s…) lors de deux rencontres régionales en mars et juin 2016, réunissant 150 participant.e.s. Dans le cadre de quatre ateliers reprenant les principales circonstances de vie des Breton.ne.s[2], ces rencontres ont permis d'identifier les enjeux régionaux et de prioriser les actions à mettre en œuvre.

Il faut également noter que, outre l'état des lieux produit par l'Observatoire régional de santé, la construction de ce troisième plan s'est par ailleurs appuyée sur une évaluation du PRSE 2.

2.2 Le PRSE 3 : 8 objectifs et 24 actions cadre pour agir en Bretagne

Le troisième Plan régional santé environnement a été construit autour de deux ambitions principales : **réduire les inégalités sociales, environnementales et territoriales de santé** et **améliorer la visibilité et la territorialisation des actions**. Il se décline selon 8 objectifs, dont 3 transversaux et 5

1. Enquête déclarative mise en œuvre par l'Observatoire régional de santé auprès d'un échantillon représentatif de 1 400 breton.ne.s, en mars et avril 2014 afin d'appréhender leurs connaissances, attitudes et comportements face aux risques sanitaires liés à l'environnement.

2. Les thèmes des 4 ateliers étaient les suivants : « *Habiter-Accueillir* » ; « *Produire-Travailler* » ; « *Consommer* » ; « *Bouger-Se détendre* ».

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_CR-AM_03-DE

thématiques, qui placent les territoires et les Breton.ne.s au cœur de l'action et affichent les thèmes que sont l'air et l'eau, ainsi que les défis émergents à prendre en compte dans les prochaines années :

- Objectif 1 : Observer, améliorer les connaissances, s'approprier les données, pour agir de manière adaptée aux réalités des publics et des territoires bretons
- Objectif 2 : Agir pour une meilleure prise en compte des enjeux Santé-Environnement dans les politiques territoriales
- Objectif 3 : Agir pour l'appropriation des enjeux santé environnement par les Breton.ne.s
- Objectif 4 : Aménager et construire un cadre de vie favorable à la santé
- Objectif 5 : Agir pour une meilleure qualité de l'air extérieur et intérieur
- Objectif 6 : Agir pour une meilleure qualité de l'eau (eau d'alimentation de la ressource au robinet, eau de loisirs)
- Objectif 7 : Agir pour des modes de vie et des pratiques professionnelles respectueuses de l'environnement et favorables à la santé
- Objectif 8 : Répondre aux nouveaux défis : changement climatique, ondes, perturbateurs endocriniens, nanomatériaux

24 actions-cadres viennent décliner ces objectifs, chacune illustrée de possibilités de mise en œuvre issues des 80 propositions formulées par les participant.e.s à la concertation. Le document n'a toutefois pas vocation à être exhaustif et pourra évoluer, pendant toute sa durée, par l'intégration de nouvelles propositions de mise en œuvre. A noter cependant que les actions régaliennes et celles relevant du niveau national ont été écartées pour donner priorité aux pistes de mise en œuvre adaptées au contexte breton.

Après un PRSE 2 tourné vers la sensibilisation des acteurs aux enjeux de santé environnementale, ce troisième plan donne la priorité à l'action, avec la volonté d'être efficace et lisible. Les actions seront développées à l'échelle des territoires, en tenant compte des spécificités locales et en veillant à leur articulation avec les différentes politiques sectorielles.

3. L'engagement de la Région en faveur du PRSE 3

3.1 La Région engagée pour préserver l'environnement et améliorer la santé des Breton.ne.s

Soucieuse de favoriser la qualité de vie des Breton.ne.s, la Région a engagé une intervention volontariste dans le domaine de la santé publique dès 2005, en dehors de toute compétence directe.

Dans le cadre du nouveau mandat, la Région poursuit ses engagements tout en revisitant ses modalités d'intervention en matière de santé, à l'appui d'un diagnostic actualisé, afin de prendre en compte les évolutions et de mieux répondre aux besoins de santé des Breton.ne.s. Ces modalités feront l'objet d'un rapport spécifique présenté en session d'ici la fin de l'année 2017.

Dans cet esprit, la Région s'est mobilisée aux côtés de l'État et de l'Agence régionale de santé pour élaborer et piloter les PRSE 2 et 3. elle a aussi développé des actions spécifiques de sensibilisation des jeunes délégué.e.s lycéen.ne.s à la nécessité de promouvoir un environnement favorable à la santé.

3.2 La mobilisation des politiques régionales comme moteur de l'action en faveur du PRSE 3

Les points de convergence entre les objectifs du PRSE 3 et les politiques et interventions de la Région Bretagne sont nombreux : réduction des inégalités territoriales, prise en compte des enjeux sanitaires et environnementaux dans les opérations d'aménagement et d'urbanisme, amélioration de la qualité de l'air et de l'eau… La mobilisation de la Région Bretagne dans la mise en œuvre de ce Plan doit être à la hauteur de ces enjeux et servir d'exemple vis-à-vis de l'ensemble de ses partenaires.

Il s'agit, de façon transversale, de favoriser la prise en compte des enjeux de santé et d'environnement dans l'ensemble des politiques du Conseil régional pour maximiser leurs effets positifs sur la santé et réduire leurs effets négatifs le cas échéant. En concordance avec la philosophie générale du PRSE 3, la Région sera particulièrement attentive aux impacts de ses politiques sur les territoires et les populations les plus fragiles.

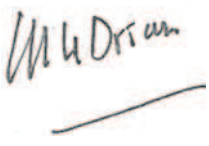
Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRAM_03-DE

Par ailleurs, la Région est particulièrement attendue, de par ses compétences, sur certains axes participera activement à leur coordination ou à leur mise en œuvre :

- La Région contribuera à l'amélioration des connaissances sur les impacts de l'environnement sur la santé en Bretagne (objectif 1) en mobilisant les différents observatoires qu'elle soutient comme l'Observatoire régional de santé, l'Observatoire de l'eau ou l'Observatoire régional de l'énergie et des gaz à effet de serre. Elle associera étroitement à ces travaux le Groupement d'intérêt public Bretagne Environnement.
- La Région incitera les collectivités territoriales à décliner les objectifs du PRSE 3 dans les politiques locales (objectif 2), dans le cadre de ses politiques partenariales et de ses missions de cheffe de file (aménagement, qualité de l'air…). En lien avec l'Agence régionale de santé, elle poursuivra la mobilisation du réseau des animatrices territoriales de santé pour contribuer à la promotion d'un environnement favorable à la santé à l'échelle des territoires concernés.
- La Région s'appuiera sur les démarches de concertation et de planification en cours, telles que celles de la COP régionale et du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) pour diffuser les enjeux de santé environnementale auprès de l'ensemble des acteurs bretons (objectif 3).
- Elle sera particulièrement attentive à ce que les opérations d'aménagement contribuent à promouvoir un cadre de vie favorable à la santé (objectif 4). Ainsi, la Région a dès 2014, intégré les enjeux de santé dans la grille d'analyse qualitative appliquée pour les projets soutenus au titre de la politique territoriale. Elle s'engagera également à promouvoir un urbanisme favorable à la santé dans le cadre des démarches et des programmes qu'elle soutient, en lien avec le Plan bâtiment durable.
- Directement compétente en matière de qualité de l'air (objectif 5), la Région se mobilisera pour développer les connaissances sur les expositions en environnement intérieur, en lien notamment avec le développement de l'usage des éco-matériaux. Des formations sur la qualité des matériaux et leur impact sur l'air intérieur seront proposées aux conseiller.e.s en énergie partagé.e.s. L'information sur les émissions de particules fines par le chauffage bois et l'incitation au passage à des foyers fermés, des équipements labellisés Flamme verte, seront développées.
- S'agissant de la politique de l'eau en Bretagne, la Région coordonnera, en lien avec les services de l'État, la mise en œuvre de cet axe majeur du PRSE 3 (objectif 6) et veillera à son articulation avec le Plan breton pour l'eau, et à l'impact des politiques régionales sur la qualité de l'eau (aménagement, tourisme, agriculture…).
- La Région contribuera à la promotion de modes de vie et de pratiques professionnelles respectueux de la santé (objectif 7) à différents niveaux. En interne, elle développe d'ores et déjà une politique d'achat économiquement responsable privilégiant les labels et l'économie circulaire. Elle est également mobilisée pour une alimentation plus saine au travers de sa participation à la mise en œuvre du programme Breizh ALIM' ainsi que de l'introduction de produits biologiques issus de circuits courts dans la restauration collective des lycées publics. La politique des transports converge aussi avec les enjeux du PRSE en facilitant le report de l'usage de la voiture individuelle vers d'autres modes de transport tels que le transport collectif, les mobilités douces ou le covoiturage.
- La Région participera à la vigilance collective concernant l'émergence de nouveaux risques environnementaux (objectif 8). Elle sera particulièrement investie dans la prise en compte des effets du changement climatique sur la santé, notamment via l'accompagnement des collectivités territoriales dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs Plans climat air énergie territoire (PCAET).

Je vous propose d'approuver le Plan régional santé environnement 3 et de m'autoriser à le signer.

Le Président



Jean Yves LE DRIAN

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DCEEB_01-DE

REGION BRETAGNE

Délibération n°17_DCEEB_SPANAB_01

CONSEIL REGIONAL

23 juin 2017

DELIBERATION

LA REGION ET SES PARCS NATURELS REGIONAUX POUR UN ENGAGEMENT RECOPROQUE, RENOUVELE ET MODERNISE

Le Conseil régional, convoqué par son Président le 30 mai 2017, s'est réuni en séance plénière le vendredi 23 juin 2017 au siège de la Région Bretagne, sous la Présidence de Monsieur Loïg Chesnais-Girard, Président du Conseil régional de Bretagne.

Etaient présents : Monsieur Olivier ALLAIN, Madame Sylvie ARGAT-BOURIOT, Monsieur Eric BERROCHE, Madame Catherine BLEIN, Madame Mona BRAS, Madame Georgette BREARD, Monsieur Pierre BRETEAU (jusqu'à 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (jusqu'à 16h25), Monsieur Thierry BURLOT, Madame Gaby CADIOU, Madame Fanny CHAPPE, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Monsieur Marc COATANÉA, Monsieur André CROCQ (jusqu'à 9h30, puis à partir de 14h30), Madame Delphine DAVID, Monsieur Gérard DE MELLON, Monsieur Stéphane DE SALLIER DUPIN, Madame Virginie D'ORSANNE (jusqu'à 15h45), Madame Laurence DUFFAUD, Madame Laurence FORTIN, Madame Anne GALLO, Madame Evelyne GAUTIER-LE BAIL, Monsieur Karim GHACHEM (jusqu'à 13h), Madame Anne-Maud GOUJON (jusqu'à 18h45), Madame Sylvie GUIGNARD (jusqu'à 14h40), Madame Claire GUINEMER (à partir de 9h30 et jusqu'à 17h35), Monsieur Philippe HERCOUËT, Madame Kaourintine HULAUD, Monsieur Bertrand IRAGNE (jusqu'à 16h), Madame Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO, Monsieur Roland JOURDAIN, Monsieur Pierre KARLESKIND, Monsieur Gérard LAHELLEC, Madame Isabelle LE BAL, Monsieur Jean-Michel LE BOULANGER, Monsieur Olivier LE BRAS, Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (jusqu'à 14h20), Madame Agnès LE BRUN, Monsieur Patrick LE DIFFON, Monsieur Marc LE FUR, Monsieur Patrick LE FUR, Madame Gaël LE MEUR, Madame Nicole LE PEIH (jusqu'à 14h20), Monsieur Alain LE QUELLEC, Madame Gaël LE SAOUT, Madame Christine LE STRAT, Monsieur Christian LECHEVALIER, Madame Lena LOUARN, Monsieur Bernard MARBOEUF, Monsieur Martin MEYRIER, Monsieur Philippe MIAILHES, Monsieur Paul MOLAC (de 8h30 à 9h30 puis à partir de 14h20), Madame Gaëlle NIQUE, Madame Anne PATAULT, Madame Isabelle PELLERIN, Monsieur Gilles PENNELLE, Monsieur Stéphane PERRIN (départ 17h20), Monsieur Maxime PICARD, Monsieur Bertrand PLOUVIER (jusqu'à 12h35, puis à partir de 16h10), Monsieur Pierre POULIQUEN, Monsieur Bernard POULIQUEN, Monsieur Bruno QUILLIVIC (jusqu'à 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (jusqu'à 11h25), Madame Emmanuelle RASSENEUR, Madame Agnès RICHARD, Monsieur David ROBO (jusqu'à 18h35), Madame Claudia ROUAUX, Monsieur Stéphane ROUDAUT (à partir de 10h05), Madame Catherine SAINT-JAMES, Madame Forough SALAMI-DADKHAH, Monsieur Emeric SALMON, Monsieur Sébastien SEMERIL (jusqu'à 14h20, puis à partir de 16h40), Madame Renée THOMAÏDIS, Madame Martine TISON, Madame Anne TROALEN, Monsieur Hervé UTARD, Madame Anne VANEECLOO (jusqu'à 18h45), Madame Gaëlle VIGOUROUX, Madame Sylvaine VULPIANI.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DCEEB_01-DE

Avaient donné pouvoir : Monsieur Pierre BRETEAU (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF à partir de 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (Pouvoir donné à Madame Emmanuelle RASSENEUR à partir de 16h25), Monsieur André CROCQ (Pouvoir donné à Madame Laurence DUFFAUD, de 9h30 à 14h30), Madame Virginie D'ORSANNE (pouvoir donné à Monsieur Emeric SALMON à partir de 15h45), Monsieur Richard FERRAND (pouvoir à Monsieur Marc COATANEA), Monsieur Karim GHACHEM (pouvoir donné à Madame Gaël LE MEUR à partir de 14h20), Madame Claire GUINEMER (pouvoir donné à Monsieur David ROBO, de 8h30 à 9h30, puis à Madame Isabelle LE BAL à partir de 17h35), Monsieur Bertrand IRAGNE (pouvoir donné à Madame Agnès RICHARD à partir de 16h), Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (pouvoir donné à Madame Elisabeth JOUNEAUX PEDRONO à partir de 14h20), Monsieur Jean-Yves LE DRIAN (pouvoir donné à Madame Gaël LE SAOUT), Monsieur Paul MOLAC (pouvoir donné à Madame Mona BRAS de 9h30 à 14h20), Madame Gaëlle NICOLAS (pouvoir donné à Madame Delphine DAVID), Madame Nicole LE PEIH (pouvoir donné à Monsieur Maxime PICARD à partir de 14h20), Monsieur Stéphane PERRIN (pouvoir donné à Madame Sylvie ARGAT BOURIOT à partir de 17h20), Monsieur Bertrand PLOUVIER (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 12h35 à 16h10), Monsieur Bruno QUILLIVIC (pouvoir donné à Monsieur Patrick LE DIFFON à partir de 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (pouvoir à Monsieur Philippe HERCOUET à partir 11h25), Monsieur David ROBO (pouvoir donné à Madame Christine LE STRAT à 18h35), Monsieur Stéphane ROUDAUT (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 8h30 à 10h05), Madame Hind SAOUD (pouvoir donné à Monsieur Sébastien SEMERIL jusqu'à 14h20 puis à Madame Claudia ROUAUX à partir de 14h20), Monsieur Sébastien SEMERIL (Pouvoir donné à Monsieur Hervé UTARD de 14h20 à 16h40), Madame Anne VANEECLOO (pouvoir donné à Monsieur Gilles PENELLE à partir de 18h45)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'environnement et ses articles L.333-1 à L. 333-4 et R. 333-1 à R. 333-16 ;

Vu le Contrat de plan Etat–Région Bretagne 2015-2020, Volet 4 « Transition écologique et énergétique », Objectif stratégique 5 « biodiversité et paysage » ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;
Après avoir pris connaissance de l'avis du Conseil économique, social et environnemental régional lors de sa réunion du 12 juin 2017 ;
Après avoir pris connaissance de l'avis formulé par la Commission Développement durable du 15 juin 2017 ;
Et après avoir délibéré ;

DECIDE

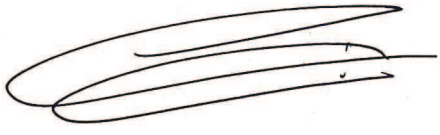
(Le groupe Droite, Centre et Régionalistes s'abstient)

D'APPROUVER les nouvelles orientations régionales en faveur des Parcs naturels régionaux de Bretagne

DE REAFFIRMER le principe de mise en place de « Contrat de parc » pour chacun des Parcs existants prenant en compte les dispositions relatives aux nouvelles orientations régionales ;

DE M'AUTORISER à signer tous les actes utiles à la mise en œuvre de cette décision ;

Le Président du Conseil régional,



Loïg CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DCEEB_01-DE

Direction du climat, de l'environnement, de l'eau et de la biodiversité
Service du patrimoine naturel et biodiversité

Session du Conseil régional
Juin 2017

La Région et ses parcs naturels régionaux
Pour un engagement réciproque, renouvelé et modernisé

Comme le précise le code de l'Environnement, les Parcs naturels régionaux relèvent d'une compétence partagée entre l'État, qui crée les Parcs, et les Régions qui en prennent l'initiative dans le cadre d'une démarche concertée sous responsabilité des partenaires publics territoriaux (Communes, EPCI, Départements) afin d'élaborer et mettre en œuvre un projet partagé de protection et de développement du territoire.

La Région porte spécifiquement un rôle majeur vis-à-vis des Parcs naturels régionaux. En effet, en concertation avec l'État :

- Elle impulse et accompagne le renouvellement du classement des territoires de Parcs naturels régionaux en partenariat étroit avec les syndicats mixtes de gestion des Parcs,
- Elle peut prendre l'initiative de créer de nouveaux Parcs naturels régionaux,
- Elle est membre des syndicats mixtes d'aménagement et de gestion des Parcs naturels régionaux et participe ainsi à la gouvernance des Parcs,
- Elle participe à l'élaboration et à la mise en œuvre des chartes de Parcs, en soutenant notamment les programmes d'actions des Parcs.

Durant plusieurs décennies, la Bretagne a connu un seul Parc naturel régional, celui d'Armorique, qui fut créé parmi les tous premiers, bien avant que la Région ne soit une collectivité de plein exercice et qu'elle se voie reconnaître par l'État une compétence en matière de Parcs naturels régionaux mais également bien avant le développement des intercommunalités et outils de planification ou de gestion supra communaux (schéma de cohérence territoriale, schéma d'aménagement et de gestion de l'eau…).

Après la création en 2014 du deuxième Parc naturel régional breton sur le Golfe du Morbihan au terme d'un long processus, la Région Bretagne accompagne depuis huit ans le projet de création d'un troisième Parc naturel régional, sur l'estuaire de la Rance et la Côte d'Émeraude. Ce troisième projet devra être présenté devant les instances nationales, auxquelles la Fédération des Parcs naturels régionaux participe.

Dans ce contexte national concurrentiel entre les nombreux projets de Parcs portés par les Régions[1], le niveau d'ambition des projets, la capacité du territoire à s'organiser, et le soutien des Régions deviennent des critères déterminants pour l'obtention du label attribué pour 15 ans, durée d'application de la charte d'un Parc.
Par ailleurs, la recomposition de l'organisation territoriale, induite par la mise en œuvre de la loi NOTRe, invite la Région à faire évoluer sa relation avec les territoires. Les Pays demeurent les partenaires privilégiés de la Région, pour la territorialisation et la contractualisation de ses politiques. La constitution de nouvelles formes d'intercommunalités, dotées de compétences élargies, notamment avec l'apparition de grandes

[1] La création de nouveaux Parcs devant désormais être exceptionnelle ces espaces, étant par définition des territoires remarquables, n'ayant pas vocation à concerner l'intégralité du territoire français -15 % du territoire français classé à ce jour

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DCEEB_01-DE

communautés d'agglomérations, entraîne de fait des évolutions dans les partenariats entre la Région et les structures territoriales.

L'élaboration du SRADDET, et le lancement de la COP régionale pour laquelle les Parcs peuvent constituer de vrais relais et territoires d'innovation, sont l'occasion pour la Région de préciser l'articulation entre les chartes de Parcs et l'élaboration des projets de territoire. Cela va dans le sens de la loi de 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages qui conforte le rôle des Parcs naturels régionaux comme garants de la cohérence des politiques publiques menées sur chacun de leur territoire, en déclinaison des objectifs de la charte de Parc.

L'ensemble de ces évolutions législatives et leur traduction dans le contexte breton fournissent à la Région Bretagne l'opportunité de définir une nouvelle stratégie régionale en précisant son ambition pour ses Parcs. Il est ainsi proposé de nouvelles orientations régionales qui réaffirment et clarifient les rôles et domaines d'intervention privilégiés des Parcs et précisent les grands principes du soutien régional aux Parcs ou projets de Parcs. Cette démarche a été initiée dès 2016 avec l'appui d'un consultant et a associé les principaux partenaires (les deux Parcs bretons, l'association en charge du projet de PNR Coeur-Emeraude, les Départements et la DREAL Bretagne).

1. De la nécessité des Parcs à évoluer

1.1 Les missions des Parcs : des territoires de projet alliant développement durable et préservation des patrimoines

Un Parc naturel régional est un territoire habité, reconnu au niveau national pour la richesse et la fragilité de son patrimoine naturel, culturel et paysager. Il s'organise autour d'un projet concerté de développement durable fondé sur la protection et la valorisation de ce patrimoine.

Chaque Parc dispose d'une charte descriptive du projet de territoire. Cette charte est le texte fondateur, le document de référence d'un Parc naturel régional, définissant les grandes orientations à promouvoir pour les quinze années de classement. Ce projet est mis en œuvre sous la coordination de l'organisme de gestion du Parc, le syndicat mixte d'aménagement et de gestion, qui regroupe l'ensemble des collectivités ayant approuvé la charte (Communes, Communautés de communes ou d'agglomération, Département, Région). Il engage notamment les intercommunalités qui doivent rendre compatibles leurs documents d'urbanisme avec les orientations de la charte. Un Parc ne dispose néanmoins pas d'un pouvoir réglementaire spécifique et ne modifie en rien les règles générales applicables au droit de propriété, à la chasse, à la pêche…

Ce projet s'élabore dans le cadre des principes reconnus aux Parcs par la loi de 1993 relative à la protection de la mise en valeur des paysages (dite Loi Paysage) et ajustée par la loi de 2006 relative aux parcs naturels nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux. Ces lois stipulent que l'objet d'un Parc est de :

1. Protéger les paysages et le patrimoine naturel et culturel, notamment par une gestion adaptée.
2. Contribuer à l'aménagement du territoire.
3. Contribuer au développement économique, social, culturel et à la qualité de la vie.
4. Contribuer à assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public.
5. Réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans les domaines cités ci-dessus et contribuer à des programmes de recherche.

Ce dernier point permet notamment aux Parc de s'investir sur des sujets d'avenir et pour lesquels la Région Bretagne se mobilise fortement : transition écologique et énergétique, économie circulaire, lutte contre le réchauffement climatique, préservation et sensibilisation aux paysages, promotion culturelle, préservation des patrimoines bâtis et immatériels, promotion des circuits courts…

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DCEEB_01-DE

La loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages redéfinit les missions des Parcs dans le sens de leur renforcement, notamment sur les enjeux de la biodiversité et des paysages. Cette loi renforce également le rôle du Parc comme garant de la cohérence des politiques publiques menées sur le territoire. Elle prolonge la durée de classement des Parcs de 12 à 15 ans : ce changement suppose de définir des chartes à portée préférentiellement stratégique, répondant aux grands enjeux du territoire.

1.2 Les modes d'intervention des Parcs

En application de sa charte, le Parc assure, sur son territoire, la cohérence des engagements de l'ensemble des Collectivités territoriales signataires de la charte (Communes, EPCI, Département, Région) et de l'Etat et en coordonne la mise en œuvre. Ce rôle de coordination implique que les Parcs ne font jamais seuls, mais pour et avec. Le partenariat est toujours nécessaire et indispensable et varie selon le type de projet et son stade de réalisation (conception ou mise en œuvre). Ainsi et selon la nature des thématiques traitées ou des contextes territoriaux rencontrés, les Parcs assument différents niveaux d'intervention :

- *Coordinateur* : le Parc joue un rôle d'animateur et d'ensemblier, afin d'impulser les dynamiques de projets, sans en être le porteur prioritaire. Il est responsable de la bonne convergence des initiatives et moyens en faveur de la mise en œuvre de sa charte ;
- *Expérimentateur* : le Parc se mobilise sur des actions innovantes ou expérimentales, visant à répondre à des enjeux du territoire, à des préoccupations émergentes, ou à tester de nouvelles politiques publiques, en vue de leur déclinaison éventuelle sur d'autres territoires ;
- *Conseiller* : le Parc se mobilise pour accompagner les projets portés par les collectivités sur son territoire. Il apporte une assistance en ingénierie, visant à améliorer la qualité des projets proposés, pour la meilleure prise en compte des objectifs de développement durable ;
- *Garant* : le Parc vérifie que les actions entreprises par d'autres acteurs ne contreviennent pas aux objectifs de la charte et respectent les exigences de son projet en matière de développement durable ;
- *Leader :* le Parc impulse la majeure partie des actions menées sur son territoire, dont il peut déléguer la mise en œuvre à certains partenaires. Il constitue un outil privilégié de déclinaison des politiques de la Région.

De par l'histoire et l'organisation territoriale bretonne, les Parcs bretons se sont le plus souvent positionnés dans un rôle spécifique de conseiller ou d'expérimentateur sans que les contours et les attendus de cette mission soient clairement définis avec ses partenaires.

1.3 Les Parcs de Bretagne

La Bretagne dispose de deux Parcs naturels régionaux membres du réseau national constitué des 51 Parcs créés en France :

- Le PNR d'Armorique créé en 1969, second Parc créé en France, et donc l'un des plus anciens (sur 44 communes, 125 000 hectares et 65 000 habitants)
- Le PNR du Golfe du Morbihan créé très récemment, en octobre 2014, après plus de 15 années de travail d'élaboration (sur 29 communes, 64 000 hectares et 110 000 habitants)

La Région a également décidé en session de décembre 2008 de soutenir un troisième territoire en vue de sa création prochaine en Parc : le territoire Rance Côte d'Émeraude sur 66 communes. L'organisation des procédures administratives d'enquête publique et de consultation des collectivités est envisagée fin 2018.

La création récente du second Parc en Bretagne a bien évidemment reposé la question de la révision de la stratégie régionale d'accompagnement des Parcs dans un contexte national, régional et local en forte évolution. La configuration des deux Parcs bretons est également source de fortes disparités : Parc à dominante urbaine ou rurale orientant différemment le contenu des chartes, historique de création dans un environnement vierge d'outils de planification (SCOT, PLU, SAGE…) pour le PNR d'Armorique,

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DCEEB_01-DE

participation plus ou moins forte des communes et surtout des intercommunalités (EPCI, Pays…) modalités de gouvernance des Parcs contrastées, budgets très disparates, réseau d'équipements (écomusées…) inexistant à très impactant, organisation des équipes d'ingénierie et du personnel variable entre Parcs… La stratégie régionale s'inscrit dans ce contexte et prend en compte la diversité des situations sociales, économiques, géographiques de ces territoires d'exception.

1.4 Le paysage institutionnel local des territoires de Parcs

Malgré leurs missions initiales, plutôt orientées vers la conception et la mise en œuvre de projets de développement durable expérimentaux, les Parcs en France ont souvent trouvé leur légitimité dans la prise en charge de missions de gestion, se rapprochant ainsi des types d'interventions assurées par les EPCI à fiscalité propre. Sans que cela constitue la majeure partie de leur action, le portage d'actions de gestion a permis à certains Parcs de trouver leur place dans le paysage des structures intervenant en matière de développement territorial durable. C'est dans ce cadre que le Parc d'Armorique a initialement fondé sa légitimité.

Inversement, les différentes lois successives relatives au renforcement de l'intercommunalité ont cherché à faire évoluer les structures intercommunales, dites « de gestion », vers des intercommunalités de projet, qui inventent un nouveau projet de développement territorial permettant d'impulser des dynamiques en matière d'aménagement du territoire, de développement économique et touristique, d'offre culturelle, …

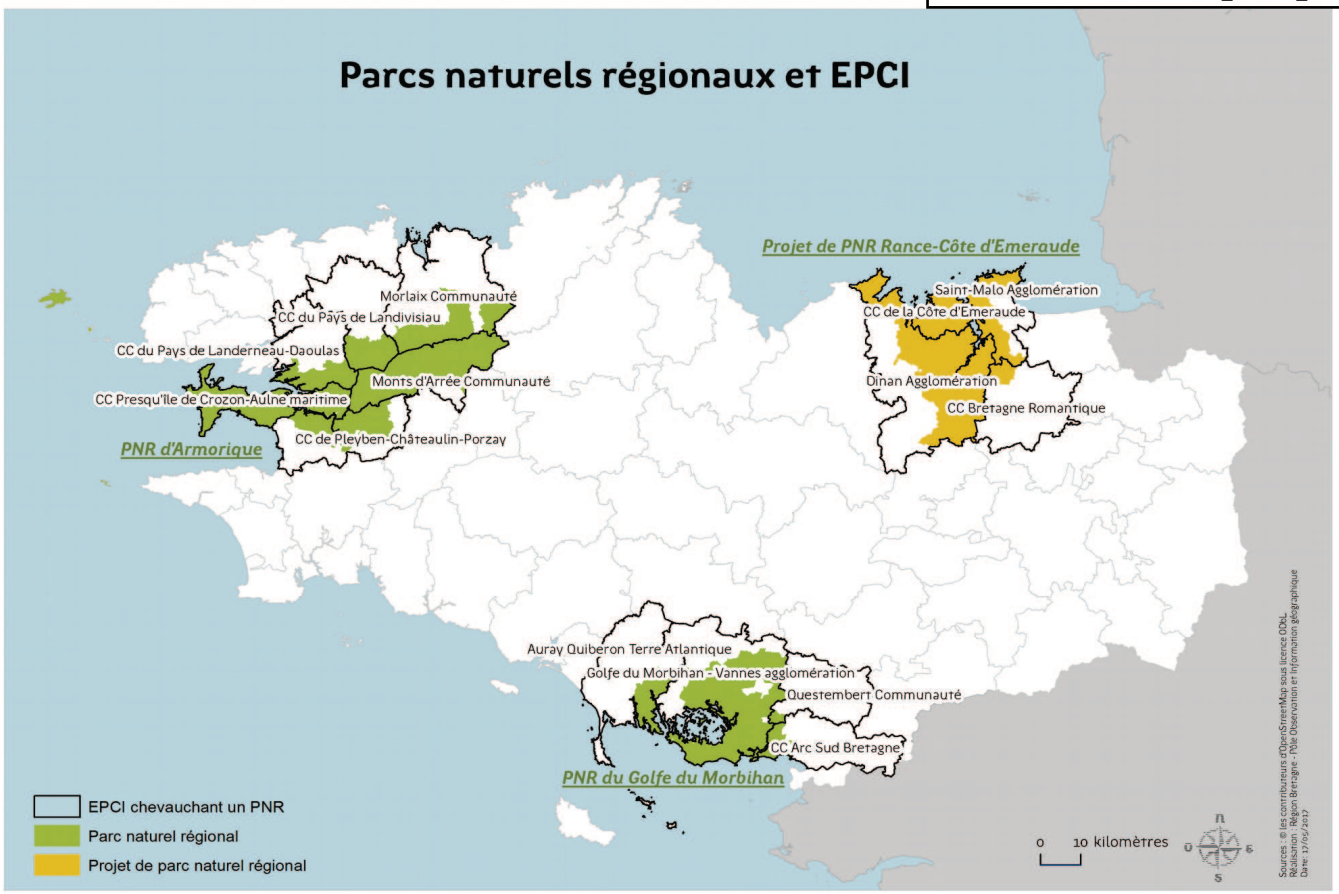
Ainsi, la création des Communautés de Communes (1992), d'agglomérations (1999) et les différentes étapes de rationalisation (1999, 2004, 2010, 2015), en passant par l'évolution de la carte intercommunale (2014) ont totalement modifié le contexte institutionnel au sein duquel interviennent les Parcs.

Si les premiers Parcs, comme celui du PNR d'Armorique, créés à la fin des années soixante, ont pu se structurer pour répondre à la faiblesse, voire, la plupart du temps, à l'inexistence de structures de coopération intercommunale, la situation s'est progressivement inversée. L'état actuel de l'intercommunalité, et ses perspectives d'évolution à moyen et long termes, interrogent fortement les Parcs sur leurs modalités d'intervention et de coopération avec les autres outils de développement territorial intervenant sur leur territoire.

En effet, d'importantes communautés d'agglomérations se constituent ou s'agrandissent par fusion de communautés de communes et d'agglomération, à l'image de l'agglomération de Vannes qui a intégré les Communautés de communes de la Presqu'île de Rhuys et du Loch, couvrant ainsi une grande partie du territoire du PNR du Golfe du Morbihan ou de la nouvelle Agglomération de Dinan pour le projet de PNR Rance-Emeraude. Sur le territoire du PNR d'Armorique, les communautés de communes restent à une taille plus modeste, l'une d'elles bénéficiant d'une dérogation liée à la faiblesse de sa densité de population (Cf. carte).

Le renforcement actuel des intercommunalités modifie ainsi le cadre d'intervention des Parcs et fait des intercommunalités des partenaires incontournables qu'il convient d'associer au mieux.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DCEEB_01-DE



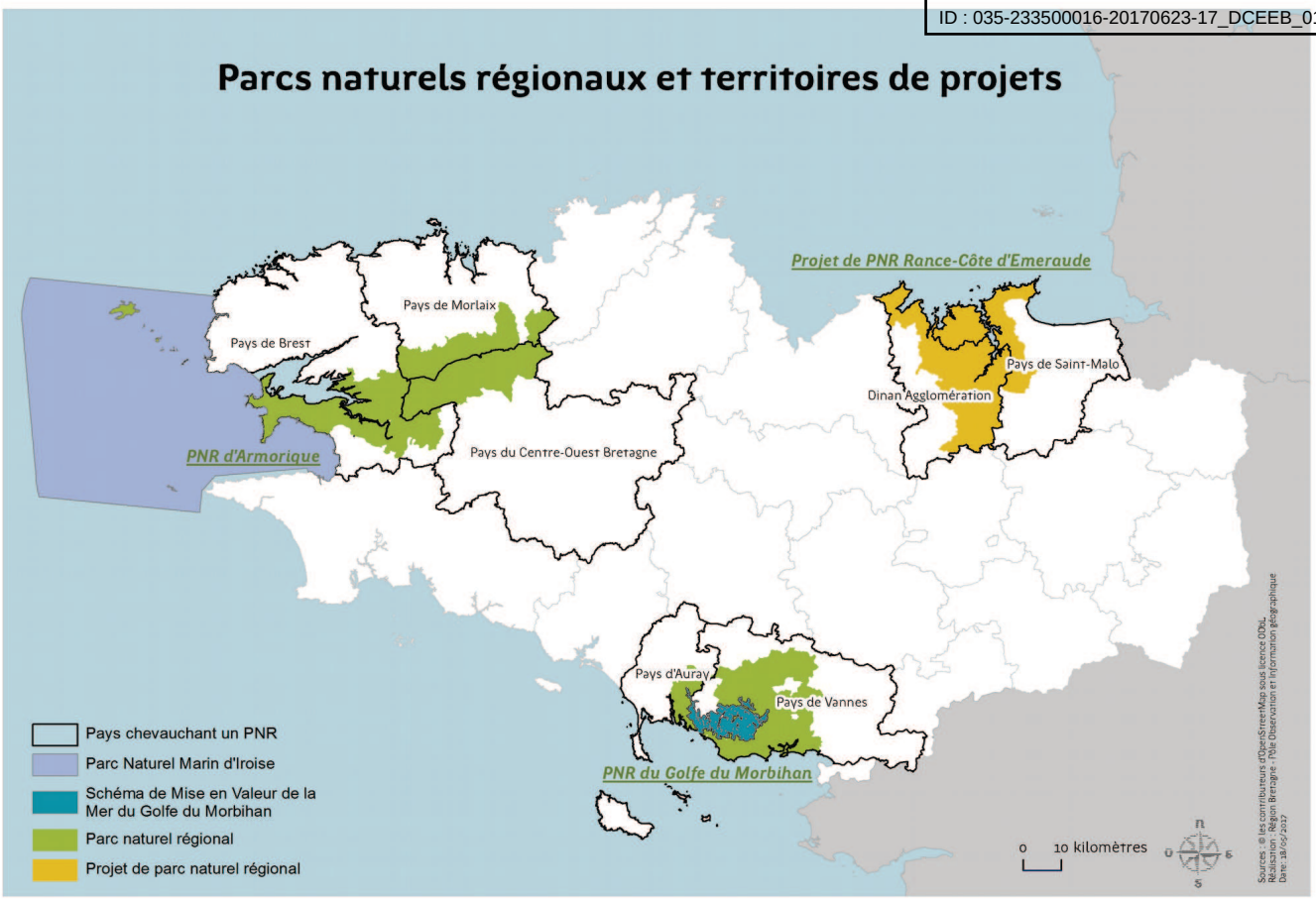
1.5 Un territoire intégralement couvert par des Pays ou autres démarches de projets

La Bretagne a pour spécificité de dénombrer 21 Pays ou nouveaux EPCI de format pays, couvrant l'intégralité de son territoire.
Le PNR d'Armorique s'étend sur 3 Pays bretons : le pays du Centre-Ouest-Bretagne, le pays de Brest et le Pays de Morlaix.

Le territoire du PNR du Golfe du Morbihan est partagé entre le pays d'Auray et le pays de Vannes.
Le projet de PNR Rance Côte d'Émeraude est à cheval sur l'ancien pays de Dinan et nouvelle communauté d'agglomération de Dinan et le pays de Saint-Malo.

On notera également l'existence du Parc naturel marin d'Iroise qui agit en limite du PNR d'Armorique et du Schéma opérationnel de Mise en Valeur de la Mer sur le Golfe du Morbihan et pour lequel le PNR du Golfe du Morbihan est partenaire (Cf. carte).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DCEEB_01-DE



Les dernières évolutions impulsées par les lois MAPTAM (2014) et NOTRe (2015) viennent confirmer et accélérer le processus d'évolution de la structuration intercommunale notamment par :

- La création des Pôles d'Equilibre Territoriaux et Ruraux, ayant pour finalité l'intégration des EPCI membres (pôles, proches dans leur esprit des pays bretons) ;
- L'agrandissement (seuil de 15000 habitants) et la rationalisation des périmètres des EPCI (cohérence avec les territoires de SCOT, bassins de vie, ...).

Leur création est destinée à réaffirmer, dans ces territoires, une dynamique de coopération intercommunale en matière d'aménagement et de développement du territoire, équivalente à celle que va permettre la loi pour les espaces urbains. En Bretagne, cette nouveauté a permis à certains pays anciens de retrouver une structure juridique sécurisée et adaptée en entraînant une modification de leur statut juridique.

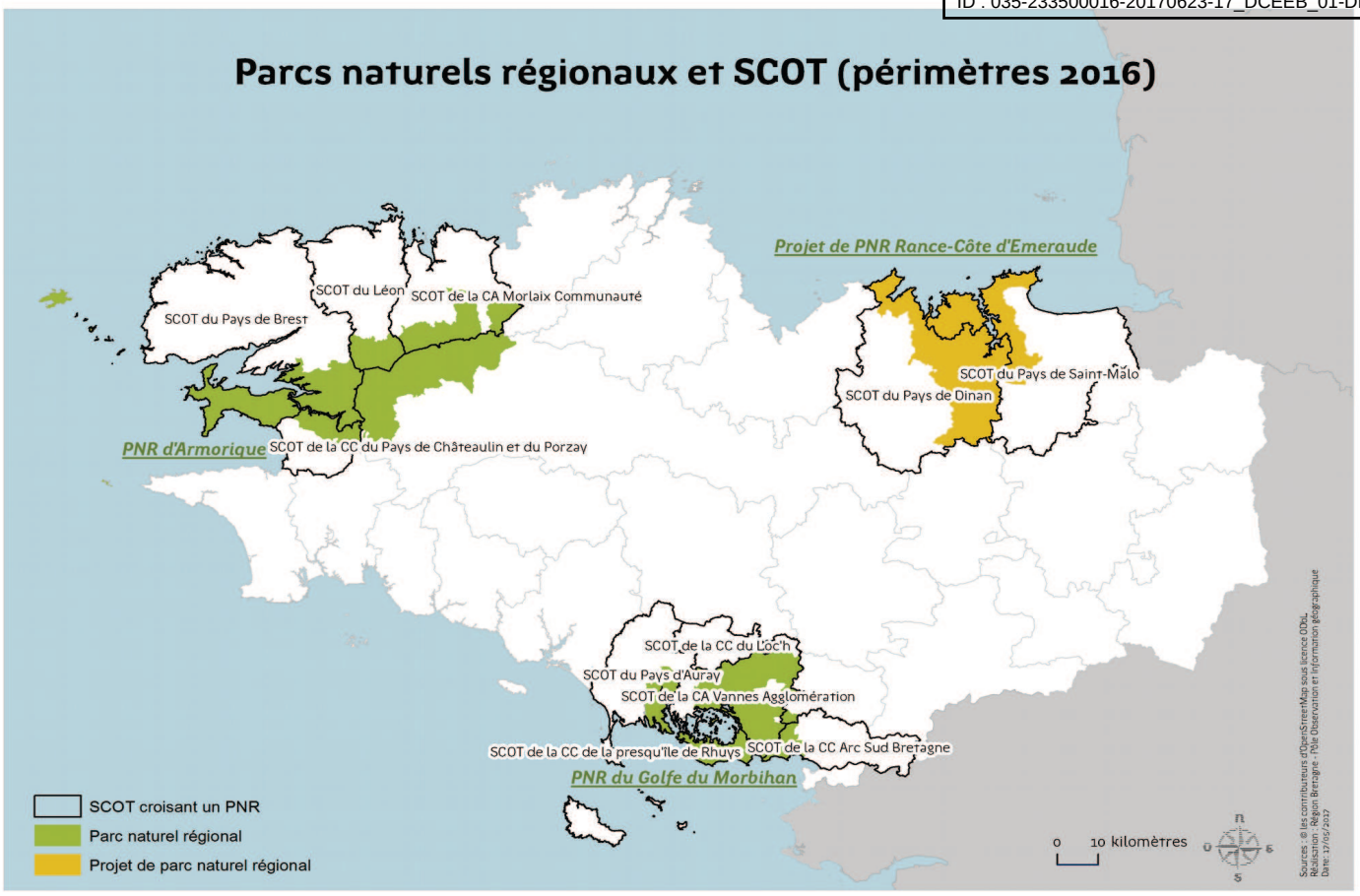
1.6 Des territoires de Parcs déjà couverts par des SCOT

Le caractère relativement urbanisé de certaines parties des territoires des Parcs bretons les inscrit dans un environnement différent de celui dans lequel intervient la majeure partie des Parcs au niveau national : localisés à proximité de territoires urbains ou périurbains dynamiques, les Parcs du Golfe du Morbihan et le projet de Parc Rance-Côte d'Emeraude s'inscrivent dans des contextes où l'intercommunalité préexistante est déjà bien structurée et dispose de moyens conséquents.

Ainsi, les Parcs bretons, à la différence des Parcs intervenant sur des territoires ruraux peu denses, ne bénéficient pas de l'exclusivité de certaines compétences et, globalement, d'une force de frappe supérieure à celle des collectivités avoisinantes, en matière d'ingénierie de développement territorial.

Au-delà du paysage institutionnel, il est important de noter que la majeure partie des territoires des deux Parcs existants et du projet de PNR Rance-Côte d'Emeraude sont déjà couverts par des SCOT portés par d'autres structures (Cf. carte).

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DCEEB_01-DE



Ainsi, alors que certains Parcs tirent leur légitimité de la mise en place des conditions d'un développement urbain durable, dans le respect et la valorisation des patrimoines de leur territoire (plan de Parc prescriptif, instruction des permis de construire, …), ce champ d'intervention est porté en Bretagne par d'autres structures de développement territorial, nécessitant de fait une bonne articulation entre les différents acteurs. Cela montre également la dynamique positive dans laquelle s'inscrit le territoire breton en matière d'aménagement durable de son territoire et dans laquelle les Parcs doivent s'inscrire et trouver leur place.

2. Les Parcs bretons : des atouts mais aussi des fragilités

A partir d'un travail d'analyse, de compréhension des enjeux et des pistes de réflexion à promouvoir dans le cadre d'une démarche initiée dès 2016 par la Région Bretagne, l'identification des Atouts, Opportunités, Vulnérabilités et Menaces à considérer à court, moyen et long terme pour les Parcs et leur action (Analyse type « AFOM ») contribue à dégager les grands enjeux des années à venir pour les Parcs (Cf. annexe 1). Les points majeurs de cette analyse sont les suivants :

2.1 Les Atouts principaux des PNR :

- Un label national reconnaissant la valeur exceptionnelle et la fragilité des patrimoines.
- Une diversité de configurations littorales des Parcs bretons (façade maritime, golfe, zone estuarienne) qui donne un intérêt aux démarches innovantes (en matière de gestion intégrée de la zone côtière notamment) ou de vocations des Parcs bretons (parcs à dominante rurale soumis aux enjeux de déprise ou parcs plus urbains à forte attractivité) permettant l'expérimentation dans ces différents contextes de nouvelles solutions de développement et d'organisation des territoires.

2.2 Les Opportunités à saisir :

- Un renforcement continu des enjeux environnementaux planétaires (exemples du changement climatique, de la biodiversité…) et la contribution des Parcs à l'identification de solutions.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DCEEB_01-DE

- Une perspective de création d'un troisième PNR sur la Rance Côte d'Emeraude » favorable à des démarches mutualisées inter-parcs.

2.3 Les Vulnérabilités à considérer :

- Des Parcs dotés de missions définies par la loi (Cf. Partie 1) et non de compétences. Ils doivent donc travailler étroitement avec l'ensemble des collectivités de leur territoire qui se sont engagées à participer aux objectifs de la charte en l'ayant adoptée.
- Le chevauchement de territoires de Parcs avec plusieurs territoires de projets (pays, destinations touristiques) et outils de planification (SCOT, SAGE…)

2.4 Des Menaces à prendre en compte :

- L'élaboration des SCOT nouvelle génération (SCOT Grenelle) beaucoup plus ambitieux qui interroge la plus-value des Parcs sur le volet aménagement.
- Des positionnements parfois concurrentiels entre les Parcs et leurs partenaires territoriaux.

3. La nouvelle ambition régionale en déclinaison des grands enjeux applicables aux Parcs

Les Parcs naturels régionaux constituent une compétence propre de la Région, qu'elle entend pleinement assumer par une reconnaissance accrue de l'outil Parc pour la mise en œuvre de ses orientations en matière de développement et d'aménagement durables, des transitions et de préservation et valorisation de ses patrimoines.

Cette ambition s'inscrit pleinement dans les objectifs du SRADDET et de la mise en œuvre de la COP bretonne, qui aborde l'ensemble des transitions (écologique, énergétique, économique, sociétale), la lutte contre le changement climatique, et les nouvelles formes de solidarités. Les Parcs doivent être des acteurs majeurs de la mise en œuvre de la COP régionale à travers des engagements, des orientations et des expérimentations qui contribueront à démontrer que les démarches de transition sont viables, pertinentes et bénéfiques tant du point de vue environnemental, social ou économique. Les Parcs deviennent ainsi des « territoires et acteurs témoins » de la COP régionale.

En adéquation avec les missions des Parcs identifiées par le code de l'Environnement (Cf. partie 1), la réussite des Parcs et la plus-value réelle apportée à chacun des territoires mais également au bénéfice de la Bretagne reposent sur cinq enjeux majeurs :

3.1 Mobiliser les Parcs comme outil d'expérimentation de politiques innovantes

Les Parcs naturels régionaux ont une mission et une responsabilité directes dans la préservation de la biodiversité et des paysages. Leur mission d'expérimentation s'applique donc logiquement aux champs du patrimoine naturel et à l'intégration des enjeux du paysage et de la biodiversité dans l'aménagement du territoire. Mais elle a aussi un caractère transversal et touche l'ensemble des champs du développement durable et de la concertation territoriale.

Le premier enjeu est de conforter la vocation des Parcs comme lieu d'expérimentation et outil d'élaboration de démarches novatrices, afin d'en faire les incubateurs de politiques innovantes.

Pour la Région, les PNR constituent :

- Des lieux de réflexion ouverts intégrant le temps long : le passage à 15 ans de la durée de classement des Parcs impose un exercice de projection, au-delà des échéances des mandats des collectivités, pour définir une vision du développement du territoire à long terme.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DCEEB_01-DE

- Des laboratoires des innovations territoriales, incubateurs de nouvelles politiques régionales : afin d'identifier, définir, concevoir et expérimenter sur des territoires pilotes de nouvelles approches, initiatives et démarches porteuses de solutions face aux enjeux des transitions et du développement durable des territoires.
- Des détecteurs des demandes sociétales pour l'anticipation des changements.
- Des relais efficaces de déclinaison des stratégies régionales en cohérence avec les enjeux de la charte.
- Des animateurs de la concertation des acteurs locaux, pour l'acceptabilité sociale de projets en rapport avec les priorités régionales.
- Des porteurs d'une capacité d'expertise et une ingénierie au service de la montée en gamme qualitative des projets.

3.2 Faire des PNR un outil de transfert d'expériences

La vocation d'expérimentation et d'innovation des Parcs ne saurait se concevoir dans un développement autocentré. Elle trouve sa justification dans le transfert d'expériences au bénéfice d'autres territoires, au sein même du territoire du Parc, envers les autres Parcs, puis au service de territoires limitrophes, voire à la demande d'autres territoires en région. La contribution des Parcs à l'accueil, la sensibilisation et l'information, participe à l'objectif de diffusion des bonnes pratiques.

L'enjeu est de renforcer le positionnement des Parcs en tant qu'outils de pollinisation, d'essaimage, de redéploiement par le transfert de méthodologies. C'est l'une des conditions de leur reconnaissance.

3.3 Reconnaître et valoriser l'action des Parcs au regard des plus-values apportées

Les Parcs naturels régionaux sont des organismes de mission, à la différence d'autres collectivités, qui sont plutôt dans la gestion de compétences juridiques. Leur vocation d'innovation les conduit à un renouvellement permanent de leurs champs et de leurs modes d'intervention, ce qui ne facilite pas la lisibilité de leur action.

L'enjeu de la visibilité de l'action des Parcs concerne tous les partenaires statutaires. Il s'agit de mieux associer les élus des collectivités adhérentes aux missions des Parcs, afin d'entretenir une dynamique collective autour de la mise en œuvre de la charte. Il s'agit par ailleurs de valoriser l'action de chaque Parc, auprès de la population locale et régionale, pour une meilleure mise en valeur de l'outil Parc.

L'enjeu dans ce nouveau contexte de positionnement des Parcs est également de démontrer les valeurs-ajoutées apportées par le Parc en vue d'être valorisées auprès de l'ensemble des partenaires et contribuer à renforcer la pertinence de l'outil Parc sur son territoire. Cette valorisation à l'échelle du PNR et à l'échelle de la Bretagne doit reposer sur des modalités d'organisation visant à :

- Associer étroitement l'ensemble des EPCI territorialement concernés dans la gouvernance et le financement du Parc (évolution des statuts du Syndicat mixte, envisager une formalisation des partenariats…), dans une logique de double adhésion des communes et des EPCI qui fait la spécificité juridique des syndicats mixtes de PNR.
- Garantir l'association de la société civile aux projets du Parc sous la forme la plus adaptée (dans l'esprit de structures tels que les Conseils de citoyens ou les Conseils d'associations, organiser des consultations spécifiques aux projets en s'appuyant notamment sur les conseils de développement existants aux diverses échelles territoriales…) et en diffusant ou communiquant efficacement sur l'action du Parc (par l'organisation par exemple de Conférences annuelles du Parc à destination des partenaires et élus…).
- De manière générale, mettre en œuvre des outils exemplaires dans leur gouvernance, pour l'élaboration et la mise en œuvre des projets et s'attachant particulièrement à promouvoir de manière systématique les principes d'égalité entre les hommes et les femmes et les langues bretonnes.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170629-17_DCEEB_01-DE

3.4 Clarifier le rôle des syndicats mixtes de Parcs dans la mise en œuvre de leur charte et du projet de territoire

L'intitulé Parc naturel régional recouvre aussi bien le territoire exceptionnel, au regard de la valeur de son patrimoine, et l'établissement public de gestion, qui associe des collectivités de différents niveaux, fédérées autour d'un projet de territoire exprimé par la charte. Le syndicat mixte de gestion du Parc n'a pas vocation à porter la mise en œuvre opérationnelle de l'ensemble des actions prévues par la charte, mais la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a renforcé son rôle de garant de la cohérence des politiques publiques menées sur le territoire, au regard des objectifs de la charte.

L'enjeu, dans le contexte de recomposition de l'organisation intercommunale et de redistribution des compétences, est de clarifier la répartition des rôles, en redéfinissant sur chaque Parc le périmètre d'intervention de chacun des partenaires, dans sa contribution à la mise en œuvre de la charte.

Il s'agit aussi d'adapter le mode de fonctionnement des Parcs à la nouvelle configuration de l'organisation territoriale sur chaque territoire de Parc, de manière à garantir la cohérence des politiques publiques. Cela nécessite de :

- Mettre en œuvre un projet de territoire à partir d'une ingénierie dédiée à la réalisation de projets innovants et expérimentaux qui constitue le cœur d'action du Parc. Les actions récurrentes qui ne s'inscrivent pas dans le cœur d'action du projet, et donc d'intérêt limité, auront vocation à ne plus être reconduites.
- S'interdire ou restreindre toute obligation de propriété et/ou de gestion d'infrastructures ou de bâtiments.

Cas particulier du PNR d'Armorique : le schéma de gestion et de valorisation des équipements du PNR d'Armorique réalisé en 2016/2017 clarifie le positionnement du Parc vis-à-vis de ces équipements mais doit s'envisager comme un outil évolutif avec prise en compte à terme des conditions formulées. Il identifie notamment les équipements structurants pour le rayonnement du PNR et ceux devant faire l'objet de relais territoriaux pour leur gestion future.

3.5 Moderniser la gouvernance entre la Région et ses Parcs

Au regard de ses responsabilités et compétences vis à vis des Parcs, la Région est membre du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion. Elle siège au Comité syndical et dispose à ce titre, et en général, de près de 25 % des voix. Elle bénéficie par ailleurs de sièges au bureau et d'un ou plusieurs postes de vice-présidents. Elle soutient également financièrement le Parc pour la mise en œuvre de son plan d'action, son intervention oscillant entre 25 et 30 % du budget général du Parc. La relation entre la Région et les Parcs est donc statutairement et techniquement forte, elle doit s'inscrire dans une dimension de travail partagé et de confiance réciproque pour mener à bien les objectifs de la charte.

L'enjeu d'une gouvernance modernisée et renouvelée entre la Région et chacun des Parcs est la clé de réussite des 4 enjeux précédents. La reconnaissance accrue des Parcs auprès de l'ensemble de ses partenaires, sa capacité à porter des projets ambitieux et innovants au service de son territoire et de la Bretagne n'auront de réalités que si cela s'inscrit dans une nouvelle relation transparente et exigeante avec la Région tant dans la définition des objectifs que dans la préparation budgétaire des exercices et dans leur évaluation. C'est aussi l'opportunité pour les Parcs de démontrer qu'ils sont des outils souples, légers et sobres en termes budgétaires.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le

4. La mise en œuvre de cette ambition par des engagements réciproques

En réponse à ces cinq grands enjeux, la Région Bretagne entend faire des Parcs des territoires prioritaires d'innovation et d'expérimentation au service du développement durable de l'ensemble de la Bretagne dans le cadre d'une gouvernance renouvelée.

4.1 La réaffirmation du rôle de la Région dans la gouvernance des Parcs

- Consolider et animer le réseau des Parcs bretons dans un objectif de transfert et de mutualisation potentielle notamment :
  - Organiser une conférence annuelle des Parcs, sur initiative de la Région, associant les élus des Parcs dans un objectif d'échange, de croisement des problématiques, et de transfert de l'expérience acquise
  - Poursuivre l'organisation des journées techniques du réseau des Parcs animée par la Région en associant si nécessaire les ressources régionales nécessaires
  - Réfléchir aux démarches de partenariats entre Parcs (avec des perspectives de dépôt de projets aux programmes européens LIFE, Interreg…) et des mutualisations potentielles tant sur les projets communs que sur les missions supports (communication, évaluation…)
  - Envisager dans le cadre du réseau l'organisation par chacun des Parcs d'une « journée des Parcs » en concomitance sur chacun des Parcs avec l'appui spécifique de la Région afin de renforcer le sentiment d'appartenance des habitants au Parc et amplifier la reconnaissance par la population régionale des services rendus.

Dans un souci d'échanger plus fortement entre Parcs et valoriser les expériences et démarches innovantes, un réseau grand-ouest qui associerait en plus des Parcs bretons les Parcs de Normandie et des Pays de la Loire (soit 12 Parcs) pourrait être envisagé avec l'accord et l'appui des deux Régions concernées.

- Articuler les projets avec les autres politiques régionales : par la reconnaissance des Parcs comme territoires prioritaires d'innovation et d'expérimentation, la Région s'engage à promouvoir une lecture croisée des projets portés par le Parcs dès lors qu'ils engagent ou concernent différentes politiques sectorielles et en particulier avec les politiques du développement économique et de l'innovation pour participer efficacement à l'attractivité du territoire.

- Engager un dialogue de gestion annuel avec chacun des Parcs en amont de l'élaboration des budgets pour les accompagner au mieux dans l'élaboration des plans d'actions en cohérence avec les capacités budgétaires disponibles. Cette démarche aboutira par l'organisation d'une conférence budgétaire annuelle en amont du vote des budgets par chacun des Parcs.

4.2 L'établissement de champs d'intervention prioritaires

Tout en reconnaissant les missions que leur confèrent la loi et la charte de Parc, la Région reconnaît les Parcs comme des partenaires privilégiés pour mener à bien des programmes d'action visant les thématiques prioritaires suivantes :

- Transition écologique, préservation du patrimoine naturel et des paysages
  Exemple type : Cartographie des végétations avec le Conservatoire Botanique sur le PNRA
- Transition énergétique et autonomie des ressources
  Exemple type : Réalisation d'un schéma éolien par le PNRA
- Adaptation au changement climatique
  Exemple type : Elaboration de l'outil CACTUS d'adaptation au changement climatique par le PNRGM
- Maîtrise foncière, qualité urbaine et suivi de la compatibilité des SCOT avec la charte de parc, et en lien avec les objectifs du SRADDET
  Exemple type : Elaboration de l'observatoire du foncier avec les EPCI par le PNRGM

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DCEEB_01-DE

- Connaissance et préservation des patrimoines matériels et immatériels,
  Exemple type : préservation des héritages littoraux par le PNRGM
- Tourisme durable, contribution au développement de l'itinérance,
  Exemple type : maîtrise de la fréquentation par les camping-cars par le PNRA
- Préservation et valorisation du littoral, appui des acteurs de loisirs en faveur de pratiques plus durables, gestion des conflits d'usage
  Exemple type : Gestion de l'île d'Ilur par le PNRGM
- Agriculture écologiquement performante et insulaire
  Exemple type : Soutien à l'installation agricole sur Ouessant par le PNRA
- Actions exemplaires de développement économique local et durable
  Exemple type : Soutien à la création de projets de création artistique et culturelle sur le PNRA

Sous réserve de la prise en compte des champs d'intervention cités, les Parcs sont ainsi reconnus comme partenaires à part entière de la Région pour mener à bien des stratégies ou plans d'actions innovants vis à vis du développement durable des territoires et sont identifiés par conséquence comme pouvant bénéficier, directement ou indirectement selon leurs compétences et missions, des appels à projets régionaux et autres dispositifs similaires.

4.3 Des modalités de partenariat sous la forme d'un Contrat de Parc

Ces modalités tiennent compte de la disparité de situation et de configuration des Parcs bretons qui justifient une prise en compte des spécificités propres à chacun des Parcs.

En tant que membre des syndicats mixtes de Parcs, la Région apporte une cotisation annuelle de fonctionnement à chaque Parc (cotisation statutaire), dont le montant est fixé conformément aux statuts de chaque syndicat mixte de Parc. Des compléments de financements pourront être attribués annuellement pour la mise en œuvre d'actions concourant aux champs d'intervention prioritaires. Le soutien aux projets d'investissements de modernisation clairement identifiés (maison du Parc, écomusées…) fera l'objet d'une expertise au cas par cas.

Il conviendra également d'instituer une démarche de suivi et d'évaluation ambitieuse des actions du Parc. La Région conduira, en lien étroit avec les Parcs et leurs partenaires, une réflexion sur l'évolution de la répartition des soutiens entre contributions statutaires et financements octroyés au titre de programmes d'action complémentaires. Cette démarche visera à assurer une visibilité de financement, pour l'ensemble des parcs bretons, permettant à la fois :

- De soutenir les fonctions supports et l'intervention de chacun d'entre eux sur les thématiques et sujets prioritaires, au titre de la participation statutaire. Elle devra également être une opportunité pour, en dialogue avec les autres capacités d'ingénierie existant sur leur territoire, identifier la répartition pertinente et optimale des missions des uns et des autres.
- De permettre le développement d'initiatives et d'expérimentations nouvelles dans le cadre d'actions complémentaires financées au titre, et selon les critères, des différentes politiques sectorielles régionales concernées auxquelles une plus grande ouverture pourra être étudiée.

La distinction entre les activités soutenues au titre de ces deux volets sera précisée au travers de critères qui guideront l'établissement des conventionnements avec chacun des parcs. Une répartition du soutien financier global de la Région entre participation statutaire et actions complémentaires sera précisée dans le cadre d'une concertation avec chaque Parc. Pour le PNR d'Armorique, le soutien régional global proposé ne pourra aller au-delà du montant des participations et soutiens attribués actuellement.

Tout en tenant compte des spécificités historiques et organisationnelles de chaque Parc, l'enveloppe globale des financements accordée à chacun d'eux sera concentrée sur des actions répondant aux orientations présentées dans le cadre de ce rapport et déclinées dans les documents de contractualisation spécifiques. Le transfert progressif vers d'autres partenaires du territoire d'actions ne répondant pas à ces orientations,

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DCEdB_01-DE

ainsi que des charges correspondantes (en matière de gestion d'équipements notamment), pourra contribuer à alléger le volume des engagements budgétaires actuellement assumés par les Parcs.

Le soutien de la Région prend la forme d'un « contrat de Parc », démarche pour laquelle seront associés les autres grands partenaires (Etat et Départements), et comprenant d'une part, un accord-cadre global précisant :

- Les relations et engagements des signataires institutionnels, conformément à ceux pris dans la charte du Parc,
- La durée du partenariat (période de 3 ans ajustable en fonction des échéances de classement),
- Un programme d'actions prévisionnel sur la durée contractuelle (descriptif, partenariats, budgets et plans de financements prévisionnels…) et notamment la nature des actions d'innovation et d'expérimentation, de capitalisation et de transfert de l'expérience,
- Les modalités de suivi, d'évaluation et de gouvernance du Contrat de Parc,
- L'articulation avec les autres politiques régionales et sources de financement complémentaires mobilisables.

Le « contrat de Parc » comprendra d'autre part une programmation annuelle :

- Discutée en amont avec la Région, en déclinaison du programme prévisionnel dans la limite de l'enveloppe financière annoncée (statutaire et complémentaire),
- Le cas échéant, les équipements existants du Parc (maison du Parc, écomusées, équipements d'éducation à l'environnement…) font l'objet d'une présentation spécifique au sein du programme d'actions annuel du Parc.

Les opérations accompagnées par la Région au titre du programme d'actions de chaque Parc doivent constituer une déclinaison opérationnelle de la charte du Parc. Les opérations devront en outre :

- Entrer dans les domaines d'intervention prioritaires précités (Cf. point 2)
- Présenter un caractère expérimental avéré, en lien avec les priorités régionales et spécificités du Parc :
  - Sujets nouveaux, pas ou peu traités, ou à revisiter,
  - Élargissement et décloisonnement des partenariats (pluridisciplinarité, recherche…),
  - Méthodes d'animation, de participation, d'implication renforcées et revisitées (ex. approches participatives, outils numériques…),
  - Définition et mise en œuvre systématique d'un dispositif de capitalisation/transfert,
  - Actions de diffusion et valorisation des résultats.
- Privilégier dans le cadre des opérations innovantes le travail en réseau et la mutualisation entre Parcs de Bretagne ou périphériques (PNR de Brière potentiellement) notamment en diffusant les résultats ou méthodes.

Enfin, certaines actions seront proposées par la Région et discutées avec chacun des Parcs, en déclinaison des politiques prioritaires qu'elle souhaite développer, expérimenter ou approfondir spécifiquement sur les territoires de Parcs, notamment autour de la COP régionale, en raison d'une ambition plus forte et d'un niveau d'exigence plus élevé eu égard aux caractéristiques, enjeux, missions et niveau d'expertise des Parcs.

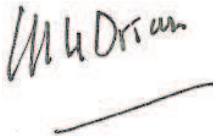
Afin de suivre la mise en œuvre du contrat et l'atteinte des objectifs qui lui sont attribués, un dispositif de pilotage, d'animation, de suivi et d'évaluation sera mis en œuvre. Ce système de suivi et d'évaluation sera co-construit entre la Région et le Parc.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DCEEB_01-DE

Ainsi, il vous est proposé :

- **D'approuver les nouvelles orientations régionales en faveur des Parcs naturels régionaux de Bretagne**
- **De réaffirmer le principe de mise en place de « Contrat de parc » pour chacun des Parcs existants prenant en compte les dispositions relatives aux nouvelles orientations régionales**
- **De m'autoriser à signer tous les actes utiles à la mise en œuvre de cette décision.**

Le Président



Jean-Yves Le Drian

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DCEEB_01-DE

Annexe 1 :

Résultats de l'analyse type « AFOM » Atouts, Vulnérabilités, Opportunités, Menaces adaptée aux parcs bretons

Etude Térítéo – Mars 2017

Les Atouts principaux des PNR :

- Un label national lié à la reconnaissance de la valeur exceptionnelle des patrimoines et de leur fragilité
- Des territoires précurseurs des politiques de développement territorial (exemple du PNR d'Armorique créé en 1969 portant un projet de développement territorial et durable)
- Une expertise du territoire reconnue en matière de biodiversité / paysages
- Un outil permettant de garantir un développement maîtrisé et durable du territoire (cas de la comptabilité des SCOT avec les chartes de Parc)
- L'expérimentation et l'innovation sont des missions transversales des Parcs reconnues par la loi qui leur apportent cette légitimité d'intervention
- Une diversité de configurations littorales des Parcs bretons (façade maritime, golfe, façade estuarienne) qui donne un intérêt aux démarches innovantes (exemple de la Gestion intégrée de la zone côtière) ou de vocations des Parcs bretons (parcs à dominante rurale soumis aux enjeux de déprise ou parcs plus urbains à forte attractivité) qui sont de nature à expérimenter de nouvelles solutions de développement et d'organisation territoriaux.

Les Opportunités à saisir :

- Renforcement continu des enjeux environnementaux planétaires (exemples du changement climatique, de la biodiversité…) et la contribution des Parcs à proposer des solutions
- Réaffirmation par la loi des Parcs comme porteurs d'un projet global de développement durable
- Reconfiguration intercommunale, ouvrant de nouveaux partenariats entre Parcs et EPCI justifiant un besoin d'expérimenter le modèle de développement territorial de demain
- Vocation d'expérimentation sur l'ensemble des transitions (énergétique, écologique, économiques, sociétales…)
- Perspective de création d'un troisième PNR sur la Rance Côte d'Emeraude » favorable à des démarches mutualisées inter- parc

Les Vulnérabilités à considérer :

- Des Parcs dotés de missions et non de compétences
- Des Parcs tributaires des financements de tiers en l'absence de fiscalité propre
- Absence de définition du rôle et du champ d'expérimentation des Parcs et une capacité d'innovation des Parcs dont la perception est très variable
- Des carences en termes d'animation territoriale par un manque de légitimité : difficulté à entraîner les collectivités adhérentes. L'éclatement de certains territoires de Parcs entre plusieurs SCOT, SAGE, Destinations touristiques…
- Le chevauchement de territoires de Parcs avec plusieurs SCOT, SAGE, destinations touristiques… nécessitant une articulation fine entre acteurs
- Des niveaux de financement entre Parcs très variables (budgets des Parcs bretons oscillant entre 1 et 3 M€)

Des Menaces à prendre en compte :

- Un renforcement notable des EPCI, qui interroge le rôle à venir des Parcs
- L'élaboration des SCOT nouvelle génération (SCOT Grenelle) beaucoup plus ambitieux qui interroge la plus-value des Parcs sur le volet aménagement
- Des positionnements parfois concurrentiels entre les Parcs et leurs partenaires territoriaux
- En Bretagne, une vision des Parcs axée prioritairement sur la première mission relative au patrimoine naturel, à la biodiversité et aux paysages
- Un champs d'action qui se maintient mais des capacités d'intervention de plus en plus contraintes

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRECO_SAG_1-DE

REGION BRETAGNE

Délibération n°17_DIRECO_SAGRI_01

CONSEIL REGIONAL

23 juin 2017

DELIBERATION

Ouverture d'un débat public sur la prochaine réforme de la politique agricole commune

Le Conseil régional convoqué par son Président le 30 mai 2017, s'est réuni le vendredi 23 juin 2017 au siège de la Région Bretagne, sous la présidence de Monsieur Loïg Chesnais-Girard, Président du Conseil régional.

Etaient présents : Monsieur Olivier ALLAIN, Madame Sylvie ARGAT-BOURIOT, Monsieur Eric BERROCHE, Madame Catherine BLEIN, Madame Mona BRAS, Madame Georgette BREARD, Monsieur Pierre BRETEAU (jusqu'à 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (jusqu'à 16h25), Monsieur Thierry BURLOT, Madame Gaby CADIOU, Madame Fanny CHAPPE, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Monsieur Marc COATANÉA, Monsieur André CROCQ (jusqu'à 9h30, puis à partir de 14h30), Madame Delphine DAVID, Monsieur Gérard DE MELLON, Monsieur Stéphane DE SALLIER DUPIN, Madame Virginie D'ORSANNE (jusqu'à 15h45), Madame Laurence DUFFAUD, Madame Laurence FORTIN, Madame Anne GALLO, Madame Evelyne GAUTIER-LE BAIL, Monsieur Karim GHACHEM (jusqu'à 13h), Madame Anne-Maud GOUJON (jusqu'à 18h45), Madame Sylvie GUIGNARD (jusqu'à 14h40), Madame Claire GUINEMER (à partir de 9h30 et jusqu'à 17h35), Monsieur Philippe HERCOUËT, Madame Kaourintine HULAUD, Monsieur Bertrand IRAGNE (jusqu'à 16h), Madame Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO, Monsieur Roland JOURDAIN, Monsieur Pierre KARLESKIND, Monsieur Gérard LAHELLEC, Madame Isabelle LE BAL, Monsieur Jean-Michel LE BOULANGER, Monsieur Olivier LE BRAS, Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (jusqu'à 14h20), Madame Agnès LE BRUN, Monsieur Patrick LE DIFFON, Monsieur Marc LE FUR, Monsieur Patrick LE FUR, Madame Gaël LE MEUR, Madame Nicole LE PEIH (jusqu'à 14h20), Monsieur Alain LE QUELLEC, Madame Gaël LE SAOUT, Madame Christine LE STRAT, Monsieur Christian LECHEVALIER, Madame Lena LOUARN, Monsieur Bernard MARBOEUF, Monsieur Martin MEYRIER, Monsieur Philippe MIAILHES, Monsieur Paul MOLAC (de 8h30 à 9h30 puis à partir de 14h20), Madame Gaëlle NIQUE, Madame Anne PATAULT, Madame Isabelle PELLERIN, Monsieur Gilles PENNELLE, Monsieur Stéphane PERRIN (départ 17h20), Monsieur Maxime PICARD, Monsieur Bertrand PLOUVIER (jusqu'à 12h35, puis à partir de 16h10), Monsieur Pierre POULIQUEN, Monsieur Bernard POULIQUEN, Monsieur Bruno QUILLIVIC (jusqu'à 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (jusqu'à 11h25), Madame Emmanuelle RASSENEUR, Madame Agnès RICHARD, Monsieur David ROBO (jusqu'à 18h35), Madame Claudia ROUAUX, Monsieur Stéphane ROUDAUT (à partir de 10h05), Madame Catherine SAINT-JAMES, Madame Forough SALAMI-DADKHAH, Monsieur Emeric SALMON, Monsieur Sébastien SEMERIL (jusqu'à 14h20, puis à partir de 16h40), Madame Renée THOMAÏDIS, Madame Martine TISON, Madame Anne TROALEN, Monsieur Hervé UTARD, Madame Anne VANEECLOO (jusqu'à 18h45), Madame Gaëlle VIGOUROUX, Madame Sylvaine VULPIANI.

.../...

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRECO_SAG_1-DE

Avaient donné pouvoir : Monsieur Pierre BRETEAU (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF à partir de 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (Pouvoir donné à Madame Emmanuelle RASSENEUR à partir de 16h25), Monsieur André CROCQ (Pouvoir donné à Madame Laurence DUFFAUD, de 9h30 à 14h30), Madame Virginie D'ORSANNE (pouvoir donné à Monsieur Emeric SALMON à partir de 15h45), Monsieur Richard FERRAND (pouvoir à Monsieur Marc COATANEA), Monsieur Karim GHACHEM (pouvoir donné à Madame Gaël LE MEUR à partir de 14h20), Madame Claire GUINEMER (pouvoir donné à Monsieur David ROBO, de 8h30 à 9h30, puis à Madame Isabelle LE BAL à partir de 17h35), Monsieur Bertrand IRAGNE (pouvoir donné à Madame Agnès RICHARD à partir de 16h), Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (pouvoir donné à Madame Elisabeth JOUNEAUX PEDRONO à partir de 14h20), Monsieur Jean-Yves LE DRIAN (pouvoir donné à Madame Gaël LE SAOUT), Monsieur Paul MOLAC (pouvoir donné à Madame Mona BRAS de 9h30 à 14h20), Madame Gaëlle NICOLAS (pouvoir donné à Madame Delphine DAVID), Madame Nicole LE PEIH (pouvoir donné à Monsieur Maxime PICARD à partir dé 14h20), Monsieur Stéphane PERRIN (pouvoir donné à Madame Sylvie ARGAT BOURIOT à partir de 17h20), Monsieur Bertrand PLOUVIER (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 12h35 à 16h10), Monsieur Bruno QUILLIVIC (pouvoir donné à Monsieur Patrick LE DIFFON à partir de 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (pouvoir à Monsieur Philippe HERCOUET à partir 11h25), Monsieur David ROBO (pouvoir donné à Madame Christine LE STRAT à 18h35), Monsieur Stéphane ROUDAUT (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 8h30 à 10ho5), Madame Hind SAOUD (pouvoir donné à Monsieur Sébastien SEMERIL jusqu'à 14h20 puis à Madame Claudia ROUAUX à partir de 14h20), Monsieur Sébastien SEMERIL (pouvoir donné à Monsieur Hervé UTARD de 14h20 à 16h40), Madame Anne VANEECLOO (pouvoir donné à Monsieur Gilles PENELLE à partir de 18h45)

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 4111-1 et suivants ;

Après avoir pris connaissance de l'avis formulé par le Conseil Economique Social et Environnemental lors de sa réunion du 12 juin 2017 ;

Vu l'avis de la commission économie, agriculture et mer, Europe en date du 16 juin 2017 ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

A PRIS ACTE de la communication, jointe en annexe, sur la prochaine réforme de la Politique Agricole Commune.

Le Président du Conseil régional,

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRECO_SAG_1-DE

Direction de l'économie

Session du Conseil régional
Juin 2017

Ouverture d'un débat public sur la prochaine réforme de la politique agricole commune

Instaurée dès 1957 par le traité de Rome, la politique agricole commune (PAC) demeure une des seules politiques pleinement mise en commun par les membres de l'Union européenne. Elle a été révisée à de multiples reprises, au point que la PAC actuelle n'a plus grand-chose à voir avec ce qu'elle était il y a 60 ans. La dernière réforme est récente puisqu'elle est entrée en vigueur en 2015 après avoir été décidée en 2013.

L'existence d'un cadre budgétaire sur 7 ans pour l'Union européenne conduit à une révision de la PAC selon des cycles de 7 ans également. Le cadre budgétaire actuel étant valable sur la période 2014-2020, une nouvelle révision peut être anticipée pour une entrée en vigueur en 2021. Or le processus de décision au sein des institutions de l'Union est long et complexe. Par conséquent les débats portant sur la future révision débutent plusieurs années à l'avance, et doivent être anticipés. C'est pourquoi la Commission européenne a lancé le 2 février 2017 une consultation publique sur « la modernisation et la simplification de la PAC ». Cette consultation s'est achevée le 2 mai 2017.

Cette réflexion s'inscrit dans un contexte très particulier. En effet, la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne, officiellement notifiée le 29 mars dernier, aura des conséquences sur la future PAC. D'une part, ce départ causera un trou de plusieurs milliards par an dans le budget européen qu'il sera difficile de combler. Le budget de la PAC pourrait donc, comme d'autres, en faire les frais. D'autre part, c'est aussi le départ du pays le plus opposé à la PAC dont il bénéficiait peu. Ce départ modifie le rapport de force en Europe qui pourrait donc être plus favorable aux pays traditionnellement pro-PAC comme la France, l'Espagne ou l'Italie.

La Bretagne est une des plus importantes régions agricoles d'Europe, en particulier en ce qui concerne l'élevage. L'agriculture et l'industrie agroalimentaire occupent une place centrale dans l'économie régionale. De plus, ils font partie des rares secteurs économiques à être actifs sur l'ensemble du territoire, et ils sont souvent les principaux pourvoyeurs d'emplois dans les territoires ruraux. Comme ce fut le cas pour les réformes précédentes (2007, 2014), la Bretagne ne peut se permettre de rester à l'écart du débat sur l'avenir de la PAC.

Le Président du Conseil régional a donc pris l'initiative de répondre à la consultation de la Commission européenne, en ayant au préalable consulté la Commission économie, agriculture et mer, Europe du Conseil régional. Cette contribution, annexée au présent document, présente les grandes lignes d'une possible position du Conseil régional. Une telle position devra nécessairement être précédée d'un débat public en Bretagne avant un vote du Conseil régional.

Le présent document propose de lancer une telle consultation au second semestre 2017. Il présente une méthode, un calendrier, et un cadre pour cette consultation.

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRECO_SAG_1-DE

1. Les étapes de la consultation publique

L'agriculture ne concerne pas que les agriculteurs, en particulier en Bretagne. Il est donc indispensable de permettre une large expression publique non seulement du monde agricole, mais également de la société bretonne dans sa globalité et sa diversité. Une telle consultation publique donnera une forte légitimité à la position régionale qui en sera issue.

La consultation publique sur l'avenir de la PAC comportera :

- Une série d'auditions bilatérales des organisations agricoles (syndicats, chambres d'agriculture…) par la Commission économie, agriculture et mer, Europe du Conseil régional, sur le modèle de ce qui a déjà été fait pour l'avis sur le SRDEA ;
- Un débat public par département ;
- Un site internet permettant de recueillir les contributions de celles et ceux qui ne pourront se rendre aux débats publics ;
- Une réunion de restitution pour clôturer la consultation.

L'analyse des différentes contributions permettra de formuler des propositions détaillées pour la future PAC, rassemblées dans un document soumis au vote du Conseil régional au mois de décembre 2017. Ce document sera largement diffusé auprès des décideurs français et européens, mais aussi des autres Régions d'Europe, afin de trouver des alliés et peser ensemble dans les débats à venir.

2. Le contexte : l'agriculture bretonne dans le monde

Lorsque la PAC fut créée, une décennie après la fin de la seconde guerre mondiale, son ambition était de nourrir les Européens alors que les tickets de rationnement étaient encore une réalité. Cela s'est traduit par l'inscription dans le traité de Rome de 5 grands objectifs qui sont restés inchangé jusqu'à aujourd'hui :

Article 39 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

La politique agricole commune a pour but :
*(a) d'**accroître la productivité** de l'agriculture en développant le progrès technique, en assurant le développement rationnel de la production agricole ainsi qu'un emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'œuvre,*
*(b) d'assurer ainsi un **niveau de vie équitable** à la population agricole, notamment par le relèvement du revenu individuel de ceux qui travaillent dans l'agriculture,*
(c) de stabiliser les marchés,
(d) de garantir la sécurité des approvisionnements,
*(e) d'assurer des **prix raisonnables** dans les livraisons aux consommateurs.*

Grâce à une politique de soutien des prix, la PAC a rapidement atteint ces objectifs. Mais cela a eu pour conséquence d'importantes surproductions et une déconnexion entre les prix européens et les prix mondiaux. Dans les années 1980 et 1990, le développement du multilatéralisme dans les négociations commerciales internationales, dans le cadre du GATT[1] puis de l'OMC[2], a établi des règles limitant le recours aux soutiens directs sur les prix. La PAC a en conséquence progressivement évolué vers un système d'aides directes aux agriculteurs pour soutenir leurs revenus malgré la chute des prix.

Cette évolution s'est achevée en 2006 avec la mise en place d'aides directes découplées : les agriculteurs perçoivent dès lors des aides en fonction de la surface de leur exploitation, quels que soient la nature ou le volume de leur production. De ce fait, les aides de la PAC perdent le lien avec la production : en période de prix élevés ou en période de crise, les aides restent inchangées. Cette orientation libérale est bien résumée par les mots de Madame Mariann Fischer-Boel, ancienne Commissaire européenne à l'agriculture (2004-

1. [1] Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
2. [2] Organisation mondiale du commerce

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRECO_SAG_1-DE

2009) : « les agriculteurs sont libre de s'adapter au marché. »

Toutefois, depuis 2006, le monde a beaucoup changé. Les émeutes de la faim en 2008, qui ont notamment été un facteur déclencheur des révolutions arabes, ont rappelé que les pénuries alimentaires n'appartenaient pas au passé. Cela a conduit de nombreux pays à remettre la sécurité des approvisionnements alimentaire en tête de leurs priorités. A titre d'exemple, la Chine a ainsi lancé une politique d'acquisition de terres arables à l'étranger. Les politiques agricoles redeviennent un enjeu géostratégique.

En parallèle, la dynamique multilatérale à l'OMC s'est essoufflée. Le découplage des aides de la PAC avait été instauré avant tout pour anticiper les futures règles de l'OMC dans l'hypothèse d'une conclusion du cycle de négociation dit de Doha (« Doha round »). Or ces négociations ont échoué. Tirant les leçons de cet échec du multilatéralisme, la plupart des grandes économies du monde se sont lancées dans de multiples négociations bilatérales. Les négociations Etats-Unis / Europe ou Canada / Europe sont emblématiques de cette dynamique.

Enfin, la dernière décennie a rappelé que les prix agricoles étaient instables par nature. De nombreux pays dans le monde ont réactivé des politiques agricoles plus interventionnistes. Le mouvement de libéralisation des politiques agricoles à la fin du XXème siècle semble aujourd'hui stoppé et aurait même tendance à s'inverser.

Dans ce contexte, l'agriculture bretonne reste dominée par les filières d'élevage et en particulier l'élevage laitier et l'élevage hors-sol (porc, volaille). Les produits de ces filières, souvent peu transformés et dégageant donc peu de valeur ajoutée (beurre, poudre de lait, carcasses, pièces de viande, œufs), sont pour une large part destinés à l'exportation. On observe sur les dernières années une tendance à la « montée en gamme » avec une transformation plus poussée et une plus grande valorisation des produits agricoles, mais cette métamorphose reste encore modérée. L'activité agricole en Bretagne demeure donc très ouverte sur le monde, et très sensible aux variations des prix mondiaux.

Du fait du poids de l'élevage laitier en Bretagne, notre région a été une des plus grandes bénéficiaires de la PAC puisque cette production était particulièrement soutenue (avec les grandes cultures). Avec le découplage, c'est de moins en moins le cas aujourd'hui. Comme les autres régions de France et d'Europe, les revenus agricoles en Bretagne ont connu des variations beaucoup plus importantes qu'auparavant sur les 10 dernières années. Ces variations jouent certes à la hausse, mais lorsqu'elles jouent à la baisse les crises sont plus violentes et poussent davantage d'agriculteurs à la faillite.

3. L'enjeu : une PAC capable de répondre à l'instabilité des marchés et de protéger les agriculteurs européens

A l'issue de 10 années de mise en œuvre des aides découplées, le constat est sans appel. La PAC actuelle ne permet pas d'atteindre deux des objectifs qui lui sont pourtant assignés : assurer la stabilité des marchés et un revenu équitable aux agriculteurs. Les partisans du découplage des aides restent nombreux en Europe, malgré leur échec manifeste. Ceux qui s'opposent à leur maintien devront être capables de proposer un modèle alternatif crédible, dans un contexte financier incertain du fait du Brexit. Voilà l'enjeu principal des débats sur l'avenir de la PAC.

4. Des questions pour lancer le débat

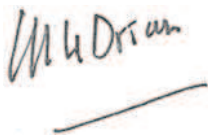
- Faut-il toujours une politique agricole commune ou doit-elle être renationalisée ?
- La structure premier pilier/second pilier de la PAC doit-elle être conservée ?
- Les aides directes découplées doivent-elles être conservées ou remplacées, et par quoi le cas échéant ?
- Quels outils de régulation pourraient répondre à la volatilité des marchés, quelle devrait être leur doctrine d'utilisation ?
- Quelle place pour les producteurs aux seins des filières alimentaires ?

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRECO_SAG_1-DE

- Les préoccupations économiques et environnementales sont-elles irréconciliables ou a complémentaires ?
- La PAC doit-elle encourager certains modes de production au regard de l'intérêt général ?
- Les fonds du second pilier (FEADER) doivent-ils être régis depuis Paris ou adaptés aux spécificités bretonnes ?

Je vous remercie de me donner acte de cette communication.

Le Président



Jean Yves LE DRIAN

Annexe

- Réponse du Président à la consultation de la Commission européenne

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRECO_SAG_1-DE

ANNEXE : Contribution du Président du Conseil régional de Bretagne à la « Consultation sur la modernisation et la simplification de la PAC »

Préambule

La Bretagne est une des principales régions agricoles de France et d'Europe, tout particulièrement en ce qui concerne les filières d'élevage et légumières. Elle compte 34 000 exploitations et 68 000 agriculteurs. Sa production agricole alimente une industrie agroalimentaire qui emploie 58 000 personnes, tout particulièrement en zones rurales. La Région Bretagne est en outre autorité de gestion pour le FEADER depuis 2014. Le Président du Conseil régional présente dans cette contribution les grandes lignes de sa position sur l'avenir de la PAC. Le Conseil régional fera des propositions plus détaillée à l'issue d'une consultation publique régionale au cours de l'année 2017.

Objectifs de la PAC

L'article 39 du traité, dont la formulation reste inchangée depuis le traité de Rome en 1957, précise les cinq objectifs de la politique agricole commune (PAC) que l'on peut résumer ainsi : accroître la productivité, assurer un niveau de vie équitable aux agriculteurs, stabiliser les marchés, sécuriser les approvisionnements, et assurer des prix raisonnables aux consommateurs.
Nous considérons que ces objectifs essentiels restent pleinement valables. Toutefois, force est de constater que sous sa forme actuelle la PAC ne respecte pas deux de ces cinq objectifs : un niveau de vie équitable aux agriculteurs et la stabilité des marchés. Les crises récentes, notamment causées par d'importantes fluctuations des prix des principales productions, ont fragilisé et même dans certains cas, poussé à la faillite de trop nombreux agriculteurs. La PAC actuelle ne répond donc plus aux objectifs fixés par le traité.
Ce constat ne peut être dissocié de la crise de légitimité que connaissent les institutions européennes. Face à une succession de crises qui semble sans fin, la détresse du monde agricole s'étend à une grande partie du monde rural et contribue significativement à la crise de confiance des européens vis-à-vis de leurs institutions.

Par ailleurs, dans un monde où les relations internationales sont de plus en plus conflictuelles, la question alimentaire ne peut pas être traitée à l'aune de considérations uniquement économiques. L'alimentation est un enjeu stratégique pour lequel l'Europe dispose de formidables atouts, à la fois sur le plan défensif et offensif. L'Europe doit ainsi à la fois préserver sa souveraineté alimentaire pour garantir que l'approvisionnement de sa population ne dépende pas de chocs externes, et valoriser ses atouts naturels pour la production agricole afin de renforcer sa position commerciale.
L'Europe doit poursuivre sur la voie de l'excellence alimentaire. Elle dispose des atouts pour devenir la référence mondiale absolue de l'alimentation sûre et de qualité. Symétriquement, la politique commerciale doit se mettre au niveau d'une telle exigence. Il est essentiel pour l'acceptabilité des contraintes que les importations extra-européennes répondent strictement aux mêmes critères que la production européenne.
Enfin, l'agriculture détient une partie non négligeable des solutions à l'enjeu climatique. Pour que les réalisations soient à la hauteur des ambitions que se fixe l'Union, il est indispensable d'observer un équilibre entre les objectifs économiques, sociaux et environnementaux assignés à la PAC.

Etat des lieux de la PAC actuelle

La PAC n'a pas connu de réforme en profondeur depuis plus de dix ans. Cela nous permet d'avoir un recul de long terme sur les conséquences des dispositifs actuels, et en particulier le plus important d'entre eux : les aides directes découplées. Le fait que les objectifs de la PAC ne soient plus respectés nous conduit à la conclusion que les aides directes découplées ont échoué et doivent être remplacées par un nouveau dispositif. Les aides directes découplées sont en effet devenues indéfendables. Quand les prix sont élevés elles apportent des aides à des agriculteurs qui n'en ont pas besoin. A l'inverse, ce système est incapable de réagir rapidement et de protéger les agriculteurs fragilisés par une chute des prix.
Au sujet de la régulation des marchés, nous considérons que si des outils existent pour atténuer leurs variations souvent brutales, la Commission européenne reste trop hésitante et timide dans leur utilisation.

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-283500016-20170623-17_DIRECO_SAG_1-DE

En n'intervenant que trop peu, trop tard, ou même parfois pas du tout, la Commission européenne n'assume pas suffisamment son rôle de stabilisation des marchés et de protection des revenus agricoles.
Les dispositifs assurantiels sont utiles pour gérer des risques d'ordre limité, mais sont incapables de remédier aux crises de grande ampleur ou systémiques. Ils doivent être renforcés mais ne pourront se substituer à des dispositifs d'intervention publique.
Enfin, l'outil d'orientation agricole que constitue le second pilier (FEADER) est à nos yeux le bon complément d'un premier pilier qui se concentre sur l'aide au revenu et la régulation des marchés. Le second pilier doit être le lieu d'exercice privilégié du principe de subsidiarité afin que cette politique d'orientation s'adapte aux spécificités de chaque territoire. Cette subsidiarité impose un effort particulier de simplification qui doit être mené tant par les institutions de l'Union que par les autorités de gestion.

Propositions

- Conserver la structure de la PAC en deux piliers : gestion des marchés et soutien aux revenu pour le premier, orientation agricole pour le second.
- Préserver la possibilité pour les Etats membres de déléguer sans filtre l'autorité de gestion du FEADER aux institutions régionales, pour favoriser une meilleure prise en compte des spécificités territoriales.
- Créer un nouveau système d'aides au revenu contra-cycliques, variables en fonction des prix de marché.
- Etablir en conséquence un budget pluriannuel pour la PAC, autorisant le report d'une année sur l'autre des crédits non dépensés et permettant une plus grande réactivité aux crises.
- Renforcer les dispositifs encourageant les organisations de producteurs, afin d'éviter que les marges ne soient essentiellement captées par les maillons avals des filières agroalimentaires qui sont de plus en plus concentrés.
- Réviser l'organisation commune de marché (OCM unique) et sa doctrine d'emploi par la Commission européenne, pour une régulation des marchés plus réactive et efficace.
- Réviser la politique commerciale pour mieux défendre nos intérêts agricoles, qui doivent être considérés comme un enjeu géostratégique et non pas comme un secteur économique comme un autre.
- Renforcer les contrôles dans l'agriculture, l'agroalimentaire et aux frontières de l'Union, pour rendre l'excellence européenne crédible et éviter que la bonne image des productions européennes ne soit détruite par des comportements opportunistes.

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRECO_SAG_2-DE

REGION BRETAGNE

Délibération n°17_DIRECO_SAGRI_02

CONSEIL REGIONAL

23 juin 2017

DELIBERATION

Contribution au Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles (SDREA)

Le Conseil régional convoqué par son Président le 30 mai 2017, s'est réuni le vendredi 23 juin 2017 au siège de la Région Bretagne, sous la présidence de Monsieur Loïg Chesnais-Girard, Président du Conseil régional.

Etaient présents : Monsieur Olivier ALLAIN, Madame Sylvie ARGAT-BOURIOT, Monsieur Eric BERROCHE, Madame Catherine BLEIN, Madame Mona BRAS, Madame Georgette BREARD, Monsieur Pierre BRETEAU (jusqu'à 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (jusqu'à 16h25), Monsieur Thierry BURLOT, Madame Gaby CADIOU, Madame Fanny CHAPPE, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Monsieur Marc COATANÉA, Monsieur André CROCQ (jusqu'à 9h30, puis à partir de 14h30), Madame Delphine DAVID, Monsieur Gérard DE MELLON, Monsieur Stéphane DE SALLIER DUPIN, Madame Virginie D'ORSANNE (jusqu'à 15h45), Madame Laurence DUFFAUD, Madame Laurence FORTIN, Madame Anne GALLO, Madame Evelyne GAUTIER-LE BAIL, Monsieur Karim GHACHEM (jusqu'à 13h), Madame Anne-Maud GOUJON (jusqu'à 18h45), Madame Sylvie GUIGNARD (jusqu'à 14h40), Madame Claire GUINEMER (à partir de 9h30 et jusqu'à 17h35), Monsieur Philippe HERCOUËT, Madame Kaourintine HULAUD, Monsieur Bertrand IRAGNE (jusqu'à 16h), Madame Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO, Monsieur Roland JOURDAIN, Monsieur Pierre KARLESKIND, Monsieur Gérard LAHELLEC, Madame Isabelle LE BAL, Monsieur Jean-Michel LE BOULANGER, Monsieur Olivier LE BRAS, Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (jusqu'à 14h20), Madame Agnès LE BRUN, Monsieur Patrick LE DIFFON, Monsieur Marc LE FUR, Monsieur Patrick LE FUR, Madame Gaël LE MEUR, Madame Nicole LE PEIH (jusqu'à 14h20), Monsieur Alain LE QUELLEC, Madame Gaël LE SAOUT, Madame Christine LE STRAT, Monsieur Christian LECHEVALIER, Madame Lena LOUARN, Monsieur Bernard MARBOEUF, Monsieur Martin MEYRIER, Monsieur Philippe MIAILHES, Monsieur Paul MOLAC (de 8h30 à 9h30 puis à partir de 14h20), Madame Gaëlle NIQUE, Madame Anne PATAULT, Madame Isabelle PELLERIN, Monsieur Gilles PENNELLE, Monsieur Stéphane PERRIN (départ 17h20), Monsieur Maxime PICARD, Monsieur Bertrand PLOUVIER (jusqu'à 12h35, puis à partir de 16h10), Monsieur Pierre POULIQUEN, Monsieur Bernard POULIQUEN, Monsieur Bruno QUILLIVIC (jusqu'à 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (jusqu'à 11h25), Madame Emmanuelle RASSENEUR, Madame Agnès RICHARD, Monsieur David ROBO (jusqu'à 18h35), Madame Claudia ROUAUX, Monsieur Stéphane ROUDAUT (à partir de 10h05), Madame Catherine SAINT-JAMES, Madame Forough SALAMI-DADKHAH, Monsieur Emeric SALMON, Monsieur Sébastien SEMERIL (jusqu'à 14h20, puis à partir de 16h40), Madame Renée THOMAÏDIS, Madame Martine TISON, Madame Anne TROALEN, Monsieur Hervé UTARD, Madame Anne VANEECLOO (jusqu'à 18h45), Madame Gaëlle VIGOUROUX, Madame Sylvaine VULPIANI.

.../...

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRECO_SAG_2-DE

Avaient donné pouvoir : Monsieur Pierre BRETEAU (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF à partir de 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (Pouvoir donné à Madame Emmanuelle RASSENEUR à partir de 16h25), Monsieur André CROCQ (Pouvoir donné à Madame Laurence DUFFAUD, de 9h30 à 14h30), Madame Virginie D'ORSANNE (pouvoir donné à Monsieur Emeric SALMON à partir de 15h45), Monsieur Richard FERRAND (pouvoir à Monsieur Marc COATANEA), Monsieur Karim GHACHEM (pouvoir donné à Madame Gaël LE MEUR à partir de 14h20), Madame Claire GUINEMER (pouvoir donné à Monsieur David ROBO, de 8h30 à 9h30, puis à Madame Isabelle LE BAL à partir de 17h35), Monsieur Bertrand IRAGNE (pouvoir donné à Madame Agnès RICHARD à partir de 16h), Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (pouvoir donné à Madame Elisabeth JOUNEAUX PEDRONO à partir de 14h20), Monsieur Jean-Yves LE DRIAN (pouvoir donné à Madame Gaël LE SAOUT), Monsieur Paul MOLAC (pouvoir donné à Madame Mona BRAS de 9h30 à 14h20), Madame Gaëlle NICOLAS (pouvoir donné à Madame Delphine DAVID), Madame Nicole LE PEIH (pouvoir donné à Monsieur Maxime PICARD à partir de 14h20), Monsieur Stéphane PERRIN (pouvoir donné à Madame Sylvie ARGAT BOURIOT à partir de 17h20), Monsieur Bertrand PLOUVIER (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 12h35 à 16h10), Monsieur Bruno QUILLIVIC (pouvoir donné à Monsieur Patrick LE DIFFON à partir de 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (pouvoir à Monsieur Philippe HERCOUET à partir 11h25), Monsieur David ROBO (pouvoir donné à Madame Christine LE STRAT à 18h35), Monsieur Stéphane ROUDAUT (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 8h30 à 10ho5), Madame Hind SAOUD (pouvoir donné à Monsieur Sébastien SEMERIL jusqu'à 14h20 puis à Madame Claudia ROUAUX à partir de 14h20), Monsieur Sébastien SEMERIL (Pouvoir donné à Monsieur Hervé UTARD de 14h20 à 16h40), Madame Anne VANEECLOO (pouvoir donné à Monsieur Gilles PENELLE à partir de 18h45)

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 4111-1 et suivants ;

Après avoir pris connaissance de l'avis formulé par le Conseil Economique Social et Environnemental lors de sa réunion du 12 juin 2017 ;

Vu l'avis de la commission économie, agriculture et mer, Europe en date du 16 juin 2017 ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

(à l'unanimité)

- **D'APPROUVER** les orientations fixées dans le Schéma Directeur Régional des Exploitations agricoles, joint en annexe.

Le Président du Conseil régional,

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRECO_SAG_2-DE

Région Bretagne

Direction de l'économie

Session du Conseil régional
Juin 2017

Contribution au Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles (SDREA)

En 2015, le foncier agricole représentait un peu plus de 70% de la superficie de la Bretagne, contre 10 points de plus en 1985 (soit un peu plus de 80%). C'est entre 1985 et 2005 que la surface agricole a diminué au profit de l'artificialisation. Depuis 2005, la superficie bretonne dédiée à l'agriculture est restée stable. Si l'érosion du foncier agricole semble contenue, demeure l'enjeu de la répartition du foncier agricole et de l'évolution des structures d'exploitations. En effet, entre 2000 et 2010, la Bretagne a perdu plus d'un quart de ses exploitations professionnelles. Dans le même temps, la surface moyenne d'une exploitation professionnelle a augmenté de 31% pour atteindre 60 ha.

Ainsi, que ce soit pour relever le défi de renouvellement des générations (près d'un chef d'exploitation sur deux va partir en retraite dans les 10 prochaines années), ou pour accompagner une évolution des systèmes vers plus de résilience (améliorer l'autonomie des exploitations, qui se traduit par un lien au sol plus fort), le contrôle des structures constitue un préalable déterminant à toutes politiques agricoles.

Le Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles (SDREA) constitue l'outil de contrôle des structures agricoles. Il s'applique à la mise en valeur des terres agricoles ou des ateliers de production hors sol ; il vise à favoriser l'installation des jeunes agriculteurs et à conforter les exploitations agricoles.

En Bretagne, le SDREA a été élaboré sur la base d'un travail de concertation conformément à la Loi d'Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt. Il s'applique depuis le 1er juillet 2016 et il va faire l'objet d'un bilan comme le Préfet de région s'y était engagé. C'est dans ce contexte que la Région est invitée à contribuer au SDREA.

1. Le SDREA

Afin de préserver la viabilité des exploitations agricoles et de favoriser l'installation d'agriculteurs, la mise en valeur de terres agricoles peut être soumise à une autorisation préalable d'exploiter.

C'est pourquoi, toute personne, physique ou morale, qui s'installe, s'agrandit, amenuise une exploitation ou réunit des exploitations est soumise à autorisation d'exploiter, notamment si elle :

- Ne possède pas de capacité professionnelle ou expérience agricole ;
- Dépasse le seuil de surface fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles, ou ramène la superficie d'une exploitation en deçà de ce seuil ;
- Est en situation de pluriactivité et a des revenus extra-agricoles qui excèdent le seuil prévu par la Loi.

La loi d'Avenir du 13 octobre 2014 a modifié le régime du contrôle des structures. L'objectif demeure de limiter les agrandissements et les concentrations d'exploitations, mais l'outil d'arbitrage en cas de concurrence sur des autorisations d'exploiter évolue.

La concertation conduite en 2016 par la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF)pour élaborer le SDREA a permis d'identifier 8 orientations :

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-17_DIRECO_SAG_2-DE

- Maintenir le plus grand nombre d'actifs agricoles et développer, à ce titre, le nombre d'e viables,
- Maintenir l'élevage,
- S'inscrire dans la triple performance économique, sociale et environnementale, pour ce faire, favoriser l'amélioration de la structure foncière des exploitations :
- Par regroupement des parcelles autour du siège d'exploitation pour favoriser, en particulier le pâturage ;
- Par échange parcellaire ;
- Favoriser l'installation et la transmission des exploitations ;
- Promouvoir des systèmes plus économes en intrants ;
- Encourager le développement de l'agriculture biologique ;
- Concourir à l'amélioration de la qualité de l'eau ;
- Préserver le foncier agricole.

Ces 8 orientations ont été traduites en 10 priorités hiérarchisées
N°1 : Maintien de l'exploitation du preneur en place
N°2 : Parcelles ou îlot de parcelles de proximité de bâtiment d'élevage ou de liaison
N°3 : Réinstallation d'agriculteur ayant perdu plus des 2/3 de son exploitation
N°4 : Reprise/Installation
4.1 Reprise de l'exploitation par le conjoint
4.2 Installation d'agriculteur à titre exclusif ou principal
4.3 Maintien de l'exploitation du fonds en mode de production biologique
N°5 : Zone Soumise à Contraintes Environnementales (ZSCE)
N°6 : Compensation des surfaces perdues de l'exploitation
N°7 : Attribution de parcelle ou d'îlot de parcelle enclavé
N°8 : Consolidation d'exploitation
N°9 : Réunion d'exploitations ou agrandissement
N°10 : Autres cas d'installation

2. Analyses et propositions de la Région Bretagne

La Commission 2 Economie élargie aux membres des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) et des commissions départementales d'orientation agricole (CDOA) s'est réunie sur le sujet. Lors de cette réunion exceptionnelle, le SDREA et les enjeux du contrôle des structures ont été présentés par la DRAAF et un juriste de la Chambre d'agriculture. Les différents partenaires ont ensuite été auditionnés : FRSEA, Coordination rurale, Jeunes agriculteurs, Confédération Paysanne et SAFER.

Les différentes auditions ont permis d'identifier les pistes d'améliorations suivantes :

- ***Renforcer le contrôle des structures afin d'intégrer les prises de parts dans les entreprises agricoles*** au même titre qu'un agrandissement ou une installation.

- ***Favoriser l'installation*** : avant le SDREA, les schémas départementaux priorisaient l'installation dans tous les cas de figures. Ce qui a pu conduire à des dérives avec des agrandissements déguisés en installation. Le SDREA prévoit une priorité liée à la « confortation » avant celle liée à l'installation. Si la Région partage la nécessité de conforter les exploitations et notamment de favoriser la continuité du parcellaire agricole, l'installation doit rester une priorité du SDREA.

- ***Simplifier le SDREA*** : les 10 priorités et sous priorités, la méthode de calcul de l'indicateur de dimension économique sont issus de la concertation conduite en 2016. Si les différentes parties auditionnées ont salué la qualité de la concertation, elles regrettent un outil complexe, peu lisible pour les agriculteurs.

- ***Assouplir les modalités du contrôle des structures :*** la loi d'Avenir prévoit que le SDREA est une grille d'analyse la plus objective possible afin de limiter l'appréciation en Commission Départementale d'Orientation Agricole (CDOA) ainsi que les éventuelles « négociations ».

Envoyé en préfecture le 03/07/2017
Reçu en préfecture le 03/07/2017
Affiché le
ID : 035-283500016-20170623-17_DIRECO_SAGE2-DE

Auparavant, les schémas départementaux prévoyaient une « *conditionnalité des ai d'exploiter* » qui permettait, par exemple, de conditionner une autorisation d'exploiter sur une parcelle à un échange parcellaire. Ce principe permettait d'avoir une approche plus globale du contrôle des structures et d'agir de manière plus cohérente sur la structuration des exploitations agricoles bretonnes.

Propositions issues de la Commission Economie

Pour améliorer le contrôle des structures, il semble nécessaire de ***reprendre les travaux législatifs pour combler le vide juridique concernant les montages sociétaires ainsi que le cadrage du SDREA afin de réintroduire une appréciation et une négociation au dossier***.

La Région émet un avis favorable sur le SDREA et considère qu'il répond aux enjeux dans la limite de ses prérogatives. Par ailleurs, la Région attire l'attention sur la nécessité de se doter d'***un outil d'observation*** afin d'être en capacité de suivre les évolutions sur le foncier agricole mais surtout de les anticiper notamment dans les bassins versants les plus sensibles sur le plan environnemental, et de ***veiller au maintien et au développement de l'agriculture sur les territoires à enjeux forts*** (bassins versants algues vertes-BVAV, péri-urbain, zone littorale et îles).

Enfin, la Région souligne le fait que l'outil foncier constitue potentiellement un levier puissant pour les politiques publiques en faveur de la reconquête de la qualité des eaux, conformément aux orientations prises dans le cadre de son engagement dans le cadre du Plan algues vertes 2010-2015 et renouvelé pour le Plan 2016-2020. Le SRDEA apporte en ce sens une impulsion positive, par la mise en avant du critère de regroupement parcellaire autour du siège d'exploitation, de nature à favoriser le pâturage, et ce à l'échelle régionale. A ce titre, la Région propose que la réflexion soit poursuivie sur les territoires à enjeu environnemental notamment les bassins à algues vertes. La Région souhaite de son côté poursuivre son engagement auprès des territoires qui entendent mobiliser le levier foncier dans le cadre de leur projet de territoire, par le biais notamment d'échanges amiables, en location et/ou propriété par voie de conventionnement spécifique avec la SAFER.

Je vous propose d'approuver l'avis favorable du Conseil régional sur le Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles.

Le Président du Conseil régional

Jean-Yves Le Drian

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DELS_01-DE

REGION BRETAGNE

Délibération n°17_DELS_01

CONSEIL REGIONAL

23 juin 2017

DELIBERATION

La création d'une offre d'accueil supplémentaire en lycée public en réponse aux évolutions démographiques à l'horizon 2020 et 2030 sur le pays de Rennes
Un lycée au sud du bassin de Rennes

Le Conseil régional, convoqué par son Président le 30 mai 2017, s'est réuni en séance plénière le vendredi 23 juin 2017 au siège de la Région Bretagne, sous la Présidence de Monsieur Loïg Chesnais-Girard, Président du Conseil régional de Bretagne.

Etaient présents : Monsieur Olivier ALLAIN, Madame Sylvie ARGAT-BOURIOT, Monsieur Eric BERROCHE, Madame Catherine BLEIN, Madame Mona BRAS, Madame Georgette BREARD, Monsieur Pierre BRETEAU (jusqu'à 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (jusqu'à 16h25), Monsieur Thierry BURLOT, Madame Gaby CADIOU, Madame Fanny CHAPPE, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Monsieur Marc COATANÉA, Monsieur André CROCQ (jusqu'à 9h30, puis à partir de 14h30), Madame Delphine DAVID, Monsieur Gérard DE MELLON, Monsieur Stéphane DE SALLIER DUPIN, Madame Virginie D'ORSANNE (jusqu'à 15h45), Madame Laurence DUFFAUD, Madame Laurence FORTIN, Madame Anne GALLO, Madame Evelyne GAUTIER-LE BAIL, Monsieur Karim GHACHEM (jusqu'à 13h), Madame Anne-Maud GOUJON (jusqu'à 18h45), Madame Sylvie GUIGNARD (jusqu'à 14h40), Madame Claire GUINEMER (à partir de 9h30 et jusqu'à 17h35), Monsieur Philippe HERCOUËT, Madame Kaourintine HULAUD, Monsieur Bertrand IRAGNE (jusqu'à 16h), Madame Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO, Monsieur Roland JOURDAIN, Monsieur Pierre KARLESKIND, Monsieur Gérard LAHELLEC, Madame Isabelle LE BAL, Monsieur Jean-Michel LE BOULANGER, Monsieur Olivier LE BRAS, Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (jusqu'à 14h20), Madame Agnès LE BRUN, Monsieur Patrick LE DIFFON, Monsieur Marc LE FUR, Monsieur Patrick LE FUR, Madame Gaël LE MEUR, Madame Nicole LE PEIH (jusqu'à 14h20), Monsieur Alain LE QUELLEC, Madame Gaël LE SAOUT, Madame Christine LE STRAT, Monsieur Christian LECHEVALIER, Madame Lena LOUARN, Monsieur Bernard MARBOEUF, Monsieur Martin MEYRIER, Monsieur Philippe MIAILHES, Monsieur Paul MOLAC (de 8h30 à 9h30 puis à partir de 14h20), Madame Gaëlle NIQUE, Madame Anne PATAULT, Madame Isabelle PELLERIN, Monsieur Gilles PENNELLE, Monsieur Stéphane PERRIN (départ 17h20), Monsieur Maxime PICARD, Monsieur Bertrand PLOUVIER (jusqu'à 12h35, puis à partir de 16h10), Monsieur Pierre POULIQUEN, Monsieur Bernard POULIQUEN, Monsieur Bruno QUILLIVIC (jusqu'à 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (jusqu'à 11h25), Madame Emmanuelle RASSENEUR, Madame Agnès RICHARD, Monsieur David ROBO (jusqu'à 18h35), Madame Claudia ROUAUX, Monsieur Stéphane ROUDAUT (à partir de 10h05), Madame Catherine SAINT-JAMES, Madame Forough SALAMI-DADKHAH, Monsieur Emeric SALMON, Monsieur Sébastien SEMERIL (jusqu'à 14h20, puis à partir de 16h40), Madame Renée THOMAÏDIS, Madame Martine TISON, Madame Anne TROALEN, Monsieur Hervé UTARD, Madame Anne VANEECLOO (jusqu'à 18h45), Madame Gaëlle VIGOUROUX, Madame Sylvaine VULPIANI.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DELS_01-DE

Avaient donné pouvoir : Monsieur Pierre BRETEAU (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF à partir de 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (Pouvoir donné à Madame Emmanuelle RASSENEUR à partir de 16h25), Monsieur André CROCQ (Pouvoir donné à Madame Laurence DUFFAUD, de 9h30 à 14h30), Madame Virginie D'ORSANNE (pouvoir donné à Monsieur Emeric SALMON à partir de 15h45), Monsieur Richard FERRAND (pouvoir à Monsieur Marc COATANEA), Monsieur Karim GHACHEM (pouvoir donné à Madame Gaël LE MEUR à partir de 14h20), Madame Claire GUINEMER (pouvoir donné à Monsieur David ROBO, de 8h30 à 9h30, puis à Madame Isabelle LE BAL à partir de 17h35), Monsieur Bertrand IRAGNE (pouvoir donné à Madame Agnès RICHARD à partir de 16h), Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (pouvoir donné à Madame Elisabeth JOUNEAUX PEDRONO à partir de 14h20), Monsieur Jean-Yves LE DRIAN (pouvoir donné à Madame Gaël LE SAOUT), Monsieur Paul MOLAC (pouvoir donné à Madame Mona BRAS de 9h30 à 14h20), Madame Gaëlle NICOLAS (pouvoir donné à Madame Delphine DAVID, Madame Nicole LE PEIH (pouvoir donné à Monsieur Maxime PICARD à partir de 14h20), Monsieur Stéphane PERRIN (pouvoir donné à Madame Sylvie ARGAT BOURIOT à partir de 17h20), Monsieur Bertrand PLOUVIER (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 12h35 à 16h10), Monsieur Bruno QUILLIVIC (pouvoir donné à Monsieur Patrick LE DIFFON à partir de 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (pouvoir à Monsieur Philippe HERCOUET à partir 11h25), Monsieur David ROBO (pouvoir donné à Madame Christine LE STRAT à 18h35), Monsieur Stéphane ROUDAUT (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 8h30 à 10h05), Madame Hind SAOUD (pouvoir donné à Monsieur Sébastien SEMERIL jusqu'à 14h20 puis à Madame Claudia ROUAUX à partir de 14h20), Monsieur Sébastien SEMERIL (pouvoir donné à Monsieur Hervé UTARD de 14h20 à 16h40), Madame Anne VANEECLOO (pouvoir donné à Monsieur Gilles PENELLE à partir de 18h45)

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'Education et notamment ses articles L 211-2, L 214-1 et suivants, L 214-5 et suivants, modifiés par la loi 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Après avoir pris connaissance de l'avis formulé par le Conseil économique, social et environnemental régional lors de sa réunion du 12 juin 2017 ;

Vu l'avis de la commission Education, formation et emploi du Conseil régional en date du 15 juin 2017 ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

(à l'unanimité)

-D'APPROUVER le principe d'une offre d'accueil supplémentaire en lycée public, en réponse aux évolutions démographiques à l'horizon 2020 et 2030, au sud du bassin de Rennes.

-D'AUTORISER le Président à engager toutes les démarches administratives et techniques nécessaires pour la préparation de cette opération.

Le Président du Conseil régional,

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DELS_01-DE

Région Bretagne

Direction de l'éducation, des langues, et du sport

Session du Conseil régional
Juin 2017

La création d'une offre d'accueil supplémentaire en lycée public en réponse aux évolutions démographiques à l'horizon 2020 et 2030 sur le pays de rennes

Un lycée au sud du bassin de rennes

1. La stratégie régionale en réponse aux enjeux de la croissance de la population bretonne

Anticiper les capacités d'accueil des lycéens et adapter les lycées aux évolutions de la démographie lycéenne à l'horizon 2030/2040 nécessitent, d'une part l'observation de l'évolution de la population bretonne, sa répartition sur le territoire et sa structuration en classe d'âges et, d'autre part la construction d'une stratégie robuste en réponse à ces évolutions afin de permettre d'orienter les choix d'investissement de la Région pour l'implantation de nouvelles capacités sur le territoire.

Dès 2008, en raison des prévisions d'augmentation de la population lycéenne à partir de 2011/2012 après plus de 15 années de décroissance continue, la Région a préparé ses réponses aux enjeux démographiques. Une étude détaillée a été commandée en 2008 sur les évolutions à venir des populations lycéennes sur la période 2008/2018. Cette étude portait sur les 7 grandes agglomérations urbaines de Bretagne, Rennes, Brest, Quimper, Vannes, Lorient, Morlaix, Saint-Brieuc et certains secteurs particuliers comme Ploërmel, Lamballe, Saint-Malo, Combourg.

Si globalement la population lycéenne reste stable sur la période 2008-2018, certains secteurs montrent déjà une forte dynamique démographique, notamment le pays de Rennes avec une prévision de très forte croissance des effectifs lycéens sur Rennes. Les capacités existantes permettent d'accueillir ces lycéens supplémentaires jusqu'à l'horizon 2018, avec des aménagements et des restructurations du parc existant et la livraison de l'extension de 300 places au lycée Anita Conti de Bruz en 2009.

Face cette croissance attendue, la stratégie régionale pour les années post 2018/2019 a été explicitée dans les trois précédents rapports présentés à l'assemblée régionale en février 2014, décembre 2014 et juin 2015.

Le rapport présenté à l'assemblée plénière en février 2014 caractérisait la croissance de la population bretonne à l'horizon 2030 et analysait les besoins des différents territoires. L'assemblée régionale a ainsi acté la décision de construire un nouveau lycée public à Ploërmel.

Le rapport de décembre 2014, en s'appuyant sur les évolutions probables de la population bretonne jusqu'en 2040, et en affinant l'analyse des évolutions prévisibles sur Rennes et le Pays de Rennes par secteur géographique, définissait la stratégie régionale pour faire face aux augmentations de la population lycéenne sur Rennes et son aire urbaine1.

1 *Une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle urbain, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40% de la population résidante ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans les communes attirées par celui-ci. L'aire urbaine de Rennes compte 190 communes d'après les données de recensement de 2008*

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-235000161-20170623-DELIB_DEUS_01_DE

Cette stratégie a organisé la réponse opérationnelle suivant les quatre orientations suivantes :

- Utiliser au mieux les capacités existantes dans les lycées publics de l'agglomération en modifiant légèrement la « sectorisation » des collèges et des lycées.
- Profiter de la « re-sectorisation » pour renforcer la polyvalence des lycées d'enseignement généraux et technologiques par l'ouverture de formations générales et technologiques supplémentaires dans les lycées Théodore Monod au Rheu, Pierre Mendès France à Rennes et Joliot-Curie à Rennes.
- Lancer un programme d'extension dans les lycées dont le bâti et le terrain le permettaient, Le Rheu, Bain de Bretagne et, dans une moindre mesure, Montfort sur Meu, en fonction des prévisions d'augmentations des effectifs des collèges de leur secteur de recrutement.
- Prévoir la construction d'un nouveau lycée dans l'agglomération rennaise en fonction des « poids » des populations lycéennes à venir.

En 2017, il est possible de constater la bonne adéquation des prévisions faites à l'époque par rapport à la réalité. Ainsi sur Rennes, Le Rheu, Montfort sur Meu et Bain de Bretagne, les lycées existants ont accueilli 1534 élèves de plus entre 2012 et 2016. A la fin de l'année scolaire 2018/2019, c'est l'équivalent d'un lycée de plus de 1200 places qui aura été créé sur l'ensemble de ces sites pour accueillir cette population lycéenne supplémentaire, soit l'équivalent d'un grand lycée.

Le rapport de décembre 2014 a également permis de présenter la priorité d'implantation d'un nouveau lycée dans la zone nord-est de l'agglomération rennaise et de prévoir les phases opérationnelles pour l'ouverture de ce premier lycée à l'horizon 2020. Le rapport de juin 2015 a permis d'acter l'implantation de ce lycée sur la ville de Liffré.

Ce rapport de décembre 2014 prévoyait également la nécessité de construire un lycée supplémentaire à échéance 2025/2026 de même capacité que le premier lycée qui sera construit à Liffré. En effet, les études réalisées par l'Agence d'urbanisme et de développement intercommunal de l'agglomération rennaise (AUDIAR) montraient qu'outre le secteur nord-est de l'agglomération rennaise, un autre grand secteur au sud, sud-est de l'agglomération rennaise serait également « en tension » à échéance 2025/2026.

Les lycées publics qui accueillent majoritairement les élèves de ce grand secteur situé au SUD de Rennes sont Anita Conti à Bruz, Jean Brito à Bain-de-Bretagne, Bréquigny à Rennes, Descartes à Rennes et Sévigné à Cesson-Sévigné. Ces lycées sont proches de la saturation. Les travaux en cours sur Bain de Bretagne devraient permettre l'absorption du pic démographique de 2025 sous réserve du maintien d'une sectorisation intégrant un nouvel établissement.

L'objectif du présent rapport est de présenter l'état d'avancement des opérations en cours, l'analyse des variations démographiques sur le secteur sud de Rennes, de proposer de lancer un appel à manifestation d'intérêt auprès des villes candidates pour accueillir ce nouveau lycée au sud de Rennes et de préciser les modalités de cet appel à candidatures.

2. Informations sur l'avancement des opérations en cours

2.1 Le lycée de Ploërmel

Dès 2014, la Région a sollicité Ploërmel Communauté pour la mise à disposition d'un terrain viabilisé et la réalisation des aménagements d'accès à ce lycée public. En parallèle l'académie de Rennes a été sollicitée afin de parachever la carte des formations de ce lycée et ainsi permettre la réalisation du programme fonctionnel et technique détaillé.

Par courrier reçu le 1er décembre 2016, Monsieur le maire de Ploërmel, président de Ploërmel Communauté a précisé à la Région que les modifications nécessaires du PLU de Ploërmel et les cessions foncières des terrains d'assiette du futur lycée ont été approuvées par le conseil communautaire et la ville. Monsieur le président de Ploërmel Communauté a également désigné la maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de la zone

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-CP_DEC3101-DE

de Réhumpol. Le cahier des recommandations urbaines architecturales et paysagères l'implantation d'un nouveau lycée a été transmis par les services de Ploërmel à ceux de la Région au début du mois de mai 2017. La procédure de concours de maîtrise d'œuvre pour la construction de ce lycée peut ainsi se poursuivre sur l'année 2017 avant les études de conception ainsi que les procédures réglementaires et enfin les marchés et travaux.

2.2 Les réaménagements des capacités sur Rennes et l'aire urbaine de Rennes.

Un nouveau bâtiment d'externat a été livré au lycée Pierre Mendès France de Rennes à la rentrée scolaire 2016. D'autres travaux sont programmés à court terme. Des aménagements, rénovations ou extensions des capacités sont en cours d'étude dans les lycées de l'agglomération rennaise à Théodore Monod (Le Rheu) et Victor et Hélène Basch (Rennes). Des moyens provisoires ont été déployés dans l'attente de disposer du nouveau lycée de Liffré. Hors agglomération, des travaux d'adaptation des capacités sont programmés à Montfort-sur-Meu et en cours d'achèvement à Bain de Bretagne où des moyens provisoires ont également été installés.

2.3 Le lycée de Liffré.

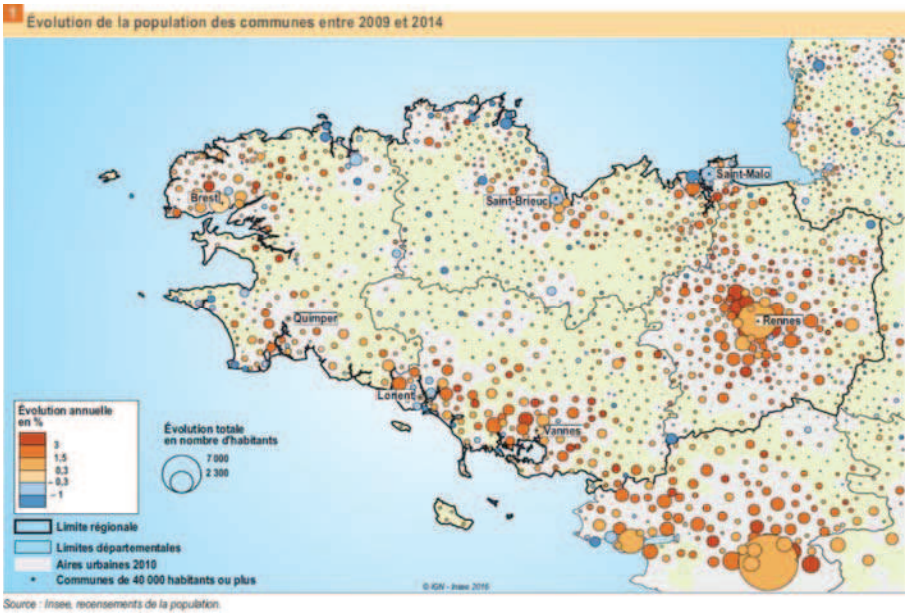
Depuis la décision d'implanter à Liffré le futur lycée du nord-est de l'agglomération rennaise en juin 2015, les études préalables et le concours de maîtrise d'œuvre ont pu être réalisés très rapidement. Le permis de construire a été déposé début mai 2017, la déclaration au titre de la loi sur l'eau a été instruite favorablement par les services de l'Etat et, sous réserve d'appels d'offres fructueux, les travaux pourront commencer au 1er semestre 2018.

3. La vérification des analyses de la démographie scolaire sur le Pays de Rennes

Il est nécessaire de vérifier régulièrement, en fonction des données mises à jour par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE), l'adéquation de la stratégie régionale au regard des évolutions de la population sur le territoire breton et ses éventuelles adaptations.

L'observation des derniers indicateurs de l'évolution de la croissance de la démographie Bretonne, sur la base des données de l'INSEE et des plus récents documents de synthèse produits par l'Agence d'urbanisme et de développement intercommunal de l'agglomération rennaise (AUDIAR), montre qu'entre 2009 et 2014, la population bretonne est en hausse annuelle moyenne de 0,6 %. Ce taux de croissance est supérieur à la moyenne nationale (+ 0,5 %).

Ce taux de croissance est moins important qu'entre 1999-2009, période pendant laquelle il s'établissait à +0,9 % par an. Cependant l'Ille-et-Vilaine (+ 1,1 % par an entre 2009 et 2014) reste le département le plus dynamique de la Région en matière de croissance de sa population. Il contribue pour plus de la moitié à l'augmentation de la population régionale. Dans ce département, l'évolution de la population scolaire reste l'objet de toutes les attentions.



Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DELS_01-DE

2 La croissance démographique bretonne ralentit

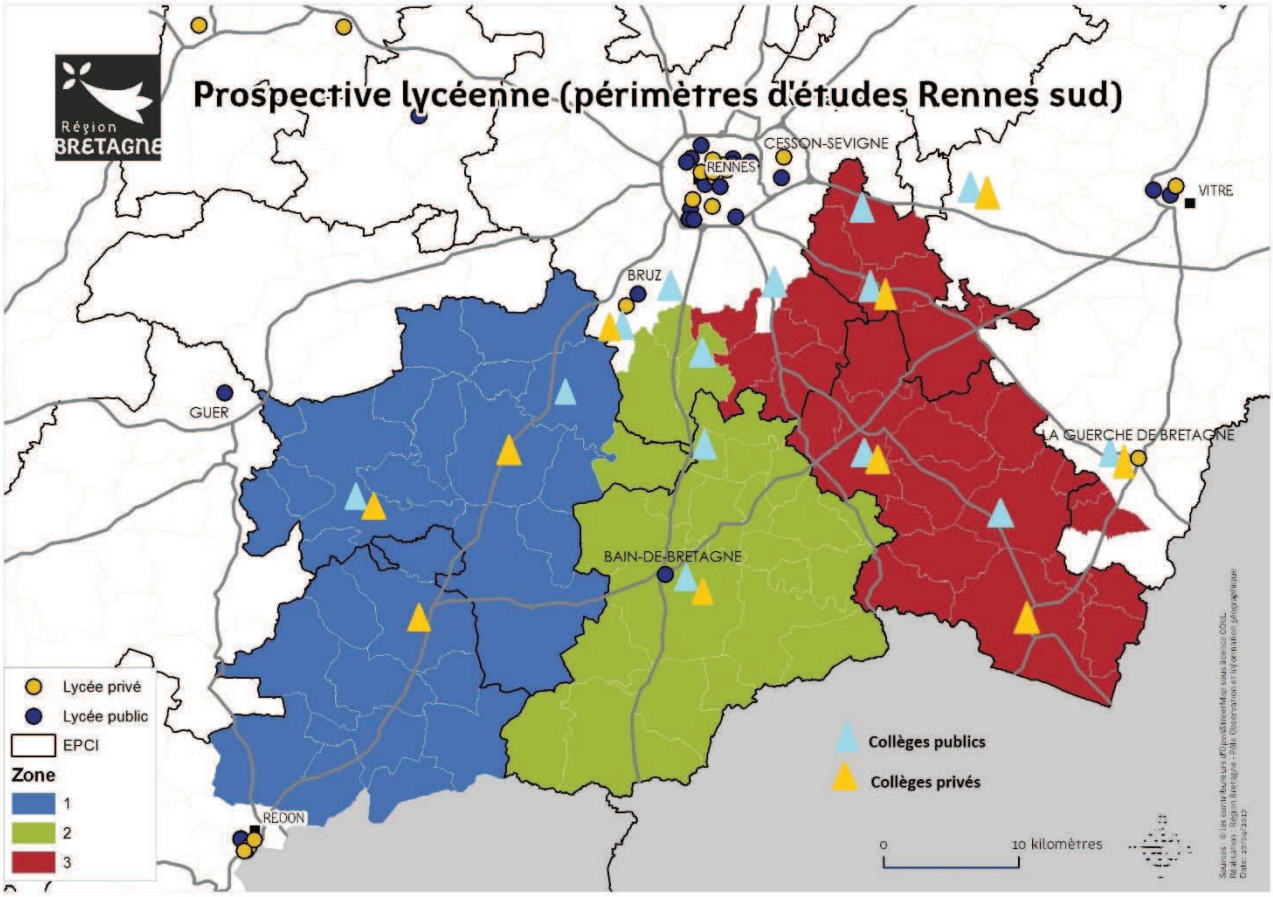
Évolution de la population au cours des périodes 1999-2009 et 2009-2014

	Population 1999	Population 2009	Population 2014	Évolution annuelle moyenne (en %)		Évolution annuelle moyenne (en nombre)	
				1999-2009	2009-2014	1999-2009	2009-2014
Côtes-d'Armor	542 373	587 519	597 397	0,8	0,3	45 146	9 878
Finistère	852 418	893 914	905 855	0,5	0,3	41 496	11 941
Ille-et-Vilaine	867 533	977 449	1 032 240	1,2	1,1	109 916	54 791
Morbihan	643 873	716 182	741 051	1,1	0,7	72 309	24 869
Bretagne	2 906 197	3 175 064	3 276 543	0,9	0,6	268 867	101 479
France métropolitaine	58 518 395	62 465 709	64 027 784	0,7	0,5	3 947 314	1 562 075
France entière	60 149 901	64 304 500	65 906 986	0,7	0,5	4 154 599	1 602 486

Source : Insee, recensements de la population.

Afin d'analyser les données démographiques les plus récentes, la Région a sollicité auprès de l'INSEE fin 2016 une nouvelle étude sur la démographie scolaire. Cette étude est focalisée sur l'aire urbaine de l'agglomération rennaise. Ces éléments devraient être remis à la Région au second semestre 2017.

Périmètre de l'étude commandée à l'INSEE



Légende : Les 3 zones cumulées accueillent 167 292 habitants.

Zone 1 : zone située au Sud-Ouest de Rennes
57 238 habitants/34,21% de la population des 3 zones cumulées.

Zone 2 : zone située au Sud de Rennes
48 007 habitants/28,70% de la population des 3 zones cumulées.

Zone 3 : zone située au Sud-Est de Rennes
62 047 habitants/37,09% de la population des 3 zones cumulées.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DELS_01-DE

En parallèle de cette étude INSEE, la Région a sollicité l'Académie afin de disposer des éléments actualisés des variations des populations lycéennes sur ces trois zones de la deuxième couronne sud de l'agglomération rennaise.

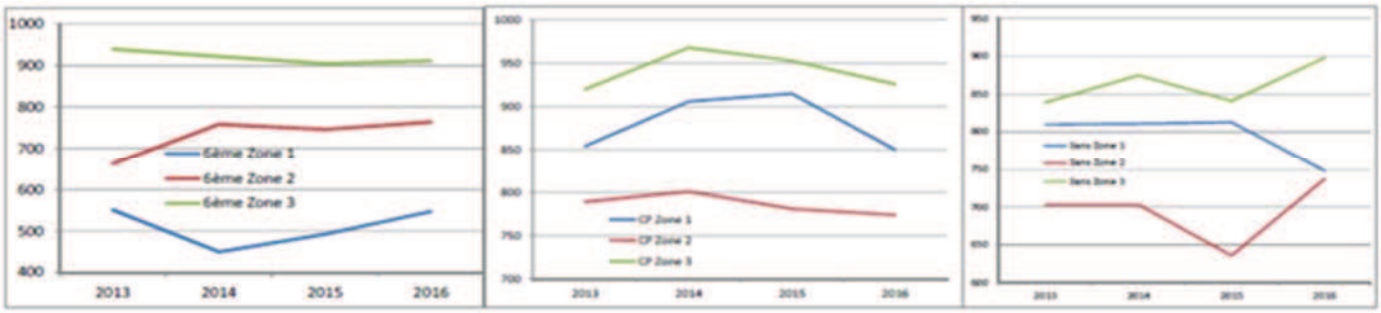
4. Les résultats de l'analyse des services académiques

Effectifs et répartition par secteur des lycéens de la voie GT habitant dans les 3 périmètres d'étude - rentrées 2014 à 2016

		2016		2015		2014		Evol 14-16
Zone	**Secteur**	**Effectif**	**%**	**Effectif**	**%**	**Effectif**	**%**	
Zone 1	Public	1025	68,7%	927	68,0%	895	68,8%	
	Privé	468	31,3%	437	32,0%	406	31,2%	
	Total	**1493**		**1364**		**1301**		14,8%
Zone 2	Public	1254	83,2%	1178	81,2%	1129	80,7%	
	Privé	253	16,8%	273	18,8%	270	19,3%	
	Total	**1507**		**1451**		**1399**		7,7%
Zone 3	Public	1185	64,5%	1209	66,7%	1135	67,1%	
	Privé	652	35,5%	604	33,3%	557	32,9%	
	Total	**1837**		**1813**		**1692**		8,6%
totaux lycéens		**4837**		**4628**		**4392**		

Environ 1500 élèves résident dans les zones 1 et 2 en 2016 et 1800 dans la zone 3. Sur 3 ans, la zone 1 est en forte progression (+ 14,8 %) mais également les zones 2 et 3. C'est dans la zone 3 que les effectifs sont les plus nombreux à tous les cycles de la maternelle au collège.

Effectifs	2013	2014	2015	2016
Maternelle (TPS à GS)				
Zone 1	2701	2697	2600	2554
Zone 2	2386	2364	2255	2238
Zone 3	2904	2919	2934	2939
Total général	**7991**	**7980**	**7789**	**7731**
Elémentaire (CP à CM2 et spéc.)				
Zone 1	4226	4309	4415	4402
Zone 2	3861	3875	3901	3874
Zone 3	4612	4644	4748	4780
Total général	**12699**	**12828**	**13064**	**13056**
Collège (6ème et SEGPA)				
Zone 1	2046	1922	1930	1952
Zone 2	2825	3017	3023	2975
Zone 3	3593	3642	3612	3702
Total général	**8464**	**8581**	**8565**	**8629**



(Attention dans ce graphique les couleurs des courbes ne correspondent pas aux couleurs de la carte pour les zones 2 et 3 : inversion des couleurs dans le graphique)

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-293500016-20170623-D17_DELS_01-DE

Concernant le « soubassement » démographique des secondes, on note un fléchissement des effectifs des CP en 2016 qui pourrait se ressentir en 2025 en entrée en seconde, mais une hausse des maternelles (3 ans) en zone 2 et 3 qui impactera les effectifs de secondes en 2028.

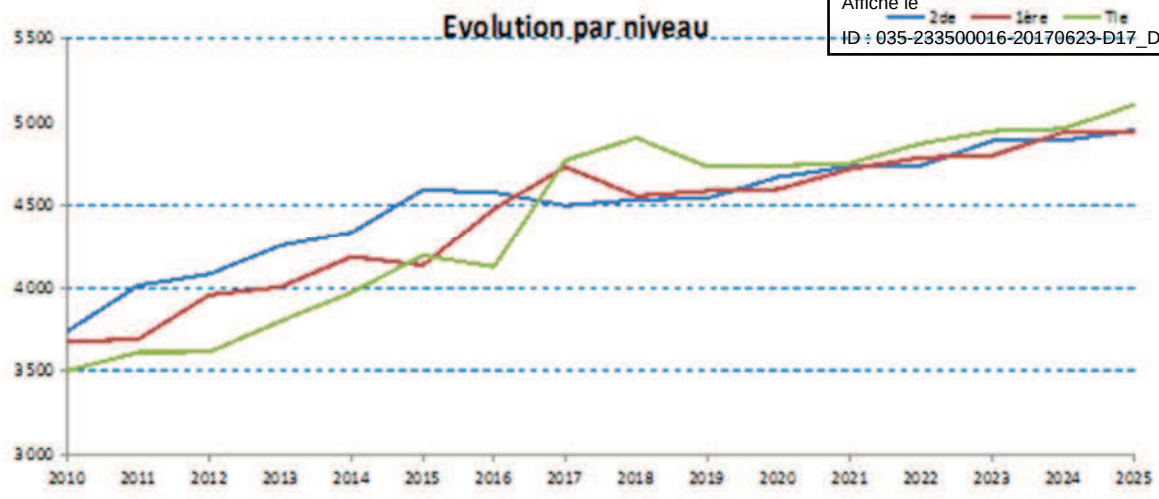
A partir des effectifs observés en 2016 dans les écoles et les collèges, le tableau ci-dessous indique les prévisions de croissance des effectifs à l'horizon 2025 dans les lycées d'Enseignement Général et Technique de l'agglomération rennaise. Cette projection ne comptabilise pas les élèves post-bac (pm : 2662 post-bac dans ces lycées publics rennais en 2016/17) et ne prend pas en compte l'ouverture du lycée de Liffré à l'horizon 2020. L'augmentation d'effectifs entre 2016 et 2025 est de + 1815 élèves.

Il est donc certain que même avec la capacité supplémentaire du lycée de Liffré, les capacités d'accueil des lycées de Rennes, Cesson-Sévigné, Le Rheu, Bain-de-Bretagne et Montfort-sur Meu ne suffiront pas à accueillir tous les élèves pré-bac et post-bac de l'aire urbaine de Rennes à l'horizon 2025, d'autant plus que les projections réalisées par l'académie de Rennes ne prennent en compte que les enfants déjà nés et domiciliés dans ce territoire, donc sans évaluer la croissance démographique due au solde migratoire positif de l'agglomération rennaise.

	BAIN-DE-BRETAGNE	BRUZ	CESSON-SEVIGNE	MONTFORT-SUR-MEU	RENNES	RENNES	RENNES	RENNES	RENNES	RENNES	RENNES	RENNES	LE RHEU	TOTAL
	0352318E	0352686E	0352304P	0352235P	0352009U	0350028R	0350710G	0351907H	0350029S	0350026N	0350030T	0350024L	0352867B	
	JEAN BRITO	ANITA CONTI	SEVIGNE	RENE CASSIN	VICTOR ET HELENE BASCH	BREQUIGNY	FRANCOIS RENE DE CHATEAUBRIAND	RENE DESCARTES	JOLIOT-CURIE	JEAN MACE	PIERRE MENDES FRANCE	EMILE ZOLA	LEGTA T. MONOD LE RHEU	
Constat 2012	751	896	1 183	896	1 232	1 790	750	1 236	846	836	160	1 074	0	11 650
Constat 2016	975	979	1 199	946	1 060	2 070	807	1 141	1 225	852	346	1 056	528	13 184
Projection 2020	998	1 048	1 232	971	1 108	2 263	868	1 216	1 267	882	516	1 108	531	14 008
(analyse 2013)	958	1 169	1 152	1 256	1 621	2 030	842	1 499	1 059	1 118	300	1 379	210	14 593
ojection 202 (analyse 2017)	996	1 095	1 284	994	1 134	2 414	908	1 256	1 322	934	530	1 184	585	14 634
Ecarts	+38	-74	+132	-262	-487	+384	+66	-243	+263	-184	+230	-195	+375	+41
Projection 2025	963	1 168	1 331	959	1 177	2 502	915	1 276	1 348	982	547	1 207	625	14 999

Il conviendrait d'alléger prioritairement les effectifs des lycées Bréquigny, Descartes et Anita Conti, mais aussi dans une moindre mesure des lycées Sévigné et Zola qui sont tous proches de la saturation, voire saturés en 2016, soit environ 1000 places à trouver dans un nouveau lycée à créer. Les autres établissements rennais et notamment Joliot Curie, Chateaubriand et Jean Macé seront allégés par le futur lycée de Liffré.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DELS_01-DE



Le seuil des 15 000 élèves pré-bac et donc probablement des 18 000 élèves pré-bac et post-bac scolarisés dans les 13 lycées EGT de l'étude serait atteint en 2025.

5. Evaluation des augmentations d'effectifs 2016-2023 dans les lycées qui accueillent les élèves du secteur de recrutement SUD

Pour les lycées publics dont une partie des effectifs provient du secteur Sud de l'agglomération rennaise, la prévision de l'académie en terme d'évolution des effectifs à l'horizon 2023 est de + 681 élèves.

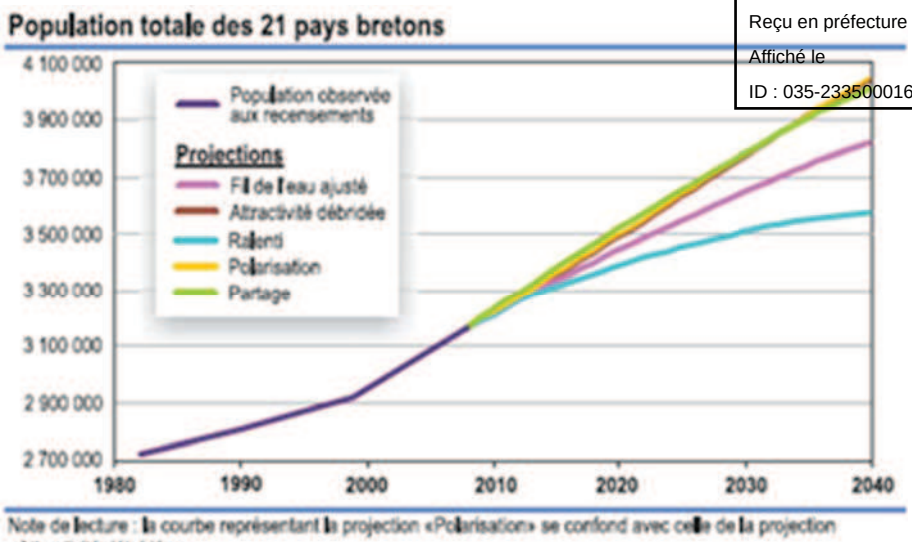
		Projection Rectorat évolution des effectifs	Rentrée 2016 : nombre d'élèves par secteur dans chaque lycée		
Lycées publics		Horizon 2023	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3
Jean Brito	Bain-de-B.	+21	210	717	45
Anita Conti	Bruz	+116	375	202	0
Sévigné	Cesson	+85	0	0	409
Bréquigny	Rennes	+344	117	252	224
René Descartes	Rennes	+115	0	0	327

Ces 5 lycées sont ceux qui seraient principalement concernés par l'implantation d'un nouveau lycée au Sud de Rennes. Cette analyse se basant sur la sectorisation actuelle ne peut être que partielle, l'ouverture d'un lycée s'accompagnant nécessairement d'une évolution de la sectorisation des lycées alentours. En l'espèce sur tout le sud de Rennes, l'analyse montre que l'ouverture d'un nouveau lycée sur le secteur 2 ou 3 permettrait d'atteindre l'objectif d'accueil des nouvelles populations lycéennes et d'alléger les effectifs des lycées Rennais ou à proximité sans pour autant fragiliser le lycée Brocéliande de Guer dont le secteur de recrutement fait l'objet d'une analyse attentive dans la perspective de la construction du lycée de Ploërmel.

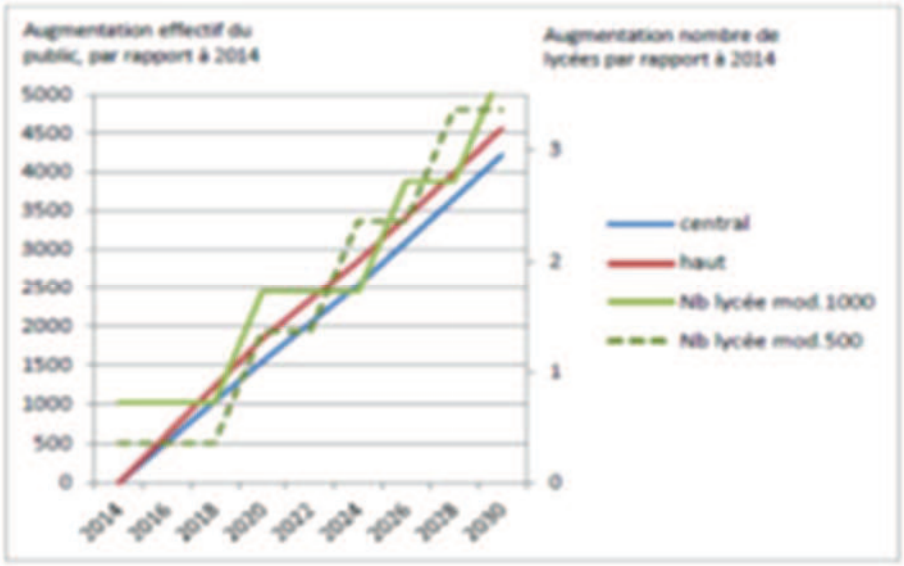
En revanche l'ouverture d'un lycée sur le secteur 1, outre le fait que le potentiel d'effectifs est plus réduit, ne permet pas d'alléger notablement les effectifs de plusieurs lycées, sauf à éloigner fortement les secteurs de recrutement en allongeant les temps de transport au détriment de la qualité de vie et de travail des élèves.

Enfin les études prospectives de différents scenarii réalisés par l'AUDIAR montrent que la croissance de la population bretonne se poursuivra et que dans les lycées rennais les effectifs lycéens augmentent bien après l'horizon 2025.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DELS_01-DE



Note de lecture : la courbe représentant la projection «Polarisation» se confond avec celle de la projection «Attractivité débridée».
Source : Insee, Omphale 2010



6. La construction de nouveaux collèges en Ille et Vilaine

Confronté aux mêmes problématiques de croissance de la population scolaire, le Conseil départemental d'Ille et Vilaine, lors de son assemblée de juin 2016, a pu définir ses objectifs sur la base des projections des populations scolaires par grands secteurs estimées par l'académie à l'horizon 2022. Il prévoit, d'une part, d'optimiser la capacité d'accueil des collèges existants et, d'autre part, d'augmenter cette capacité en créant au moins 3.000 nouvelles places à l'horizon 2025 par la construction de 3 nouveaux collèges (1.800 à 2.100 places créées selon la capacité des collèges) et l'extension d'une dizaine de collèges. Enfin il souhaite affiner ses études sur le secteur Nord de Rennes.

7. L'appel à manifestation d'intérêt auprès des villes du secteur étudié

Le constat des prévisions de croissance soutenue d'effectifs lycéens sur le secteur étudié et l'incapacité, à l'horizon 2023/2025, des lycées de Rennes, de Bruz, de Cesson et de Bain à accueillir dans des conditions convenables ce surcroît de population lycéenne conduisent la Région à confirmer la réalisation d'un nouveau lycée qui serait construit préférentiellement dans la zone 2 ou 3 du secteur étudié et aurait une capacité identique au lycée de Liffré soit 1.200 élèves extensible ultérieurement à 1.500 élèves.

Afin de permettre aux villes de ce secteur du SUD de l'agglomération rennaise intéressées par cet atout que constitue un équipement structurant tel qu'un lycée de candidater auprès de la Région, il est proposé de lancer dès juillet 2017 un appel à manifestation d'intérêt auprès des communes qui le souhaitent.

Envoyé en préfecture le 04/07/2017
Reçu en préfecture le 04/07/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DELS_01-DE

8. Le cahier des charges de la localisation et du terrain d'implantation et le recueil des candidatures

Il est proposé que les communes intéressées puissent candidater sur la base d'un cahier des charges qui liste les critères qui guideront la Région dans son choix de localisation précise pour la construction de ce nouveau lycée.

Le cahier des charges de cet appel à manifestation d'intérêt est en cours d'élaboration. Les principaux critères intéressent :

- La compatibilité réglementaire de l'assiette foncière proposée avec l'accueil d'un lycée (PLU/SCOT/ études d'impact/…)
- L'offre de service associée (équipements sportifs / gare routière / réseau de chaleur /…)
- Les caractéristiques propres de l'assiette foncière (superficie / qualité des sols / présence de zone humide /…)
- Les modalités de cession de l'assiette (viabilisation intégrée / desserte routière / …)

Dans le cadre de cet appel à manifestation d'intérêt, il est proposé que les communes sélectionnées présentent un dossier de candidature qui permettra à la Région d'évaluer les propositions en lien avec les services de l'Académie afin notamment d'envisager les évolutions nécessaires de la sectorisation des autres lycées de l'agglomération et d'étudier la structure pédagogique la plus adaptée du futur équipement (en cohérence avec l'offre de formation présente sur l'ensemble du secteur).

9. Les prochaines étapes opérationnelles

Les prochaines étapes sont :

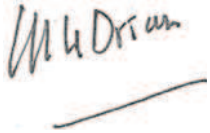
1. La détermination précise de la commune d'implantation ;
2. L'obtention de l'accord de la commune ou de la communauté de communes d'implantation et la décision de la mise à disposition du terrain d'assiette et des équipements sportifs assortie des conditions de constructibilité au regard notamment du PLU de la commune ;
3. L'accord du préfet sur l'ouverture d'un nouveau lycée et sur la carte des formations de ce lycée ;
4. La réalisation du programme fonctionnel et technique, du concours de maîtrise d'œuvre, des études techniques, et de l'appel d'offres travaux ;
5. La phase travaux, livraison et équipements des locaux.

La localisation exacte de ce nouveau lycée sur le territoire ainsi que le calendrier cible de sa construction fera l'objet d'un rapport en session, fin 2017, dès que les candidatures des communes susceptibles d'être intéressées auront pu être évaluées.

Je vous demande de bien vouloir :

- **Approuver le présent rapport de principe,**
- **M'autoriser à engager, dès à présent, toutes les démarches administratives et techniques qui seraient nécessaires pour la préparation de cette opération,**

Le Président



Jean Yves LE DRIAN

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

REGION BRETAGNE

Délibération n°17_DEFTLV_01

CONSEIL REGIONAL

23 juin 2017

DELIBERATION

Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles 2017-2022

Le Conseil régional, convoqué par son Président le 30 mai 2017, s'est réuni en séance plénière le vendredi 23 juin 2017 au siège de la Région Bretagne, sous la Présidence de Monsieur Loïg Chesnais-Girard, Président du Conseil régional de Bretagne.

Etaient présents : Monsieur Olivier ALLAIN, Madame Sylvie ARGAT-BOURIOT, Monsieur Eric BERROCHE, Madame Catherine BLEIN, Madame Mona BRAS, Madame Georgette BREARD, Monsieur Pierre BRETEAU (jusqu'à 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (jusqu'à 16h25), Monsieur Thierry BURLOT, Madame Gaby CADIOU, Madame Fanny CHAPPE, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Monsieur Marc COATANÉA, Monsieur André CROCQ (jusqu'à 9h30, puis à partir de 14h30), Madame Delphine DAVID, Monsieur Gérard DE MELLON, Monsieur Stéphane DE SALLIER DUPIN, Madame Virginie D'ORSANNE (jusqu'à 15h45), Madame Laurence DUFFAUD, Madame Laurence FORTIN, Madame Anne GALLO, Madame Evelyne GAUTIER-LE BAIL, Monsieur Karim GHACHEM (jusqu'à 13h), Madame Anne-Maud GOUJON (jusqu'à 18h45), Madame Sylvie GUIGNARD (jusqu'à 14h40), Madame Claire GUINEMER (à partir de 9h30 et jusqu'à 17h35), Monsieur Philippe HERCOUËT, Madame Kaourintine HULAUD, Monsieur Bertrand IRAGNE (jusqu'à 16h), Madame Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO, Monsieur Roland JOURDAIN, Monsieur Pierre KARLESKIND, Monsieur Gérard LAHELLEC, Madame Isabelle LE BAL, Monsieur Jean-Michel LE BOULANGER, Monsieur Olivier LE BRAS, Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (jusqu'à 14h20), Madame Agnès LE BRUN, Monsieur Patrick LE DIFFON, Monsieur Marc LE FUR, Monsieur Patrick LE FUR, Madame Gaël LE MEUR, Madame Nicole LE PEIH (jusqu'à 14h20), Monsieur Alain LE QUELLEC, Madame Gaël LE SAOUT, Madame Christine LE STRAT, Monsieur Christian LECHEVALIER, Madame Lena LOUARN, Monsieur Bernard MARBOEUF, Monsieur Martin MEYRIER, Monsieur Philippe MIAILHES, Monsieur Paul MOLAC (de 8h30 à 9h30 puis à partir de 14h20), Madame Gaëlle NIQUE, Madame Anne PATAULT, Madame Isabelle PELLERIN, Monsieur Gilles PENNELLE, Monsieur Stéphane PERRIN (départ 17h20), Monsieur Maxime PICARD, Monsieur Bertrand PLOUVIER (jusqu'à 12h35, puis à partir de 16h10), Monsieur Pierre POULIQUEN, Monsieur Bernard POULIQUEN, Monsieur Bruno QUILLIVIC (jusqu'à 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (jusqu'à 11h25), Madame Emmanuelle RASSENEUR, Madame Agnès RICHARD, Monsieur David ROBO (jusqu'à 18h35), Madame Claudia ROUAUX, Monsieur Stéphane ROUDAUT (à partir de 10h05), Madame Catherine SAINT-JAMES, Madame Forough SALAMI-DADKHAH, Monsieur Emeric SALMON, Monsieur Sébastien SEMERIL (jusqu'à 14h20, puis à partir de 16h40), Madame Renée THOMAÏDIS, Madame Martine TISON, Madame Anne TROALEN, Monsieur Hervé UTARD, Madame Anne VANEECLOO (jusqu'à 18h45), Madame Gaëlle VIGOUROUX, Madame Sylvaine VULPIANI.

.../...

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Avaient donné pouvoir : Monsieur Pierre BRETEAU (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF à partir de 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (Pouvoir donné à Madame Emmanuelle RASSENEUR à partir de 16h25), Monsieur André CROCQ (Pouvoir donné à Madame Laurence DUFFAUD, de 9h30 à 14h30), Madame Virginie D'ORSANNE (pouvoir donné à Monsieur Emeric SALMON à partir de 15h45), Monsieur Richard FERRAND (pouvoir à Monsieur Marc COATANEA), Monsieur Karim GHACHEM (pouvoir donné à Madame Gaël LE MEUR à partir de 14h20), Madame Claire GUINEMER (pouvoir donné à Monsieur David ROBO, de 8h30 à 9h30, puis à Madame Isabelle LE BAL à partir de 17h35), Monsieur Bertrand IRAGNE (pouvoir donné à Madame Agnès RICHARD à partir de 16h), Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (pouvoir donné à Madame Elisabeth JOUNEAUX PEDRONO à partir de 14h20), Monsieur Jean-Yves LE DRIAN (pouvoir donné à Madame Gaël LE SAOUT), Monsieur Paul MOLAC (pouvoir donné à Madame Mona BRAS de 9h30 à 14h20), Madame Gaëlle NICOLAS (pouvoir donné à Madame Delphine DAVID), Madame Nicole LE PEIH (pouvoir donné à Monsieur Maxime PICARD à partir de 14h20), Monsieur Stéphane PERRIN (pouvoir donné à Madame Sylvie ARGAT BOURIOT à partir de 17h20), Monsieur Bertrand PLOUVIER (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 12h35 à 16h10), Monsieur Bruno QUILLIVIC (pouvoir donné à Monsieur Patrick LE DIFFON à partir de 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (pouvoir à Monsieur Philippe HERCOUET à partir 11h25), Monsieur David ROBO (pouvoir donné à Madame Christine LE STRAT à 18h35), Monsieur Stéphane ROUDAUT (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 8h30 à 10h05), Madame Hind SAOUD (pouvoir donné à Monsieur Sébastien SEMERIL jusqu'à 14h20 puis à Madame Claudia ROUAUX à partir de 14h20), Monsieur Sébastien SEMERIL (Pouvoir donné à Monsieur Hervé UTARD de 14h20 à 16h40), Madame Anne VANEECLOO (pouvoir donné à Monsieur Gilles PENELLE à partir de 18h45)

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 4111-1 et suivants ;

Après avoir pris connaissance de l'avis formulé par le Conseil Economique Social et Environnemental lors de sa réunion du 12 juin 2017 ;

Après avoir pris connaissance de l'avis de la Commission éducation, formation, emploi en date du 15 juin 2017 ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré ;

DECIDE

(Le groupe Droite, Centre et Régionalistes, et le groupe Front National s'abstiennent)

- d'ADOPTER le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles – CPRDFOP 2017-2022, joint en annexe de la présente délibération et d'autoriser le Président à le signer.

Le Président du Conseil régional,

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles 2017-2022

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

SOMMAIRE

1- PREAMBULE 3

2- ORIENTATION I - ASSURER A CHACUN.E UN PARCOURS PERSONNALISE DE QUALIFICATION ET D'EVOLUTION PROFESSIONNELLE VERS ET DANS L'EMPLOI 11

2.1 Assurer un droit à l'orientation et à l'accompagnement personnalisé tout au long de la vie 11
2.2 Garantir l'accès à la qualification et le développement des compétences tout au long de la vie, dans le cadre de parcours personnalisés, plus fluides et plus continus 13

3- ORIENTATION II - FAIRE DE LA MONTEE EN COMPETENCES VIA LA FORMATION UN MOTEUR DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE DE LA BRETAGNE 18

4- OBJECTIF TRANSVERSAL : INSCRIRE LA TRANSITION NUMERIQUE COMME ACCELERATEUR DES TRANSITIONS ENVIRONNEMENTALES, DE LA COMPETITIVITE DES ENTREPRISES ET VECTEUR DE PERFORMANCE POUR LA FORMATION ET L'ORIENTATION.....23

4.1 Anticiper le développement des métiers et compétences du numérique.....24
4.2 Accompagner les secteurs, les entreprises et les métiers bouleversés par le numérique.....25
4.3 Faire du numérique le support d'une grande ambition pour l'innovation pédagogique 26

5- LES 10 CHANTIERS..... 28

Chantier 1 – Assurer la construction d'un diagnostic emploi-compétences partagé 28
Chantier 2 – Conforter la démarche d'élaboration des cartes de formation..... 31
Chantier 3 – Déployer un Service Public Régional de l'Orientation et de l'Evolution Professionnelle de nouvelle génération 34
Chantier 4 – Développer l'Apprentissage.....38
Chantier 5 – Garantir l'accès et le maintien des savoirs de base et agir contre le risque de fracture numérique 40
Chantier 6 – Développer une réponse formation au service de parcours plus fluides.....42
Chantier 7 – Prévenir les ruptures de parcours et favoriser leur sécurisation.....45
Chantier 8 – Conforter l'accompagnement territorial des entreprises, en intégrant pleinement la dimension « compétences humaines » et en développant les démarches de Gestion Territoriale des Emplois et des Compétences (GTEC) 49
Chantier 9 – Développer des dynamiques sectorielles dans le cadre d'une contractualisation renouvelée avec les branches professionnelles 51
Chantier 10 – Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.....54

6- REUSSIR LA MISE EN ŒUVRE DE L'AMBITION PARTAGEE : CONCERTATION, PILOTAGE, EVALUATION 56

6.1 Les principes de mise en œuvre.....56
6.2 Les instances de gouvernance et de suivi..... 57
6.3 Les instances de concertation au niveau sectoriel et au niveau territorial 58
6.4 Les modalités d'évaluation.....58

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

1- Préambule

Le monde bouge. Et ses évolutions s'accélèrent, rendant toujours plus complexes la bonne appréhension des mutations en cours et la formulation des réponses aux défis posés.

Aucune des dimensions du développement économique et social de nos sociétés n'est épargnée par ce qui s'apparente à une véritable métamorphose, impactant à la fois nos modes de production et notre mode de vie.

Face à ces bouleversements, parfois déstabilisants, demeure, plus que jamais, une constante et une absolue priorité pour les acteurs du quadripartisme, Etat, Région, Syndicats de salariés et Organisations professionnelles d'employeurs : l'emploi.

Demeure ainsi une volonté partagée de confirmer la Bretagne comme une grande région productive et industrielle, s'appuyant, pour renouveler son modèle de développement, sur les opportunités des transitions énergétique, environnementale et numérique.

Demeure également la volonté déterminée de maintenir, en Bretagne, la cohésion sociale et les valeurs de solidarité comme atout majeur dans la performance de son territoire : moindres inégalités, moindre conflictualité, goût pour la connaissance, moindre décrochage scolaire …

Demeure, enfin, une conviction partagée : celle que **les compétences humaines, les qualifications et, par conséquent, la transmission des savoirs et la formation,** constituent une des clés de notre avenir, un investissement à caractère éminemment stratégique.

Un contexte économique et social en mutations accélérées.

Les métiers, les compétences et les savoirs ont toujours évolué, mais jamais les mutations en jeu n'ont été aussi profondes, systémiques et rapides. Une véritable révolution est en œuvre, dont les effets sont encore à venir. Nous en percevons certains aspects, mais nous sommes loin d'en appréhender toutes les implications.

Ne pas reconnaître cette complexité, c'est s'interdire de la comprendre. Sans chercher l'exhaustivité de l'analyse, on peut en retenir ici cinq aspects :

1 - Un premier type de mutations porte sur les comportements des individus. Ils sont affectés par de multiples facteurs.

L'émergence d'une nouvelle hiérarchie de valeurs quant au sens des choses, au prix du temps, à la définition de la réussite, a des répercussions sur la place que chacun voudra affecter au travail ou sur les modalités de consommation. Ces nouveaux comportements, notamment de la part de la jeunesse, doivent être compris et pris en compte, au risque de créer des fractures générationnelles lourdes.

2 - Un second type de mutations résulte du contexte d'intensification de la concurrence à l'échelle mondiale. La bataille pour la compétitivité par les prix, qui s'impose aux entreprises, n'est pas sans conséquences sur l'emploi, le travail, son organisation et ses statuts. Elle peut conduire à des phénomènes

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

de précarisation. Elle induit, de fait, le développement de nouvelles formes d'emploi, de moins en moins souvent conformes au schéma classique du salariat entre un employé et un employeur[1].

La réalité est de plus en plus celle de parcours professionnels hachés, peu linéaires, faits de ruptures, de transitions multiples et également de rebonds. Ces phénomènes renforcent les risques de déqualification et de déclassement, accentuent les effets de déterminismes sociaux et territoriaux.

Ces risques peuvent être encore accentués par le hiatus existant en Bretagne entre l'élévation constante du niveau de qualification des personnes (18 % de non diplômés contre 23,5% au niveau national) et le type d'emplois majoritairement à pourvoir compte tenu de son tissu industriel.

Dès lors, la priorité qui doit être donnée à la recherche d'une compétitivité hors prix, c'est-à-dire qui ne s'appuie pas sur la seule baisse des coûts, mais reposant sur les capacités d'innovation, de créativité, de qualité sur les marchés, n'en est que plus exigeante en termes de renouvellement des compétences, de modifications des organisations, de souplesse. Elle place résolument la compétence humaine au premier rang des enjeux de performance de notre économie.

3 - Un troisième type de mutations en cours résulte de la transition énergétique et environnementale. Elle représente un enjeu majeur et une exigence morale à l'égard des générations à venir. C'est en effet une priorité qui doit nourrir notre réflexion sur le modèle de développement économique et social que nous souhaitons construire. Elle doit aussi être perçue par chacun comme une formidable opportunité de relais de croissance, d'émergence de nouvelles filières et de nouveaux métiers. Mais, sur ce plan aussi, l'exigence est immense en termes de remises en cause, de paris et d'investissement sur de nouvelles compétences et de nouveaux savoirs.

4 - Le quatrième type de mutations est la transformation numérique qui touche à la fois les comportements, les pratiques professionnelles, les modes de production et les modes de transmission du savoir. Cette révolution appelle de nouveaux métiers pas encore connus à ce jour, mais tout autant de nouvelles compétences à intégrer dans les métiers existants si l'on veut les maintenir.

5 - Le cinquième type de mutations résulte des dynamiques démographiques, marquées, pour la Bretagne, par un double mouvement d'augmentation de la population (près de 20 000 habitants de plus chaque année, inégalement répartis sur le territoire), en particulier liée à des phénomènes migratoires, et de vieillissement de cette population, plus important que dans la moyenne nationale.

Les impacts sont nombreux. Ils portent sur les équilibres territoriaux et les phénomènes de forte polarisation urbaine des emplois. Ils se traduisent par de forts enjeux de formation d'une jeunesse nombreuse, et par la nécessité, aussi, de répondre aux besoins spécifiques des séniors. C'est l'enjeu des 180 000 départs[2] à la retraite en Bretagne entre 2016 et 2020. Ce sont aussi les opportunités ouvertes par le développement de la silver économie. Liées par ailleurs aux fortes spécificités bretonnes en matière de santé, ces questions font du développement des filières sanitaires et sociales une priorité.

On ajoutera enfin les enjeux majeurs, pour le tissu des entreprises bretonnes, du renouvellement des générations d'entrepreneurs.

[1] *Cf. travaux de Bernard Gazier- Economiste, membre de l'Institut Universitaire de France et Enseignant à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne*

[2] *Source : INSEE, « Dans toutes les régions, des départs massifs de fin de carrière d'ici 2020 », N°1508 du 08/07/2014.*

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-[illegible]_01-DE

Un défi : « faire système ».

La prise en compte de ces mutations est un défi global. Global, car la complexité des enjeux appelle des réponses globales, voire systémiques, elles aussi. Il convient, à l'évidence, de renouveler nos regards pour préparer aux nouveaux métiers et aux nouvelles compétences, pour bâtir avec les personnes de véritables parcours professionnels et de vie, par de nouvelles modalités d'accompagnement.

Pour ce faire, notre système souffre de trop nombreux cloisonnements qu'il convient de dépasser : il continue de résonner en priorité dans une logique d'offre de dispositifs, par rapport à des publics spécifiques. La prescription reste encore le modèle dominant de nos pratiques.

Il continue aussi de segmenter les temps de vie des individus entre formation initiale, formation continue, orientation, accompagnement vers l'emploi, comme si chacun de ces temps ne s'inscrivait pas, en réalité dans un parcours qui, pour être haché, n'en est pas moins unique, lié à une personne, au-delà de son statut et de sa « catégorie ».

Il continue également à segmenter les acteurs du développement économique et ceux de la formation comme si les deux sujets, celui des compétences humaines et celui de la performance de l'entreprise n'étaient pas intimement liés.

La persistance de ces segmentations nuit à l'efficacité de l'action entreprise. Mais elle s'explique, pour partie, par l'étendue des enjeux, appelant l'intervention d'un grand nombre d'acteurs. Et si les récentes lois intervenues sont venues apporter des clarifications dans la répartition des rôles, améliorant la cohérence de l'organisation, celle-ci n'en maintient pas moins la pluralité des intervenants et des responsabilités. C'est donc cette organisation et son fonctionnement qu'il convient d'améliorer, de rendre plus fluide pour gagner en efficacité de l'action collective.

Les acteurs bretons s'y engagent, forts de leur expérience du quadripartisme, illustrée dans le fonctionnement du CREFOP comme dans la mise en place de la Conférence sociale et de la mobilisation collective, qui a permis la réussite récente de la mise en œuvre du plan de mobilisation pour l'emploi.

Un CPRDFOP pour renouveler notre manière d'agir ensemble.

Décloisonner les approches, faute d'aller vers un système de répartition stricte des compétences, implique donc que la priorité soit donnée à la qualité de la gouvernance du système.

La loi donne à cet égard une responsabilité nouvelle au Conseil régional, à double titre.

Le premier est qu'en confirmant ses responsabilités sur les champs de l'aide aux entreprises, de l'orientation et de la formation initiale et continue, elle conforte ses compétences et en fait un acteur plus central que jamais pour assurer ce lien entre les différents enjeux, du développement économique au développement des formations.

Mais la loi confie aussi explicitement un rôle de coordination des acteurs au Conseil régional en le rendant responsable de l'élaboration du CPRDFOP, document stratégique et partagé de mise en cohérence de l'action au regard d'ambitions partagées.

Cette compétence relève d'une responsabilité de mise en cohérence, de mobilisation de chacun, de valorisation de l'action de tous. L'enjeu est donc, tout autant de savoir innover pour de nouveaux dispositifs, en nous appuyant notamment sur des démarches expérimentales, que de savoir mieux utiliser

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

ceux qui existent déjà, en les rendant plus cohérents entre eux. Et à cet objectif de cohérence, s'ajoute celui de lisibilité du système, pour ses acteurs comme pour ses usagers. C'est ce qui fait de la gouvernance et de la manière d'agir ensemble le cœur du CPRDFOP.

Le défi est celui du décloisonnement entre acteurs, entre problématiques, entre approches pour une réponse plus efficace aux attentes légitimes de nos concitoyens dans la construction de leurs parcours, ainsi qu'aux attentes des entreprises dans leurs besoins immédiats et futurs.

Le CPRDFOP, une ambition partagée.

Le CPRDFOP est d'abord l'expression d'une ambition et d'une stratégie de mise en œuvre. C'est un document par lequel les acteurs du quadripartisme partagent leur vision des défis à relever, se fixent des orientations stratégiques, une méthode pour être plus efficaces et identifient les grands chantiers à mener à bien.

Ce document est le résultat d'une co-construction au sein du Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles (CREFOP), élargie aux acteurs de la formation lors d'un grand séminaire de travail le 22 mars 2017.

Adopté par le CREFOP et voté par le Conseil régional, signé par l'État et enfin par les partenaires sociaux en Bretagne, le CPRDFOP est l'ambition partagée du territoire tout entier et engage chacun.

Ses signataires, partageant les mêmes ambitions et objectifs, sont déterminés à mobiliser leurs propres moyens et outils, dans le cadre de leurs compétences propres, pour leur mise en œuvre opérationnelle et pour la réussite des démarches et chantiers retenus comme prioritaires.

L'Etat s'engage, dans le cadre des politiques nationales de l'emploi, de l'éducation et du développement économique, ainsi que de la stratégie régionale de l'emploi, à mobiliser l'ensemble de ses moyens au service des orientations du CPRDFOP.

Le Conseil régional s'engage à mobiliser l'ensemble de ses moyens au service des orientations du CPRDFOP. Il prend, par ailleurs, l'engagement de revoir régulièrement l'ensemble de ses dispositifs pour tenir compte des innovations, numériques en particulier, et de l'évolution des comportements des personnes, des jeunes notamment.

L'Etat et la Région s'engagent conjointement à :

- Elaborer la Stratégie Coordonnée Emploi-Formation-Orientation Professionnelles, en articulation avec le CPRDFOP, impliquant pleinement Pôle Emploi.
- Favoriser le bon fonctionnement du quadripartisme et à promouvoir toutes les initiatives pouvant donner lieu à des expérimentations.

Les partenaires sociaux signataires s'engagent, notamment, à promouvoir au sein du Comité paritaire interprofessionnel régional pour l'emploi et la formation (COPAREF) ainsi que des différentes instances du dialogue social, les objectifs, les enjeux et les priorités retenus dans le CPRDFOP, dans la limite de leurs propres compétences et moyens. De leur côté, Etat et Région, dans le prolongement des orientations du Pacte d'avenir et de la création de la Conférence sociale, s'engagent à soutenir les initiatives prises par les partenaires sociaux.

Document partagé, vivant et évolutif, il ne vise pas l'exhaustivité et renvoie à autant de chantiers devant connaître leur propre dynamique.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Son architecture se veut simple et souple : elle retient deux orientations stratégiques essentielles, un objectif transversal et dix chantiers prioritaires. Elle propose enfin de formaliser un chapitre sur la gouvernance, qui constitue un enjeu transversal à l'ensemble de la démarche.

Il sera complété, dès la session d'octobre du Conseil régional, de sa partie « programmatique » par l'adoption d'un document pluriannuel d'orientations des formations professionnelles, matrice d'élaboration des cartes des formations produites chaque année.

Le schéma des formations sanitaires et sociales, partie intégrante du CPRDFOP, sera présenté également lors de la session d'octobre. Ce schéma comportera un volet « orientations » et un volet « programmatique » qui définira pour toute sa durée, l'offre de formation concernant les diplômes d'Etat.

L'enjeu majeur des formations sanitaires et sociales

La perspective du vieillissement plus rapide de la population en Bretagne, en particulier d'une augmentation de plus de 40 % du nombre de personnes âgées dépendantes d'ici 2040, mais également la persistance d'indicateurs de santé défavorables par rapport aux moyennes nationales, de spécificités comme la question des Troubles Musculo-Squelettiques (TMS), forment un contexte spécifique pour le développement des formations sanitaires et sociales.

Ce secteur connait des évolutions législatives et réglementaires fréquentes. A cela s'ajoute l'évolution des pratiques et des attentes : nouvelles pratiques de soin (hospitalisation ambulatoire, à domicile), impact du numérique, nouveaux comportements individuels, affirmation des droits des personnes. Tout ceci dans un contexte de contrainte financière forte pour les structures.

Ce secteur occupe une place prépondérante dans l'économie bretonne, tant pour sa part dans l'emploi régional (216 000 actifs[3] qui en font la première filière bretonne), que par ses impacts sur l'équilibre territorial et la cohésion sociale. Il est également caractérisé par un modèle économique propre, avec notamment l'intervention des Départements comme employeurs.

La loi prévoit que le CPRDFOP vaut schéma des formations sanitaires et sociales. Pour autant, les enjeux spécifiques de ce secteur, comme la particularité de ses modèles et acteurs, justifient que le schéma soit présenté dans son intégralité lors de la session d'octobre du Conseil régional.

Tout au long de l'élaboration de ce schéma, les partenaires consultés pour l'élaboration de ce schéma ont souscrit à la proposition de la Région de placer la personne prise en charge/accompagnée au cœur des réflexions.

Plusieurs enjeux majeurs ont été identifiés dans ce cadre :

- répondre aux besoins de la population bretonne, par un accompagnement adapté, dans une exigence de proximité, au plus proche du lieu de vie des usagers,

- favoriser l'adaptation permanente des professionnels aux évolutions des métiers, du contexte règlementaire, des modes de prise en charge, des changements organisationnels …,

- anticiper les risques multiples d'usure professionnelle sur des métiers en constant renouvellement,

- développer un emploi de qualité concourant et à l'aménagement et à l'attractivité des territoires,

- développer les filières économiques du sanitaire et social comme facteurs du développement régional.

Le CPRDFOP porte sur un horizon de 6 ans, mais n'est pas un schéma figé pour cette période. Il se décline par ailleurs dans autant de chantiers et d'outils de programmation qui ont des périmètres et des calendriers adaptés à leurs cibles.

[3] *INSEE, Recensement de la population 2013, exploitation complémentaire, région Bretagne, au lieu de travail*

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035235001601-20170623-la_primaute_de_la_01-DE

Une valeur centrale et partagée : la primauté de la personne.

L'ambition partagée par les signataires du CPRDFOP repose sur une valeur centrale : la primauté de la personne, avec la conviction que les compétences humaines sont la première richesse du développement de la Bretagne.

Placer une telle valeur et une telle conviction au cœur de notre démarche c'est :

- Considérer l'enjeu de l'accomplissement des personnes comme premier, et l'emploi durable et de qualité comme condition essentielle de cet accomplissement,
- Considérer que cet accomplissement est global, comme citoyen, comme individu, comme acteur social et au travail ; qu'il passe par la réussite de trajectoires de vie, qui intègrent des parcours de formation, de qualification et des parcours professionnels vers et dans l'emploi,
- Considérer qu'une personne ne peut être réduite à un statut ou à la situation conjoncturelle dans laquelle elle se trouve à un instant, mais doit être prise en compte dans la globalité de ses enjeux, de son parcours, de ses compétences, de ses questionnements,
- Penser les dispositifs au service des personnes dans leur parcours de demandeur d'emploi, de stagiaire de la formation ou de salarié, en tenant compte de leur réalité vécue, au quotidien, plutôt que de chercher à faire entrer ces personnes dans des dispositifs préconçus,
- Considérer comme essentiel de donner confiance et de renforcer la capacité à agir des personnes en leur permettant d'être acteur principal de la construction de leur propre parcours dans une logique « d'autonomie augmentée »,
- Savoir prendre en compte les spécificités de certains publics connaissant des difficultés spécifiques, dont en particulier les personnes en situation de handicap,
- Considérer, dès lors, que l'action d'accompagnement des personnes doit résolument passer d'une logique de prescription à une logique d'aide à la décision qui positionne l'individu comme capable d'agir en utilisant de manière effective ses droits et les dispositifs mis à sa disposition, tout au long de sa vie,
- Considérer, enfin, que les compétences humaines sont le moteur premier de la compétitivité des entreprises et que, partant, investir dans la formation et l'élévation des compétences et des qualifications est, pour l'entreprise, les filières et la Bretagne, prioritaire.

Trois grands principes qui engagent :

Universalité

Ce principe d'action traduit la volonté de « faire système », d'appréhender la complexité des situations, de décloisonner les approches, de coordonner les interventions au service d'un projet partagé. Il traduit le rejet de la segmentation des sujets conduisant à ne plus voir la personne derrière son statut.

Anticipation

Ce principe d'action traduit la nécessité de conforter toutes les capacités d'anticipation, des personnes quant à leur propre parcours tout au long de la vie, de l'entreprise quant à ses évolutions, des territoires et ce, jusqu'à l'échelon régional. Il traduit aussi la nécessité de faire de la formation, au-delà de son caractère

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

« réparateur », en réponse à des situations de crise et dans les cas de mutations, s'agissant de la formation continue des demandeurs d'emploi, et au-delà même de son caractère préventif, en amont de ces mutations, un moteur « avant-gardiste » du développement de l'économie bretonne de demain, tant en formation initiale que continue.

Expérimentation, Agilité, Simplicité, Audace

Ces principes d'action traduisent la volonté d'être plus efficaces dans la réponse aux besoins des personnes et des entreprises. Ils passent par une volonté commune d'oser des solutions nouvelles, d'oser les remises en cause, d'oser l'innovation.

Il conviendra pour cela de développer les logiques d'expérimentation, de différenciation territoriale et par secteur, de proposer des dérogations règlementaires dès lors qu'existe un accord quadripartite pour tenter.

Il conviendra aussi de placer l'évaluation au cœur de la méthode et de l'action comme outil de questionnement, de remise en cause, d'aide à l'adaptation. Il s'agira de développer une plus forte culture de la définition d'objectifs, du suivi des réalisations, de la mesure des résultats et des impacts en y incluant les attentes et les avis des usagers finaux.

Il conviendra de simplifier pour raccourcir les délais entre identification d'un enjeu et expérimentation d'une solution adaptée, de simplifier pour faciliter la vie des usagers dans leurs parcours (lycéens, étudiants, apprentis, stagiaires de la formation professionnelle, demandeurs d'emploi, salariés), comme des entreprises.

Un CPRDFOP organisé autour de :

<u>Deux orientations stratégiques traduisant une ambition forte</u> :

- **Assurer à chacun.e un parcours personnalisé de qualification et d'évolution professionnelle vers et dans l'emploi.**
- **Faire de la montée en compétences via la formation un moteur de la performance économique de la Bretagne.**

Les orientations stratégiques fixent des objectifs, des cibles et des chemins, elles ne déclinent pas les actions à conduire ni les dispositifs à mettre en œuvre. Elles expriment une ambition partagée et donnent à voir ce vers quoi nous voulons aller.

<u>Un objectif transversal autour du numérique</u> :

- **Inscrire la transition numérique comme accélérateur des transitions environnementales, de la compétitivité des entreprises et vecteur de performance pour la formation et l'orientation.**

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Il s'agit d'un chantier emblématique par sa transversalité. Il revêt une cohérence globale forte et permet une forte lisibilité de l'ambition portée par la Bretagne. Il permet d'illustrer la plupart des objectifs portés par ailleurs par les autres chantiers.

<u>Dix grands chantiers</u> :

Chantier 1 - Assurer la construction d'un diagnostic emploi-compétences partagé

Chantier 2 - Conforter la démarche d'élaboration des cartes de formation

Chantier 3 - Déployer un Service Public Régional de l'Orientation et de l'Evolution Professionnelle de nouvelle génération

Chantier 4 - Développer l'Apprentissage

Chantier 5 - Garantir l'accès et le maintien des savoirs de base et agir contre le risque de fracture numérique

Chantier 6 - Développer une réponse formation au service de parcours plus fluides

Chantier 7 - Prévenir les ruptures de parcours et favoriser leur sécurisation

Chantier 8 - Conforter l'accompagnement territorial des entreprises, en intégrant pleinement la dimension « compétences humaines » et en développant les démarches de Gestion Territoriale des Emplois et des Compétences (GTEC)

Chantier 9 - Développer des dynamiques sectorielles dans le cadre d'une contractualisation renouvelée avec les branches professionnelles

Chantier 10 - Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes

Les chantiers sont des « feuilles de route » thématiques, à caractère transversal. Ils identifient les enjeux clés, fixent des objectifs structurels. Ils ont vocation à être mis en œuvre dans la durée et suivis en tant que tels. Ils identifient des leviers relevant, en particulier, de la coordination des interventions, de la mise en œuvre d'expérimentations, du développement de la qualité et de l'évaluation.

<u>Un enjeu de gouvernance</u>

La gouvernance porte à la fois sur le pilotage du CPRDFOP et, plus globalement, sur les modalités de concertation et de coordination relatives aux politiques d'emploi et de formation-orientation professionnelles, en région.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-235500016-20170623-D17_DEFINITIV_01-DE

2- Orientation I - Assurer à chacun.e un parcours personnalisé de qualification et d'évolution professionnelle vers et dans l'emploi

2.1 Assurer un droit à l'orientation et à l'accompagnement personnalisé tout au long de la vie

Les enjeux d'orientation se jouent dès l'âge scolaire mais se poursuivent tout au long de la vie active. En effet, les parcours professionnels d'une grande majorité des actifs ne sont plus linéaires et, aux temps longs d'une relation salariale instituée, ont succédé des temps plus courts au cours desquels les personnes peuvent alterner périodes d'emploi, périodes de formation, périodes d'inactivité, périodes de recherche d'emploi … Dans ce contexte, l'orientation et l'accompagnement tout au long de la vie s'imposent comme des enjeux clés afin de permettre à chacun de penser son parcours et son évolution professionnelle.

D'autant qu'il ne s'agit plus seulement de construire et d'accompagner la linéarité d'une carrière mais davantage de « gérer » les différents événements qui jalonnent un parcours, avec des ruptures, souhaitées ou non, des reconversions à opérer, et de donner à ces intervalles temps et réflexivité afin de construire et mieux maîtriser les prochaines étapes d'un parcours.

Les évolutions de plus en plus rapides de l'économie et, par voie de conséquence, des métiers renforcent le besoin d'accompagnement.

La réussite des parcours professionnels passe par un accompagnement réussi, approprié par la personne concernée, c'est-à-dire qui l'implique dans les choix et ne raisonne pas (ou plus) dans une approche « prescriptive ». La conviction de cette impérieuse nécessité d'impliquer la personne plus fortement dans ses choix d'orientation, **de lui offrir une « autonomie augmentée »,** une capacité à prendre ou reprendre son destin en main, constitue une des inflexions majeures souhaitées dans le cadre du CPRDFOP. Impactant l'ensemble des actions en matière d'emploi-formation, elle doit, en particulier constituer le fondement de l'action régionale en matière d'orientation et d'accompagnement des publics.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

L'aide à l'orientation scolaire et l'accompagnement des parcours personnalisés d'évolution professionnelle s'inscrivent dans un processus continu, tout au long de la vie : ce dernier comporte des temps différenciés, selon qu'on est scolarisé ou sorti du système scolaire, mais, pour autant, il repose sur le même principe fondateur de la personne actrice de son parcours. L'ambition est d'informer, de soutenir et de guider la personne, tout en contribuant à la rendre plus autonome, pour l'avenir, dans la conduite de son parcours professionnel.

Le développement de l'éducation au choix à l'école, à travers, en particulier, le « Parcours Avenir » qui permet à chaque élève de comprendre le monde économique et professionnel ainsi que la diversité des métiers et des formations, de développer son sens de l'engagement et de l'initiative et d'élaborer son projet d'orientation scolaire et professionnelle, participe à développer l'autonomie des jeunes. Cet accompagnement à l'autonomie se poursuit dans le cadre du Conseil en Evolution Professionnelle (CEP).

Il s'agit bien d'organiser l'action publique sur la reconnaissance de la capacité à agir de la personne, sans pour autant lui renvoyer la seule responsabilité des choix, ni davantage de désengager les professionnels de leur responsabilité d'aide au choix et d'accompagnement. Si l'émancipation et l'autonomie doivent être posées en principes structurants, ils ne se décrètent pas.

Par ailleurs, cette capacité à agir ne doit pas exclure du système les personnes les plus en difficulté en matière d'autonomie et de niveau de compétences. Il ne s'agit pas de considérer les individus comme autonomes par principe dans la conduite de leur trajectoire professionnelle, et plus globalement dans leur trajectoire de vie. L'accompagnement personnalisé des moins autonomes et/ou des plus vulnérables doit pouvoir s'appuyer sur une offre de formation et une offre de services connexes à la formation adaptées, avec une attention particulière aux personnes en situation de handicap.

Rendre effectif le droit universel d'accès à l'orientation et au conseil en évolution professionnelle, tout au long de la vie :

- remet en question l'approche statutaire actuelle qui repose sur une organisation des opérateurs et des prestations, en « silo » et rend nécessaire de travailler sur une exigence commune en termes de niveau de services attendu de l'ensemble des opérateurs, quels que soient leur mode d'organisation ou les publics ciblés,
- impose de sensibiliser **tous** les actifs aux enjeux liés à la conduite de leur parcours professionnel, avec l'exigence de rendre plus lisible leur droit à être informé et accompagné.

L'accessibilité de l'offre de service d'orientation et de conseil en évolution professionnelle s'inscrit, par ailleurs, dans un contexte où l'outil internet prend une place toujours plus grande. Ce fort développement du digital renouvelle en partie la question de l'accompagnement des actifs, en particulier, dans la recherche d'orientation, de formation et d'emploi. Il peut constituer une formidable opportunité et donner lieu à la construction de nouvelles approches et favoriser un meilleur accès ou une massification de l'accès au droit à un conseil en évolution professionnelle. Mais il doit être pensé dans le cadre d'une offre de services plus globale d'accompagnement personnalisé, donnant une place prépondérante à la médiation de l'information. La responsabilité des professionnels sur l'apport et l'aide au traitement de l'information devient centrale.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

L'ambition est de permettre à toute personne qui le souhaite d'accéder à un **service public régional d'orientation et d'évolution professionnelle** de même qualité, quel que soit son statut, où qu'elle réside ; de lui garantir de bénéficier d'une offre de services harmonisée en termes d'accueil, d'information, de conseil et d'accompagnement (Chantier 3).

2.2 Garantir l'accès à la qualification et le développement des compétences tout au long de la vie, dans le cadre de parcours personnalisés, plus fluides et plus continus

L'accès à la formation et à la qualification constitue un enjeu crucial des politiques publiques. En effet, le niveau de qualification exerce une influence majeure et durable dans les processus d'insertion des jeunes et d'évolution des actifs, tout au long de leur vie professionnelle. L'accès à la connaissance est par ailleurs, en tant que tel, constitutif d'un accomplissement personnel et humain.

Cet accès à la formation et à la qualification se joue tout au long de la vie et doit s'inscrire dans des logiques de parcours personnalisés, plus fluides, plus continus et mieux sécurisés. Répondre à ce défi appelle la mobilisation de l'ensemble des politiques publiques mises en œuvre en matière de formation, autour d'objectifs complémentaires qui, comme autant de briques, permettront globalement de proposer cette réalité de parcours individualisés.

Il s'agit tout à la fois de :

- garantir l'accès à un premier niveau de qualification pour tous,
- assurer à chacun, dès la formation initiale, un socle de compétences fondamentales, et permettre de le raviver, tout au long de la vie, par la formation continue,
- renforcer l'action spécifique entreprise pour la lutte contre l'illettrisme et la compléter par une action résolue de lutte contre « l' illectronisme »,
- conforter la fluidité des parcours de formation, permettre les passerelles, développer la mixité des parcours et, pour cela, décloisonner les différentes voies et dispositifs de formation,
- promouvoir la pédagogie par l'alternance, sous toutes ses formes,
- favoriser l'innovation pédagogique, en appui sur les développements du numérique pour mieux répondre à une demande de souplesse et d'adaptation permanente aux nouveaux besoins,
- mieux répondre aux ruptures de parcours en formation initiale ou en cours de vie professionnelle, en développant des propositions de remédiation et de deuxième chance,
- renforcer les outils de sécurisation des parcours, en s'appuyant, notamment, sur les expérimentations entreprises dans le cadre de la Conférence sociale ; développer les réponses aux problématiques connexes d'accès à la formation.

La réponse à ces enjeux passe par une mobilisation coordonnée de l'ensemble des politiques de formation mises en œuvre par les Autorités académiques, la Région et les Partenaires sociaux, en visant, notamment, une complémentarité renforcée entre les différentes voies d'accès à la qualification, tant en formation initiale qu'en formation continue (Chantier 2). L'action à conduire visera plus particulièrement à :

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Sécuriser les parcours en garantissant l'accès et le maintien des compétences de base

En tant que préalable à l'autonomie et à la participation active à la société, la maîtrise des savoirs de base pour tous constitue un enjeu majeur de la formation professionnelle en matière d'accès à la qualification et à l'emploi.

En formation initiale, cela renvoie, plus spécifiquement, à la capacité à garantir la mise en place de parcours permettant à chaque élève accueilli au sein du système éducatif d'accéder à un ensemble de compétences, gage d'une qualification et, à terme, d'une insertion sociale réussie.

Au-delà, il s'agit de garantir, tout au long de la vie, l'accès ou le maintien aux savoirs de base en les inscrivant dans une logique de parcours d'accès à la qualification. En effet, l'enjeu, conformément à la recommandation du Conseil de l'Union Européenne[4], est d'assurer aux adultes peu qualifiés une réelle « garantie de compétences », avec la possibilité d'accéder à un parcours de mise à niveau comprenant l'évaluations de leurs compétences, leur renforcement au travers d'une formation personnalisée et la reconnaissance de leurs acquis.

Conforter l'accès à la qualification en renforçant, en particulier, un continuum enseignement secondaire/enseignement supérieur afin de favoriser les poursuites d'études

C'est au travers de la formation initiale qu'il convient, en tout premier lieu, de permettre au plus grand nombre de se qualifier, tout en favorisant, dans une logique de parcours, un accès renforcé à l'enseignement supérieur.

Les enquêtes « Génération » du Cereq (Centre d'Etudes et de Recherches sur les Qualifications) qui permettent de suivre l'itinéraire des jeunes au cours de leurs premières années de vie active, dressent à cet égard le constat de fortes disparités d'insertion au regard de la qualification. Ainsi, la dernière enquête disponible (Enquête 2013 conduite auprès de la génération 2010) confirme, malgré un contexte de crise, le caractère protecteur du diplôme et fait état d'un renforcement des disparités en matière d'insertion selon les niveaux de formation. Le taux d'emploi varie du simple au double pour les non diplômés (41%) par rapport aux diplômés du supérieur (81% pour les diplômés du supérieur court ; 88% pour les diplômés du supérieur long).

Dans ce cadre, rappelons que la voie professionnelle en Bretagne, avec un total de l'ordre de 71 650 jeunes[5], représente, comme au niveau national, près de 47 % des effectifs totaux en lycées et CFA. Elle se caractérise, en particulier, par une sur-représentation des bacheliers professionnels par rapport à l'ensemble des bacheliers, soit 29,6 % (28,4 % au niveau national)[6]. Cette spécificité impacte les résultats bretons en termes d'accès à l'enseignement supérieur.

Ainsi, au-delà de la performance globale relative aux taux d'accès et de réussite aux baccalauréats[6], pour lesquels la Bretagne se classe, depuis longtemps déjà, parmi les premières régions de France, le taux de

[4] Source : Proposition de recommandation du conseil de l'Union Européenne sur l'établissement d'une garantie de compétences, publiée en juin 2016.
[5] Données 2016 effectifs du niveau V au niveau III pour les établissements du secondaire et jusqu'au niveau I pour l'apprentissage
[6] Taux de réussite au bac en 2016 en Bretagne : BAC PRO : 87,6 % ; BAC Général : 94,3 % ; BAC Techno : 94,4 %
Taux de réussite au bac en 2016 en France : BAC PRO : 82,4 % ; BAC Général : 91,4 % ; BAC Techno : 90,7 %
Sources : MENESR-DEPP MAAF

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

poursuite en enseignement supérieur[7] des nouveaux bacheliers reste en-deçà de la moyenne nationale. soit 75,9 %, contre 80 % au niveau national.

C'est en tenant compte de cette spécificité qu'il convient de construire une offre de formation professionnelle initiale permettant d'offrir à chaque jeune la possibilité d'un projet ambitieux et d'un parcours sécurisé, et contribuer, par là même, à lutter contre les déterminismes sociaux.

Cette ambition renvoie à un double impératif : d'abord, celui du décloisonnement des approches entre voie professionnelle, d'une part, et voie générale et technologique, d'autre part. Ensuite, celui de l'articulation à opérer avec l'enseignement supérieur, en référence au Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (SRESR), notamment dans le cadre des Campus, avec une nécessaire inscription dans une logique de parcours, du bac - 3 au bac + 3, s'intégrant plus globalement dans une ambition d'accès à l'enseignement supérieur jusqu'au bac + 5. La compétence régionale en matière de carte des formations nous y invite, la continuité des parcours en enseignement supérieur nous y oblige.

Porter une stratégie volontariste de développement de l'apprentissage

La capacité à offrir des parcours diversifiés, répondant aux besoins de tous les jeunes, constitue également un enjeu essentiel. A cet égard, l'apprentissage, qui totalise un effectif d'un peu moins de 18 000 apprentis, présente un enjeu spécifique, au croisement des orientations stratégiques du CPRDFOP. A ce titre, la Région souhaite conforter cette voie de formation, aujourd'hui sous représentée au sein de la formation professionnelle initiale en Bretagne[8], au travers d'un objectif de développement de l'apprentissage à hauteur de 20 000 apprentis à horizon 2020. Cette ambition, qui sera portée par la Région au titre de ses politiques, s'inscrit, plus globalement, dans le cadre des orientations partagées par les signataires du CPRDFOP (Chantier 4).

Renforcer l'accès à la formation de l'ensemble des actifs

Enfin, au regard du contexte d'accélération des mutations et de fragmentation des parcours professionnels, l'inscription de la formation professionnelle dans une logique de développement des compétences tout au long de la vie revêt, plus que jamais, un caractère incontournable.

Elle renvoie, à la fois, aux enjeux de maintien dans l'emploi et/ou d'accompagnement des transitions professionnelles au travers de la préservation, du développement et de la validation des compétences socles, disciplinaires et professionnelles des actifs.

Elle concerne donc la capacité à favoriser un meilleur accès à la formation des demandeurs d'emploi, en confortant le potentiel de formation mis en œuvre ainsi qu'en fluidifiant les modalités d'accès.

A l'horizon de 2020, les acteurs bretons se fixent pour objectif de prolonger l'effort conjoncturel engagé dans le cadre du plan de mobilisation pour l'emploi en visant, dans la durée et de manière structurelle, une capacité à former 20 % des demandeurs d'emplois du territoire, avec une attention particulière pour les personnes les moins qualifiées et les plus éloignées de l'emploi.

[7] *Sources : Géographie de l'école. Edition 2017*
[8] *L'apprentissage représente 24% de l'enseignement professionnel en Bretagne contre 28% au niveau national ; la part de l'apprentissage chez les jeunes âgés de 16 à 25 ans est de 4,43 % en Bretagne contre 4,9% en France métropolitaine.*

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Elle porte également la question du développement des compétences et de l'évolution professionnelle des salariés, afin de permettre une adaptation aux mutations en cours et prévenir les risques de déqualification ; sa mise en œuvre s'inscrit dans un cadre renouvelé par la loi 5 mars 2014 avec, en particulier, la création du Compte Personnel de Formation (CPF) et du Conseil en Evolution Professionnelle (CEP) ainsi que la généralisation de l'entretien professionnel.

On relève, sur le long terme, une augmentation constante du taux d'accès des actifs salariés à la formation, mais, en parallèle, une diminution des durées de formation. Ainsi, depuis 1974, la part des salariés formés dans le cadre des formations financées par les entreprises est passée de 17,1 % à 43,5 % en 2014, alors même que le nombre d'heures par stagiaire diminuait de manière significative, pour atteindre 27 heures en 2014. Par-delà ces moyennes, l'accès à la formation des salariés reste fortement corrélé à la catégorie socio-professionnelle, à la taille de l'entreprise et enfin, au secteur d'activité, avec des écarts allant du simple au double.
Afin d'inscrire pleinement le CPRDFOP dans une logique de Formation Tout au Long de la Vie et en déclinaison des principes d'universalité et d'anticipation qui en constituent le fondement, une réflexion sera conduite sur les conditions d'accès à la formation des salariés.

Dans ce cadre, la maîtrise des savoirs de base par l'ensemble des actifs constitue un enjeu à part entière, dans une logique de « garantie de compétences », associée à une prévention du risque de fracture numérique (Chantier 5).

Conforter les logiques de parcours

La capacité à assurer des parcours personnalisés de qualification et d'évolution professionnelle vers et dans l'emploi réinterroge également les modalités d'organisation de la réponse formation, avec, d'une part, un décloisonnement entre voies et dispositifs, mais également, une adaptation des dispositifs eux-mêmes, afin qu'ils permettent une plus grande fluidité des parcours.

En formation initiale, cela passe par un décloisonnement entre les différentes voies de formation au travers du renforcement des passerelles, de la mise en place de parcours mixtes, et, plus globalement, de l'ensemble des mesures de nature à faciliter les transitions et à sécuriser les parcours. L'expérimentation conduite en Bretagne en faveur de la poursuite d'études des bacs professionnels en BTS s'inscrit pleinement dans cette logique.

La démarche de promotion des Campus, initiée nationalement - Campus des Métiers et des Qualifications - ainsi qu'au niveau régional dans le cadre du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (SRESR) - Campus de Proximité - favorise également ces décloisonnements, par les mises en synergies qu'elle opère entre acteurs de la formation. A cet égard, les Campus constituent des creusets favorables à l'innovation et à l'expérimentation de nouvelles modalités pédagogiques en faveur de parcours personnalisés de qualification et d'évolution professionnelle vers et dans l'emploi.

La notion de parcours interroge aussi les problématiques de ruptures en formation initiale, scolaire comme en apprentissage.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Si l'Académie de Rennes présente de très bons taux de réussite aux examens, le phénomène du décrochage existe en Bretagne et peut s'avérer lourd de conséquences pour les jeunes concernés, en termes d'insertion sociale et professionnelle.

Il s'agit alors de positionner les Plateformes de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs (PSAD) comme des leviers pouvant accompagner ces jeunes dans la recherche de solutions individualisées, qu'ils mobilisent leur droit au retour en formation initiale ou tout dispositif facilitant leur insertion dans la vie professionnelle.

En formation continue, la capacité à mettre en œuvre des parcours personnalisés renvoie à un double enjeu de préparation à l'accès à la qualification et d'organisation d'une réponse formation plus fluide, s'inscrivant dans une logique de parcours. Dans ce cadre, il conviendra de réinterroger les dispositifs régionaux pour tenir compte de l'évolution des comportements, de la reconnaissance de la capacité à agir et à choisir de la personne dans la construction de son parcours ainsi que des changements qui s'opèrent dans le monde du travail.

Plus globalement, les dimensions pédagogiques et d'ingénierie de parcours constituent un enjeu clé du CPRDFOP et renvoient à plusieurs niveaux d'intervention :

- Le développement de l'innovation en formation, à travers le développement raisonné de nouveaux outils numériques ou de nouvelles modalités pédagogiques et organisationnelles ;
- Le renforcement de l'individualisation des parcours et de la modularisation, en lien avec les logiques de blocs de compétences ;
- Le développement de dispositifs permettant de penser des situations d'alternance apprenante, les mises en situation de travail, la mesure des habiletés ;
- La réduction des situations de décrochage ou de rupture à travers la mobilisation de pédagogies plus inductives ou la création de fonctions de médiation.

Enfin, sur ces questions comme de manière plus globale, le développement des partenariats et la mutualisation des moyens constituent une priorité du CPRDFOP.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170628-D17_DEL_TLV_01-DE

3- Orientation II - Faire de la montée en compétences via la formation un moteur de la performance économique de la Bretagne

Le monde de la formation et le monde du développement économique ont longtemps été considérés comme deux univers indépendants, l'un et l'autre organisés autour d'objectifs propres, et d'acteurs différents, ne parlant pas le même vocabulaire et ne poursuivant pas les mêmes buts.

Le monde de la formation a pu parfois se tenir éloigné des attentes des entreprises et de leurs besoins réels, et les entreprises n'ont pas toujours su ou pu placer l'enjeu des compétences au premier rang de leurs priorités.

Toutefois, des rapprochements ont été opérés et des avancées importantes réalisées. Il convient de les conforter.

En effet, face aux défis que doivent relever les entreprises, les filières et tout le tissu économique régional, la réponse centrale est bien celle des compétences humaines, comme atout majeur et différenciant dans la performance.

Face aux mutations induites par la transition énergétique et environnementale, et à celles résultant de la transition numérique, face à l'émergence de nouveaux métiers, de nouvelles formes d'organisation du travail, face, enfin, au défi de la concurrence mondiale, alors que la réponse par les coûts ne saurait être la réponse essentielle de nos économies occidentales, la question de la montée en compétences devient existentielle.

Ainsi, la formation et la montée en compétences humaines ne sont pas un « sous-produit » du développement économique, une problématique connexe ou parallèle ; elles en sont le « moteur ». Les deux dimensions sont totalement imbriquées puisque la formation est à la fois une réponse aux besoins de l'entreprise, un facteur de prévention des mutations possibles, mais également un vecteur de transformation, d'anticipation, d'innovation, de conquête de nouveaux marchés et d'exploration de nouveaux relais de croissance.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Et cette imbrication s'exprime aussi dans différents pas de temps, dans la réponse aux enjeux de court terme comme dans la préparation d'évolutions inscrites dans le moyen-long terme.

La montée en compétences est, pour la personne, la première source d'accomplissement individuel et social, un vecteur de promotion dans l'emploi, une reconnaissance sociale, une garantie en cas de mutation et de rupture de parcours. Elle est, pour l'entreprise, une source de réactivité, de capacité de rebond, de créativité et d'innovation, et finalement, un facteur de compétitivité.

Les partenaires signataires du CPRDFOP entendent donc conforter les atouts qui sont les leurs en Bretagne, dans le domaine de la formation, et en faire un levier majeur de progrès social, au service du projet régional de développement économique porté par le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII). Dans un contexte d'accélération des mutations, le développement des compétences constitue, en effet, un facteur clé de la compétitivité de notre économie et de notre territoire et un vecteur d'accélération des transitions énergétique et environnementale, priorités retenues dans le cadre de la Glaz économie.

En étroite articulation avec les grands enjeux du SRDEII, les objectifs que retient le CPRDFOP sont les suivants :

- Dans une perspective de court terme

Améliorer la réactivité de l'appareil de formation pour mieux répondre aux attentes et besoins des entreprises, mieux orienter les personnes vers les métiers qui recrutent, répondre aux enjeux des métiers en tension. Ceci induit l'amélioration de nos outils de remontée et de consolidation des informations. Ceci appelle un fort décloisonnement entre structures pour améliorer les circuits de l'orientation et de l'accompagnement personnalisé. Ceci appelle enfin une plus grande souplesse dans tous les processus de décision sur la création et la mise en œuvre de nouvelles formations.

- Dans une perspective de moyen terme

Développer les compétences nouvelles requises par l'évolution des métiers, des savoir-faire, en réponse aux transitions en cours : la révolution numérique d'une part, les nouvelles formes d'organisation du travail d'autre part. Il s'agit de développer de nouvelles compétences pour accompagner la nécessaire mutation d'emplois traditionnels dans les filières historiques de la Bretagne. Ceci induit, notamment, le développement de modules de formation complémentaires, favorisant souvent la pluri-compétence et la pluridisciplinarité, au service d'une plus forte capacité d'innovation. Ces besoins nouveaux s'expriment notamment au croisement des filières et plus particulièrement encore au croisement des filières traditionnelles avec celles du numérique.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

- Dans une perspective de moyen-long terme

Anticiper les nouveaux emplois et métiers liés aux filières émergentes et prioritaires de la Glaz économie, en confortant nos outils d'observation et d'analyse (Chantier 1). Développer pour cela des filières de formation initiale adaptées, et impliquant l'enseignement supérieur et la formation continue, permettant de conforter la place de la Bretagne dans ces domaines émergents à fort potentiel. Il s'agit, non seulement de répondre aux besoins actuels et futurs des entreprises de ces secteurs, mais également de conforter la visibilité et l'attractivité de la Bretagne comme territoire d'excellence et d'innovation. Le SRDEII identifie des filières émergentes à fort potentiel, les domaines d'innovation stratégiques qui sont les points forts de la Bretagne et confie à Bretagne Développement Innovation une responsabilité pour le développement de grands projets stratégiques. C'est dans ce cadre que doit être développée une offre de formation innovante.

Anticiper les nouvelles compétences et les nouveaux métiers induits par les transitions énergétique et environnementale, priorité de la Glaz économie. Il s'agit tout autant des filières nouvelles se développant dans ce cadre et en particulier les Energies Marines Renouvelables (EMR) ou les smart grids, appelant des compétences nouvelles pour des métiers nouveaux que des profondes transformations qu'induisent les transitions sur des métiers et des secteurs traditionnels comme celui du bâtiment construction ou demain, sans doute, de la filière automobile.

- Dans une perspective structurelle

Faire de la montée en compétences dans l'entreprise un atout majeur de dynamisme et de performance. Il s'agit pour les entreprises, non seulement de se doter des compétences immédiatement nécessaires, mais également de pouvoir s'appuyer sur des capacités humaines tournées vers l'innovation, et l'anticipation des besoins et exigences des marchés. L'enjeu est ainsi d'accompagner les entreprises et notamment les plus petites à conforter en leur sein les fonctions ressources humaines, et à favoriser ainsi la structuration de démarches de montée en compétences mobilisant tous les outils et moyens existants : accompagnement des salariés dans leur parcours d'évolution professionnelle, élaboration de plans prévisionnels d'évolution des compétences, mobilisation de tous les outils pour construire des plans de formation adaptés. L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes constitue, à cet égard, un enjeu majeur à intégrer.

Mieux répondre aux besoins des territoires et les anticiper, par une consolidation des diagnostics et des modalités opérationnelles permettant plus de réactivité et une meilleure préparation des mutations en cours ou à venir. Ces travaux doivent s'inscrire dans une logique « projet », reposant le plus souvent sur des processus expérimentaux. Ces démarches de Gestion Territoriale des Emplois et des Compétences (GTEC) devront être soutenues et généralisées, en valorisant les meilleures pratiques et retours d'expérience. Elles pourront faire l'objet d'une utile consolidation à l'échelle régionale.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Pour cela, il convient, en particulier, de :

- Améliorer les outils de diagnostic et permettre leur consolidation aux différents échelons adaptés (entreprises, branches, filières). S'appuyer pour ce faire sur le fonctionnement des cellules d'ingénierie mise en place entre Pôle emploi et la Région dans le cadre du plan de mobilisation pour l'emploi.
- Croiser les logiques de branche et les priorités en termes de filières ou liées aux domaines d'innovation stratégiques de la S3[9] (Stratégie de recherche et d'innovation de spécialisation intelligente), qui constitue la stratégie de soutien à l'innovation de la Glaz économie ; à cette fin, des contrats d'objectifs renouvelés dans leur fonctionnement et leur gouvernance devront permettre les croisements réguliers avec des perspectives transverses, interprofessionnelles et inter-filières (Chantier 9). Des plans de montée en compétences devront être élaborés spécifiquement autour des enjeux majeurs du SRDEII comme cela a été fait dans le cadre du Plan Agricole et Agroalimentaire pour l'Avenir de la Bretagne (P3AB) pour l'Agriculture et les Industries Agro-Alimentaires (IAA), du plan bâtiment durable pour la construction. Ils le seront en lien avec le pilotage des comités régionaux de filière ou de la mise en œuvre des grands programmes structurants de la Glaz économie, dans les domaines du cyber, des Energies Marines Renouvelables (EMR), des smart grids, de l'usine du futur.
- Décloisonner les acteurs de la formation et les acteurs de l'innovation, en lien avec les contrats d'objectifs emploi-formation, en mobilisant les pôles de compétitivité, l'Institut de Recherche Technologique (IRT), les centres d'innovation technologiques, mais également les technopoles qui ont, de par leur présence sur le terrain, une connaissance fine du tissu industriel et du besoin des entreprises. La « Conférence régionale de l'économie » pourra être le lieu ou l'espace de rencontre et de dialogue entre ces différents acteurs.
- Permettre le transfert et la capitalisation des analyses de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) d'entreprise à la fois vers des enjeux de filière et de territoire.

Et en lien plus étroit encore avec les orientations du SRDEII et l'action d'accompagnement des entreprises :

- Favoriser la prise en compte des enjeux de montée en compétence par les entreprises, notamment les PME et TPE, comme facteur déterminant de leur stratégie de développement et de performance. Ceci induisant l'intégration de cette dimension dans le périmètre de l'accompagnement offert aux entreprises par les acteurs du développement économique, au même titre que l'aide à l'innovation ou à l'internationalisation.
- Développer des outils d'accompagnement des entreprises, en lien notamment avec le Service Public d'Accompagnement des Entreprises (SPAE) que la Région, les Etablissements Publics de

[9] *S3 : Smart Specialisation Strategy*

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Coopération Intercommunale (EPCI) de Bretagne et l'ensemble des partenaires engagés dans le développement économique entendent mettre en place. Il s'agit d'offrir aux entreprises un dispositif de type « guichet unique », simplifiant la lisibilité du système, assurant au demandeur un aiguillage efficace vers les services adaptés à la réalité de ses besoins. Ce Service Public d'Accompagnement des Entreprises (SPAE) doit, surtout auprès des PME et TPE, savoir prendre en compte les enjeux globaux de compétitivité de l'entreprise plutôt que de ne répondre que dans une logique d'outils et de dispositifs.

- Favoriser le développement des fonctions Ressources Humaines (RH) dans l'entreprise et accompagner en particulier les TPE en ce sens.

- Favoriser le développement des logiques de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) au sein des entreprises et en particulier des PME afin de renforcer leurs capacités à identifier les besoins de moyen/long terme, leurs capacités à muter, à saisir les opportunités de marché, à se redéployer sur de nouveaux marchés et process.

- Conforter dans tout le champ de la formation initiale le goût de l'entrepreneuriat afin d'anticiper, notamment, le choc démographique en cours et le défi du renouvellement d'une génération d'entrepreneurs.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
D : 005-233500016-20170621-D17_DEFTLV_01-DE

4- Objectif transversal : Inscrire la transition numérique comme accélérateur des transitions environnementales, de la compétitivité des entreprises et vecteur de performance pour la formation et l'orientation

Les impacts de la révolution numérique en cours sont déjà immenses, même si, pour une large part ils sont encore inconnus et insoupçonnés. Ils sont multiples et portent sur tous les champs de la vie économique, sociale et individuelle. Ces impacts, sur chacun de ces champs sont autant d'opportunités formidables mais suscitent aussi des interrogations voire des craintes.

D'ores et déjà on peut constater :

- l'apparition de nouvelles technologies liées au développement des objets connectés, du bigdata ou de la cybersécurité, ouvrant des perspectives de nouveaux marchés, de nouveaux métiers, de nouvelles compétences, mais à l'inverse, risque de disparition de certaines fonctions, voire de certains métiers (ex : secteur bancaire),
- l'apparition de nouvelles opportunités de création de valeur et de promotion sociale pour les personnes, mais à l'inverse, risque d'accélération de l'obsolescence des compétences et de la déqualification,
- l'évolution des organisations dans les entreprises, liées à l'automatisation et à la robotisation, induisant des formes nouvelles d'organisation du travail, des nouvelles compétences touchant aux capacités de collaboration et de coopération, le développement de logiques plus créatives,

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

transversales, hors hiérarchie, un renouvellement de la compétitivité mais à l'inverse, subsiste un risque de précarisation de l'emploi, d'ubérisation des systèmes productifs (développement de l'économie de plateforme) , de renforcement de la pression sur les personnes dans le travail,

- de nouvelles formes d'apprentissage, d'innovation pédagogique, de développement des formations à distance et de démocratisation du savoir, induisant une nécessaire maitrise du traitement de l'information (compréhension et jugement critique), mais à l'inverse, risque de fracture numérique dans les chances d'accès aux formations, d'élitisme renforcé.

Transformer les enjeux liés à cette révolution en une transition réussie est un défi majeur pour la Bretagne. C'est pour elle un projet de société.

Forte d'une tradition et d'une histoire particulièrement riche en matière de développement des technologies de l'information et de la communication, forte de sa mobilisation autour du plan Bretagne Très Haut Débit (BTHD), la Bretagne ambitionne de devenir une des toutes premières régions engagées dans cette transition, massive, maîtrisée et réussie. Cette ambition induit, en complément avec le développement des infrastructures et de leur accès, le déploiement fort des usages, la lutte contre la fracture numérique et, de ce fait un fort accompagnement en termes de compétences et de formation. Les acteurs du quadripartisme sont appelés à y participer.

Aussi, la Bretagne propose, dans le cadre de ce CPRDFOP, de considérer la transition numérique comme un objectif transversal transformant. Cet objectif transversal se décline en trois axes essentiels :

1. Anticiper le développement des métiers et compétences du numérique
2. Accompagner les secteurs, les entreprises et les métiers bouleversés par le numérique
3. Faire du numérique le support d'une grande ambition pour l'innovation pédagogique

4.1 Anticiper le développement des métiers et compétences du numérique

Les besoins en compétences dans les métiers du numérique sont en tension et cette tension devrait vraisemblablement augmenter dans les années à venir. Alimenter le vivier est essentiel, et le territoire a des compétences reconnues en matière de formations numériques. Une mobilisation spécifique sur ces enjeux peut se faire autour de trois priorités :

- Le numérique comme accélérateur des transitions environnementales. Le développement du numérique est un formidable vecteur au service des transitions environnementales et énergétiques (même si, sur ce plan, les impacts comme ceux des consommations liées au développement massif du big data doivent aussi être prises en compte). Les domaines des énergies renouvelables – au premier rang desquelles les énergies marines –, des smart grids et du bâtiment durable sont particulièrement visés,
- Le numérique comme accélérateur des filières d'excellence. De nombreuses formations existent en Bretagne dans le numérique. Il convient de les consolider, mais aussi de renforcer certaines nouvelles filières d'excellence. Il s'agit en premier lieu de la cybersécurité, de l'internet des objets, de la datascience et du cloud computing. Il s'agit en second lieu du croisement des filières, et

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

d'activer des formations aux métiers du numérique spécifiquement liés à ces filières stratégiques pour la Bretagne : Digital Agro, Digital Mer,

- Le numérique comme accélérateur du potentiel de création. Il s'agit là de favoriser, en particulier auprès des nouvelles générations, l'innovation et la création grâce au formidable potentiel du numérique. Le développement de formations nouvelles dans le codage, plus globalement l'informatique, représente un vecteur intéressant pour des publics parfois éloignés des parcours de réussite académique, en cela qu'il peut permettre des apprentissages différents et mettre en avant de nouvelles compétences.

Pour cela,

- Améliorer notre connaissance des enjeux de la transition numérique, les anticiper pour en tirer toutes les opportunités. Développer à cette fin un Observatoire des Métiers du Numérique partagé s'appuyant sur les travaux de recherche notamment produits par le GIS Marsouin[10],
- Développer les formations dédiées aux nouveaux métiers du numérique, permettant de promouvoir de nouveaux parcours d'excellence (-3/+5), en particulier dans les filières prioritaires de la Glaz économie et celles concourant à l'accélération de la transition énergétique,
- Créer un pôle spécifique de formation aux métiers du numérique, vitrine de ces excellences bretonnes. Il prendrait appui sur le Campus des Métiers et des Qualifications à Lannion, qui regroupe déjà acteurs économiques et académiques,
- Renforcer l'attractivité de ces métiers auprès des jeunes filles pour favoriser la mixité dans les métiers du numérique,
- Développer des actions en direction des jeunes en plus grande difficulté ou en rupture dans l'esprit de la Grande Ecole du Numérique.

Par ailleurs, l'évolution rapide des nouvelles technologies et des compétences associées dans le domaine du numérique, milite pour une capacité d'adaptation permanente des compétences aux expressions des besoins. Pour répondre à cet enjeu, il pourrait être proposé de mettre en œuvre une démarche expérimentale de décentralisation des Commissions Professionnelles Consultatives (CPC) en charge d'instruire les référentiels des diplômes relevant du domaine numérique et informatique. Cette démarche permettrait aux acteurs régionaux, Autorités Académiques, Région et partenaires sociaux d'instruire les modifications et les évolutions nécessaires des référentiels, voire la création de nouveaux référentiels, tout en relevant, bien évidemment, d'une régulation nationale.

4.2 Accompagner les secteurs, les entreprises et les métiers bouleversés par le numérique

Il est utopique d'imaginer de façon précise ce que seront les métiers de demain, au regard des impacts de la révolution numérique. Pour autant, les compétences à acquérir pour les exercer peuvent être appréhendées.

[10] *GIS Marsouin : Groupement d'Intérêt Scientifique M@rsouin (le Môle Armoricain de Recherche sur la SOciété de l'information et les Usages d'INternet).*

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

L'enjeu est important pour les personnes, qui, faute d'avoir pu intégrer des compétences liées au numérique risqueraient de se trouver déqualifiées et marginalisées dans leurs parcours. Il est tout aussi important pour les entreprises pour lesquelles l'intégration des potentialités du numérique (dans leurs propres modèles d'organisation, humaine, de production, logistique, de vente …) devient la condition de la performance. La récente étude « Numérique et entreprises de Bretagne : urgence et opportunités » du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional le démontre.

Il convient dès lors, à la fois de bien cibler ces nouvelles compétences, mais aussi de s'assurer de leur diffusion rapide et efficace. Il en va de l'adaptabilité des entreprises aux nouveaux marchés, souvent dans le cadre de mutations de filières plus traditionnelles.

Pour cela,

- Mettre en place de nouveaux référentiels de compétences, liées au développement du numérique, et fondés entre autres sur les capacités de collaboration et coopération,
- L'expérimenter notamment dans les référentiels de qualifications et de diplômes relatifs à des secteurs en forte mutation : Bâtiment *via* le *Modèle Numérique du Bâtiment* (MNB)[11], Commerce *via* le *e-commerce*, Tourisme *via* le *e-tourisme*. Proposer un plan global de formation pour les formateurs dans ces secteurs,
- Proposer la mise en place d'un socle commun de compétences numériques, dans toutes les formations professionnalisantes,
- Encourager la transformation numérique des TPE et PME, *via* le Service Public d'Accompagnement des Entreprises, avec l'appui possible de l'Association Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ARACT), et des appels à projets permettant la réplication des bonnes pratiques.

4.3 Faire du numérique le support d'une grande ambition pour l'innovation pédagogique

L'innovation pédagogique se trouve au centre de nombre d'enjeux, le numérique peut faciliter et accélérer ce mouvement. Il peut permettre également une meilleure individualisation des parcours, une meilleure situation d'apprentissage pour certaines personnes, ou encore permettre de mutualiser les approches, à l'instar du Campus numérique de Bretagne. L'e-éducation, ou e-formation, deviennent dès lors des axes stratégiques pour lesquels la Bretagne a toutes capacités à se positionner.

Si elle n'est pas une fin en soi, doit n'être qu'un outil et ne doit en rien se substituer à la dimension humaine de la formation, la pédagogie par et avec le numérique demeure encore un champ d'investigations complexe ; il convient d'encourager les expérimentations avant d'envisager des déploiements à plus large échelle, adaptés à chaque situation.

11 *Building Information Modeling, (BIM)*

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Les projets issus des Programmes d'Investissement d'Avenir (PIA) visent précisément à introduire des dimensions scientifiques à l'approche pédagogique avec le numérique et mesurer ainsi la valeur ajoutée de l'outil dans la maîtrise des apprentissages fondamentaux.

Pour cela,

- Développer les capacités de recherche universitaire en Bretagne sur les enjeux de l'innovation pédagogique au croisement de la transition numérique.
- Poursuivre et développer le projet *Interactik*, dans l'enseignement scolaire.
- Poursuivre et développer la pédagogie numérique dans l'enseignement universitaire, à travers le Campus numérique et les universités numériques expérimentales.
- Intégrer pleinement le numérique pour le continuum bac-3/bac+3, par la mise en place de formations hybrides passerelles à destination des bacheliers professionnels et technologiques.
- Expérimenter, avec les CFA, une solution intégrée de e-formation proposée par un consortium d'acteurs économiques bretons du domaine.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

5- Les 10 chantiers

Chantier 1 – Assurer la construction d'un diagnostic emploi-compétences partagé

L'orientation II du CPRDFOP affirme la nécessité d'améliorer les outils de diagnostic emploi-compétences et de permettre leur consolidation aux différents échelons adaptés, cela afin de répondre aux besoins de l'économie régionale, de ses filières et de ses entreprises, ainsi qu'aux besoins de ses territoires.

L'amélioration de ces outils doit permettre de mieux anticiper les évolutions attendues en matière d'emplois, de métiers et de compétences, en lien, en particulier, avec les transitions énergétique, environnementale et numérique.

Il s'agit à la fois :

- De mieux « outiller » et coordonner l'action de l'ensemble des partenaires en confortant des outils d'aide à la décision partagés.
- D'aller au-delà des logiques sectorielles, en développant des approches transversales métiers - compétences, en croisant les logiques de branches et les logiques de filières.
- De conforter la dimension « prospective » des travaux conduits.

Les constats sont aujourd'hui les suivants :

- De nombreuses analyses sont produites, parfois en parallèle et de manière non coordonnée, à la fois aux niveaux régional et infrarégional, par différents acteurs que sont les observatoires mis en place par les branches professionnelles, les organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA), le GREF Bretagne, les chambres consulaires, les maisons de l'emploi…
- Pour autant, ces diagnostics demeurent partiels et insuffisants : en effet, certains secteurs d'activité ou certaines familles de métiers ne sont pas couverts, compte tenu, en particulier, de l'absence de représentation régionale de certaines branches ; de la même manière, les métiers transversaux, présents dans l'ensemble des secteurs économiques, sont rarement investigués ; enfin, les compétences transversales, qui s'affirment comme un enjeu clé, notamment des transitions énergétiques et numériques et favorisent les mobilités professionnelles, demeurent insuffisamment analysées.
- La capacité à élargir les éléments d'analyse, à densifier les sources d'informations, à mieux impliquer les entreprises, à identifier les signaux faibles pertinents reste à conforter.
- Enfin, la visibilité et l'exploitation des travaux d'observation conduits ne sont pas suffisantes, une plus grande capitalisation des différentes ressources disponibles restant à opérer afin de conforter leur appropriation par les acteurs régionaux de l'emploi-formation-orientation professionnelle (EFOP).

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Dans le cadre du chantier n°1 du CPRDFOP, les partenaires signataires conviennent des objectifs suivants :

- Construire un diagnostic régional partagé, comme outil d'aide à la décision dans le cadre d'actions concertées, en déclinaison du CPRDFOP. Il s'appuiera sur les travaux existants, y compris au plan national, produits notamment par les observatoires de branche, dont la capitalisation sera renforcée ; des travaux d'étude complémentaires seront engagés afin de répondre aux manques identifiés et la structuration de démarches d'observation emploi-formation, portées par les représentants professionnels, sera encouragée. Cette démarche impliquera également un renforcement du lien entre l'observation emploi-compétences et les analyses économiques portées dans le cadre des filières ou des réseaux d'acteurs de l'innovation.

- Mutualiser les sources de données existantes et les mettre au service de tous, en lien avec l'observatoire des territoires, impliquant l'Etat, la Région et leurs partenaires territoriaux, afin de construire un dispositif permettant la production d'un diagnostic et d'un suivi « en continu ».

- Organiser l'appropriation des travaux d'observation par les acteurs Emploi-Formation-Orientation Professionnelle (EFOP), en facilitant l'accès à cette production par la mise en place ou le développement d'outils ou de démarches de diffusion, à l'instar des *« rendez-vous sectoriels » du GREF*, en en confortant la portée.

- Organiser une remontée efficiente des éléments de connaissance issus des territoires, notamment, dans le cadre des démarches de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriales (GPEC-T), afin d'enrichir les éléments de diagnostic sectoriel emploi-compétences produits régionalement.

- Engager, en lien avec le Comité paritaire interprofessionnel régional pour l'emploi et la formation (COPAREF), une démarche d'observation sur la thématique des métiers « transversaux », qui ne renvoient pas à un domaine d'activité spécifique et sont présents dans tous les secteurs économiques, ainsi que sur les compétences transverses et transférables.

- Conduire une analyse spécifique sur les métiers qualifiés « en tension », afin de clarifier la réalité des besoins de compétences non satisfaits.

- Travailler, en lien avec l'observatoire des territoires, au développement d'une plate-forme numérique de données partagées, outil dynamique de mutualisation et de croisement de données sur l'emploi et le marché du travail. Après avoir défini une méthodologie commune de croisement et d'analyse de ces données, cet outil permettra la mise à disposition auprès des acteurs contributifs, d'extractions au vu de leurs besoins.

Ce chantier 1 mobilisera largement les représentants des branches professionnelles et les partenaires sociaux des différents secteurs qui, du fait de leur connaissance des évolutions technologiques, organisationnelles et des perspectives économiques attachées à leurs secteurs respectifs, jouent un rôle

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

primordial dans l'anticipation et l'identification des enjeux relatifs à l'emploi et à la formation. Sa mise en œuvre s'inscrira, en particulier dans le cadre de concertation renouvelé mis en place avec les branches professionnelles (Chantier 9).

Les missions du GREF seront revisitées et redéfinies pour s'assurer d'une meilleure réponse aux objectifs visés dans le cadre de ce chantier.

Cette démarche associera également Pôle Emploi, y compris dans le cadre des cellules d'ingénierie mises en place avec le Conseil régional, et visera à développer des modalités de coopération relatives à la connaissance des secteurs économiques, des métiers et du marché du travail.

Cette observation régionale harmonisée et partagée sera conduite et organisée dans le cadre de la commission prospective du CREFOP. De plus, elle participera à la définition d'un programme annuel d'études partagées sur les objets non couverts par les travaux produits par les différents acteurs et engagera des démarches d'observation en ce sens.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Chantier 2 – Conforter la démarche d'élaboration des cartes de formation

L'accès à la formation et à la qualification constitue un enjeu crucial des politiques publiques, à la croisée des enjeux de développement économique, de développement personnel et de sécurisation des parcours ; celles-ci doivent ainsi permettre, à la fois, de :

- Construire des filières de formation en lien avec les réalités économiques régionales, afin de garantir une bonne insertion de l'ensemble des personnes formées et préparer aux enjeux liés aux mutations de notre économie, en particulier aux transitions écologique et numérique, et, par là même, faire de la formation un vecteur du développement de la *Glaz Economie*.

- Conforter les logiques de parcours, en particulier en inscrivant la démarche dans une logique de continuum -3/+3 et, plus globalement, dans une ambition d'accès à l'enseignement supérieur jusqu'au bac + 5, afin d'assurer une cohérence dans les parcours d'étude, favoriser l'élévation du niveau de qualification et relancer « l'ascenseur social ».

- Organiser une répartition territoriale de l'offre de formation compatible avec la capacité de mobilité des personnes, en particulier pour les premiers niveaux de qualification.

- Garantir un développement articulé et cohérent des différentes voies de formation, en réponse à ces différents enjeux.

Concernant la place de la formation professionnelle en Bretagne, on constate que :

- En 2016, la voie professionnelle initiale représente en Bretagne[12] 71 650 jeunes, soit 47 % des effectifs en lycées et CFA. Elle se décompose de la façon suivante : 18 000 apprentis du niveau V au niveau I et 53 650 élèves dans les établissements du secondaire allant du niveau V au niveau III,

- Entre 2006 et 2015, le taux de passage en seconde générale et technologique en Bretagne[13] progresse de 7,6 points ; le taux de passage vers la voie professionnelle sous statut scolaire baisse de 2,8 points et le taux de passage vers la voie professionnelle par apprentissage baisse de 2,7 points,

- En 2016, les jeunes admis au baccalauréat en Bretagne[14], sont, pour 50,3 % titulaires d'un baccalauréat général (51,6 % au national), 29,6 % d'un baccalauréat professionnel (28,4 % au national) et 20,1 % d'un baccalauréat technologique (20,0 % au national).

On relève à cet égard que :

- La voie professionnelle, et plus particulièrement la formation initiale, souffre encore d'un déficit d'image, certains domaines de formation, bien que porteurs d'insertion professionnelle, peinant à trouver leur public. Il existe ainsi, dans certaines filières, un décalage marqué entre les possibilités d'emploi permises par une certification et le taux de pression qu'elles enregistrent.

[12] *Données 2016 effectifs du niveau V au niveau III pour les établissements du secondaire et jusqu'au niveau I pour l'apprentissage.*
[13] *Sources : Géographie de l'école. Edition 2017*
[14] *Sources : MENESR-DEPP MAAF*

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

- La mobilité des jeunes va croissant avec le niveau de formation, à l'exception de certaines spécialités rares pour lesquelles les bénéficiaires acceptent plus volontiers de se déplacer.

- Le taux de poursuite en enseignement supérieur des nouveaux bacheliers[12] reste en deçà de la moyenne nationale (soit 75,9 %, contre 80 % au niveau national).

- Les bacheliers professionnels sont de plus en plus nombreux à souhaiter poursuivre des études supérieures, la rénovation de la voie professionnelle conférant une légitimité à cette ambition.

- Les outils de connaissance de l'offre de formation, initiale et continue, restent à consolider, en particulier en garantissant, dans la durée, l'accès aux données, notamment sur les contrats de professionnalisation. Dans ce cadre, en appui notamment à la démarche d'élaboration de la carte des formations professionnelles initiales, un recensement de l'offre de formation relevant du supérieur (Universités, grandes écoles, écoles d'ingénieurs, instituts de formation …) sera à conduire de manière spécifique.

- L'analyse de l'insertion demeure segmentée par dispositif et ses résultats sont insuffisamment robustes, pour certains d'entre eux.

Dans le cadre du chantier n°2 du CPRDFOP, les partenaires conviennent des objectifs suivants :

- Construire et partager un *document d'orientation des formations professionnelles pluriannuel et inter-dispositifs,* avec :

➔ Un périmètre élargi, via un document intégrant la formation initiale et la formation continue (Programme Bretagne Formation ; Actions de Formation Collectives de Pôle emploi ; Contrats de professionnalisation) et prenant également en compte les formations sanitaires et sociales (périmètre Diplômes d'Etat), en lien avec le Schéma des Formations sanitaires et sociales, constitutif du CPRDFOP,

➔ Une visée pluriannuelle, à travers la définition d'orientations relatives à l'évolution de l'offre de formation professionnelle à 3 ans, afin de favoriser une évolution structurelle de l'offre de formation régionale, en réponse aux besoins identifiés, et mieux appréhender les besoins en équipements et en aménagements de locaux induits par les mesures « carte » relevant de la formation professionnelle initiale. A mi-parcours du CPRDFOP, ces orientations feront l'objet d'une mise à jour.

En déclinaison de ces orientations, des mesures annuelles relatives à l'adaptation de la carte des formations professionnelles initiales seront définies à partir des projets déposés par les établissements scolaires et les CFA, et, complémentairement, via des appels à projets plus ciblés, initiés par la Région et les Autorités académiques afin de répondre aux objectifs visés, dans le respect de l'autonomie des établissements.

- Organiser une concertation et prendre en compte les stratégies de l'enseignement général et technologique dans la construction de la carte des formations professionnelles initiales, afin de conforter les logiques de parcours ; pour ce faire, le partenariat Autorités académiques/Région pour la définition des orientations relatives à l'enseignement général et technologique sera renforcé.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

- Dans un principe de continuum enseignement secondaire-enseignement supérieur, renforcer le lien entre la carte des formations professionnelles initiales et l'enseignement supérieur, et notamment des formations universitaires, afin de garantir la meilleure cohérence possible des formations sur le territoire régional et conforter les parcours vers le supérieur. La constitution de parcours de réussite y participe.

- Consolider et partager la connaissance de l'offre de formation inter-dispositifs, notamment en mettant à la disposition des acteurs un outil cartographique dématérialisé offrant une lecture consolidée de l'offre de formation, initiale et continue.

- Conforter les éléments d'analyse de l'insertion professionnelle, en organisant des enquêtes couvrant l'ensemble des dispositifs de formation et en confortant leur fiabilité ; pour cela, il conviendra de conduire une démarche de sensibilisation auprès des sortants de formation afin d'obtenir un meilleur taux de réponse.

- Initier une démarche d'observation des parcours tout au long de la vie, qui permette de disposer d'une meilleure connaissance des parcours de formation, en lien avec les objectifs de fluidité (Chantier 6) et d'élévation des niveaux de qualification, ainsi que d'appréhender, dans la durée, les parcours des personnes formées jusqu'à la qualification ou la certification et le retour à l'emploi durable, dans une logique de sécurisation des parcours.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

L'orientation stratégique I du CPRDFOP affirme la nécessité d'assurer à chacun un droit à l'orientation et à l'accompagnement personnalisé vers et dans l'emploi, tout au long de la vie.

Elle répond en cela à plusieurs défis que sont :

- La prise en compte des nouveaux parcours professionnels non linéaires avec la multiplication des transitions ou des ruptures et d'un contexte de fortes évolutions du marché du travail, des métiers et de leurs conditions d'exercice.
- L'affirmation d'un droit universel tout au long de la vie qui place l'individu au cœur de l'action et qui remet en question l'approche statutaire actuelle qui repose sur une organisation des opérateurs et des prestations en « silo ».
- La nécessaire sensibilisation de tous les actifs aux enjeux liés à la conduite de leur parcours professionnels, avec l'exigence de rendre plus lisible leur droit à être informé et accompagné ; cette sensibilisation devant intervenir le plus tôt possible, dès l'entrée dans la vie active et s'articuler avec le système de formation initiale.
- La lutte contre le non recours aux services d'accompagnement pour des personnes qui pourraient en avoir le plus besoin. L'enjeu est d'adapter l'offre aux besoins, aux aspirations et aux usages des publics, et savoir aller vers les personnes les plus vulnérables.
- La reconnaissance de la personne dans son pouvoir d'agir et de choisir. L'enjeu est de passer d'une logique de prescription à une logique d'aide à la décision.

Il est constaté à cet égard que :

- L'évaluation du service rendu et la prise en compte des usages des personnes dans l'organisation du service, ne sont pas généralisées.
- Les critères et les modalités de suivi et d'évaluation des politiques publiques sont essentiellement centrés sur des suivis quantitatifs, par typologie de publics accueillis et accompagnés. Ces dispositifs participent à créer de la concurrence entre structures, là où la complémentarité devrait prévaloir.
- Les services à offrir, s'ils reposent en Bretagne sur un cahier des charges commun à toutes les structures, tant pour l' Accueil Personnalisé et Individualisé (API) (défini au niveau régional) que pour le Conseil en Evolution Professionnelle (CEP) (défini au niveau national), se déclinent dans des structures de réseaux différents, dont la pluralité peut fragiliser le bon déroulé du parcours de la personne, en particulier lors du passage d'un opérateur à un autre.
- Les droits individuels, s'ils sont clairement établis, ne sont pas encore effectifs.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

- L'entrée en vigueur toute récente du compte personnel d'activité (CPA) interroge l'articulation, la lisibilité et la visibilité des différents droits individuels en matière d'orientation et de formation.
- Selon la situation et le statut de la personne, la prise en charge financière de l'ensemble du parcours de formation, peut s'avérer complexe, partielle voire impossible, générant de réels freins pour l'accès à la formation et à la qualification.
- Un certain nombre de professionnels vont être amenés à faire évoluer leur posture pour s'inscrire dans une logique d'aide à la décision et de médiateur de l'information et non plus dans une logique de prescription.
- Une multiplicité d'outils, d'évènements, de dispositifs d'information existe, le plus souvent cloisonnés par type de publics, de modalités de formation ou encore de secteurs et filières professionnels, ce qui peut limiter voire induire les choix d'orientation et d'évolution professionnelle.

Dans le cadre du chantier n°3 du CPRDFOP, les partenaires signataires conviennent des objectifs suivants :

- Expérimenter avec les financeurs des réseaux membres et des structures du Service Public Régional de l'Orientation et de l'Evolution Professionnelle (SPRO-EP), une démarche commune de conventionnement avec des objectifs conjoints sur le service attendu :
    - en initiant, en particulier, une concertation avec les EPCI dans une optique d'engagements partagés et coordonnés dans le pilotage des structures du Service Public Régional de l'Orientation et de l'Evolution Professionnelle (SPRO-EP) qui sont cofinancées au niveau local.
- Définir et impulser une démarche qualité, articulée à un processus d'évaluation des services offerts en matière d'accueil personnalisé et individualisé (API) et de conseil en évolution professionnelle (CEP) :
    - en s'inscrivant dans la logique « expérience d'usage » qui place l'usager du service au cœur de la démarche,
    - en élaborant un référentiel qualité partagé, centré sur la pertinence des services et la qualité des moyens mobilisés.
- Organiser une démarche régionale structurelle de repérage des bons fonctionnements et des dysfonctionnements, au niveau local et régional, pour une amélioration continue du service, en particulier lors des transitions d'un opérateur à l'autre.
- Impulser et évaluer, dans la continuité de l'expérimentation conduite par le Fongecif, des laboratoires de partage territorialisés, pour identifier et apporter des solutions aux difficultés rencontrées par les usagers.
- Mettre en place un cadre collectif pour co-élaborer des solutions de prise en charge de projets de formation non financés dans le cadre des dispositifs existants.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

- Conforter le plan de professionnalisation des conseillers qui devra porter à la fois sur :
    - la maîtrise des connaissances nécessaires pour une bonne information des publics dans le cadre de l'API d'une part et dans le cadre de l'ingénierie de parcours (niveau 3 du CEP) d'autre part,
    - l'enrichissement des savoir-faire professionnels dématérialisés,
    - l'évolution de la pratique des conseillers vers une posture de médiation de l'information, de conseil et d'accompagnement de la personne, actrice de son projet.

- Conduire une démarche de communication pour rendre lisibles les droits de chacun et les services offerts en matière d'information, d'orientation et de conseil en évolution professionnelle.
- Expérimenter, avec les partenaires signataires volontaires, des actions d'information et de communication sectorielles ou territoriales, sur les enjeux du développement des compétences et de l'accès à la qualification, au service de la sécurisation des parcours vers et dans l'emploi.
- Développer une plate-forme web « orientation, formation, métiers, emploi » élaborée en collaboration avec l'ensemble des partenaires, qui soit à la fois :
    - un vecteur d'information
    - un dispositif dématérialisé d'accueil personnalisé et individualisé, qui facilite les premières étapes d'orientation en :
        - renforçant une offre de services accessible à tous, à tout moment et sur l'ensemble du territoire régional,
        - favorisant l'identification et la mise en relation avec un conseiller en tant que de besoin, et à tout moment de la navigation
    - un espace partagé et dématérialisé de travail, pour les professionnels, réseaux et conseillers
- Impulser une dynamique de partage de ressources numériques, selon des principes de simplification, de lisibilité, de fluidité du système et de personnalisation de la ressource.
- Soutenir des actions d'information qui contribuent à ouvrir le champ des possibles pour chacun.e, quels que soient son âge, sa situation (jeunes, demandeurs d'emploi, salariés, etc.) et permettent de développer une connaissance large, ouverte sur les métiers, la formation, de contribuer à une éducation au choix, afin d'exercer librement son droit à l'orientation, tout au long de la vie, notamment :
    - en renforçant les liens entre l'école et l'entreprise, l'élève et le milieu du travail, et l'information sur la voie professionnelle au sein des collèges et des lycées, notamment dans le cadre du « parcours Avenir »,
    - en valorisant et en accompagnant des temps forts les plus ouverts en termes de diversité de publics accueillis, de voies de formation, de filières, de secteurs professionnels ; l'enjeu étant d'élargir et d'enrichir les représentations professionnelles et de contribuer à la mixité des métiers.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

- Solliciter au sein de chaque réseau SPRO-EP l'identification d'un référent apprentissage avec pour mission de sensibiliser ses collègues conseillers sur les possibilités de formation en alternance.

Ce chantier mobilisera l'ensemble des partenaires pour garantir une prise en compte et un accès effectif au SPRO-EP, de l'ensemble des publics, tout au long de leur vie, qu'ils soient scolaires ou actifs avec ou sans emploi.

Les différentes actions à mener seront définies en lien avec le Groupe Technique Régional qui associe l'ensemble des têtes de réseau membres du service public régional de l'orientation et de l'évolution professionnelle.

Ce chantier sera suivi spécifiquement par la commission Orientation tout au long de la vie du CREFOP. Les expérimentations organisées au niveau local feront l'objet d'une évaluation dont les résultats seront partagés et analysés au sein des CTEF, avant une présentation en commission orientation tout au long de la vie.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Chantier 4 - Développer l'Apprentissage

L'Apprentissage, conjuguant formation diplômante en alternance et contrat de travail, est au croisement des deux orientations stratégiques du CPRDFOP. Cette voie de formation initiale répond à plusieurs enjeux :

- Offrir un accès gratuit à la formation et à la qualification pour tous, du niveau 5 au niveau 1,
- Favoriser le rapprochement entre formation théorique et application pratique,
- Faciliter l'insertion des jeunes sur le marché du travail,
- Permettre aux employeurs de former leurs futur-e-s collaborateurs-trices en développant des compétences internes et une vision prospective en réponse à leurs besoins,
- Constituer une voie de formation alternative d'excellence pour des publics diversifiés.

Les résultats de l'apprentissage en Bretagne sont probants. Cependant il est fait le constat que :

- l'orientation vers l'apprentissage souffre encore de freins d'ordre culturel, liés à une mauvaise image et à une méconnaissance des métiers, particulièrement pour le niveau 5,
- malgré une évolution démographique favorable, le nombre de sortants de 3ème choisissant la voie professionnelle – dont l'apprentissage – s'est réduit en proportion ces dernières années, surtout dans les aires urbaines,
- parallèlement, le nombre d'offres de contrats d'apprentissage non pourvues a augmenté,
- a contrario, certains jeunes ne trouvent pas d'employeur pour signer un contrat,
- les très petites entreprises, qui constituent l'essentiel des employeurs d'apprenti-es, ne sont pas toujours outillées pour assurer convenablement la formation,
- les grandes entreprises bretonnes ont peu recours à l'apprentissage, en comparaison nationale,
- l'apprentissage est encore peu usité dans le secteur public,
- la fluidité des parcours entre voie scolaire et apprentissage peut être encore améliorée,
- en fonction des secteurs, l'égalité d'accès femmes/hommes demeure une vraie problématique.

Les autres chantiers du CPRDFOP, du fait de leur caractère transversal, vont contribuer au développement quantitatif et qualitatif de l'apprentissage. Le Conseil régional, pour sa part, adoptera lors de sa session d'octobre 2017 et mettra en oeuvre un plan breton de développement de l'apprentissage qui approfondira les enjeux et thématiques identifiés, ainsi que les manières d'y répondre. Toutefois certains enjeux majeurs nécessitent des actions d'ampleur, coordonnées au niveau interinstitutionnel et des branches professionnelles.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Dans le cadre du chantier n°4 du CPRDFOP, les partenaires signataires conviennent des objectifs suivants :

- atteindre le nombre de 20 000 apprenti-es en Bretagne d'ici 2020, en impliquant davantage les employeurs privés et publics,
- coordonner leurs efforts pour développer la communication autour des métiers, de la voie professionnelle et de ses différentes modalités d'enseignement, par le biais de campagnes institutionnelles et d'actions locales ciblées, dans le cadre d'une gouvernance territoriale élargie,
- définir une offre de formation optimisée, proposant des filières complètes en apprentissage et faisant preuve d'innovation pédagogique,
- fluidifier les parcours de formation en favorisant des passerelles entre les voies de formation ainsi qu'entre les secteurs professionnels, en recourant à des expérimentations (parcours mixtes, mixité des publics…),
- sécuriser la formation de manière à prévenir les ruptures de contrats.

Les chantiers à mener seront décrits et phasés dans le plan breton de développement de l'apprentissage. Certains d'entre eux seront lancés sans attendre. Le recours à l'expérimentation sera privilégié autant que possible, dans le cadre d'une gouvernance renforcée.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Chantier 5 – Garantir l'accès et le maintien des savoirs de base et agir contre le risque de fracture numérique

La maitrise des compétences clés est essentielle à l'exercice de la citoyenneté et à l'inclusion sociale et professionnelle. En effet, le développement de la capacité à s'orienter, l'accès à la formation, à l'emploi, à la mobilité professionnelle nécessitent un premier niveau de maitrise des compétences clés pour tous les publics, jeunes, demandeurs d'emploi et salariés.
A ce titre, leur acquisition constitue un enjeu majeur pour la formation professionnelle qui doit notamment concourir à l'objectif pour chacun de disposer a minima d'un socle de connaissances et de compétences professionnelles favorisant l'accès à la qualification et à l'emploi.
Pour les publics les plus éloignés, le Plan régional de lutte contre l'illettrisme constitue un des cadres partenariaux contractuels de l'action régionale en faveur de l'acquisition des compétences clés.

Les défis sont les suivants :

- La nécessité de repérer plus efficacement les personnes en situation spécifique d'illettrisme ou de non maîtrise totale ou partielle des savoirs de base,

- La maîtrise des compétences clés pour tous les publics, jeunes en formation initiale (élèves, apprentis), demandeurs d'emploi (jeunes et adultes), salariés, incluant la prévention de la fracture numérique (ou de « l'illectronisme »),

- La lisibilité et le décloisonnement des dispositifs permettant l'acquisition des compétences clés et des certifications correspondantes, en poursuivant une logique de parcours,

- L'adaptation des parcours d'acquisition linguistique et professionnelle aux besoins des personnes allophones,

- Comme évoqué dans le rapport « Lepaon »[15], la nécessité de favoriser un « langage administratif » plus accessible aux usagers des services publics permettant l'accès effectif aux droits.

Il est constaté à cet égard :

- Malgré le manque d'objectivation chiffrée, les problématiques d'illettrisme sont bien réelles notamment pour 10% des jeunes identifiés « en difficulté de lecture »[16] . 15% de la population est estimée touchée par l'illettrisme numérique[17],

- Une certaine complexité à aborder les sujets de l'illettrisme et des savoirs de base avec les personnes concernées,

[15] *Rapport au Premier Ministre du 28 novembre 2016 - Agence de la langue française pour la cohésion sociale*
[16] *Source : Direction de l'Evaluation, de la Prospective et de la Performance, Note d'information n°14 - Mai 2016. Enquêtes conduites dans le cadres des Journées défense et citoyenneté auxquelles ont participé 770 000 jeunes âgés de 16 à 25 ans en 2015.*
[17] *Source : Proposition de recommandation du conseil de l'Union Européenne sur l'établissement d'une garantie de compétences, publiée en juin 2016.*

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFITLV_01-DE

- Une anticipation insuffisante de l'acquisition du socle de connaissances et de compétences professionnelles en amont de l'entrée en formation qualifiante ou en emploi,

- Un manque de lisibilité, pouvant amener à une certaine concurrence des dispositifs et des certifications œuvrant à l'accès et au maintien des compétences clés tant au niveau des personnes que des professionnels de l'orientation et de la formation. Ce constat concerne particulièrement l'offre de formation en « français langue étrangère » au regard de la multiplicité de l'intervention des acteurs,

Dans le cadre du chantier n°5 du CPRDFOP, les partenaires signataires conviennent des objectifs suivants :

- Mettre en œuvre, en référence à la recommandation européenne18, une réelle « garantie de compétences » pour tous les publics, s'inscrivant dans une logique de parcours : acquérir les savoirs de base tout en préparant son projet professionnel (construction de projet, entrée en formation qualifiante, entrée en emploi),
- Dans une optique de meilleure lisibilité, d'accessibilité et de complémentarité, conduire un état des lieux des dispositifs de formation et des certifications existantes dans le domaine de la maîtrise des savoirs de base et en « français langue étrangère »,
- Poursuivre et renforcer les actions en lien avec les compétences de base dans le cadre du Plan Régional d'insertion des Travailleurs Handicapés (PRITH) en faveur des personnes en situation de handicap,
- Favoriser une meilleure intégration de la nouvelle certification CLéA19 dans l'ensemble des parcours de formation,
- Conduire une observation régionale des situations d'illettrisme pour mettre en œuvre des actions plus efficaces,
- Poursuivre la sensibilisation et/ou la professionnalisation des Conseillers en Evolution Professionnelle, des équipes pédagogiques des centres de formation, des associations et des entreprises sur le repérage des personnes en situation d'illettrisme,
- Permettre à tous les publics un accès facilité « au numérique » :
- Pouvoir accéder à un lieu ressource sur l'ensemble du territoire,
- Favoriser les initiatives d'inclusion numérique en complément du « Visa internet » qui favorise un premier apprentissage des outils numériques,
- Favoriser une animation régionale et territoriale des acteurs et des dispositifs afin d'affiner les diagnostics, les échanges de pratiques et les expérimentations.

Ce chantier se conduira dans le cadre du Comité de pilotage du Plan régional de lutte contre l'illettrisme, du Comité des financeurs et de la Commission formation du CREFOP.

[18] *ANLCI, « La charte pour que le numérique profite à tous, mobilisation contre l'illettrisme », Septembre 2016.*
[19] CLéA : *Certificat de connaissances et de compétences professionnelles (Socle de connaissances).*

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Chantier 6 - Développer une réponse formation au service de parcours plus fluides

L'orientation stratégique I.2 du CPRDFOP fixe pour objectif de garantir l'accès à la qualification et le développement des compétences tout au long de la vie, dans le cadre de parcours individualisés, plus fluides et plus continus.

Cette priorité répond à plusieurs défis que sont :

- Faciliter l'accès à la formation et à la qualification pour tous en garantissant, a minima, un premier niveau de qualification et en favorisant l'élévation du niveau de qualification,
- Développer une réponse formation tout au long de la vie plus fluide, qui s'inscrive dans une logique de décloisonnement des voies et dispositifs de formation *(statut scolaire, apprentissage et formation continue)* et d'individualisation des parcours de qualification et d'évolution professionnelle vers et dans l'emploi,
- Proposer des modalités diversifiées d'accès à la qualification, adaptées aux attentes de l'ensemble des publics,
- Favoriser l'attractivité des formations qualifiantes et/ou certifiantes auprès des demandeurs d'emploi, très souvent davantage en attente d'une reprise d'emploi immédiate.

Il est constaté à cet égard que :

- Les parcours professionnels se caractérisent désormais par leur non linéarité, les individus devant alterner entre périodes d'emploi, de recherche d'emploi, d'orientation, de formation.
- L'accès à la certification est multiple et se fait, de plus en plus, via des parcours de formation combinant, dans le temps, diverses modalités complémentaires.
- Les outils numériques font émerger de nouvelles modalités de formation, multimodales et participatives, ainsi qu'un apprentissage informel qui devra être intégré en complémentarité avec le savoir transmis par l'enseignant/le formateur/l'ingénieur pédagogique.
- Les statuts et la diversité des financeurs limitent la fluidité des parcours.
- Les dispositifs d'accompagnement des publics, notamment en faveur des jeunes et les actions de formation dites de remobilisation se sont multipliés.
- Les formations professionnelles continues restent caractérisées par une saisonnalité encore trop marquée.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Dans le cadre du chantier n°6 du CPRDFOP, les partenaires signataires conviennent des objectifs suivants :

Favoriser les décloisonnements en faveur d'une plus grande fluidité des parcours de formation initiale

- Favoriser des passerelles entre la formation professionnelle et les autres voies de formation.
- Développer la mise en place de parcours de réussite, dans l'esprit des « parcours d'excellence cyber ».
- Conforter l'articulation entre l'enseignement secondaire professionnel et l'enseignement supérieur, en référence au Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (SRESR), dans une logique de parcours, du bac - 3 au bac + 3 et, plus globalement, dans une ambition d'accès à l'enseignement supérieur jusqu'au bac + 5.
- Offrir la possibilité de parcours diversifiés, en particulier en développant la mise en place de parcours mixtes scolaire/apprentissage.
- Promouvoir le développement de partenariats entre établissements.

Faciliter l'accès aux formations qualifiantes et certifiantes en formation continue, en sécurisant les parcours

- Proposer des parcours fluides et dynamiques alternant les phases d'accompagnement, de formation, de découverte des métiers, et d'immersion en situation de travail.
- Renforcer les passerelles entre les dispositifs ; dans cet esprit, la Région proposera l'évolution du dispositif régional pour l'insertion professionnelle (DRIP) avec l'ensemble des acteurs concernés (Etat, Pôle emploi, Missions locales, Cap emploi et les branches professionnelles),
- Organiser des parcours sécurisés d'accès à la qualification pour les demandeurs d'emploi à l'instar du contrat d'accès à la qualification proposé aux jeunes suivis par les Missions locales, et encourager les parcours certifiants tournés vers et dans l'entreprise (exemple : combinaison de préparations opérationnelles à l'emploi (POE) et de contrats de professionnalisation).
- Faciliter les transitions professionnelles des salariés ayant des projets de reconversion en leur proposant un parcours sécurisé vers un nouvel emploi. Des expérimentations territoriales pourront être menées en lien avec les branches professionnelles et les partenaires sociaux.
- Rechercher des modalités d'organisation de sessions intermédiaires de certification de manière plus régulière, permettant ainsi une plus grande souplesse dans l'organisation de l'offre de formation et évitant une trop forte saisonnalité des entrées en formation pour les publics.
- Favoriser, avec l'appui des Partenaires sociaux, la constitution de réseaux de professionnels pouvant participer aux jurys de certification et de qualification.
- Favoriser une plus grande mobilisation de la Validation des Acquis de l'Expérience, en élargissant les cibles en termes de publics ainsi qu'en diversifiant les modalités de préparation (renforcement des modalités d'accompagnement de type collectif ; intégration de la VAE dans la conception de parcours de formation plus courts prenant en compte les compétences des bénéficiaires …)

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFITLV_01-DE

- Promouvoir et faciliter l'accès et le suivi du Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires (DAEU) en l'articulant mieux avec d'autres dispositifs. Vecteur de promotion sociale, ce dispositif permet aux personnes non titulaires du baccalauréat d'avoir une équivalence et ainsi d'accéder à un cursus universitaire ou à une autre formation post bac.

Et de manière transversale :

- Poursuivre et consolider les logiques de « Campus » (CMQ et Campus de proximité),
- S'appuyer sur les blocs de compétences et développer la modularisation pour construire de nouveaux parcours d'accès à la certification inscrits dans la durée, tant en formation initiale qu'en formation continue,
- Renforcer la mutualisation des plateaux techniques.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Chantier 7 - Prévenir les ruptures de parcours et favoriser leur sécurisation

L'orientation stratégique I du CPRDFOP confirme l'enjeu de garantir l'accès à la qualification et le développement des compétences tout au long de la vie, dans le cadre de parcours personnalisés, plus fluides et plus continus.

Elle souligne, en ce sens, l'importance de prévenir ou de remédier aux situations de décrochage en formation initiale sous statut scolaire comme en apprentissage, d'une part, et d'autre part, de conforter la sécurisation des parcours.

I- Prévention des ruptures de parcours en formation initiale et accompagnement des jeunes en situation de décrochage

Les défis à relever portent à la fois sur :

- La réduction du nombre de jeunes ayant rompu leur scolarité.
- Une plus grande articulation des politiques publiques dédiées à la lutte contre le décrochage en formation initiale, de la prévention à la remédiation.
- Un meilleur repérage des jeunes en situation de décrochage.
- La lutte contre le « non recours » au droit au retour en formation initiale, pour les jeunes sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification professionnelle.

On constate en effet que :

- Si la Bretagne est statistiquement moins concernée que d'autres régions par le décrochage, le fait de quitter le cycle de formation initiale sans diplôme ni qualification professionnelle peut s'avérer plus pénalisant, voire stigmatisant, dans une académie présentant des taux de réussite aux examens importants.
- Les risques de décrochage scolaire relèvent de différents facteurs, qui au-delà du seul prisme scolaire, peuvent être liés à l'environnement social, familial ou personnel du jeune. Face à des situations individuelles complexes, l'accueil en internat et le renforcement des actions visant à développer l'internat éducatif en complément des actions de type « micro lycées », peuvent être des atouts complémentaires au maintien des jeunes les plus vulnérables dans le système scolaire et dans l'accès à un premier niveau de diplôme.
- Le repérage des jeunes « décrocheurs » est perfectible, les données sur le décrochage en Bretagne restent encore partielles, du fait notamment de systèmes d'information et de traitement de bases de données qui gagneraient à être davantage harmonisés.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

- Dans un contexte de compétence partagée, les logiques de cloisonnement des politiques publiques et de leurs dispositifs prennent encore le pas sur un nécessaire partenariat en faveur des jeunes.
- La mise en réseau et la collaboration systématique des acteurs intervenant auprès des jeunes ayant rompu leur scolarité n'est pas suffisamment effective.

Dans le cadre du chantier n°7 du CPRDFOP, les partenaires signataires conviennent des objectifs suivants :

- Mieux connaître les publics concernés et leurs parcours via :
  - l'élaboration d'un cadre d'observation et de suivi du décrochage en Bretagne,
  - le soutien et la contribution aux travaux de recherche menés dans ce domaine.
- Mobiliser plus largement l'ensemble des partenaires et des solutions possibles, pour contribuer à apporter des réponses pédagogiques et éducatives appropriées à toute manifestation témoignant d'un mal être ou d'un désinvestissement « scolaire », en lycée comme en CFA.
- Rendre possible le passage au sein de la voie professionnelle, du lycée vers le CFA et réciproquement, en cours d'année, dans une même filière métiers, afin d'éviter une possible rupture de scolarité liée aux modalités pédagogiques de formation. Cela permettrait au jeune de s'inscrire dans une dynamique positive de choix. Des expérimentations locales pourraient être menées en ce sens.
- Définir des modalités de découverte des métiers et de la voie de l'apprentissage, au sein des CFA, pour des jeunes s'inscrivant dans un parcours d'orientation ou de réorientation (notamment jeunes décrocheurs).
- Sécuriser les parcours en apprentissage en apportant un accompagnement pédagogique et social adapté, et en améliorant le positionnement des apprentis.
- Positionner les Plates-formes de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs (PSAD) comme levier majeur du repérage et de l'accompagnement personnalisé des jeunes décrocheurs et comme instances de collaboration renforcée entre les acteurs de l'orientation, de la formation, de l'insertion et de l'emploi, afin de proposer des itinéraires de réussite individualisés.
- Soutenir des expérimentations dans les champs de la prévention, l'intervention et la remédiation en favorisant de larges partenariats afin que chaque acteur apporte son expertise sur les solutions à proposer aux décrocheurs.
- Prendre en compte dans la politique d'accueil des élèves en internat les objectifs :
  - d'éviter aux élèves des temps de trajet quotidiens trop longs qui peuvent nuire à leur réussite scolaire, contribuant ainsi à prévenir le décrochage des plus fragiles, notamment dans les lycées professionnels.
  - de porter une attention particulière aux lycéens qui connaissent des difficultés sociales et/ou familiales, afin de bénéficier d'un espace éducatif et de socialisation qui veille au

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

bien-être des élèves, à l'apprentissage des règles de vie collective et leur permettent de réinvestir pleinement leur scolarité.

Ce chantier mobilisera largement l'ensemble des partenaires mais également tous les acteurs pouvant concourir à la prévention, l'intervention et la remédiation (associations, collectivités, entreprises, …).

Ce chantier sera suivi par la commission Orientation Tout au Long de la Vie (OTLV) du CREFOP.

Le pilotage des politiques de lutte contre le décrochage en formation initiale sera assuré par le comité politique de coordination régional qui associe aux côtés de la Région, l'Etat (DIRECCTE/Rectorat/DRAAF), l'Association Régionale des Directeurs de CFA, l'Association Régionale des Missions Locales, la chaire jeunesse de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP).

Au niveau local, des informations régulières sur les actions menées par les PSAD seront transmises aux CTEF.

II- Sécurisation des parcours des stagiaires en formation continue

Le défi à relever :

- Rendre attractif l'accès aux formations ou comment permettre aux personnes de s'engager dans un parcours de formation dans des conditions optimales (choix de la formation, règlement préalable des conditions matérielles notamment les coûts de la formation, la rémunération, l'accès à un hébergement, la garde d'enfants…).

Les constats :

- L'émergence de difficultés connexes trop souvent révélées lors du déroulement des formations ne permettant pas un suivi confortable des formations.
- Des délais d'attente de versement de rémunération au démarrage des actions de formation.

Les objectifs :

- Au regard de l'étude menée par la Région au sujet de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle continue, engager les chantiers autour :
    - D'une meilleure information sur les conditions de réalisation des formations et notamment sur les rémunérations à délivrer aux personnes.
    - De la qualité des processus de versement des rémunérations avec l'ensemble des partenaires concernés (CEP, organismes de formation, Région…).
    - De l'accompagnement des mobilités des personnes (en lien avec les principaux partenaires que sont les collectivités locales compétentes, Pôle emploi…).

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

- De la « solidarité » en s'interrogeant sur les besoins en rémunération en fonction des profils des personnes et des projets poursuivis.

- Mieux appréhender les observations des stagiaires de la formation professionnelle confrontés à des situations problématiques au cours de la formation. Développer une fonction régionale de médiation au service des stagiaires.
- Prendre appui sur le projet « parcours de formation de la personne en recherche d'emploi » dans le cadre du laboratoire d'innovation publique mis en place par l'Etat et la Région, dont l'objectif est de faire participer les usagers à la remontée des problématiques rencontrées tout au long du parcours de formation (de la construction du projet à la sortie de formation) et à la construction des solutions à envisager.

Ce chantier sera suivi par la Commission Formation du CREFOP et mobilisera la Conférence des organismes de formation.

III- Sécurisation des parcours des salariés

La Conférence sociale, instance quadripartite (Etat, Région et partenaires sociaux) a pour fil conducteur le dialogue social et a fait de la sécurisation des parcours professionnels une priorité.

Elle a souhaité l'aborder selon une approche territorialisée visant :

- Le développement des compétences et des qualifications, autour de compétences socles permettant une meilleure adaptabilité structurelle et des capacités de rebond,

- Une meilleure connaissance des situations pour anticiper les mutations,

- Le développement de logiques de GPEC territoriales pour faciliter les reconversions professionnelles et les anticiper,

- Des réponses innovantes et expérimentales pour :
  - favoriser les transitions sans précarisation sociale des personnes,
  - développer des propositions d'accompagnement sur les difficultés connexes à l'emploi et à la formation, dont notamment les problème de mobilité.

Ce chantier mobilisera les instances régionales de dialogue social.

De manière transversale, dans le cadre du chantier 7, les partenaires signataires conviennent de soutenir les initiatives favorisant la mobilité des personnes.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Chantier 8 – Conforter l'accompagnement territorial des entreprises, en intégrant pleinement la dimension « compétences humaines » et en développant les démarches de Gestion Territoriale des Emplois et des Compétences (GTEC)

L'orientation stratégique II du CPRDFOP affirme le rôle moteur de la formation et des compétences humaines dans le développement économique.

Elle répond en cela à plusieurs défis que sont :

- Les nécessaires maintien et développement des compétences pour améliorer la compétitivité hors coûts des entreprises, dans un contexte de concurrence toujours plus forte,
- L'apparition de métiers nouveaux dans des filières émergentes,
- Le besoin dans des métiers traditionnels de compétences nouvelles, notamment au regard des transitions énergétiques ou numériques,
- La nécessité de répondre aux besoins en compétences à caractère cyclique de l'économie, ainsi qu'à l'enjeu des métiers en tension,
- La nécessité d'anticiper les besoins de compétences aux échelles territoriales adaptées,
- Les enjeux démographiques liés aux besoins de renouvellement des actifs, et notamment des générations d'entrepreneurs.

Il est constaté à cet égard que :

- Les petites et très petites entreprises peuvent parfois rencontrer de réelles difficultés à développer les fonctions Ressources Humaines (RH) à la hauteur de leurs enjeux. Elles demandent à être accompagnées,
- Les petites entreprises sont confrontées, à court terme, à des défis de reprise/transmission majeurs ; à ce titre une préparation des compétences en interne est un enjeu essentiel. Elles sont, par ailleurs, inégalement préparées aux défis des transitions,
- La montée en compétences au sein de l'entreprise, notamment les plus petites, peut parfois être trop axée sur des enjeux d'immédiateté sans prise en compte suffisante des perspectives de moyen terme, faute d'un lien entre stratégie de développement et stratégie RH,
- Le défi du numérique va entrainer un profond bouleversement de ces questions et induire des besoins de montées en compétences massifs et d'accompagnement à l'adaptation de l'organisation du travail.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-DELIBCMD_01-DE

Dans le cadre du chantier n°8 du CPRDFOP, les partenaires signataires conviennent des objectifs suivants :

- Permettre aux entreprises de pleinement intégrer les enjeux de ressources humaines et de compétences dans leurs projets stratégiques, au même titre que l'innovation ou l'internationalisation,
- Renforcer les fonctions ressources humaines dans l'entreprise, en particulier les TPE, en complément des dispositifs d'ores et déjà mis en œuvre par l'Etat, la Région ou les acteurs consulaires notamment,
- Anticiper au sein de l'entreprise, dans des logiques de GPEC, les besoins en compétences, les métiers et qualifications nouvelles requises, notamment celles liées au numérique, et favoriser leur intégration dans les plans de formation,
- Développer des dynamiques opérationnelles de GPEC-T en privilégiant des logiques expérimentales et innovantes, en s'appuyant notamment sur les démarches de GPEC au sein des entreprises.

Ce chantier mobilisera l'ensemble des acteurs de l'accompagnement des entreprises, mais également les partenaires sociaux dans leur responsabilité en matière de formation des salariés.

Dans ses traductions territoriales en matière de GPEC-T, il pourra notamment s'appuyer sur les expérimentations d'ores et déjà engagées et soutenues dans le cadre de la Conférence sociale (Chantier 7).

Il s'appuiera également au plan territorial sur les CTEF comme lieux de concertation, de partage des enjeux locaux en matière d'emploi et de formation, d'accompagnement et de suivi des projets territoriaux.

Les objectifs de ce chantier font écho aux enjeux posés par la Glaz économie et le SRDEII.

Le Conseil régional a retenu lors de ses sessions de juin 2016 et de février 2017 le principe du développement d'un service public de l'accompagnement des entreprises (SPAE) qui se déploie sur les territoires, notamment dans le cadre de conventions de partenariat signées par le Conseil régional avec les EPCI. Il a vocation à mobiliser et articuler l'action de tous les acteurs de terrain, en lien avec les entreprises, dont notamment les acteurs consulaires.

Il vise à passer d'une logique réactive à une logique plus proactive d'accompagnement des entreprises sous forme de guichet unique, simplifiant le système, le rendant plus lisible et efficace, en lien par ailleurs avec le développement d'outils internet performants d'information de type portail TPE.

Il repose sur la conviction que la stratégie de l'entreprise est globale et doit intégrer l'ensemble des fonctions et paramètres de son développement, ne segmentant pas entre elles les fonctions innovation, international, stratégie et ressources humaines.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Chantier 9 - Développer des dynamiques sectorielles dans le cadre d'une contractualisation renouvelée avec les branches professionnelles

L'orientation stratégique II du CPRDFOP positionne les compétences humaines comme moteur de l'économie bretonne.

Cette ambition impose d'œuvrer à une meilleure articulation de la relation entre le développement des compétences et le développement économique. Elle place, à ce titre, la formation comme un levier majeur de la performance de l'économie bretonne, dans l'ensemble de ses composantes.

Cette volonté se traduit par une nécessaire structuration des démarches de concertation avec les acteurs économiques, et plus particulièrement les branches professionnelles, celle-ci devant s'inscrire dans une logique d'articulation économie-emploi-formation.

Issue d'une pratique engagée depuis plusieurs années, qui s'est traduite par la signature d'une dizaine de contrats d'objectifs couvrant des secteurs très divers (pêche et cultures marines, agriculture, bâtiment, travaux publics, métallurgie, tourisme, transport-logistique, sanitaire et social, spectacle vivant, sport…), cette contractualisation renouvelée avec les branches doit répondre à plusieurs défis :

- Anticiper les besoins en compétences et préparer aux métiers de demain.
- Accompagner la nécessaire montée en compétences des actifs, dans un contexte d'accélération des mutations technologiques et organisationnelles.
- Anticiper et accompagner les évolutions engendrées par les transitions énergétiques, environnementales et numériques sur les métiers et les besoins en compétences.
- Favoriser une meilleure appréhension de la réalité des métiers et de leurs conditions d'exercice, participant, plus globalement, aux processus d'orientation et d'évolution professionnelle.

A cet égard, les constats sont aujourd'hui les suivants :

- Une démarche qui s'inscrit dans un contexte renouvelé, avec la création du Comité Paritaire Interprofessionnel Régional pour l'Emploi et la Formation (COPAREF),
- Une structuration hétérogène des différentes branches professionnelles, certaines d'entre elles n'étant pas représentées au niveau régional,
- Un niveau de ressources mobilisables variable, en fonction de l'existence, ou pas, d'observatoires sectoriels à même de mener des études et des travaux prospectifs utiles à la prise de décision,

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

- La mise en place, au cours de ces dernières années, de Commissions Paritaires Régionales Emploi Formation Professionnelle (CPREFP) dans un certain nombre de branches.
- Le développement de conventionnements bilatéraux entre les branches et les différents partenaires institutionnels, induisant une certaine segmentation des approches,
- Une segmentation par branches qui n'est pas toujours parfaitement lisible au regard d'enjeux sectoriels, de filières ou de marchés.

Au travers d'une contractualisation renouvelée, la volonté conjointe de l'Etat (DIRECCTE et Autorités académiques) et de la Région est de concourir à l'identification des enjeux en matière d'emplois et compétences des différents secteurs économiques afin d'y apporter, de manière coordonnée, des réponses adaptées.

Ainsi les contrats d'objectifs ont vocation à être déclinés avec l'ensemble des branches professionnelles qui souhaiteront s'engager en ce sens.

Par ailleurs, dans le prolongement des démarches déjà engagées au cours de ces dernières années, de nouveaux secteurs économiques, comme, par exemple, la santé ou la formation professionnelle, pourraient être explorés.

Enfin, en l'absence de représentation de branche à l'échelle régionale, des approches interprofessionnelles pourront également être initiées et accompagnées, à l'instar de la démarche d'observation engagée par la Commission Paritaire Régionale Interprofessionnelle de l'Artisanat (CPRIA) qui vise à apporter une vision consolidée de l'ensemble des entreprises relevant de l'artisanat.

En lien avec le COPAREF, une réflexion spécifique pourra également être engagée sur la thématique des métiers « transversaux », non couverts par un domaine d'activité spécifique mais présents dans tous les secteurs ainsi que sur la question des compétences transverses et transférables.

Dans le cadre du chantier n°9 du CPRDFOP, les partenaires signataires conviennent des objectifs suivants :

Organiser le déploiement de dynamiques sectorielles dans le cadre de contrats d'objectifs emploi-formation (I) ou dans le cadre de stratégies globales d'accompagnement économie-emploi-formation, plus particulièrement auprès les filières prioritaires de la Glaz Economie, définies dans le cadre du SRDEII (II).

I- Organiser le renouvellement et le déploiement de contrats d'objectifs emploi-formation, comme cadre de concertation entre l'État (DIRECCTE et Autorités académiques), la Région et les branches professionnelles, dans leur dimension paritaire. Leur rôle sera de décliner, de manière sectorielle, les orientations du CPRDFOP et s'organisera, à cet effet, autour de trois axes principaux :

1 - Partager la connaissance de la branche professionnelle et de ses évolutions afin de construire un diagnostic des besoins en emplois et en compétences et anticiper l'évolution des métiers.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

2 - Contribuer à structurer une réponse adaptée aux besoins identifiés, notamment dans le cadre de l'élaboration de la carte des formations professionnelles, ou au titre des Engagements de Développement des Emplois et des Compétences (EDEC). Dans ce cadre, en réponse aux besoins en compétences émergents, une réflexion sur des expérimentions relatives à l'adaptation des référentiels de formation pourra être engagée. La dimension « information sur les métiers » s'inscrira également dans le cadre de ces travaux, en lien avec le SPRO-EP.

Enfin, des plans d'actions, en lien avec le CPRDFOP, pourront être conduits sur les thématiques spécifiques, identifiées comme prioritaires par les membres du Contrat d'Objectifs.

3 - Garantir une dynamique emploi-formation partagée en organisant une capitalisation des différentes actions mises en œuvre.

L'animation des Contrats d'Objectifs sera conduite conjointement par les services de l'Etat et les services de la Région.

II - Développer des stratégies globales d'accompagnement économie-emploi-formation, plus particulièrement auprès des filières stratégiques portées par la Glaz économie.

Il s'agit de mieux intégrer, au sein des plans ou programmes de développement des filières structurantes et prioritaires de la Glaz économie, les enjeux liés au développement de l'innovation et à l'accompagnement des entreprises ainsi que les enjeux de montée en compétences et de formation.

Les initiatives bretonnes engagées dans le cadre du P3AB pour l'Agriculture et les IAA ou du Plan bâtiment durable pour la construction, constituent des références qui pourront être étendues, dans leur méthode, à la mise en œuvre de programmes structurants de la Glaz économie, ainsi que sur des secteurs en émergence. Un travail nouveau sur les enjeux de la filière santé pourra être rapidement engagé.

Pour rappel, les filières stratégiques identifiées dans le cadre du SRDEII sont :

- *Industrie agro-alimentaire*
- *Naval-Nautisme*
- *Tourisme*
- *Numérique*
- *Biotechnologies*
- *Véhicules & Mobilités*
- *Energies Marines Renouvelables*
- *Défense et sécurité*
- *Eco-activités*
- *Santé*
- *Bâtiment, Eco-construction et Eco-rénovation*

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Chantier 10 - Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes

L'égalité femmes.hommes est un enjeu de première importance et, si la loi affirme le droit à l'égalité réelle, il importe de garantir à chacun.e la possibilité de choisir de s'engager dans une formation et un métier, quel que soit son sexe, et de construire sans stéréotype son projet de vie professionnelle.

Dès lors, les défis sont ambitieux :

- La promotion d'une orientation diversifiée et de l'élargissement des choix professionnels pour tou.te.s,
- L'égalité professionnelle effective dans le choix et l'accès à l'ensemble des métiers et des filières professionnelles, qui soient pensés dès la scolarité et lors de chaque étape d'accompagnement, d'orientation et d'apprentissage scolaire et tout au long de la vie,
- Le soutien actif de l'entrepreneuriat féminin.

On constate ainsi que :

- La faible mixité des orientations et des formations persiste,
- Les « ségrégations » horizontales et verticales des emplois perdurent : la répartition au sein des emplois et des secteurs met en évidence des déterminismes de genre en matière d'orientation, d'accès à la formation, de déroulement de carrière, de promotion, de rémunération. Ainsi, sur un total de 86 familles de métiers[20], 25 sont à dominance féminine, avec une part relative supérieure à 63%, 20 métiers sont considérés mixtes, avec une part relative entre 33 et 63%, et 41 sont à dominance masculine, avec un taux inférieur à 33%).
- En dépit d'obligations législatives récentes, seules 37% des entreprises concernées ont déposé en 2016 un plan d'action égalité professionnelle et/ou signé un accord Egalité en Bretagne,
- Les femmes sont plus nombreuses à être au chômage et représentent 83% des emplois précaires,
- En Bretagne 29% des créations d'entreprises sont réalisées par des femmes, plaçant la Région dans le peloton de tête (28% en moyenne au niveau national)[21].

Dans le cadre du chantier n°10 du CPRDFOP, les partenaires signataires conviennent des objectifs suivants :

I - Agir en faveur d'une orientation élargie et diversifiée

- Sensibiliser et former les professionnel.le.s de l'orientation, de l'insertion et de la formation (notamment les actrices et les acteurs en charge du CEP et accompagnateurs à la création/reprise d'entreprise) aux enjeux de l'égalité femmes.hommes et à la lutte contre les stéréotypes sexués,

[20] *Source INSEE*
[21] *Source : INSEE Enquête SINE 2014 (hors auto-entrepreneurs)*

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

- Accompagner les centres de formation continue dans la mise en œuvre de démarches proactives en matière d'égalité femmes.hommes auprès de leurs salarié.e.s, de leurs stagiaires et de leurs partenaires,

- Favoriser la promotion de l'égalité professionnelle tout au long des parcours d'orientation, de formation et d'insertion professionnelles :

    - Soutenir les initiatives qui élargissent l'horizon des choix professionnels possibles,
    - Cibler les formations (scientifiques, techniques, technologiques) et les secteurs clés peu mixtes (le numérique, le maritime, l'agriculture, la sécurité, la petite enfance, le grand âge, les métiers verts ou la culture) afin d'augmenter la part des métiers mixtes, de 12% actuellement, à un tiers d'ici 2025,
    - Accompagner des initiatives territoriales qui luttent contre les freins de l'accès à la formation et à l'emploi, en matière de parentalité (modes de garde), d'articulation des temps de vie et de mobilité,
    - Poursuivre l'expérimentation conduite au titre de la Convention Territoire d'excellence en direction des centres de formation continue et des centres de formation d'apprentis et l'élargir aux structures de l'accompagnement, de l'insertion, de l'orientation et de l'emploi.

II - Agir pour l'entrepreneuriat des femmes

- Atteindre, dans la création d'entreprise, un taux de 40% de femmes d'ici 2020.

- Sensibiliser et former à l'égalité femmes.hommes les professionnel.le.s de l'accompagnement à la création d'entreprise et encourager le réseau régional des actrice.teur.s - et leurs initiatives - en faveur de l'entrepreneuriat des femmes.

- Améliorer la visibilité des structures dédiées, faire connaître leur couverture territoriale et leurs modalités d'accompagnement.

- Poursuivre la démarche engagée au titre du Plan d'actions régional pour l'entrepreneuriat des femmes (PAR) co-piloté par l'Etat, la Région et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

6- Réussir la mise en œuvre de l'ambition partagée : concertation, pilotage, évaluation

La loi du 5 mars 2014 a redessiné la gouvernance des politiques Emploi-Formation-Orientation au niveau régional, à travers notamment la création du CREFOP – et de son bureau – et à travers la création du COPAREF.

La mobilisation des différents acteurs et l'élargissement du périmètre du Contrat à l'orientation professionnelle appellent une gouvernance renouvelée, permettant de :

- favoriser un quadripartisme actif et efficace, reposant sur la concertation, la coordination des acteurs et la complémentarité des interventions,
- décloisonner les approches tout en respectant les domaines de compétence et de responsabilité de chacun,
- assurer une réelle articulation entre orientations stratégiques et mise en œuvre opérationnelle,
- assurer la cohérence des calendriers entre actions conjoncturelles et actions structurelles,
- croiser les approches sectorielles et de branche avec les approches transversales et interprofessionnelles,
- enrichir ces approches par celles émanant des territoires,
- décloisonner les acteurs, rapprocher le monde de la formation, de l'orientation et du développement économique,
- renforcer la lisibilité et l'efficience du système.

6.1 Les principes de mise en œuvre

- Mise en œuvre progressive avec une déclinaison des chantiers et de leurs objectifs, en actions opérationnelles conduites tout au long de la durée du CPRDFOP. Les actions sont définies de manière concertée avec les acteurs et opérateurs concernés,
- Réajustement et adaptation des objectifs des différents chantiers possibles sur toute la durée du CPRDFOP, en fonction des évolutions socio-économiques régionales et des évolutions législatives,

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

- Suivi permanent de la mise en œuvre des chantiers avec un rendu compte régulier, notamment en session du Conseil régional,
- Mobilisation des instances et des lieux de concertation existants, aux différents niveaux d'intervention pertinents (régional, sectoriel et territorial).

6.2 Les instances de gouvernance et de suivi

1 - <u>Le CREFOP est l'instance de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du Contrat</u>.

Pour assurer cette mission de suivi, les différentes instances du CREFOP seront mobilisées, chacune dans le cadre de leurs prérogatives :

- **Le bureau :**

- Assure le pilotage stratégique transversal : il est destinataire des données de suivi consolidées de la mise en œuvre des chantiers prévus au contrat.
- Assure le suivi et l'évaluation du Contrat de plan.

- **Les commissions (Orientation tout au long de la vie, Formation, Service public régional de l'emploi) :**

- Assurent la concertation préalable et la préparation des outils, des démarches et des expérimentations, liées aux chantiers qui relèvent de leur suivi.

- **La commission prospective :**

- Joue un rôle clé sur le volet diagnostic partagé et identification des besoins à prendre en compte,
- Est le lieu privilégié de rencontre avec les acteurs de l'innovation, de la recherche et du développement des filières.

- **Le CREFOP, dans sa formation plénière, adopte le document et** a la charge de débattre des bilans annuels intermédiaires de réalisation du Contrat.

En appui à ces différentes instances, le secrétariat permanent facilite la mutualisation des informations utiles aux travaux de suivi du Contrat.

Au sein du bureau du CREFOP, les signataires se réunissent au moins une fois par an pour faire le point sur l'avancement des engagements pris dans le cadre du CPRDFOP. Ils décident à ce titre d'apporter des ajustements ou des révisions du Contrat rendus nécessaires par la mise en œuvre des chantiers retenus.

2 - <u>Le suivi des chantiers du CPRDFOP se fait par un pilotage de projet, ad hoc.</u>

Les chantiers qui découlent du CPRDFOP font l'objet d'un pilotage spécifique associant les parties prenantes du chantier. Pour favoriser ce pilotage, des indicateurs de suivi seront élaborés et renseignés pour chacun des chantiers.

Envoyé en préfecture le 29/06/2017
Reçu en préfecture le 29/06/2017
Affiché le
ID : 035-233500016-20170623-D17_DEFTLV_01-DE

Le comité des financeurs, instance technique qui associe les financeurs de la formation en région, est mobilisé dans des formats à géométrie variable, en fonction des chantiers à conduire.

6.3 Les instances de concertation au niveau sectoriel et au niveau territorial

- **Les contrats d'objectifs emploi-formation renouvelés**

Les contrats d'objectifs emploi-formation, cadre de concertation entre l'État (DIRECCTE et Autorités académiques), la Région et les branches professionnelles, déclinent de manière sectorielle, les orientations du CPRDFOP.

- **Les Commissions Territoriales Emploi Formation (CTEF)/ Les Commissions Départementales Emploi Formation (CDEF)**

Les CTEF/CDEF, instances de gouvernance co pilotées par l'Etat et la Région, associent les partenaires sociaux et les autres niveaux de collectivités locales, dont les EPCI.

Elles constituent le cadre de concertation territoriale privilégié pour élaborer des stratégies conjointes sur la base de diagnostics partagés, en déclinaison des orientations du CPRDFOP.

Elles sont également un lieu d'échanges et de suivi des expérimentations territorialisées, définies au niveau régional dans le cadre des différents chantiers.

Ces instances s'adapteront aux évolutions liées aux recompositions territoriales.

6.4 Les modalités d'évaluation

Le 1er chantier à conduire pour le bureau du CREFOP, dans sa responsabilité pour l'évaluation et le suivi portera sur la définition d'un référentiel d'évaluation partagé du CPRDFOP, de ses orientations et de ses chantiers.

Suite à l'adoption du CPRDFOP et avec l'appui du GREF, le bureau définira les objectifs prioritaires à évaluer, le type d'évaluation retenu (ex ante, in itinere ou ex post), le référentiel retenu, les critères et les indicateurs nécessaires.

L'évaluation à conduire se fixe pour priorité la prise en compte des besoins des cibles du Contrat, c'est à dire l'usager final, le demandeur d'emploi, le jeune, le stagiaire de la formation, le salarié dans son parcours. A cet égard, les méthodes de suivi et d'évaluation devront veiller à développer toute méthode permettant de mieux prendre en compte le vécu et l'avis de l'usager.

Une attention particulière sera portée à l'évaluation des expérimentations.

REGION BRETAGNE.

Délibération no17_ DFE_BUDG_02

CONSEIL REGIONAL

23 juin 2017

DELIBERATION

DECISION MODIFICATIVE N °1 AU BUDGET DE L'EXERCICE 2017

Le Conseil régional, convoqué par son Présidentle 30 mai 2017, s'est réuni en séance plénière le vendredi 23 juin 2017 au siège de la Région Bretagne, sous la Présidence de Monsieur Loïg Chesnais-Girard, Président du Conseil régional de Bretagne.

Etaient présents: Monsieur Olivier ALLAIN, Madame Sylvie ARGAT-BOURIOT, Monsieur Eric BERROCHE, Madame Catherine BLEIN, Madame Mona BRAS, Madame Georgette BREARD, Monsieur Pierre BRETEAU (jusqu'à 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (jusqu'à 16h25), MonsieurThierry BURLOT, Madame Gaby CADIOU, Madame Fanny CHAPPE, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Monsieur Marc COATANÉA, Monsieur André CROCQ (jusqu'à 9h3o, puis à partir de 14h30), Madame Delphine DAVID, Monsieur Gérard DE MELLON, Monsieur Stéphane DE SALUER DUPIN, Madame Virginie D'ORSANNE (jusqu'à 15h45), Madame Laurence DUFFAUO, Madame Laurence FORTIN, Madame Anne GALLO, Madame Evelyne GAUTIER-LE BAIL, Monsieur Karim GHACHEM (jusqu'à 13h), Madame Anne-Maud GOUJON (jusqu'à 18h45), Madame Sylvie GUIGNARD (jusqu'à 14h40), Madame Claire GUINEMER (à partir de 9h3o et jusqu'à 17h35), Monsieur Philippe HERCOUËT, Madame Kaourintine HULAUD, Monsieur Bertrand IRAGNE (jusqu'à 16h), Madame Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO, Monsieur Roland JOURDAIN, Monsieur Pierre KARLESKIND, Monsieur Gérard LAHELLÈC, Madame Isabelle LE BAL, Monsieur Jean-Michel LE BOULANGER, Monsieur Olivier LE BRAS, Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (jusqu'à 14h2o), Madame Agnès LE BRUN, Monsieur Patrick LE DIFFON, Monsieur Marc LE FUR, Monsieur Patrick LE FUR, Madame Gaël LE MEUR, Madame Nicole LE PEIH (jusqu'à 14h2o), Monsieur Alain LE QUELLEC, Madame Gaël LE SAOUT, Madame Christine LE STRAT, Monsieur Christian LECHEVALlER, Madame Lena LOUARN, Monsieur Bernard MARBOEUF, Monsieur Martin MEYRIER, Monsieur Philippe MIAILHES, Monsieur Paul MOLAC (de 8h30 à 9h30 puis à partir de 14h2o), Madame Gaëlle NIQUE, Madame Anne PATAULT, Madame Isabelle PELLERIN, Monsieur Gilles PENNELLE, Monsieur Stéphane PERRIN (départ_17h2o), Monsieur Maxime PICARD, Monsi ur Bertrand PLOUVIER (jusqu'à 12h35, puis à partir de 16h10), Monsieur Pierre POULIQUEN, Monsieur Bernard POULIQUEN, Monsieur Bruno QUILLIVIC (jusqu'à 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (jusqu'à 11h25), Madame Emmanuelle RASSENEUR, Madame Agnès RICHÀRD, Monsieur David ROBO (jusqu'à 18h35), Madame Claudia ROUAUX, Monsieur Stéphane ROUDAUT (à partir de 10h05), Madame Catherine SAINT-JAMES, Madame Forough SALAMI-DADKHAH, Monsieur Emeric SALMON, Monsieur Sébastien SEMERIL (jusqu'à 14h2o, puis à partir de 16h40), Madame Renée THOMAÏDIS, Madame Martine TISON, Madame Anne TROALEN, Monsieur Hervé UTARD, Madame Anne VANEECLOO (jusqu'à 18h45), Madame Gaëlle VIGOUROUX, Madame Sylvaine VULPIANL

Avaient donné pouvoir: Monsieur Pierre BRETEAU (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF à partir de 17h3o), Monsieur Gwenegan BUI (Pouvoir donné à Madame Emmanuelle RASSENEUR à partir de 16h25), Monsieur André CROCQ (Pouvoir donné à Madame Laurence DUFFAUD, de 9h30 à 14h30), Madame Virginie D'ORSANNE (pouvoir donné à Monsieur Eric SALMON à partir de 15h45), Monsieur Richard FERRAND (pouvoir à Monsieur Marc COATANEA), Monsieur Karim GHACHEM (pouvoir donné à Madame Gaël LE MEUR à partir de 14h2o), Madame Claire GUINEMER (pouvoir donné à Monsieur David ROBO, de 8h30 à 9h30 puis à Madame Isabelle LE BAL à partir de 17h35), Monsieur Bertrand IRAGNE (pouvoir donné à Madame Agnès RICHARD à partir de 16h), Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (pouvoir donné à Madame Elisabeth JOUNEAUX PEDRONO à partir de 14h2o), Monsieur Jean-Yves LE DRIAN (pouvoir donné à Madame Gaël LE SAOUT), Monsieur Paul MOLAC (pouvoir donné à Madame Mona BRAS de 9h30 à 14h2o), Madame Gaëlle NICOLAS (pouvoir donné à Madame Delphine DAVID), Madame Nicole LE PEIH (p.ouvoir dèmné à Monsieur Maxime PICARD à partir de 14h2o), Monsieur Stéphane PERRIN (pouvoir donné à Madame Sylvie ARGAT BOURIOT à partir de 17h2o), Monsieur Bertrand PLOUVIER èpouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 12h35 à 16h10), Monsieur Bruno QUILLIVIC (pouvoir donné à Monsieur Patrick LE DIFFON à partir de 9h3o), Monsieur Dominique RAMARD (pouvoir à Monsieur Philippe HERCOUET à partir 11h25), Monsieur David ROBO (pouvoir donné à Madame Christine LE STRAT à 18h35), Monsieur Stéphane ROUDAUT (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 8h30 à 1oho5), Madame Hind SAOUD (pouvoir donne à Monsieur Sébastien SEMERIL jusqu'à 14h2o puis à Madame Claudia ROUAUX à partir de 14h2o), Monsieur Sébastien SEMERIL (pouvoir donné à Monsieur Hervé UTARD de 14h2o à 16h4o), Madame Anne VANEECLOO (pouvoir donné à Monsieur Gilles PENELLE à partir de 18h45)

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vue l'ordonnance n°2009-1400 du 17 novembre 2009 relative à la simplificatiàn et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux régions et aux syp.dicats mixtes de l'article L.5721-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vue la délibération 17_BUDG_o1 du Conseil régional en date des 9,10 et 11 février 2017 relative à l'adoption du budget primitif 2017;

Vu le règlement budgétaire financier adopté par le Conseil régional ;

Après avoir pris connaissance de l'avis formulé par le Conseil Economique Social et Environnemental lors dè sa réunion du 12juin 2017;

Vu les avis des Commissions Educations, Economie, Aménagement du territoire et Finances ;

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

Et après avoir délibéré;

DECIDE

(Le groupe Droite Centre et Régionalistes vote contre les programmes 103 et 9012, s'abstient sur les programmes 403 et 9023, et vote contre la déèision modificative dans son ensemble.

Le groupe Front National vote contre les programmes 103 et 315, s'abstient sur les programmes 9012 et 9023, et vote contre la dédsion modificative dans son ensemble.)

d'ARRETER le montant des autorisations de programme caduques antérieureà l'exercice 2017 à 742 095 747 C, le détail par politique et par programme se situant dans les annexes du cadre budgétaire et comptable présentant le budget selon la nomenclature stratégique de la Région ;

- **d'ARRETER** le montant des autorisations d'engagement caduques antérieures à l'exercice 2017 à 261 973 786 C, le détail par politique et par programme se situant dans les annexes du cadre budgétaire et comptable présentant le budget selon la nomenclature stratégique de la Région ;

- **d'ADOPTER** la décision modificative n°1 au budget de l'exercice 2017 de la Région Bretagne dont la répartition réglementaire par chapitre, y compris mouvements d'ordre et provision pour gestion de dette et de trésorerie, est détaillée dans le cadre budgétaire et comptable polir les crédits de paiement, et telle que présentée en annexe pour les autorisations de programme et les autorisations d'engagement et qui porte le budget 2017 équilibré en dépenses et recettes à 2 456 128 ooo,27 C en mouvements budgétaires.

Le Président du Conseil régional,

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Transmis le 12 juillet 2017 au contrôle de légalité

ANNEXE

Décision modificative n°1pour 2017

Vote des AP et AE par chapitre

Chapitre	AP
900	
901	
902	1623000€
903	
904	
905	
906	
907	
go$	
909	
950	
Total	1623000 €

Chapitre	AE
930	
931	1760000€
932	350000€
933	
934	
935	160000€
936	
937	75000€
938	320000€
939	
944	
Total	2 665 000€

Budget Supplémentaire pour l’exercice 2017

Cadre Budgétaire et Comptable

REPUBLIQUE FRANÇAISE

REGION :Région de Bretagne (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 23350001600040

POSTE COMPTABLE : Payeur Régional

M. 71

Budget supplémentaire (3)
Voté par fonction

BUDGET : Budget principal (4)

ANNEE 2017

(1) Indiquer soit « Région : nom de la région », soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal (de la région ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent : Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 9
D1 - Présentation des AP votées 11
D2 - Présentation des AE votées 13

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget 15
A2 - Vue d'ensemble - Total des opérations réelles et d'ordre 16
B - Récapitulation par groupes fonctionnels 17
C1 - Equilibre financier - Investissement 21
C2 - Equilibre financier - Fonctionnement 22
D1 - Balance générale - Dépenses 23
D2 - Balance générale - Recettes 25

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 27
A.900 - Services généraux 29
A.901 - Formation professionnelle et apprentissage 30
A.902 - Enseignement 31
A.903 - Culture, sports et loisirs 32
A.904 - Santé et action sociale 33
A.905 - Aménagement des territoires 34
A.906 - Gestion des fonds européens 35
A.907 - Environnement 36
A.908 - Transports 37
A.909 - Action économique 40
A.921 - Taxes non affectées 41
A.922 - Dotations et participations 42
A.923 - Dettes et autres opérations financières 43
A.925 - Opérations patrimoniales 44
A.926 - Transferts entre les sections 45
A.95 - Chapitres sans prévisions de réalisations 48
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 49
B.930 - Services généraux 52
B.931 - Formation professionnelle et apprentissage 53
B.932 - Enseignement 54
B.933 - Culture, sports et loisirs 55
B.934 - Santé et action sociale 56
B.935 - Aménagement des territoires 57
B.936 - Gestion des fonds européens 58
B.937 - Environnement 59
B.938 - Transports 60
B.939 - Action économique 63
B.940 - Impositions directes 64
B.941 - Autres impôts et taxes 65
B.942 - Dotations et participations 66
B.943 - Opérations financières 67
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus 69
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes 70
B.946 - Transferts entre les sections 71
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement 72
B.95 - Chapitres sans prévisions de réalisations 73

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A/931 - Formation professionnelle et apprentissag

A/935- Aménagement des territoires

A/937- Environnement

B- Eléments du bilan

87.1- Equilibre des opérations financières- Dépenses

87.2- Equilibre des opérations financières- Recettes

E - **Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures**

E1 - Décisions en matière de taux

E2- Arrêté- Signatures

Présentation du budget selon la nomenclature stratégique

I - INFORMATIONS GENERALES | I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES | A

Informations statistiques			
	Valeurs		**Valeurs**
Population totale	3 237 097	Nombre de mètres carrés de surface utile de bâtiments	52 640 m²
Longueur de la voirie régionale (en km)		Nombre d'organismes de coopération auxquels participe la région	29

informations fiscales (N-2)		
	Région	**Pour mémoire, la moyenne nationale**
Potentiel fiscal / habitant défini par l'article L. 4332-5 du CGCT (1)	n.c.	

(1) Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

	Informations financières - ratios	Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement / Population	300,00 €	
2	Produit des impositions directes / Population	111,06 €	
3	Recettes réelles de fonctionnement / Population	374,01 €	
4	Dépenses d'équipement brut / Population	176,16 €	
5	Encours de la dette / Population (2)	276,46 €	
6	Dotation globale de fonctionnement / Population	57,03 €	
7	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3)	16,42%	
8	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal	-	
9	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3)	84,28%	
10	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement.	47,10%	
11	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	73,92%	

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 01/01/N

(3) pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
  - sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

VI – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du comte administratif

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT - RESULTATS	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)	
TOTAL DU BUDGET	1 716 826 420,71	1 852 330 261,70	-34 676 266,21	A1	100 827 574,78
Investissement	750 536 616,32	787 859 465,09	(1) -34 676 266,21	A2	2 646 582,56
Fonctionnement	966 289 804,39	1 064 470 796,61	(2) 0,00	A3	98 180 992,22

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	218 700 575,25	III + IV	218 700 575,25	B1 0,00
Investissement	I	218 700 575,25	III	218 700 575,25	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

	RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL **A1 + B1**	100 827 574,78
Investissement **A2 + B2**	2 646 582,56
Fonctionnement **A3 + B3**	98 180 992,22

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 218 700 575,25
900	Services généraux	0,00
901	Formation pro. et apprentissage	0,00
902	Enseignement	0,00
903	Culture, sports et loisirs	0,00
904	Santé et action sociale	0,00
905	Aménagement des territoires	0,00
906	Gestion des fonds européens	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
909	Action économique	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	218 700 575,25
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
930	Services généraux	0,00
931	Formation pro. et apprentissage	0,00
932	Enseignement	0,00
933	Culture, sports et loisirs	0,00
934	Santé et action sociale	0,00
935	Aménagement des territoires	0,00
936	Gestion des fonds européens	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
939	Action économique	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00

Chap.*1* Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agildes restes à réaliser établis confollllément à la comptabilité d'engagement annuelle
(2) Su1vant le n1veau de vote retenu par l'assemblée

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 218 700 575,25
900	Services généraux	0,00
901	Formation pro. et apprentissage	0,00
902	Enseignement	0,00
903	Culture, sports et loisirs	0,00
904	Santé et action sociale	0,00
905	Aménagement des territoires	0,00
906	Gestion des fonds européens	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
909	Action économique	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	218 700 575,25
954	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
930	Services généraux	0,00
931	Formation pro. et apprentissage	0,00
932	Enseignement	0,00
933	Culture, sports et loisirs	0,00
934	Santé et action sociale	0,00
935	Aménagement des territoires	0,00
936	Gestion des fonds européens	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
939	Action économique	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00

Chap.*1* Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agildes restes à réaliser établis confollllément à la comptabilité d'engagement annuelle
(2) Su1vant le n1veau de vote retenu par l'assemblée

Libellé de l'AP	Chapitres	AP Votées lors des précédentes délibérations	AP Votées lors de la présente délibération	Total AP Votées
P.0607 Développer les actions européennes et internationales	900	251 000,00		251 000,00
P.9000 Patrimoine et logistique	900	4 740 000,00		4 740 000,00
P.9002 Développer le système d'information en appui des politiques régionales	900	2 000 000,00		2 000 000,00
P.9003 Fonds d'intervention régional	900	300 000,00		300 000,00
P.9011 Développement des conditions de travail et des compétences	900	162 000,00		162 000,00
Sous-total du chapitre	**900**	**7 453 000,00**	**0,00**	**7 453 000,00**
P.0301 Assurer la qualité de la relation emploi formation par la connaissance, la concertation et l'orientation	901	20 000,00		20 000,00
P.0312 Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises	901	12 500 000,00		12 500 000,00
Sous-total du chapitre	**901**	**12 520 000,00**	**0,00**	**12 520 000,00**
P.0302 Favoriser les initiatives des jeunes en formation, leur mobilité et les projets éducatifs des lycées	902	100 000,00		100 000,00
P.0303 Adapter le patrimoine bâti à l'accueil des lycéens	902	128 770 000,00		128 770 000,00
P.0304 Participer aux investissements immobiliers dans les établissements privés	902	17 900 000,00	1 623 000,00	19 523 000,00
P.0305 Mettre en œuvre une stratégie immobilière de gestion du patrimoine bâti des lycées	902	48 636 500,00		48 636 500,00
P.0306 Améliorer les équipements dans les lycées publics	902	8 400 000,00		8 400 000,00
P.0307 Participer à l'amélioration des équipements pédagogiques dans les établissements privés	902	4 100 000,00		4 100 000,00
P.0308 Développer le numérique éducatif	902	5 750 000,00		5 750 000,00
P.0311 Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur	902	6 450 000,00		6 450 000,00
Sous-total du chapitre	**902**	**220 106 500,00**	**1 623 000,00**	**221 729 500,00**
P.0318 Développer les langues de Bretagne	903	798 000,00		798 000,00
P.0601 Soutenir le spectacle vivant, les arts plastiques et la diversité des pratiques culturelles	903	930 000,00		930 000,00
P.0602 Soutenir les industries de la création et le développement de la vie littéraire et cinématographique	903	3 780 000,00		3 780 000,00
P.0603 Développer le sport en région	903	7 100 000,00		7 100 000,00
P.0604 Révéler et valoriser le patrimoine	903	4 300 000,00		4 300 000,00
Sous-total du chapitre	**903**	**16 908 000,00**	**0,00**	**16 908 000,00**
P.0101 Contractualiser avec les territoires autour d'enjeux partagés	905	134 778 500,00		134 778 500,00
P.0102 Observer, accompagner et anticiper les mutations territoriales	905	105 000,00		105 000,00
P.0103 Soutenir l'aménagement et le développement des usages numériques	905	11 100 000,00		11 100 000,00
Sous-total du chapitre	**905**	**145 983 500,00**	**0,00**	**145 983 500,00**
P.0501 Promouvoir une gestion intégrée de la ressource en eau	907	4 000 000,00		4 000 000,00
P.0502 Préserver et valoriser la biodiversité et les paysages	907	900 000,00		900 000,00
P.0503 Développer une politique énergétique volontariste et une approche circulaire de l'usage des ressources	907	3 700 000,00		3 700 000,00
Sous-total du chapitre	**907**	**8 600 000,00**	**0,00**	**8 600 000,00**

Libellé de l'AP	Chapitres	AP Votées lors des précédentes délibérations	AP Votées lors de la présente délibération	Total AP Votées
P.0209 Développer le système portuaire	908	24 735 000,00		24 735 000,00
P.0401 Développer les modes de transports collectifs régionaux et favoriser la mobilité durable	908	18 353 100,00		18 353 100,00
P.0402 Moderniser les réseaux ferroviaires et routiers structurants	908	31 877 600,00		31 877 600,00
P.0403 Moderniser les aéroports à vocation régionale	908	400 000,00		400 000,00
P.0606 Valoriser et moderniser les voies navigables bretonnes	908	8 625 000,00		8 625 000,00
Sous-total du chapitre	**908**	**83 990 700,00**	**0,00**	**83 990 700,00**
P.0201 Stimuler l'innovation et développer l'économie de la connaissance	909	9 300 000,00		9 300 000,00
P.0202 Accompagner la structuration des secteurs clé de l'économie bretonne	909	500 000,00		500 000,00
P.0203 Favoriser la création, le développement et la transmission d'entreprises	909	10 500 000,00		10 500 000,00
P.0204 Accompagner le développement des emplois durables et de qualité par la compétitivité des entreprises	909	31 050 000,00		31 050 000,00
P.0205 Développer l'économie sociale et solidaire, l'innovation sociale et l'égalité	909	550 000,00		550 000,00
P.0207 Améliorer la performance des exploitations agricoles et des filières de production alimentaires	909	17 900 000,00		17 900 000,00
P.0208 Développer le secteur des pêches maritimes et de l'aquaculture, contribuer au développement maritime	909	4 587 000,00		4 587 000,00
P.0311 Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur	909	10 690 000,00		10 690 000,00
P.0605 Faire de la Bretagne une destination touristique d'exception	909	3 560 000,00		3 560 000,00
Sous-total du chapitre	**909**	**88 637 000,00**	**0,00**	**88 637 000,00**
TOTAL		**584 198 700,00**	**1 623 000,00**	**585 821 700,00**
AP de dépenses imprévues	950	1 000 000,00		1 000 000,00
TOTAL GENERAL		**585 198 700,00**	**1 623 000,00**	**586 821 700,00**

Libellé de l'AE	Chapitres	AE Votées lors des précédentes délibérations	AE Votées lors de la présente délibération	Total AE Votées
P.0607 Développer les actions européennes et internationales	930	1 859 000,00		1 859 000,00
P.0608 Renforcer l'information aux citoyens et promouvoir l'image et la notoriété de la Bretagne	930	6 500 000,00		6 500 000,00
P.1140 Mettre en œuvre les fonds européens 2014-2020	930	855 000,00		855 000,00
P.9000 Patrimoine et logistique	930	7 202 500,00		7 202 500,00
P.9002 Développer le système d'information en appui des politiques régionales	930	2 648 500,00		2 648 500,00
P.9003 Fonds d'intervention régional	930	972 600,00		972 600,00
P.9011 Développement des conditions de travail et des compétences	930	6 837 500,00		6 837 500,00
P.9020 Ressources et expertises	930	1 425 000,00		1 425 000,00
Sous-total du chapitre	**930**	**28 300 100,00**	**0,00**	**28 300 100,00**
P.0301 Assurer la qualité de la relation emploi formation par la connaissance, la concertation et l'orientation	931	6 493 300,00		6 493 300,00
P.0302 Favoriser les initiatives des jeunes en formation, leur mobilité et les projets éducatifs des lycées	931	601 000,00		601 000,00
P.0312 Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises	931	48 300 000,00		48 300 000,00
P.0313 Promouvoir les contrats d'apprentissage et faciliter leur déroulement	931	30 366 000,00		30 366 000,00
P.0314 Assurer les formations sanitaires et sociales	931	53 580 500,00		53 580 500,00
P.0315 Faciliter les projets individuels de formation et de qualification	931	10 130 000,00	500 000,00	10 630 000,00
P.0316 Proposer une offre de formation qualifiante et adaptée aux dynamiques économiques et territoriales	931	108 727 000,00	1 260 000,00	109 987 000,00
P.0317 Améliorer les conditions de vie des stagiaires de la formation professionnelle pour un emploi durable	931	42 600 000,00		42 600 000,00
P.0318 Développer les langues de Bretagne	931	1 466 350,00		1 466 350,00
Sous-total du chapitre	**931**	**302 264 150,00**	**1 760 000,00**	**304 024 150,00**
P.0302 Favoriser les initiatives des jeunes en formation, leur mobilité et les projets éducatifs des lycées	932	9 454 000,00		9 454 000,00
P.0304 Participer aux investissements immobiliers dans les lycées privés	932	200 000,00		200 000,00
P.0305 Mettre en œuvre une stratégie immobilière de gestion du patrimoine bâti des lycées	932	5 630 000,00		5 630 000,00
P.0307 Participer à l'amélioration des équipements pédagogiques dans les établissements privés	932	20 000,00		20 000,00
P.0308 Développer le numérique éducatif	932	1 770 000,00		1 770 000,00
P.0309 Assurer le fonctionnement des lycées publics	932	31 195 000,00		31 195 000,00
P.0310 Participer au fonctionnement des lycées privés	932	33 350 000,00	350 000,00	33 700 000,00
P.0311 Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur	932	1 440 000,00		1 440 000,00
P.0318 Développer les langues de Bretagne	932	180 000,00		180 000,00
P.9011 Développement des conditions de travail et des compétences	932	200 000,00		200 000,00
Sous-total du chapitre	**932**	**83 439 000,00**	**350 000,00**	**83 789 000,00**
P.0318 Développer les langues de Bretagne	933	5 149 650,00		5 149 650,00
P.0601 Soutenir le spectacle vivant, les arts plastiques et la diversité des pratiques culturelles	933	16 150 000,00		16 150 000,00
P.0602 Soutenir les industries de la création et le développement de la vie littéraire et cinématographique	933	4 800 000,00		4 800 000,00
P.0603 Développer le sport en région	933	4 200 000,00		4 200 000,00
P.0604 Révéler et valoriser le patrimoine	933	1 200 000,00		1 200 000,00
P.9011 Développement des conditions de travail et des compétences	933	30 000,00		30 000,00
Sous-total du chapitre	**933**	**31 529 650,00**	**0,00**	**31 529 650,00**

	Libellé de l'AE	Chapitres	AE Votées lors des précédentes délibérations	AE Votées lors de la présente délibération	Total AE Votées
P.0102	Observer, accompagner et anticiper les mutations territoriales	934	415 000,00		415 000,00
	Sous-total du chapitre	**934**	**415 000,00**		415 000,00
P.0101	Contractualiser avec les territoires autour d'enjeux partagés	935	4 171 100,00		4 171 100,00
P.0102	Observer, accompagner et anticiper les mutations territoriales	935	1 366 500,00		1 366 500,00
P.0103	Soutenir l'aménagement et le développement des usages numériques	935	1 644 000,00	160 000,00	1 804 000,00
	Sous-total du chapitre	**935**	**7 181 600,00**	**160 000,00**	**7 341 600,00**
P.0501	Promouvoir une gestion intégrée de la ressource en eau	937	5 400 000,00		5 400 000,00
P.0502	Préserver et valoriser la biodiversité et les paysages	937	3 003 000,00		3 003 000,00
P.0503	Développer une politique énergétique volontariste et une approche circulaire de l'usage des ressources	937	3 163 000,00	75 000,00	3 238 000,00
	Sous-total du chapitre	**937**	**11 566 000,00**	**75 000,00**	**11 641 000,00**
P.0209	Développer le système portuaire	938	3 137 900,00		3 137 900,00
P.0401	Développer les modes de transports collectifs régionaux et favoriser la mobilité durable	938	133 456 000,00		133 456 000,00
P.0402	Moderniser les réseaux ferroviaires et routiers structurants	938	620 000,00		620 000,00
P.0403	Moderniser les aéroports à vocation régionale	938	265 000,00	320 000,00	585 000,00
P.0606	Valoriser et moderniser les voies navigables bretonnes	938	950 000,00		950 000,00
P.9011	Développement des conditions de travail et des compétences	938	40 000,00		40 000,00
	Sous-total du chapitre	**938**	**138 468 900,00**	**320 000,00**	**138 788 900,00**
P.0201	Stimuler l'innovation et développer l'économie de la connaissance	939	14 650 000,00		14 650 000,00
P.0202	Accompagner la structuration des secteurs clé de l'économie bretonne	939	15 000 000,00		15 000 000,00
P.0203	Favoriser la création, le développement et la transmission d'entreprises	939	2 716 000,00		2 716 000,00
P.0204	Accompagner le développement des emplois durables et de qualité par la compétitivité des entreprises	939	3 870 000,00		3 870 000,00
P.0205	Développer l'économie sociale et solidaire, l'innovation sociale et l'égalité	939	4 269 100,00		4 269 100,00
P.0206	Soutenir les acteurs de la structuration de l'économie bretonne et des filière stratégiques	939	7 100 100,00		7 100 100,00
P.0207	Améliorer la performance des exploitations agricoles et des filières de production alimentaires	939	14 900 000,00		14 900 000,00
P.0208	Développer le secteur des pêches maritimes et de l'aquaculture, contribuer au développement maritime	939	2 639 000,00		2 639 000,00
P.0311	Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur	939	12 625 000,00		12 625 000,00
P.0605	Faire de la Bretagne une destination touristique d'exception	939	7 192 000,00		7 192 000,00
	Sous-total du chapitre	**939**	**84 961 200,00**	**0,00**	**84 961 200,00**
P.9011	Développement des conditions de travail et des compétences	944	217 500,00		217 500,00
	Sous-total du chapitre	**944**	**217 500,00**	**0,00**	**217 500,00**
	TOTAL		**688 343 100,00**	**2 665 000,00**	**691 008 100,00**
	AE de dépenses imprévues	952	1 000 000,00		1 000 000,00
	TOTAL GENERAL		**689 343 100,00**	**2 665 000,00**	**692 008 100,00**

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET

II

A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés (y compris le compte 1068)	215 000 000,00	212 353 417,44
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (R.A.R N-1) (1)	218 700 575,25	218 700 575,25
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 2 646 582,56
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	433 700 575,25	433 700 575,25

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés	8 287 425,22	8 287 425,22
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (R.A.R N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	8 287 425,22	8 287 425,22

TOTAL DU BUDGET (4)	441 988 000,47	441 988 000,47

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 4312.6 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 4312-5 du CGCT).

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés	215 000 000,00	0,00	215 000 000,00	205 080 992,22	7 272 425,22	212 353 417,44
Crédits de fonctionnement votés	1 015 000,00	7 272 425,22	8 287 425,22	8 287 425,22	0,00	8 287 425,22
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	216 015 000,00	7 272 425,22	223 287 425,22	213 368 417,44	7 272 425,22	220 640 842,66

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS — B

SECTION	POUR MEMOIRE		PROPOSITIONS NOUVELLES DU PRÉSIDENT	VOTE DE L'ASSEMBLEE	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)	DONT NON VENTILE	DONT 0 Services généraux (sauf 01)
	BUDGET DE L'EXERCICE (1)	RESTES A REALISER N-1					
AP VOTEES	**585 198 700,00**		**1 623 000,00**	**1 623 000,00**	**1 623 000,00**	**0,00**	**0,00**
Dont dépenses imprévues (950)	**1 000 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
AE VOTEES	**689 343 100,00**		**2 665 000,00**	**2 665 000,00**	**2 665 000,00**	**0,00**	**0,00**
Dont dépenses imprévues (952)	**1 000 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**773 617 600,00**	**218 700 575,25**	**215 000 000,00**	**215 000 000,00**	**433 700 575,25**	**433 700 575,25**	**0,00**
90 Opérations ventilées	606 217 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
- en AP/CP (2)	604 867 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
- hors AP/CP (2)	1 350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
92 Opérations non ventilées	167 400 000,00	218 700 575,25	215 000 000,00	215 000 000,00	433 700 575,25	433 700 575,25	
001 Solde exécution section investissement	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**773 617 600,00**	**218 700 575,25**	**215 000 000,00**	**215 000 000,00**	**433 700 575,25**	**433 700 575,25**	**0,00**
90 Opérations ventilées	43 504 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
- Recettes affectées	43 504 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la région	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	698 060 000,00	218 700 575,25	106 900 000,00	106 900 000,00	325 600 575,25	325 600 575,25	
954 Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
951 Virement de la section de fonctionnement	*32 053 000,00*		*7 272 425,22*	*7 272 425,22*	*7 272 425,22*	*7 272 425,22*	
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		98 180 992,22	98 180 992,22	98 180 992,22	98 180 992,22	
001 Solde exécution section investissement	0,00		2 646 582,56	2 646 582,56	2 646 582,56	2 646 582,56	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**1 240 522 400,00**	**0,00**	**8 287 425,22**	**8 287 425,22**	**8 287 425,22**	**7 272 425,22**	**0,00**
93 Services ventilés	918 501 400,00	0,00	1 015 000,00	1 015 000,00	1 015 000,00		0,00
- en AE/CP	756 250 400,00	0,00	1 015 000,00	1 015 000,00	1 015 000,00		0,00
- hors AE/CP	162 251 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
94 Services communs non ventilés	289 968 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
953 Virement à la section d'investissement	*32 053 000,00*		*7 272 425,22*	*7 272 425,22*	*7 272 425,22*	*7 272 425,22*	

SECTION	POUR MEMOIRE		PROPOSITIONS NOUVELLES DU PRÉSIDENT	VOTE DE L'ASSEMBLEE	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)	DONT NON VENTILE	DONT 0 Services généraux (sauf 01)
	BUDGET DE L'EXERCICE (1)	RESTES A REALISER N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**1 240 522 400,00**	**0,00**	**8 287 425,22**	**8 287 425,22**	**8 287 425,22**	**4 514 300,00**	**0,00**
93 Services ventilés	138 781 400,00	0,00	3 773 125,22	3 773 125,22	3 773 125,22		0,00
94 Services communs non ventilés	1 101 741 000,00	0,00	4 514 300,00	4 514 300,00	4 514 300,00	4 514 300,00	
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

SECTION	1 Formation pro. et apprentissage	2 Enseignement	3 Culture, sports et loisirs	4 Santé et action sociale	5 Aménagement des territoires	6 Gestion des fonds européens	7 Environnement	8 Transports	9 Action économique
AP VOTEES	**0,00**	**1 623 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont dépenses imprévues (950)									
AE VOTEES	**1 760 000,00**	**350 000,00**	**0,00**	**0,00**	**160 000,00**	**0,00**	**75 000,00**	**320 000,00**	**0,00**
Dont dépenses imprévues (952)									
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
90 Opérations ventilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en AP/CP (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées									
001 Solde exécution section investissement									
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
90 Opérations ventilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la région	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)									
954 Produits des cessions d'immobilisations									
951 Virement de la section de fonctionnement									

922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés									
001 Solde exécution section investissement									
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**780 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**160 000,00**	**0,00**	**75 000,00**	**0,00**	**0,00**
93 Services ventilés	780 000,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00
- en AE/CP	780 000,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00
- hors AE/CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés									
953 Virement à la section d'investissement									
002 Résultat de fonctionnement reporté									
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**3 773 125,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
93 Services ventilés	3 773 125,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés									
002 Résultat de fonctionnement reporté									

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT	C1

OPERATIONS REELLES ET MIXTES (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90 Opérations ventilées	**0,00**	**0,00**
900 Services généraux	0,00	0,00
901 Formation pro. et apprentissage	0,00	0,00
902 Enseignement	0,00	0,00
903 Culture, sports et loisirs	0,00	0,00
904 Santé et action sociale	0,00	0,00
905 Aménagement des territoires	0,00	0,00
906 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
907 Environnement	0,00	0,00
908 Transports	0,00	0,00
909 Action économique	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	**433 700 575,25**	**325 600 575,25**
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	0,00
923 Dettes et autres opérations financières	433 700 575,25	325 600 575,25
95 Chapitres de prévision sans réalisation		**0,00**
954 Produits des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL	I **433 700 575,25**	II **325 600 575,25**

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales	0,00	0,00
926 Transferts entre les sections	*0,00*	*0,00*
951 Virement de la section de fonctionnement		*7 272 425,22*
TOTAL	III **0,00**	IV **7 272 425,22**

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :…… 7 272 425,22

001 Solde exécution section investissement	V	0,00	VI	2 646 582,56
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	98 180 992,22

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**433 700 575,25**	II + IV + VI + VII	**433 700 575,25**

OPERATIONS REELLES ET MIXTES (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES		RECETTES	
93 Services ventilés		**1 015 000,00**		**3 773 125,22**
930 Services généraux		0,00		0,00
931 Formation pro. et apprentissage		780 000,00		3 773 125,22
932 Enseignement		0,00		0,00
933 Culture, sports et loisirs		0,00		0,00
934 Santé et action sociale		0,00		0,00
935 Aménagement des territoires		160 000,00		0,00
936 Gestion des fonds européens		0,00		0,00
937 Environnement		75 000,00		0,00
938 Transports		0,00		0,00
939 Action économique		0,00		0,00
94 Services communs non ventilés		**0,00**		**4 514 300,00**
940 Impositions directes		0,00		3 117 000,00
941 Autres impôts et taxes		0,00		708 900,00
942 Dotations et participations		0,00		688 400,00
943 Opérations financières		0,00		0,00
944 Frais de fonctionnements groupes d'élus		0,00		0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes		0,00		0,00
TOTAL	I	**1 015 000,00**	II	**8 287 425,22**

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections		*0,00*		*0,00*
947 Transferts dans section fonctionnement		*0,00*		*0,00*
953 Virement à la section d'investissement		*7 272 425,22*		
TOTAL	III	**7 272 425,22**	IV	**0,00**

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :……	**7 272 425,22**

002 Résultat de fonctionnement reporté	V	0,00	VI	0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**8 287 425,22**	II + IV + VI	**8 287 425,22**

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1) I	RAR N-1 (2) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	TOTAL IV = I + II + III
Dépenses d'investissement – Total		**773 617 600,00**	**218 700 575,25**	**215 000 000,00**	**215 000 000,00**	**1 207 318 175,25**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**655 517 600,00**	**218 700 575,25**	**215 000 000,00**	**215 000 000,00**	**1 089 218 175,25**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	50 500 000,00	218 700 575,25	215 000 000,00	215 000 000,00	484 200 575,25
18	Cpte liaison : affectat° (BA, régie NP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	9 656 083,67	0,00	0,00	0,00	9 656 083,67
204	Subventions d'équipement versées	339 289 697,90	0,00	0,00	0,00	339 289 697,90
21	Immobilisations corporelles	51 028 458,61	0,00	0,00	0,00	51 028 458,61
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	170 286 708,89	0,00	0,00	0,00	170 286 708,89
26	Participations et créances rattachées	5 850 005,40	0,00	0,00	0,00	5 850 005,40
27	Autres immobilisations financières	28 906 645,53	0,00	0,00	0,00	28 906 645,53
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***118 100 000,00***		***0,00***	***0,00***	***118 100 000,00***
925	*Opérations patrimoniales*	*80 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*80 000 000,00*
926	*Transferts entre les sections*	*38 100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*38 100 000,00*
001	Solde exécution section investissement	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1) I	RAR N-1 (2) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	TOTAL IV = I + II + III
Dépenses de fonctionnement – Total		**1 240 522 400,00**	**0,00**	**8 287 425,22**	**8 287 425,22**	**1 248 809 825,22**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**970 109 400,00**	**0,00**	**1 015 000,00**	**1 015 000,00**	**971 124 400,00**
011	Charges à caractère général	168 361 606,49	0,00	585 000,00	585 000,00	168 946 606,49
012	Charges de personnel et frais assimilés	159 423 345,66	0,00	0,00	0,00	159 423 345,66
014	Atténuations de produits	29 797 946,00	0,00	0,00	0,00	29 797 946,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	596 703 146,49	0,00	430 000,00	430 000,00	597 133 146,49
6586	Frais de fonctionnement groupes d'élus	956 300,00	0,00	0,00	0,00	956 300,00
66	Charges financières	13 351 000,00	0,00	0,00	0,00	13 351 000,00
67	Charges exceptionnelles	216 055,36	0,00	0,00	0,00	216 055,36
945	Provisions et autres opérations mixtes	1 300 000,00		0,00	0,00	1 300 000,00
Sous total des opérations d'ordre		***270 413 000,00***		***7 272 425,22***	***7 272 425,22***	***277 685 425,22***
946	*Transferts entre les sections*	*238 360 000,00*		*0,00*	*0,00*	*238 360 000,00*
947	*Transferts dans section fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
953	*Virement à la section d'investissement*	*32 053 000,00*		*7 272 425,22*	*7 272 425,22*	*39 325 425,22*
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
Recettes d'investissement – Total		**773 617 600,00**	**218 700 575,25**	**215 000 000,00**	**215 000 000,00**	**1 207 318 175,25**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**423 204 600,00**	**218 700 575,25**	**106 900 000,00**	**106 900 000,00**	**748 805 175,25**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	12 700 000,00	0,00	0,00	0,00	12 700 000,00
13	Subventions d'investissement	35 713 000,00	0,00	0,00	0,00	35 713 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	367 000 000,00	218 700 575,25	106 900 000,00	106 900 000,00	692 600 575,25
18	Cpte liaison : affectat° (BA, régie NP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	7 791 600,00	0,00	0,00	0,00	7 791 600,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***350 413 000,00***		***7 272 425,22***	***7 272 425,22***	***357 685 425,22***
925	*Opérations patrimoniales*	*80 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*80 000 000,00*
926	*Transferts entre les sections*	*238 360 000,00*		*0,00*	*0,00*	*238 360 000,00*
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*32 053 000,00*		*7 272 425,22*	*7 272 425,22*	*39 325 425,22*
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		98 180 992,22	98 180 992,22	98 180 992,22
001	Solde exécution section investissement	0,00			2 646 582,56	2 646 582,56

(1) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
Recettes de fonctionnement – Total		**1 240 522 400,00**	**0,00**	**8 287 425,22**	**8 287 425,22**	**1 248 809 825,22**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**1 202 422 400,00**	**0,00**	**8 287 425,22**	**8 287 425,22**	**1 210 709 825,22**
70	Produits services, domaine, ventes div	6 932 885,00	0,00	0,00	0,00	6 932 885,00
731	Impôts locaux	387 650 800,00	0,00	3 117 000,00	3 117 000,00	390 767 800,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	475 059 000,00	0,00	708 900,00	708 900,00	475 767 900,00
74	Dotations, subventions et participations	330 383 815,00	0,00	4 444 400,00	4 444 400,00	334 828 215,00
75	Autres produits de gestion courante	244 200,00	0,00	0,00	0,00	244 200,00
76	Produits financiers	1 414 000,00	0,00	0,00	0,00	1 414 000,00
77	Produits exceptionnels	30 000,00	0,00	17 125,22	17 125,22	47 125,22
013	Atténuations de charges	707 700,00	0,00	0,00	0,00	707 700,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00		0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***38 100 000,00***		***0,00***	***0,00***	***38 100 000,00***
946	*Transferts entre les sections*	*38 100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*38 100 000,00*
947	*Transferts dans section fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES — A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL IV = I + II + III
90	**Opérations ventilées**	**606 217 600,00**	**0,00**	**1 623 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**606 217 600,00**
900	Services généraux	17 771 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 771 100,00
901	Formation pro. et apprentissage	18 213 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 213 000,00
902	Enseignement	136 425 000,00	0,00	1 623 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 425 000,00
903	Culture, sports et loisirs Santé	13 708 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 708 000,00
904	et action sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires	64 475 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 475 000,00
906	Gestion des fonds européens	11 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 400 000,00
907	Environnement	8 750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 750 000,00
908	Transports	248 037 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	248 037 900,00
909	Action économique	87 437 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 437 600,00
92	**Opérations non ventilées**	**167 400 000,00**	**218 700 575,25**		**215 000 000,00**	**215 000 000,00**		**215 000 000,00**	**601 100 575,25**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	49 300 000,00	218 700 575,25		215 000 000,00	215 000 000,00		215 000 000,00	483 000 575,25
925	*Opérations patrimoniales*	*80 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*80 000 000,00*
926	*Transferts entre les sections*	*38 100 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*38 100 000,00*
95	***Chapitre de prévision sans réalisation***			**0,00**					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		**773 617 600,00**	**218 700 575,25**	**1 623 000,00**	**215 000 000,00**	**215 000 000,00**	**0,00**	**215 000 000,00**	**1 207 318 175,25**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)	**0,00**
TOTAL	**1 207 318 175,25**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	TOTAL IV = I + II + III
90	**Opérations ventilées**	**43 504 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 504 600,00**
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Formation pro. et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseignement	22 978 000,00	0,00	0,00	0,00	22 978 000,00
903	Culture, sports et loisirs Santé	822 000,00	0,00	0,00	0,00	822 000,00
904	et action sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires	38 400,00	0,00	0,00	0,00	38 400,00
906	Gestion des fonds européens	11 400 000,00	0,00	0,00	0,00	11 400 000,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	513 000,00	0,00	0,00	0,00	513 000,00
909	Action économique	7 753 200,00	0,00	0,00	0,00	7 753 200,00
92	**Opérations non ventilées**	**698 060 000,00**	**218 700 575,25**	**106 900 000,00**	**106 900 000,00**	**1 023 660 575,25**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	12 700 000,00	0,00	0,00	0,00	12 700 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	367 000 000,00	218 700 575,25	106 900 000,00	106 900 000,00	692 600 575,25
925	*Opérations patrimoniales*	*80 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*80 000 000,00*
926	*Transferts entre les sections*	*238 360 000,00*		*0,00*	*0,00*	*238 360 000,00*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**32 053 000,00**	**0,00**	**7 272 425,22**	**7 272 425,22**	**39 325 425,22**
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*32 053 000,00*		*7 272 425,22*	*7 272 425,22*	*39 325 425,22*
954	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		**773 617 600,00**	**218 700 575,25**	**114 172 425,22**	**114 172 425,22**	**1 106 490 600,47**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)	**2 646 582,56**

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)	**98 180 992,22**

TOTAL	**1 207 318 175,25**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(5) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux | **AP (1) =** **0,00**

	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
	20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Actions relevant de la subvent° globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
	201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
DEPENSES D'EQUIPEMENT													
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**17 181 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**220 249,36**	**0,00**	**369 250,64**	**0,00**	**17 771 100,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS													
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 901

CHAPITRE 901 – Formation professionnelle et apprentissage | **AP (1) =** **0,00**

	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**20 000,00**	**0,00**	**10 050 000,00**	**8 143 000,00**	**18 213 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement | **AP (1) =** | **1 623 000,00**

	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
			21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**5 750 000,00**	**0,00**	**0,00**	**102 667 938,23**	**22 057 061,77**	**0,00**	**5 950 000,00**	**0,00**	**0,00**	**136 425 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Budget de l'exercice (2)	**20 958 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 320 000,00**	**0,00**	**0,00**	**700 000,00**	**0,00**	**0,00**	**22 978 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 903

CHAPITRE 903 – Culture, sports et loisirs | **AP (1) = 0,00**

	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**5 508 000,00**	**4 300 000,00**	**3 900 000,00**	**0,00**	**0,00**	**13 708 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**822 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**822 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale | **AP (1) =** **0,00**

	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires | **AP (1) =** **0,00**

	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomérations et villes moyennes	3 Espace rural, autres espaces de dévelopt	4 Habitat - (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologies informat° et communicat°	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 964 636,68**	**4 730 363,32**	**0,00**	**34 780 000,00**	**0,00**	**0,00**	**64 475 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 400,00**	**0,00**	**0,00**	**38 400,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 906

CHAPITRE 906 – Gestion des fonds européens | **AP (1) =** | **0,00**

	1 FSE	2 FEDER	3 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT				
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**11 400 000,00**	**0,00**	**11 400 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS				
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**11 400 000,00**	**0,00**	**11 400 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 907

CHAPITRE 907 – Environnement | **AP (1) =** **0,00**

	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnemt infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**354 464,74**	**0,00**	**0,00**	**3 400 000,00**	**4 095 535,26**	**900 000,00**	**0,00**	**0,00**	**8 750 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 908

CHAPITRE 908 – Transports | **AP (1) = 0,00**

	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs						
		10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	13 Transports scolaires	14 Transports interurbains	15 Transports mixtes	18 Autres transports en commun
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**41 906 000,00**	**89 291 363,65**	**0,00**	**0,00**	**6 731 100,00**	**9 090 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

	2 Routes et voiries						7 Sécurité
	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière	28 Autres liaisons	
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**5 996 710,24**	**0,00**	**4 065 726,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
	81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroport.	88 Autres	
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 429 000,00**	**5 528 000,00**	**248 037 900,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**433 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**513 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 909

CHAPITRE 909 – Action économique | **AP (1) =** | **0,00**

	0 Services communs	1 Interventions économiques transversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**46 411 600,00**	**19 200 000,00**	**17 566 000,00**	**0,00**	**4 260 000,00**	**87 437 600,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**5 369 000,00**	**1 489 200,00**	**0,00**	**0,00**	**895 000,00**	**7 753 200,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 921

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 922

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**12 700 000,00**	**0,00**	**98 180 992,22**	**98 180 992,22**	**110 880 992,22**
10222	FCTVA	12 700 000,00	0,00	0,00	0,00	12 700 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	98 180 992,22	98 180 992,22	98 180 992,22

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Reversement de dotations (trop perçu).

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 923

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**49 300 000,00**	**218 700 575,25**	**215 000 000,00**	**215 000 000,00**	**483 000 575,25**
1641	Emprunts en euros	45 550 000,00	0,00	0,00	0,00	45 550 000,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt Opérat°	3 614 000,00	0,00	0,00	0,00	3 614 000,00
16449	de tirage sur ligne trésorerie Dettes -	0,00	218 700 575,25	215 000 000,00	215 000 000,00	433 700 575,25
16878	Autres organismes, particuliers	136 000,00	0,00	0,00	0,00	136 000,00
	RECETTES	**367 000 000,00**	**218 700 575,25**	**106 900 000,00**	**106 900 000,00**	**692 600 575,25**
16311	Emprunt obligataire remboursable in fine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	367 000 000,00	0,00	-108 100 000,00	-108 100 000,00	258 900 000,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	0,00	218 700 575,25	215 000 000,00	215 000 000,00	433 700 575,25

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 925

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	***80 000 000,00***	***0,00***	***0,00***
1318	*Autres subvent° d'équipement transf.*	*5 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
204411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2051	*Concessions, droits similaires*	*71 000,00*	*0,00*	*0,00*
21312	*Bâtiments scolaires*	*7 000,00*	*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*22 000,00*	*0,00*	*0,00*
21571	*Matériel ferroviaire*	*7 000,00*	*0,00*	*0,00*
21572	*Matériel technique scolaire*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
21578	*Autre matériel technique*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
21831	*Matériel informatique scolaire*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
21848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2188	*Autres immobilisations corporelles*	*3 000,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*344 000,00*	*0,00*	*0,00*
2317	*Immo. corporelles reçues mise à dispo.*	*70 096 000,00*	*0,00*	*0,00*
2318	*Autres immo. corporelles en cours*	*3 700 000,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
	RECETTES (3)	***80 000 000,00***	***0,00***	***0,00***
16873	*Dettes - Départements*	*2 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
16874	*Dettes - Communes et intercos*	*2 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*2 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
217312	*Bâtiments scolaires (mise à dispo)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2317	*Immo. corporelles reçues mise à dispo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*73 000 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	**38 100 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Reprises sur autofinancement	**38 100 000,00**	**0,00**	**0,00**
13911	*Sub. transf cpte résult. Etat, établist*	680 000,00	0,00	0,00
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	750 000,00	0,00	0,00
13914	*Sub. transf cpte résult. Communes*	220 000,00	0,00	0,00
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	90 000,00	0,00	0,00
139172	*Sub. transf cpte résult. FEDER*	13 380 000,00	0,00	0,00
139173	*Sub. transf cpte résult. FEOGA Autres*	0,00	0,00	0,00
13918	*subventions d'équipement Dotation*	1 980 000,00	0,00	0,00
13932	*régionale d'équipement scolaire Plus ou*	21 000 000,00	0,00	0,00
192	*moins-values sur cession immo.*	0,00	0,00	0,00
	Charges transférées	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES DE L'EXERCICE (4)	**238 360 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Amortissement des immobilisations	**238 360 000,00**	**0,00**	**0,00**
28031	*Frais d'études*	1 600 000,00	0,00	0,00
28033	*Frais d'insertion*	5 000,00	0,00	0,00
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	70 000,00	0,00	0,00
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	8 200 000,00	0,00	0,00
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	850 000,00	0,00	0,00
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	11 000,00	0,00	0,00
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	15 000,00	0,00	0,00
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	750 000,00	0,00	0,00
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	6 300 000,00	0,00	0,00
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	800 000,00	0,00	0,00
2804141	*Subv.Cne : Bien mobilier, matériel*	1 200 000,00	0,00	0,00
2804142	*Subv.Cne : Bâtiments, installations*	41 000 000,00	0,00	0,00
2804143	*Subv.Cne : Projet infrastructure*	200 000,00	0,00	0,00
2804151	*Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel*	200 000,00	0,00	0,00
2804152	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	6 700 000,00	0,00	0,00
2804153	*Subv. Grpt : Projet infrastructure*	600 000,00	0,00	0,00
28041711	*Subv. SNCF : Bien mobilier, matériel*	12 100 000,00	0,00	0,00

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
28041712	*Subv. SNCF : Bâtiments, installations*	9 300 000,00	0,00	0,00
28041713	*Subv. SNCF : Projet infrastructure*	4 600 000,00	0,00	0,00
28041721	*Subv. RFF : Bien mobilier, matériel*	1 500 000,00	0,00	0,00
28041722	*Subv. RFF : Bâtiments, installations*	7 500 000,00	0,00	0,00
28041723	*Subv. RFF : Projet infrastructure*	22 000 000,00	0,00	0,00
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	14 000 000,00	0,00	0,00
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	20 300 000,00	0,00	0,00
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	15 000 000,00	0,00	0,00
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	12 500 000,00	0,00	0,00
280431	*Subv.Scol : Bien mobilier, matériel*	8 100 000,00	0,00	0,00
280432	*Subv.Scol : Bâtiments, installations*	4 500 000,00	0,00	0,00
28045	*Subv. d'équipement versées aux tiers*	20 000,00	0,00	0,00
28051	*Concessions,droits similaires,brevets,..*	1 200 000,00	0,00	0,00
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	3 000,00	0,00	0,00
281311	*Bâtiments administratifs*	500 000,00	0,00	0,00
281312	*Bâtiments scolaires*	1 200 000,00	0,00	0,00
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	700 000,00	0,00	0,00
281318	*Autres bâtiments publics*	1 800 000,00	0,00	0,00
281351	*Bâtiments publics*	90 000,00	0,00	0,00
2814	*Constructions sur sol d'autrui*	90 000,00	0,00	0,00
28151	*Réseaux de voirie*	15 000,00	0,00	0,00
28153	*Réseaux divers*	10 000,00	0,00	0,00
281571	*Matériel ferroviaire*	150 000,00	0,00	0,00
281572	*Matériel technique scolaire Autre*	760 000,00	0,00	0,00
281578	*matériel technique Bâtiments*	2 300 000,00	0,00	0,00
2817312	*scolaires (m. à dispo) Voies*	20 490 884,00	0,00	0,00
281754	*navigables (m. à dispo) Matériel*	2 500 000,00	0,00	0,00
281821	*de transport ferroviaire Autres*	250 000,00	0,00	0,00
281828	*matériels de transport Matériel*	700 000,00	0,00	0,00
281831	*informatique scolaire Autre*	3 300 000,00	0,00	0,00
281838	*matériel informatique*	600 000,00	0,00	0,00
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaires*	1 300 000,00	0,00	0,00
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	200 000,00	0,00	0,00
28185	*Matériel de téléphonie*	50 000,00	0,00	0,00
28188	*Autres immo. corporelles*	230 116,00	0,00	0,00
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	0,00	0,00	0,00
21312	*Bâtiments scolaires*	0,00	0,00	0,00

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
21318	*Autres bâtiments publics*	0,00	0,00	0,00
21828	*Autres matériels de transport*	0,00	0,00	0,00
21838	*Autre matériel informatique*	0,00	0,00	0,00
2185	*Matériel de téléphonie*	0,00	0,00	0,00
271	*Titres immobilisés (droits de propriété)*	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A.950 A 951 A 954

DEPENSES

950 Dépenses imprévues	
Pour mémoire budget AP précédent	**Vote de l'assemblée sur les AP**
1 000 000,00	0,00

RECETTES

951 *Virements de la section de fonctionnement*	
Budget de l'exercice (1)	**Vote de l'assemblée**
32 053 000,00	*7 272 425,22*

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

RECETTES

954 Produits des cessions d'immobilisations		
Budget de l'exercice (1) **I**	**Propositions nouvelles du président**	**Vote de l'assemblée (3)** **III**
0,00	0,00	0,00

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES — B

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL IV = I + II + III
93	**Services ventilés**	**918 501 400,00**	**0,00**	**2 665 000,00**	**1 015 000,00**	**1 015 000,00**	**1 015 000,00**	**0,00**	**919 516 400,00**
930	Services généraux	84 295 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 295 100,00
931	Formation pro. et apprentissage	276 430 251,00	0,00	1 760 000,00	780 000,00	780 000,00	780 000,00	0,00	277 210 251,00
932	Enseignement	175 178 000,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 178 000,00
933	Culture, sports et loisirs Santé	32 659 249,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 659 249,00
934	et action sociale	330 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330 000,00
935	Aménagement des territoires	6 670 900,00	0,00	160 000,00	160 000,00	160 000,00	160 000,00	0,00	6 830 900,00
936	Gestion des fonds européens	5 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 600 000,00
937	Environnement	10 076 000,00	0,00	75 000,00	75 000,00	75 000,00	75 000,00	0,00	10 151 000,00
938	Transports	251 730 400,00	0,00	320 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	251 730 400,00
939	Action économique	75 531 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 531 500,00
94	**Services communs non ventilés**	**289 968 000,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**		**0,00**	**289 968 000,00**
940	Impositions directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	49 340 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	49 340 500,00
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	967 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	967 500,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	1 300 000,00			0,00	0,00		0,00	1 300 000,00
946	*Transferts entre les sections*	*238 360 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*238 360 000,00*
947	*Transferts dans section fonctionnement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**32 053 000,00**		**0,00**	**7 272 425,22**	**7 272 425,22**		**7 272 425,22**	**39 325 425,22**
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	*Virement à la section d'investissement*	*32 053 000,00*			*7 272 425,22*	*7 272 425,22*		*7 272 425,22*	*39 325 425,22*
TOTAL des groupes fonctionnels		**1 240 522 400,00**	**0,00**	**2 665 000,00**	**8 287 425,22**	**8 287 425,22**	**1 015 000,00**	**7 272 425,22**	**1 248 809 825,22**

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL IV = I + II + III
								002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (4)	0,00

TOTAL	**1 248 809 825,22**

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	TOTAL IV = I + II + III
93	**Services ventilés**	**138 781 400,00**	**0,00**	**3 773 125,22**	**3 773 125,22**	**142 554 525,22**
930	Services généraux	1 385 700,00	0,00	0,00	0,00	1 385 700,00
931	Formation pro. et apprentissage	41 729 400,00	0,00	3 773 125,22	3 773 125,22	45 502 525,22
932	Enseignement	8 346 000,00	0,00	0,00	0,00	8 346 000,00
933	Culture, sports et loisirs Santé	558 000,00	0,00	0,00	0,00	558 000,00
934	et action sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Gestion des fonds européens	5 600 000,00	0,00	0,00	0,00	5 600 000,00
937	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	50 928 300,00	0,00	0,00	0,00	50 928 300,00
939	Action économique	30 234 000,00	0,00	0,00	0,00	30 234 000,00
94	**Services communs non ventilés**	**1 101 741 000,00**	**0,00**	**4 514 300,00**	**4 514 300,00**	**1 106 255 300,00**
940	Impositions directes	384 811 000,00	0,00	3 117 000,00	3 117 000,00	387 928 000,00
941	Autres impôts et taxes	439 339 000,00	0,00	708 900,00	708 900,00	440 047 900,00
942	Dotations et participations	238 327 000,00	0,00	688 400,00	688 400,00	239 015 400,00
943	Opérations financières	1 164 000,00	0,00	0,00	0,00	1 164 000,00
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00		0,00	0,00	0,00
946	*Transferts entre les sections*	*38 100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*38 100 000,00*
947	*Transferts dans section fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL des groupes fonctionnels		**1 240 522 400,00**	**0,00**	**8 287 425,22**	**8 287 425,22**	**1 248 809 825,22**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (4)	**0,00**

TOTAL	**1 248 809 825,22**

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux | **AE (1) =** | **0,00**

	2 Administration générale						3 Sécurité	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
	20 Administration générale collectivité		21 Conseil Régional	22 Conseil Economique et Social Régional	23 Conseil culture, éducation et environt	28 Autres organismes		41 Actions interrégionales	42 Actions européennes	43 Action relevant de la subvention globale	44 Aide publique au développement	48 Autres actions internationales	
	201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux											
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT													
Budget de l'exercice (2)	**55 033 850,00**	**19 450 500,00**	**5 153 750,00**	**2 897 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 312 823,13**	**2 893,01**	**0,00**	**444 283,86**	**0,00**	**84 295 100,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT													
Budget de l'exercice (2)	**595 700,00**	**788 000,00**	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 385 700,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 931

CHAPITRE 931 – Formation professionnelle et apprentissage | **AE (1) =** | **1 760 000,00**

	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**6 294 300,00**	**143 877 751,00**	**73 350 000,00**	**52 908 200,00**	**276 430 251,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**780 000,00**	**0,00**	**0,00**	**780 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**780 000,00**	**0,00**	**0,00**	**780 000,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	780 000,00	0,00	0,00	780 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**41 729 400,00**	**0,00**	**0,00**	**41 729 400,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**3 773 125,22**	**0,00**	**0,00**	**3 773 125,22**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**3 773 125,22**	**0,00**	**0,00**	**3 773 125,22**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement | **AE (1) =** | **350 000,00**

	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
			21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**8 930 732,80**	**0,00**	**0,00**	**130 305 144,84**	**34 552 122,36**	**0,00**	**1 390 000,00**	**0,00**	**0,00**	**175 178 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 346 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 346 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 933

CHAPITRE 933 – Culture, sports et loisirs | **AE (1) =** | **0,00**

	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**26 107 249,00**	**2 432 000,00**	**4 120 000,00**	**0,00**	**0,00**	**32 659 249,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**558 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**558 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale | **AE (1) = 0,00**

	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**330 000,00**	**0,00**	**0,00**	**330 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires | **AE (1) =** | **160 000,00**

	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomérations et villes moyennes	3 Espace rural, autres espaces de dévelopt	4 Habitat - (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologies informat° et communicat°	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 928 290,00**	**32 500,00**	**0,00**	**1 710 110,00**	**0,00**	**0,00**	**6 670 900,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**160 000,00**	**0,00**	**0,00**	**160 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**160 000,00**	**0,00**	**0,00**	**160 000,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	0,00	160 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 936

CHAPITRE 936 – Gestion des fonds européens | **AE (1) =** | **0,00**

	1 FSE	2 FEDER	3 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**5 600 000,00**	**0,00**	**5 600 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT				
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**5 600 000,00**	**0,00**	**5 600 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 937

CHAPITRE 937 – Environnement | **AE (1) =** | **75 000,00**

	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnemt infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**654 968,05**	**0,00**	**0,00**	**4 050 000,00**	**2 368 031,95**	**3 003 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 076 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 000,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 000,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 938

CHAPITRE 938 – Transports | **AE (1) =** **320 000,00**

	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs						
		10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyage	12 Gares et autres infrastructures ferrov.	12 Transports scolaires	12 Transports interurbains	12 Transports mixtes	18 Autres transports en commun
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**106 251 500,00**	**370 000,00**	**0,00**	**0,00**	**128 052 500,00**	**1 654 500,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**36 406 000,00**	**0,00**	**5 341 000,00**	**0,00**	**2 839 800,00**	**8 200,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

	2 Routes et voiries						7 Sécurité
	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière	28 Autres liaisons	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
	81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Infrastructures portuaires et aéroport.	88 Autres	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**8 038 700,00**	**0,00**	**0,00**	**6 413 200,00**	**950 000,00**	**251 730 400,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**4 143 100,00**	**40 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 920 200,00**	**230 000,00**	**50 928 300,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 939

CHAPITRE 939 – Action économique | **AE (1) =** | **0,00**

	0 Services communs	1 Interventions économiques transversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**18 442 500,00**	**37 865 000,00**	**11 932 000,00**	**0,00**	**7 292 000,00**	**75 531 500,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**28 234 000,00**	**2 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 234 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles du président	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 940

CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**384 811 000,00**	**0,00**	**3 117 000,00**	**3 117 000,00**	**387 928 000,00**
73112	Cotisation sur la VAE	327 376 000,00	0,00	3 092 000,00	3 092 000,00	330 468 000,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseau	29 027 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00	29 052 000,00
73121	FNGIR	27 608 000,00	0,00	0,00	0,00	27 608 000,00
73122	Fonds péréquat° ress. perçues par région	800 000,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 941

CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**439 339 000,00**	**0,00**	**708 900,00**	**708 900,00**	**440 047 900,00**
732	TICPE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7321	TICPE 1ere part - modulation LRL	200 903 000,00	0,00	708 900,00	708 900,00	201 611 900,00
7344	Taxe/certif. immatriculation véhicules	113 700 000,00	0,00	0,00	0,00	113 700 000,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73821	Taxe d'apprentissage	68 342 000,00	0,00	0,00	0,00	68 342 000,00
73822	TICPE-Ressource régionale apprentissage	6 709 000,00	0,00	0,00	0,00	6 709 000,00
73841	Frais de gestion	23 017 000,00	0,00	0,00	0,00	23 017 000,00
73842	TICPE FPA	10 953 000,00	0,00	0,00	0,00	10 953 000,00
7385	TICPE Primes employeurs apprentis	15 715 000,00	0,00	0,00	0,00	15 715 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 942

CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**238 327 000,00**	**0,00**	**688 400,00**	**688 400,00**	**239 015 400,00**
7411	DGF - Dotation forfaitaire	167 585 000,00	0,00	1 347 000,00	1 347 000,00	168 932 000,00
7412	DGF - Dotation de péréquation	15 686 000,00	0,00	0,00	0,00	15 686 000,00
744	FCTVA	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
7461	DGD	21 913 000,00	0,00	-560 600,00	-560 600,00	21 352 400,00
74832	D.C.R.T.P.	24 875 000,00	0,00	-23 000,00	-23 000,00	24 852 000,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	405 000,00	0,00	-75 000,00	-75 000,00	330 000,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	7 663 000,00	0,00	0,00	0,00	7 663 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

III

B 943

CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	**49 340 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 340 500,00**
6226	Honoraires	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
627	Services bancaires et assimilés	300 173,00	0,00	0,00	0,00	300 173,00
6541	Créances admises en non-valeur	300 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
6542	Créances éteintes	580 000,00	0,00	0,00	0,00	580 000,00
6568	Autres participations Intérêts	4 760 881,00	0,00	0,00	0,00	4 760 881,00
66111	réglés à l'échéance Intérêts -	9 100 000,00	0,00	0,00	0,00	9 100 000,00
66112	Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
6688	Autres	4 150 000,00	0,00	0,00	0,00	4 150 000,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
73913	Attributions de compensation CVAE	29 797 946,00	0,00	0,00	0,00	29 797 946,00
	RECETTES (6)	**1 164 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 164 000,00**
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	1 164 000,00	0,00	0,00	0,00	1 164 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (5)	Montant des ICNE de l'exercice	1 524 655,45
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	1 524 655,45
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00
Compte R7622 (6)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles ut1l1sés conformément au plan de comptes

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état 1-B

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de repnse ant1c1pée du résultat lors du vote du budget pnm1l1f

(4) Il s'agildes nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR

(5) Le montant des ICNE de l'exercice coiTespond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice Sile montant des ICNE de l'exercice est mféneurau montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif

(6) Le montant des ICNE de l'exercice coiTespond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice S1 le montant des ICNE de l'exercice est mféneur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 944

CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnements des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**967 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**967 500,00**
611	Contrats de prestations de services	10 200,00	0,00	0,00	0,00	10 200,00
6218	Autre personnel extérieur	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
65861	Frais de personnel	808 800,00	0,00	0,00	0,00	808 800,00
65862	Matériel, équipement et fournitures	147 500,00	0,00	0,00	0,00	147 500,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65869	Remboursements frais de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 945

CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée délibérante (3)
	DEPENSES	**1 300 000,00**	**0,00**	**0,00**
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	1 300 000,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée délibérante (3)
	DEPENSES (4)	**238 360 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Dot. aux amortissements et provisions	**238 360 000,00**	**0,00**	**0,00**
6811	*Dot. amort. Immos incorporelles*	238 360 000,00	0,00	0,00
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**
675	*Valeur comptable immobilisations cédées*	0,00	0,00	0,00
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (5)	**38 100 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Reprises sur autofinancement	**38 100 000,00**	**0,00**	**0,00**
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	38 100 000,00	0,00	0,00
	Transfert de charges	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(5) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée délibérante (3)
	DEPENSES (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS	B 952 B 953

DEPENSES

952 Dépenses imprévues	
Pour mémoire budget AE précédent	**Vote de l'assemblée sur les AE**
1 000 000,00	0,00

DEPENSES

953 *Virement à la section d'investissement*	
Budget de l'exercice (1)	**Vote de l'assemblée**
32 053 000,00	*7 272 425,22*

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

ANNEXES

IV – PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/931

CHAPITRE 931 – Formation professionnelle et apprentissage

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**780 000,00**	**0,00**	**0,00**	**780 000,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	350 000,00	0,00	0,00	350 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Publicité, publicat°, relations publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Aides à la personne	0,00	180 000,00	0,00	0,00	180 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00
674	Subv. fonctionnement exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**3 773 125,22**	**0,00**	**0,00**	**3 773 125,22**
747	Participations	0,00	3 756 000,00	0,00	0,00	3 756 000,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	17 125,22	0,00	0,00	17 125,22

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomérations et villes moyennes	3 Espace rural, autres espaces de dévelopt	4 Habitat - (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologies informat° et communicat°	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**160 000,00**	**0,00**	**0,00**	**160 000,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	0,00	160 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers Rémunérati	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	ons intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Publicité, publicat°, relations publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/937

CHAPITRE 937 – Environnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnemt infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 000,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Publicité, publicat°, relations publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 88 600 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**50 500 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	45 550 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	3 614 000,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	1 336 000,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**38 100 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*38 100 000,00*	*0,00*	*0,00*

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**88 600 000,00**	**218 700 575,25**	**0,00**	**307 300 575,25**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 290 904 600,00**	**7 272 425,22**	**VI 7 272 425,22**
Ressources propres externes de l'année (a)		**20 491 600,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	12 700 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b)		**270 413 000,00**	**7 272 425,22**	**7 272 425,22**
169	*Primes de remboursement obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
271	*Titres immobilisés (droits de propriété)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*1 600 000,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*8 200 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*850 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*11 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	*750 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*6 300 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*800 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804141	*Subv.Cne : Bien mobilier, matériel*	*1 200 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804142	*Subv.Cne : Bâtiments, installations*	*41 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804143	*Subv.Cne : Projet infrastructure*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804151	*Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804152	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*6 700 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804153	*Subv. Grpt : Projet infrastructure*	*600 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041711	*Subv. SNCF : Bien mobilier, matériel*	*12 100 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041712	*Subv. SNCF : Bâtiments, installations*	*9 300 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041713	*Subv. SNCF : Projet infrastructure*	*4 600 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041721	*Subv. RFF : Bien mobilier, matériel*	*1 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041722	*Subv. RFF : Bâtiments, installations*	*7 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041723	*Subv. RFF : Projet infrastructure*	*22 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*14 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*20 300 000,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*15 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*12 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
280431	*Subv.Scol : Bien mobilier, matériel*	*8 100 000,00*	*0,00*	*0,00*
280432	*Subv.Scol : Bâtiments, installations*	*4 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28045	*Subv. d'équipement versées aux tiers*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions,droits similaires,brevets,..*	*1 200 000,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*3 000,00*	*0,00*	*0,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
281312	*Bâtiments scolaires*	*1 200 000,00*	*0,00*	*0,00*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*1 800 000,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*90 000,00*	*0,00*	*0,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
2814	*Constructions sur sol d'autrui*	*90 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Réseaux divers*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
281571	*Matériel ferroviaire*	*150 000,00*	*0,00*	*0,00*
281572	*Matériel technique scolaire Autre*	*760 000,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*matériel technique Bâtiments*	*2 300 000,00*	*0,00*	*0,00*
2817312	*scolaires (m. à dispo) Voies*	*20 490 884,00*	*0,00*	*0,00*
281754	*navigables (m. à dispo) Matériel*	*2 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
281821	*de transport ferroviaire Autres*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*matériels de transport Matériel*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*
281831	*informatique scolaire Autre*	*3 300 000,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*matériel informatique*	*600 000,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaires*	*1 300 000,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*230 116,00*	*0,00*	*0,00*
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
954	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*32 053 000,00*	*7 272 425,22*	*7 272 425,22*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution R001 (3)	Affectation R1068 (3)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**298 177 025,22**	**218 700 575,25**	**2 646 582,56**	**98 180 992,22**	**617 705 175,25**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**307 300 575,25**
Ressources propres disponibles	VIII	**617 705 175,25**
Solde	IX = VIII – IV (4)	**310 404 600,00**

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le signe algébrique.

IV - ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS	E1

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases /(N - 1)	Taux appliqués par décision du conseil régional	Variation de taux/N - 1	Produit voté par le conseil régional	Variation du produit /N - 1
Taxe intérieure sur les produits pétroliers - Majoration Grenelle			GO : 1,35 €/hl - SP : 0,73 €/hl	0%	35 720 000	0,00%
Taxe sur les permis de conduire			0,00 €	0%	0	
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules			51,00 €/CV	0%	113 700 000	0,62%
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)						
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1) (2)						
Taxe relative à l'octroi de mer (1)						
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)						
Droit de francisation et de navigation corse (2)						
Droit de passeport en Corse (2)						
Droit de consommation sur les tabacs en Corse (2)						
[...] (3)						
TOTAL					**149 420 000**	0,47%

(1) Taxe perçue par les régions d'outre-mer.

(2) Taxe perçue par la collectivité territoriale de Corse.

(3) Détailler les taxes pour lesquelles la région à un pouvoir de modulation ou de fixation du taux

Présentation du budget selon la nomenclature stratégique

Autorisations de programme et d'engagement

en euros

		Antérieures*	AP 2017	Antérieures*	AE 2017	Total
I - Pour un aménagement équilibré, garant de la cohésion, de la performance et de la solidarité territoriale		**4 645 228**	**145 983 500**	**2 456 965**	**7 756 600**	**153 740 100**
P.0101	Contractualiser avec les territoires autour d'enjeux partagés P.0102	4 645 228	134 778 500	1 680 057	4 171 100	138 949 600
	Observer, anticiper et accompagner les mutations territoriales P.0103		105 000	250 871	1 781 500	1 886 500
	Soutenir l'aménagement et le développement des usages numériques		11 100 000	526 037	1 804 000	12 904 000
II - Pour une économie dynamique au service de filières fortes et créatrice d'un emploi durable		**88 148 851**	**99 122 000**	**62 397 090**	**68 282 100**	**167 404 100**
Faire émerger l'activité et soutenir l'innovation		***2 039 128***	***9 800 000***	***28 130 243***	***29 650 000***	***1 886 500***
P.0201	Stimuler l'innovation et développer l'économie de la connaissance	2 009 031	9 300 000	4 884 024	14 650 000	23 950 000
P.0202	Accompagner la structuration des secteurs clés de l'économie bretonne	30 097	500 000	23 246 219	15 000 000	15 500 000
Développer la compétitivité des entreprises pour assurer le développement durable de l'emploi		***43 397 860***	***42 100 000***	***8 310 816***	***17 955 200***	***60 055 200***
P.0203	Favoriser la création, le développement et la transmission d'entreprises	9 150 011	10 500 000	1 561 383	2 716 000	13 216 000
P.0204	Accompagner le développement des emplois durables et de qualité par la compétitivité des entreprises	32 852 674	31 050 000	1 991 574	3 870 000	34 920 000
P.0205	Développer l'économie sociale et solidaire, l'innovation sociale et l'égalité		550 000	3 274 161	4 269 100	4 819 100
P.0206	Soutenir les acteurs de la structuration de l'économie bretonne et des filières stratégiques	1 395 175		1 483 699	7 100 100	7 100 100
Favoriser le développement durable de l'agriculture et de la production alimentaire		***31 941 077***	***17 900 000***	***21 868 619***	***14 900 000***	***32 800 000***
P.0207	Améliorer la performance des exploitations agricoles et des filières de production alimentaire	31 941 077	17 900 000	21 868 619	14 900 000	32 800 000
Valoriser les atouts maritimes de la Bretagne et favoriser le développement durable des activités liées à la mer		***10 770 786***	***29 322 000***	***4 087 411***	***5 776 900***	***35 098 900***
P.0208	Développer le secteur des pêches maritimes et de l'aquaculture, contribuer au développement maritime	438 976	4 587 000	1 969 023	2 639 000	7 226 000
P.0209	Développer le système portuaire	10 331 810	24 735 000	2 118 388	3 137 900	27 872 900
III - Pour une formation permettant à chacun de construire son propre parcours vers la compétence et l'emp		**335 628 274**	**245 737 500**	**175 718 240**	**405 387 800**	**651 125 300**
Assurer la relation formation emploi			***20 000***	***1 448 891***	***6 493 300***	***6 513 300***
P.0301	Assurer la qualité de la relation emploi formation par la connaissance, la concertation et l'orientation		20 000	1 448 891	6 493 300	6 513 300
Promouvoir les initiatives lycéennes pour et par les jeunes et améliorer la vie lycéenne		***11 185***	***100 000***	***3 631 333***	***10 055 000***	***10 155 000***
P.0302	Favoriser les initiatives des jeunes en formation, leur mobilité et les projets éducatifs des lycées	11 185	100 000	3 631 333	10 055 000	10 155 000
Améliorer le cadre bâti des lycées		***277 980 738***	***196 929 500***	***6 651 352***	***5 830 000***	***202 759 500***
P.0303	Adapter le patrimoine bâti à l'accueil des lycéens	163 202 927	128 770 000	675		128 770 000
P.0304	Participer aux investissements immobiliers dans les établissements privés	21 079 868	19 523 000		200 000	19 723 000
P.0305	Mettre en œuvre une stratégie immobilière de gestion du patrimoine bâti des lycées	93 697 944	48 636 500	6 650 677	5 630 000	54 266 500

en euros

		Antérieures*	AP 2017	Antérieures*	AE 2017	Total
Améliorer les équipements des lycées		***12 817 143***	***18 250 000***	***78 605***	***1 790 000***	***20 040 000***
P.0306	Améliorer les équipements dans les lycées publics	7 722 822	8 400 000			8 400 000
P.0307	Participer à l'amélioration des équipements pédagogiques dans les établissements privés	4 379 360	4 100 000		20 000	4 120 000
P.0308	Développer le numérique éducatif	714 962	5 750 000	78 605	1 770 000	7 520 000
Améliorer le fonctionnement des lycées				***7 245***	***64 895 000***	***64 895 000***
P.0309	Assurer le fonctionnement des lycées publics			817	31 195 000	31 195 000
P.0310	Participer au fonctionnement des établissements privés			6 428	33 700 000	33 700 000
Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur		***21 091 182***	***17 140 000***	***4 367 154***	***14 065 000***	***31 205 000***
P.0311	Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur	21 091 182	17 140 000	4 367 154	14 065 000	31 205 000
Favoriser l'apprentissage		***12 638 402***	***12 500 000***	***47 701 591***	***78 666 000***	***91 166 000***
P.0312	Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises	12 638 402	12 500 000	5 264 727	48 300 000	60 800 000
P.0313	Promouvoir les contrats d'apprentissage et faciliter leur déroulement			42 436 864	30 366 000	30 366 000
Assurer les formations sanitaires et sociales		***10 656 856***		***1 476 690***	***53 580 500***	***53 580 500***
P.0314	Assurer les formations sanitaires et sociales	10 656 856		1 476 690	53 580 500	53 580 500
Développer et améliorer l'offre de formation pour répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux				***109 673 356***	***163 217 000***	***163 217 000***
P.0315	Faciliter les projets individuels de formation et de qualification			9 197 732	10 630 000	10 630 000
P.0316	Proposer une offre de formation qualifiante et adaptée aux dynamiques économiques et territoriales			94 413 152	109 987 000	109 987 000
P.0317	Améliorer les conditions de vie des stagiaires de la formation professionnelle pour un emploi durable			6 062 473	42 600 000	42 600 000
Développer les langues de Bretagne		***432 767***	***798 000***	***682 023***	***6 796 000***	***7 594 000***
P.0318	Développer les langues de Bretagne	432 767	798 000	682 023	6 796 000	7 594 000
IV - Pour une Bretagne de toutes les mobilités		**259 408 928**	**50 630 700**	**790 099**	**134 661 000**	**185 291 700**
P.0401	Développer les modes de transports collectifs régionaux et favoriser la mobilité durable	177 678	18 353 100	562 419	133 456 000	151 809 100
P.0402	Moderniser les réseaux ferroviaires et routiers structurants	233 831 642	31 877 600	90 916	620 000	32 497 600
P.0403	Moderniser les aéroports à vocation régionale	25 399 607	400 000	136 764	585 000	985 000
V - Pour une région engagée dans la transition écologique		**21 185 608**	**8 600 000**	**7 547 474**	**11 641 000**	**20 241 000**
P.0501	Promouvoir une gestion intégrée de la ressource en eau	13 746 050	4 000 000	4 301 194	5 400 000	9 400 000
P.0502	Préserver et valoriser la biodiversité et les paysages	1 212 254	900 000	1 176 163	3 003 000	3 903 000
P.0503	Développer une politique énergétique volontariste et une approche circulaire de l'usage des ressources	6 227 304	3 700 000	2 070 117	3 238 000	6 938 000

en euros

		Antérieures*	AP 2017	Antérieures*	AE 2017	Total
VI - Pour le rayonnement de la Bretagne et la vitalité culturelle bretonne		**28 093 385**	**28 546 000**	**4 806 074**	**42 851 000**	**71 397 000**
P.0601	Soutenir le spectacle vivant, les arts plastiques et la diversité des pratiques culturelles	1 051 676	930 000	264 785	16 150 000	17 080 000
P.0602	Soutenir les industries de la création et le développement de la vie littéraire et cinématographique	2 270 883	3 780 000	819 447	4 800 000	8 580 000
P.0603	Développer le sport en région	4 752 223	7 100 000	130 588	4 200 000	11 300 000
P.0604	Révéler et valoriser le patrimoine	5 961 414	4 300 000	592 156	1 200 000	5 500 000
P.0605	Faire de la Bretagne une destination touristique d'exception	5 209 005	3 560 000	676 274	7 192 000	10 752 000
P.0606	Valoriser et moderniser les voies navigables bretonnes	8 318 931	8 625 000	304 680	950 000	9 575 000
P.0607	Développer les actions européennes et internationales	529 253	251 000	758 195	1 859 000	2 110 000
P.0608	Renforcer l'information aux citoyens et promouvoir l'image et la notoriété de la Bretagne			1 259 948	6 500 000	6 500 000
Fonds de gestion des crédits européens		**1 605 819**		**828 472**	**855 000**	**855 000**
P.1110	Programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020					
P.1120	Programme de développement rural (FEADER) 2014-2020					
P.1130	Programme FEAMP 2014-2020					
P.1140	Mettre en œuvre les fonds européens 2014-2020			828 472	855 000	855 000
Autres dépenses		**3 379 655**	**8 202 000**	**7 429 373**	**20 573 600**	**28 775 600**
P.9000	Patrimoine et logistique	2 609 022	4 740 000	5 183 403	7 202 500	11 942 500
P.9002	Développer le système d'information en appui des politiques régionales	315 398	2 000 000	505 976	2 648 500	4 648 500
P.9003	Fonds d'intervention régional	376 996	300 000	87 034	972 600	1 272 600
P.9010	Equipement des groupes d'élus					
P.9011	Développement des conditions de travail et des compétences	78 239	162 000	1 367 462	7 325 000	7 487 000
P.9012	Rémunération des personnels et indemnités des membres des assemblées					
P.9020	Ressources et expertises			285 497	1 425 000	1 425 000
P.9021	Service de la dette					
P.9023	Mouvements financiers divers		1 000 000		1 000 000	2 000 000
	Total	**742 095 747**	**586 821 700**	**261 973 786**	**692 008 100**	**1 278 829 800**

Crédits de paiement
investissement et fonctionnement

en euros

		CPI 2017	CPF 2017	Total
I - Pour un aménagement équilibré, garant de la cohésion, de la performance et de la solidarité territoriale		**64 475 000**	**7 160 900**	**71 635 900**
P.0101	Contractualiser avec les territoires autour d'enjeux partagés P.0102	29 650 000	3 815 400	33 465 400
	Observer, anticiper et accompagner les mutations territoriales	45 000	1 541 500	1 586 500
P.0103	Soutenir l'aménagement et le développement des usages numériques	34 780 000	1 804 000	36 584 000
II - Pour une économie dynamique au service de filières fortes et créatrice d'un emploi durable		**156 756 600**	**59 502 400**	**216 259 000**
Faire émerger l'activité et soutenir l'innovation		***7 900 000***	***26 350 000***	***1 586 500***
P.0201	Stimuler l'innovation et développer l'économie de la connaissance	7 800 000	12 850 000	20 650 000
P.0202	Accompagner la structuration des secteurs clés de l'économie bretonne	100 000	13 500 000	13 600 000
Développer la compétitivité des entreprises pour assurer le développement durable de l'emploi		***46 261 600***	***18 442 500***	***64 704 100***
P.0203	Favoriser la création, le développement et la transmission d'entreprises	17 650 000	2 660 000	20 310 000
P.0204	Accompagner le développement des emplois durables et de qualité par la compétitivité des entreprises	27 500 000	3 720 000	31 220 000
P.0205	Développer l'économie sociale et solidaire, l'innovation sociale et l'égalité	550 000	4 886 500	5 436 500
P.0206	Soutenir les acteurs de la structuration de l'économie bretonne et des filières stratégiques	561 600	7 176 000	7 737 600
Favoriser le développement durable de l'agriculture et de la production alimentaire		***13 350 000***	***9 350 000***	***22 700 000***
P.0207	Améliorer la performance des exploitations agricoles et des filières de production alimentaire	13 350 000	9 350 000	22 700 000
Valoriser les atouts maritimes de la Bretagne et favoriser le développement durable des activités liées à la mer		***89 245 000***	***5 359 900***	***94 604 900***
P.0208	Développer le secteur des pêches maritimes et de l'aquaculture, contribuer au développement maritime	4 216 000	2 582 000	6 798 000
P.0209	Développer le système portuaire	85 029 000	2 777 900	87 806 900
III - Pour une formation permettant à chacun de construire son propre parcours vers la compétence et l'emploi		**166 736 000**	**377 171 500**	**543 907 500**
Assurer la relation formation emploi		***20 000***	***5 693 300***	***5 713 300***
P.0301	Assurer la qualité de la relation emploi formation par la connaissance, la concertation et l'orientation	20 000	5 693 300	5 713 300
Promouvoir les initiatives lycéennes pour et par les jeunes et améliorer la vie lycéenne		***100 000***	***9 825 000***	***9 925 000***
P.0302	Favoriser les initiatives des jeunes en formation, leur mobilité et les projets éducatifs des lycées	100 000	9 825 000	9 925 000
Améliorer le cadre bâti des lycées		***112 225 000***	***6 020 000***	***118 245 000***
P.0303	Adapter le patrimoine bâti à l'accueil des lycéens	58 700 000		58 700 000
P.0304	Participer aux investissements immobiliers dans les établissements privés	17 900 000	200 000	18 100 000
P.0305	Mettre en œuvre une stratégie immobilière de gestion du patrimoine bâti des lycées	35 625 000	5 820 000	41 445 000

en euros

		CPI 2017	CPF 2017	Total
Améliorer les équipements des lycées		***18 150 000***	***1 790 000***	***19 940 000***
P.0306	Améliorer les équipements dans les lycées publics	8 300 000		8 300 000
P.0307	Participer à l'amélioration des équipements pédagogiques dans les établissements privés	4 100 000	20 000	4 120 000
P.0308	Développer le numérique éducatif	5 750 000	1 770 000	7 520 000
Améliorer le fonctionnement des lycées			***64 545 000***	***64 545 000***
P.0309	Assurer le fonctionnement des lycées publics		31 195 000	31 195 000
P.0310	Participer au fonctionnement des établissements privés		33 350 000	33 350 000
Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur		***17 250 000***	***12 905 000***	***30 155 000***
P.0311	Renforcer la recherche et l'enseignement supérieur	17 250 000	12 905 000	30 155 000
Favoriser l'apprentissage		***10 050 000***	***73 350 000***	***83 400 000***
P.0312	Adapter l'offre et la qualité de formation aux attentes des jeunes et aux besoins des entreprises	10 050 000	44 800 000	54 850 000
P.0313	Promouvoir les contrats d'apprentissage et faciliter leur déroulement		28 550 000	28 550 000
Assurer les formations sanitaires et sociales		***8 143 000***	***52 908 200***	***61 051 200***
P.0314	Assurer les formations sanitaires et sociales	8 143 000	52 908 200	61 051 200
Développer et améliorer l'offre de formation pour répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux			***143 339 000***	***143 339 000***
P.0315	Faciliter les projets individuels de formation et de qualification		9 960 000	9 960 000
P.0316	Proposer une offre de formation qualifiante et adaptée aux dynamiques économiques et territoriales		90 979 000	90 979 000
P.0317	Améliorer les conditions de vie des stagiaires de la formation professionnelle pour un emploi durable		42 400 000	42 400 000
Développer les langues de Bretagne		***798 000***	***6 796 000***	***7 594 000***
P.0318	Développer les langues de Bretagne	798 000	6 796 000	7 594 000
IV - Pour une Bretagne de toutes les mobilités		**157 480 900**	**236 993 500**	**394 474 400**
P.0401	Développer les modes de transports collectifs régionaux et favoriser la mobilité durable	57 339 100	235 958 500	293 297 600
P.0402	Moderniser les réseaux ferroviaires et routiers structurants	99 741 800	370 000	100 111 800
P.0403	Moderniser les aéroports à vocation régionale	400 000	665 000	1 065 000
V - Pour une région engagée dans la transition écologique		**8 750 000**	**10 151 000**	**18 901 000**
P.0501	Promouvoir une gestion intégrée de la ressource en eau	3 400 000	4 050 000	7 450 000
P.0502	Préserver et valoriser la biodiversité et les paysages	900 000	3 003 000	3 903 000
P.0503	Développer une politique énergétique volontariste et une approche circulaire de l'usage des ressources	4 450 000	3 098 000	7 548 000

en euros

		CPI 2017	CPF 2017	Total
VI - Pour le rayonnement de la Bretagne et la vitalité culturelle bretonne		**23 287 500**	**39 824 000**	**63 111 500**
P.0601	Soutenir le spectacle vivant, les arts plastiques et la diversité des pratiques culturelles	930 000	16 150 000	17 080 000
P.0602	Soutenir les industries de la création et le développement de la vie littéraire et cinématographique	3 780 000	4 650 000	8 430 000
P.0603	Développer le sport en région	3 900 000	4 120 000	8 020 000
P.0604	Révéler et valoriser le patrimoine	4 300 000	1 200 000	5 500 000
P.0605	Faire de la Bretagne une destination touristique d'exception	4 260 000	7 292 000	11 552 000
P.0606	Valoriser et moderniser les voies navigables bretonnes	5 528 000	950 000	6 478 000
P.0607	Développer les actions européennes et internationales	589 500	1 760 000	2 349 500
P.0608	Renforcer l'information aux citoyens et promouvoir l'image et la notoriété de la Bretagne		3 702 000	3 702 000
Fonds de gestion des crédits européens		**11 400 000**	**6 640 000**	**18 040 000**
P.1110	Programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020	11 400 000	5 600 000	17 000 000
P.1120	Programme de développement rural (FEADER) 2014-2020			
P.1130	Programme FEAMP 2014-2020			
P.1140	Mettre en œuvre les fonds européens 2014-2020		1 040 000	1 040 000
Autres dépenses		**66 631 600**	**233 681 100**	**300 312 700**
P.9000	Patrimoine et logistique	14 925 600	8 064 500	22 990 100
P.9002	Développer le système d'information en appui des politiques régionales	1 780 000	2 463 500	4 243 500
P.9003	Fonds d'intervention régional	300 000	972 600	1 272 600
P.9010	Equipement des groupes d'élus	14 000		14 000
P.9011	Développement des conditions de travail et des compétences	162 000	7 415 000	7 577 000
P.9012	Rémunération des personnels et indemnités des membres des assemblées		163 000 000	163 000 000
P.9020	Ressources et expertises		1 125 000	1 125 000
P.9021	Service de la dette	49 300 000	13 700 000	63 000 000
P.9023	Mouvements financiers divers	150 000	36 940 500	37 090 500
	Total	**655 517 600**	**971 124 400**	**1 626 642 000**

IV-ANNEXE (BS)

ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 79

Nombre de suffrages exprimés : 83

VOTES :

Pour : 54

Contre: 29

Abstentions :

Date de convocation : 30 mai 2017

Présenté par Le Président du Conseil régional, à RENNES, le 23 juin 2017

Délibéré par le Conseil Régional, réuni en session à RENNES, le 23 juin 2017

Le Président

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Certifié exécutoire par le Président du Conseil régional, compte tenu de la transmission en préfecture, le

et de la publication le

A RENNES, le

REGION BRETAGNE

Délibération no17_DFE_SBUD_03

CONSEIL REGIONAL

23 juin 2017

DELIBERATION

ARRET DU COMPTE DE GESTION DE L'EXERCICE 2016

Le Conseil'régional, convoqué par son Président le 30 mai 2017, s'est réuni en séance plénière le vendredi 23 juin 2017 au siège de la Région Bretagne, sous la Présidence de Monsieur Jean-Michel Le Boulanger, 1er Vice-Président du Conseil régional de Bretagne. (Pour l'examen de ce rapport, le Président étant sorti)

Etaient présents : Monsieur Olivier ALLAIN, Madame Sylvie ARGAT-BOURIOT, Monsieur Eric BERROCHE, Madame Catherine BLEIN,-Madame Mona BRAS, Madame Georgette BREARD, Monsieur Pierre BRETEAU (jusqu'à 17h30), Monsieur Gwenegan BUI (jusqu'à 16h25), Monsieur Thierry BURLOT, Madame Gaby CADIOU, Madame Fanny CHAPPE, Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Monsieur Marc COATANÉA, Monsieur André CROCQ (jusqu'à 9h30, puis à partir de 14h3o), Madame Delphine DAVID, Monsieur Gérard DE MELLON, Monsieur Stéphane DE SALUER DUPIN, Madame Virginie D'ORSANNE (jusqu'à 15h45), Madame Laurence DUFFAUD, Madame Laurence FORTIN, Madame Anne GALLO, Madame Evelyne GAUTIER-LE BAIL, Monsieur Karim GHACHEM (jusqu'à 13h), Madame Anne-Maud GOUJON (jusqu'à 18h45), Madame Sylvie GUIGNARD (jusqu'à 14h40), Madame Claire GUINEMER (à partir de 9h30 et jusqu'à 17h35), Monsieur Philippe HERCOUËT, Madame Kaourintine HULAUD, Monsieur Bertrand IRAGNE (jusqu'à 16h), Madame Elisabeth JOUNEAUX-PEDRONO, Monsieur Roland JOURDAIN, Monsieur Pierre KARLESKIND, Monsieur Gérard LAHELLEC, Madame Isabelle LE BAL, Monsieur Jean-Michel LE BOULANGER, Monsieur Olivier LE BRAS, Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (jusqu'à 14h2o), Madame Agnès LE BRUN, Monsieur Patrick LE DIFFON, Monsieur Marc LE FUR, Monsieur Patrick LE FUR, Madame Gaël LE MEUR, Madame Nicole LE PEIH (jusqu'à 14h2o), Monsieur Alain LE QUELLEC, Madame Gaël LE SAOUT, Madame Christine LE STRAT, Monsieur Christian LECHEVALlER, Madame Lena LOUARN, Monsieur Bernard MARBOEUF, Monsieur Martin MEYRIER, Monsieur Philippe MIAILHES, Monsieur Paul MOLAC (de 8h30 à 9h30 puis à partir de 14h2o), Madame Gaëlle NIQUE, Madame Anne PATAULT, Madame Isabelle PELLERIN, Monsieur Gilles PENNELLE, Monsieur Stéphane PERRIN (départ 17h2o), Monsieur Maxime PICARD, Monsieur Bertrand PLOUVIER (jusqu'à 12h35, puis à partir de 16h10), Monsieur Pierre POULIQUEN, Monsieur Bernard POULIQUEN, Monsieur Bruno QUILLIVIC (jusqu'à 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (jusqu'à 11h25), Madame Emmanuelle RASSENEUR, Madame Agnès RICHARD, Monsieur David ROBO (jusqu'à 18h35), Madame Claudia ROUAUX, Monsieur Stéphane ROUDAUT (à partir de 10h05), Madame Catherine SAINT-JAMES, Madame Forough SALAMI-DADKHAH, Monsieur Emeric SALMON, Monsieur Sébastien SEMERIL (jusqu'à 14h2o, puis à partir de 16h40), Madame Renée THOMAÏDIS, Madame Martine TISON, Madame Anne TROALEN, Monsieur Hervé UTARD, Madame Anne VANEECLOO (jusqu'à 18h45), Madame Gaëlle VIGOUROUX, Madame Sylvaine VULPIAN!.

../...

Avaient donné pouvoir: Monsieur Pierre BRETEAU (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF à partir de 17h3o), Monsiéur Gwenegan BUI (Pouvoir donné à Madame Emmanuelle RASSENEUR à partir de 16h25), Monsieur André CROCQ (Pouvoir donné à Madame Laurence DUFFAUD, de 9h30 à 14h3o), Madame Virginie D'ORSANNE (pouvoir donné à Monsieur Emeric SALMON à partir de 15h45), Monsieur Richard FERRAND (pouvoir à Monsieur Marc COATANEA), Mon ieur Karim GHACHEM (pouvoir donné à Madame Gaël LE MEUR à partir de 14h2o), Madame Claire GUINEMER (pouvoir donné à Monsieur David ROBO, de 8h30 à 9h30 puis à Madame Isabelle LE BAL à partir de 17h35), Monsieur Bertrand IRAGNE (pouvoir donné à Madame Agnès RICHARD à partir de 16h), Monsieur Raymond LE BRAZIDEC (pouvoir donné à Madame ElisabethJOUNEAUXPEDRONO à partir de 14h2o), Monsieur Jean-Yves LE DRIAN (pouvoir dc:mné à Madame Gaël LE SAOUT), Monsieur Paul MOLAC (pouvoir donné à Madame Mona BRAS de 9h30 à 14h2o), Madame Gaëlle NICOLAS (pouvoir donné à Madame Delphine DAVID), Madame Nicole LE PEIH (pouvoir donné à Monsieur Maxime PICARD à partir de 14h2o), Monsieur Stéphane PERRIN (pouvoir donné à Madame SylvieARGAT BOURIOT à partir de 17h2o), Monsieur BertrandPLOUVIER (pouvoir donné à Monsieur Bernarq MARBOEUF de 12h35 à 16h10), Monsieur Bruno QUILLIVIC (pouvoir donné à Monsieur Patrick LE DIFFON à partir de 9h30), Monsieur Dominique RAMARD (pouvoir à Monsieur Philippe HERCOUET à partir 11h25), Monsieur DÇJ.vid ROBO (pouvoir donné à Madame Christine LÉ STRAT à 18h35), Monsieur Stéphane ROUDAUT (pouvoir donné à Monsieur Bernard MARBOEUF de 8h30 à 10ho5), Madame Hind SAOUD (pouvoir donné à Monsieur Sébastien SEMERIL jusqu'à 14h2o puis à Madame Claudia ROUAUX à partir de 14h2o), Monsieur Sébastien SEMERIL (Pouvoir donné à Monsieur Hervé UTARD de 14h2o à 16h4o), Madame Anne VANEECLOO (pouvoir donné à Monsieur Gilles PENELLE à partir de 18h45)

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4312-8

Vue l',ardonnance n°2009-140o du 17 novembre 2009 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux régions et aux syndicats mixtes de l'article 1.5721-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement budgétaire et financier adopté par le Conseil régional ;

Après avoir pris connaissance de l'avis formulé par le Conseil Economique Social et Environnemental lors de sa réunion du 12juin 2017;

Vu l'avis de l'ensemble des commissions,

Au vu du rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil régional ;

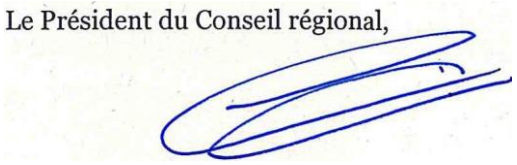
Et après avoir délibéré ;

DECIDE

(Abstention de Madame Catherine BLEIN)

-D'ARRETER le compte de gestion de l'exercice 2016 établi par M. le Payeur régional.

Le Président du Conseil régional,



Loïg CHESNAIS-GIRARD

Transmis le 12 juillet 2017 au contrôle de légalité

REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC
BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2016

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
M Michel DOMAIN

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2016 AU 06/02/2017

Poste comptable de P.REG BRETAGNE

Date Edition : 06/02/2017

Nomenclature M71 fonction

SOMMAIRE

24400 REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 24
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 28
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 42
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 43
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 96
4EME PARTIE : Page des signatures 97

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

ACTIF NET[1]	Total(En milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	**1 927 920,42**	Dotations	61 187,83
Terrains	25 448,99	Fonds Globalisés	308 634,70
Constructions	1 298 489,46	Réserves	2 479 016,03
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	66 837,24	Différences sur réalisations d'immobilisations	3 052,56
Immobilisations corporelles en cours	608 651,25	Report à nouveau	0,00
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	29 779,91	Résultat de l'exercice	98 180,99
Autres immobilisations corporelles	22 148,33	Subventions transférables	245 948,44
Total immobilisations corporelles (nettes)	**2 051 355,18**	Subventions non transférables	39 536,30
Immobilisations financières	**149 458,81**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	96 405,18
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**4 128 734,40**	Autres fonds propres	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**3 331 962,04**
Créances	52 302,61	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**899 124,59**
Disponibilités	96 869,64	Fournisseurs[2]	5 155,15
Autres actifs circulant	1 919,73	Autres dettes à court terme	43 517,95
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**151 091,98**	**Total dettes à court terme**	**48 673,10**
Comptes de régularisations	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**947 797,69**
		Comptes de régularisations	**66,65**
TOTAL ACTIF	**4 279 826,38**	**TOTAL PASSIF**	**4 279 826,38**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2017

BILAN (en Euros)

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

	ACTIF	Exercice 2016 BRUT	Exercice 2016 AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	Exercice 2016 NET	Exercice 2015 NET
ACTIF IMMOBILISE	Subventions d'équipement versées	2 763 447 497,70	854 008 991,00	1 909 438 506,70	1 874 453 893,44
	Autres immobilisations incorporelles	26 613 418,11	8 131 508,99	18 481 909,12	17 484 376,77
	Immobilisations incorporelles en cours				
	En toute propriété : Terrains	25 451 400,29	2 413,00	25 448 987,29	25 434 397,42
	En toute propriété: Constructions	186 040 306,03	8 407 091,73	177 633 214,30	162 913 025,21
	En toute propriété : Constr sol d'autrui	1 266 766,46	168 902,00	1 097 864,46	1 182 315,46
	En tte prop: Réseaux et install voirie	812 712,79	40 063,00	772 649,79	711 413,95
	En toute propriété : Oeuvres d'art	25 555,40	0,00	25 555,40	25 555,40
	En toute propriété : Autres immob corpo	127 191 164,21	74 503 124,18	52 688 040,03	50 302 232,50
	En toute propriété : Immob en cours	608 651 248,64	0,00	608 651 248,64	603 237 943,91
	En tte ppté: Immob affectées à un sce				
	En tte ppté: Immob mises en concession	29 779 909,00	0,00	29 779 909,00	29 779 909,00
	Reçues mise à dispo : Terrains				
	Reçues mise à dispo : Constructions	1 146 573 586,21	26 815 201,07	1 119 758 385,14	1 073 588 849,02
	Reçues mise à dispo : Constr sol autrui				
	Reçues mise à dispo : Rés install voirie	55 216 750,13	19 717 429,00	35 499 321,13	37 974 883,13
	Reçues mise à DispoCollect. #uvres d'art				
	Reçues mise à dispo : Autres immob corpo	411 185,03	411 185,03	0,00	0,00
	MONTANT A REPORTER	4 971 481 500,00	992 205 909,00	3 979 275 591,00	3 877 088 795,21

BILAN (en Euros)

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

	ACTIF	Exercice 2016			Exercice 2015
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (SUITE)	REPORT	4 971 481 500,00	992 205 909,00	3 979 275 591,00	3 877 088 795,21
	Reçues suite affectat : Terrains				
	Reçues suite affectat : Constructions				
	Reçues en affectat : Construc sol autrui				
	Reçues en affectat : Rés instal voirie				
	Reçues suite affectat : Oeuvres d'art				
	Reçues en affectat : Autres immob corpo				
	Immos Fin Participat et créances rattach	35 034 074,22	0,00	35 034 074,22	34 887 364,02
	Immos Fin Autres titres immobilisés	20 194 232,76	0,00	20 194 232,76	19 223 465,76
	Immos fin Avances en garanties d'emprunt				
	Immobilisations financières - Prêts	40 551 276,29	0,00	40 551 276,29	33 483 569,33
	Immob financières : Autres créances	53 679 228,81	0,00	53 679 228,81	49 306 998,18
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	**5 120 940 312,08**	**992 205 909,00**	**4 128 734 403,08**	**4 013 990 192,50**

BILAN (en Euros)

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

	ACTIF	Exercice 2016 BRUT	Exercice 2016 AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	Exercice 2016 NET	Exercice 2015 NET
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours: Production				
	Autres stocks				
	Redevables et comptes rattachés	9 784 129,11	0,00	9 784 129,11	1 144 919,31
	Creances irrécouvrables adm par juge				
	Créances sur l'Etat et collec publiques	28 024 270,21	0,00	28 024 270,21	25 274 950,71
	Créances sur les budgets annexes				
	Opérations pour le compte de tiers				
	Créances: Autres créances	20 312 791,45	5 818 583,04	14 494 208,41	13 334 383,43
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	96 869 642,80	0,00	96 869 642,80	32 104 706,75
	Avances de trésorerie				
	Fonds de garantie	1 832 793,08	0,00	1 832 793,08	1 832 793,08
	Charges constatées d'avance	86 936,40	0,00	86 936,40	0,00
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**156 910 563,05**	**5 818 583,04**	**151 091 980,01**	**73 691 753,28**

BILAN (en Euros)

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

	ACTIF	Exercice 2016 BRUT	Exercice 2016 AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	Exercice 2016 NET	Exercice 2015 NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Frais d'émission des emprunts				
	indemnités de renégociation de la dette				
	Charges exceptionnelles différées				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser				
	Ecarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III				
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**5 277 850 875,13**	**998 024 492,04**	**4 279 826 383,09**	**4 087 681 945,78**

BILAN (en Euros)

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

	PASSIF	Exercice 2016	Exercice 2015
FONDS PROPRES	Fonds internes : dotations	61 187 831,68	61 142 096,92
	Mise à disposition chez le bénéficiaire	96 405 183,90	96 405 183,90
	Affectation par collec de rattachement		
	Fonds internes : Réserves	2 479 016 031,01	2 401 906 615,65
	Neutralisation des amortissements		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exer (excédent ou déficit)	98 180 992,22	77 109 415,36
	Subventions transférables	245 948 442,46	248 769 665,21
	Différences sur réalisations d'immob	3 052 563,36	1 200 336,33
	Autres Fonds : Fonds d'investissement	308 634 695,18	296 395 543,63
	Subventions non transférables	39 536 302,47	38 106 130,63
	Autres Fonds : Droits de l'affectant		
	Droits du remettant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**3 331 962 042,28**	**3 221 034 987,63**

BILAN (en Euros)

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

PASSIF		Exercice 2016	Exercice 2015
DETTES FINANCIERES	Provisions pour risques Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		

BILAN (en Euros)

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

	PASSIF	Exercice 2016	Exercice 2015
DETTES	Dettes Fin - Emprunts obligataires	230 000 000,00	150 000 000,00
	Emprunts auprès des étab de crédits	666 222 799,26	686 362 652,40
	Emprunts et dettes financières divers	2 901 791,77	370 344,13
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Fournisseurs et comptes rattachés	4 937 665,36	3 983 304,34
	Dettes fiscales et sociales	95 374,68	108 912,79
	Dettes envers l'Etat et les collec publ	7 082 966,51	4 858 338,14
	Fonds spécifiques	1 832 793,07	1 832 793,07
	Dettes envers les BA		
	Opérations pour le compte de tiers		
	Dettes diverses : Autres dettes	34 496 203,58	18 924 043,82
	Fournisseurs d'immobilisations	217 483,19	99 953,33
	Produits constatés d'avance	10 615,72	0,00
	DETTES TOTAL III	**947 797 693,14**	**866 540 342,02**

BILAN (en Euros)

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

	PASSIF	Exercice 2016	Exercice 2015
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser	66 647,67	106 616,13
	Ecarts de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	**66 647,67**	**106 616,13**
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**4 279 826 383,09**	**4 087 681 945,78**

Compte de Résultat Synthétique

En milliers d'Euros

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

POSTES	Exercice 2016	Exercice 2015
Impôts et taxes perçus	699 369,92	663 078,94
Dotations et subventions reçues	313 933,16	317 179,38
Produits des services	1 981,49	2 220,63
Autres produits	6 001,48	5 426,46
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	1 021 286,05	987 905,41
Traitements, salaires, charges sociales	146 267,08	142 871,36
Achats et charges externes	85 689,81	86 025,13
Participations et interventions	423 902,19	434 901,61
Dotations aux amortissements et provisions	215 720,22	198 156,90
Autres charges	75 936,31	65 835,17
Charges courantes non financières	947 515,62	927 790,17
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**73 770,43**	**60 115,24**
Produits courants financiers	1 891,14	1 995,01
Charges courantes financières	11 719,09	11 837,38
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-9 827,96**	**-9 842,37**
RESULTAT COURANT	**63 942,48**	**50 272,88**
Produits exceptionnels	39 080,45	29 579,32
Charges exceptionnelles	4 841,93	2 742,78
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**34 238,52**	**26 836,54**
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**98 180,99**	**77 109,42**

COMPTE DE RESULTAT 2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

POSTES	Exercice 2016	Exercice 2015
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Pdts non financiers: Impôts locaux	218 179 784,00	210 715 141,00
Pdts non financ : Autres impôts et taxes	481 190 138,02	452 363 802,85
Produits services, domaine et ventes div	1 981 494,04	2 220 630,08
Production stockée		
Production immobilisée		
Reprises amortis prov (non financiers)	2 500,00	625 088,58
Pdts non financiers : Transferts charges		
Pdts non financiers: Autres produits	5 998 978,62	4 801 371,11
Dotations de l'Etat	226 183 202,00	247 825 677,00
Subventions et participations	42 427 676,64	24 497 573,98
Autres attributions (péréquat, compensa)	45 322 278,77	44 856 128,66
TOTAL I	**1 021 286 052,09**	**987 905 413,26**
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Traitements et salaires	101 777 168,62	99 904 577,26
Charges sociales	44 489 912,93	42 966 784,61
Achats et charges externes	85 689 811,85	86 025 125,16
Chgs non financières: Impôts et taxes	2 891 388,98	2 972 595,58
Dotations amortissements des immob	215 223 368,66	196 144 633,37
Dot amort sur charges à répartir		

COMPTE DE RESULTAT 2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

POSTES	Exercice 2016	Exercice 2015
Chges non financ: Dotations provisions	496 856,03	2 012 266,60
Autres charges	73 044 923,27	62 862 576,11
Contributions obligatoires	121 722 612,54	125 933 514,96
Participations	141 879 466,11	140 008 378,56
Particip et interventions : Subventions	160 300 109,33	168 959 716,78
TOTAL II	**947 515 618,32**	**927 790 168,99**
A.1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER COMPTABLE (I-II +68128)	**73 770 433,77**	**60 115 244,27**
A.2 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER BUDGETAIRE (I-II)	**73 770 433,77**	**60 115 244,27**
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances	156 560,17	173 106,17
Autres intérêts et produits assimilés	1 734 575,93	1 431 906,69
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Pdts financiers: Reprises provisions		390 000,00
Pdts financiers: Transferts de charges		
TOTAL III	**1 891 136,10**	**1 995 012,86**
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	11 719 093,69	11 837 381,26
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		

COMPTE DE RESULTAT 2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

POSTES	Exercice 2016	Exercice 2015
Dotations amo et prov (financières)		
TOTAL IV	**11 719 093,69**	**11 837 381,26**
B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)	**-9 827 957,59**	**-9 842 368,40**
A.2 + B - RESULTAT COURANT	**63 942 476,18**	**50 272 875,87**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Pdts excep op gestion : Subventions		
Pdt excep op gestion : Autres opérations	202 717,70	437 387,14
Produits des cessions d'immobilisations	4 344 598,19	968 377,74
Différences sur réalisations (négatives)	302 303,85	16 601,28
Neutralisation des amortissements		
Pdt excep op capital : Autres opérations	34 230 829,42	28 156 952,22
Reprises sur provisions (exceptionnels)		
Pdts excep : Transferts de charges		
TOTAL V	**39 080 449,16**	**29 579 318,38**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charg except op gestion : subventions	11 863,12	525,85
Chg excep op gestion : Autres opérations	178 320,76	1 719 123,62
Valeur comptable des immo cédées	2 492 287,41	515 344,40
Différences sur réalisations (positives)	2 154 614,63	469 634,62
Chg excep op capital : Autres opérations	4 847,20	38 150,40

COMPTE DE RESULTAT 2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

POSTES	Exercice 2016	Exercice 2015
Dot. amort. et prov exceptionnelles		
TOTAL VI	**4 841 933,12**	**2 742 778,89**
C.1 - RESULTAT EXCEPTIONNEL COMPTABLE (V-VI-776+676-797)	**36 090 826,82**	**27 289 572,83**
C.2 - RESULTAT EXCEPTIONNEL BUDGETAIRE (V-VI)	**34 238 516,04**	**26 836 539,49**
Total des produits hors neutralisation et étalement dérogatoire de charges (I+III+V-776-797)	1 061 955 333,50	1 019 463 143,22
Total des charges hors neutralisation et étalement dérogatoire de charges (II+IV+VI-676-68128)	961 922 030,50	941 900 694,52
D.1 - RESULTAT COMPTABLE hors neutralisation (A.1+B+C.1)	100 033 303,00	77 562 448,70
Neutralisation budgétaire des plus et moins values (7761-6761)	-1 852 310,78	-453 033,34
Neutralisation budgétaire d'amortissements (7768)		
Etalement dérogatoire de charges (797-68128)		
D.2 - RESULTAT BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (A.2+B+C.2)	**98 180 992,22**	**77 109 415,36**

Opérations Compte de Tiers

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2016

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Opérations Compte de Tiers

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2016

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Résultats budgétaires de l'exercice

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	1 132 511 207,72	1 058 771 752,89	2 191 282 960,61
Titres de recette émis (b)	792 807 156,86	1 084 401 683,49	1 877 208 840,35
Réductions de titres (c)	4 947 691,77	19 930 886,88	24 878 578,65
Recettes nettes (d = b - c)	787 859 465,09	1 064 470 796,61	1 852 330 261,70
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	1 132 511 207,72	1 058 771 752,89	2 191 282 960,61
Mandats émis (f)	752 748 764,36	971 874 088,07	1 724 622 852,43
Annulations de mandats (g)	2 212 148,04	5 584 283,68	7 796 431,72
Depenses nettes (h = f - g)	750 536 616,32	966 289 804,39	1 716 826 420,71
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	37 322 848,77	98 180 992,22	135 503 840,99
(h - d) Déficit			

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2015	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2016	RESULTAT DE L'EXERCICE 2016	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2016
I - Budget principal					
Investissement	-34 676 266,21	0,00	37 322 848,77	0,00	2 646 582,56
Fonctionnement	77 109 415,36	77 109 415,36	98 180 992,22	0,00	98 180 992,22
TOTAL I	**42 433 149,15**	**77 109 415,36**	**135 503 840,99**	**0,00**	**100 827 574,78**
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**42 433 149,15**	**77 109 415,36**	**135 503 840,99**	**0,00**	**100 827 574,78**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
001	Solde d'execution de la section d'invest		34 676 266,21	34 676 266,21				34 676 266,21
900	Services généraux	9 688 300,00	12 059 600,00	21 747 900,00	7 974 539,42	800,00	7 973 739,42	13 774 160,58
901	Formation professionnelle et apprentissa	16 167 800,00	-4 500 000,00	11 667 800,00	7 769 018,94		7 769 018,94	3 898 781,06
902	Enseignement	110 793 500,00	3 635 000,00	114 428 500,00	110 406 551,19	8 280,31	110 398 270,88	4 030 229,12
903	Culture, sports et loisirs	14 013 000,00	-30 000,00	13 983 000,00	12 246 042,06		12 246 042,06	1 736 957,94
905	Aménagement des territoires	60 511 400,00	-353 000,00	60 158 400,00	24 363 913,76	53 067,73	24 310 846,03	35 847 553,97
906	Gestion des fonds européens	6 500 000,00	8 300 000,00	14 800 000,00	9 065 919,87		9 065 919,87	5 734 080,13
907	Environnement	12 250 000,00		12 250 000,00	6 293 116,60		6 293 116,60	5 956 883,40
908	Transports	181 273 500,00	-12 640 220,00	168 633 280,00	126 997 843,73		126 997 843,73	41 635 436,27
909	Action économique	54 003 000,00	5 512 850,00	59 515 850,00	45 719 401,58	2 000 000,00	43 719 401,58	15 796 448,42
923	Dettes et autres opérations financières	50 400 000,00	483 642 907,66	534 042 907,66	315 342 332,41		315 342 332,41	218 700 575,25
925	Opérations patrimoniales	50 000 000,00	2 270 000,00	52 270 000,00	52 243 550,59	150 000,00	52 093 550,59	176 449,41
926	Transferts entre les sections	34 035 000,00	302 303,85	34 337 303,85	34 326 534,21		34 326 534,21	10 769,64
TOTAL		**599 635 500,00**	**532 875 707,72**	**1 132 511 207,72**	**752 748 764,36**	**2 212 148,04**	**750 536 616,32**	**381 974 591,40**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
900	Services généraux	4 800 000,00	540 000,00	5 340 000,00	2 703 990,14	540 130,14	2 163 860,00	3 176 140,00
902	Enseignement	23 876 000,00	-390 000,00	23 486 000,00	24 166 666,87	17,96	24 166 648,91	-680 648,91
903	Culture, sports et loisirs	822 000,00		822 000,00	813 742,00		813 742,00	8 258,00
905	Aménagement des territoires	77 000,00		77 000,00	154 760,16	30 000,00	124 760,16	-47 760,16
906	Gestion des fonds européens	6 500 000,00	8 300 000,00	14 800 000,00	6 552 150,25		6 552 150,25	8 247 849,75
907	Environnement				7 917,61		7 917,61	-7 917,61
908	Transports	150 000,00	950 000,00	1 100 000,00	8 257 108,04	43 521,64	8 213 586,40	-7 113 586,40
909	Action économique	8 235 000,00		8 235 000,00	9 749 464,36	135 052,90	9 614 411,46	-1 379 411,46
922	Dotations et participations	11 500 000,00	77 848 415,36	89 348 415,36	89 348 566,91		89 348 566,91	-151,55
923	Dettes et autres opérations financières	258 300 000,00	442 642 907,66	700 942 907,66	374 890 000,10		374 890 000,10	326 052 907,56
925	Opérations patrimoniales	50 000 000,00	2 270 000,00	52 270 000,00	52 243 550,59	150 000,00	52 093 550,59	176 449,41
926	Transferts entre les sections	215 481 200,00	4 646 902,04	220 128 102,04	223 919 239,83	4 048 969,13	219 870 270,70	257 831,34
951	Virement de la section de fonctionnement	19 894 300,00	-483 106,64	19 411 193,36				19 411 193,36
954	Produits des cessions d'immobilisations		-3 449 410,70	-3 449 410,70				-3 449 410,70
TOTAL		**599 635 500,00**	**532 875 707,72**	**1 132 511 207,72**	**792 807 156,86**	**4 947 691,77**	**787 859 465,09**	**344 651 742,63**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
930	Services généraux	83 176 291,21	1 929 110,00	85 105 401,21	78 469 128,71	1 968,42	78 467 160,29	6 638 240,92
931	Formation professionnelle et apprentissa	288 328 887,50		288 328 887,50	250 687 591,16	7 825,00	250 679 766,16	37 649 121,34
932	Enseignement	167 674 000,00	5 340 000,00	173 014 000,00	168 101 516,08	93 942,22	168 007 573,86	5 006 426,14
933	Culture, sports et loisirs	32 561 612,50	130 000,00	32 691 612,50	30 529 595,07		30 529 595,07	2 162 017,43
934	Santé et action sociale	664 500,00		664 500,00	549 883,50		549 883,50	114 616,50
935	Aménagement des territoires	6 954 000,00	500 000,00	7 454 000,00	6 982 697,42		6 982 697,42	471 302,58
936	Gestion des fonds européens	3 500 000,00	4 800 000,00	8 300 000,00	5 225 227,40		5 225 227,40	3 074 772,60
937	Environnement	10 448 000,00		10 448 000,00	9 689 004,13		9 689 004,13	758 995,87
938	Transports	117 006 500,00	1 527 200,00	118 533 700,00	114 993 480,59		114 993 480,59	3 540 219,41
939	Action économique	73 169 500,00	-500 000,00	72 669 500,00	67 628 538,52		67 628 538,52	5 040 961,48
943	Opérations financières	20 000 000,00	555 357,49	20 555 357,49	13 800 551,19	1 431 578,91	12 368 972,28	8 186 385,21
944	Frais de fonctionnement des groupes d'él	1 016 208,79	-48 710,00	967 498,79	800 778,44		800 778,44	166 720,35
945	Provisions et autres opérations mixtes	500 000,00		500 000,00	496 856,03		496 856,03	3 143,97
946	Transferts entre les sections	215 481 200,00	4 646 902,04	220 128 102,04	223 919 239,83	4 048 969,13	219 870 270,70	257 831,34
953	Virement de la section d'investissement	19 894 300,00	-483 106,64	19 411 193,36				19 411 193,36
TOTAL		**1 040 375 000,00**	**18 396 752,89**	**1 058 771 752,89**	**971 874 088,07**	**5 584 283,68**	**966 289 804,39**	**92 481 948,50**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
930	Services généraux	9 577 500,00	770 000,00	10 347 500,00	7 820 991,97	962 585,58	6 858 406,39	3 489 093,61
931	Formation professionnelle et apprentissa	33 280 000,00	22 850,85	33 302 850,85	35 421 344,35	30 851,41	35 390 492,94	-2 087 642,09
932	Enseignement	8 290 000,00		8 290 000,00	9 476 986,98	5 592,14	9 471 394,84	-1 181 394,84
933	Culture, sports et loisirs	461 600,00	65 000,00	526 600,00	583 812,47		583 812,47	-57 212,47
935	Aménagement des territoires				2 700,00		2 700,00	-2 700,00
936	Gestion des fonds européens	3 500 000,00	4 800 000,00	8 300 000,00	3 558 611,96		3 558 611,96	4 741 388,04
937	Environnement				118 574,37		118 574,37	-118 574,37
938	Transports	37 860 900,00	1 000 000,00	38 860 900,00	42 342 544,21	2 948 011,47	39 394 532,74	-533 632,74
939	Action économique	1 388 000,00		1 388 000,00	2 748 821,19		2 748 821,19	-1 360 821,19
940	Impositions directes	212 988 000,00	5 248 000,00	218 236 000,00	218 234 927,00	55 143,00	218 179 784,00	56 216,00
941	Autres impôts et taxes	435 641 000,00	754 000,00	436 395 000,00	460 997 344,58	15 918 087,56	445 079 257,02	-8 684 257,02
942	Dotations et participations	262 053 000,00	541 000,00	262 594 000,00	262 628 646,00		262 628 646,00	-34 646,00
943	Opérations financières	1 300 000,00	4 893 598,19	6 193 598,19	6 133 045,83	10 615,72	6 122 430,11	71 168,08
944	Frais de fonctionnement des groupes d'él				4 297,35		4 297,35	-4 297,35
945	Provisions et autres opérations mixtes				2 501,02		2 501,02	-2 501,02
946	Transferts entre les sections	34 035 000,00	302 303,85	34 337 303,85	34 326 534,21		34 326 534,21	10 769,64
TOTAL		**1 040 375 000,00**	**18 396 752,89**	**1 058 771 752,89**	**1 084 401 683,49**	**19 930 886,88**	**1 064 470 796,61**	**-5 699 043,72**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
900202	Services généraux	2 899 069,31	800,00	2 898 269,31
90042	Services généraux	286 500,00		286 500,00
90043	Services généraux	4 643 992,37		4 643 992,37
90044	Services généraux	144 977,74		144 977,74
SOUS-TOTAL CHAPITRE 900	**Services généraux**	**7 974 539,42**	**800,00**	**7 973 739,42**
9012	Formation professionnelle et apprentissa	4 164 478,47		4 164 478,47
9013	Formation professionnelle et apprentissa	3 604 540,47		3 604 540,47
SOUS-TOTAL CHAPITRE 901	**Formation professionnelle et apprentissa**	**7 769 018,94**		**7 769 018,94**
9020	Enseignement	3 360 592,24		3 360 592,24
90222	Enseignement	78 074 342,76	8 280,31	78 066 062,45
90223	Enseignement	25 287 260,18		25 287 260,18
9023	Enseignement	3 684 356,01		3 684 356,01
SOUS-TOTAL CHAPITRE 902	**Enseignement**	**110 406 551,19**	**8 280,31**	**110 398 270,88**
90312	Culture, sports et loisirs	4 368 894,63		4 368 894,63
90313	Culture, sports et loisirs	4 755 085,97		4 755 085,97
9032	Culture, sports et loisirs	3 122 061,46		3 122 061,46
SOUS-TOTAL CHAPITRE 903	**Culture, sports et loisirs**	**12 246 042,06**		**12 246 042,06**
9053	Aménagement des territoires	19 983 609,20	53 067,73	19 930 541,47
9054	Aménagement des territoires	4 175 167,08		4 175 167,08
9056	Aménagement des territoires	205 137,48		205 137,48
SOUS-TOTAL CHAPITRE 905	**Aménagement des territoires**	**24 363 913,76**	**53 067,73**	**24 310 846,03**
9062	Subventions d'équipement versées aux tie	2 513 769,62		2 513 769,62
90630	Subventions d'équipement versées aux tie	6 552 150,25		6 552 150,25
SOUS-TOTAL CHAPITRE 906	**Gestion des fonds européens**	**9 065 919,87**		**9 065 919,87**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
9071	Environnement	1 078 927,19		1 078 927,19
9074	Environnement	2 529 412,90		2 529 412,90
9075	Environnement	1 956 789,26		1 956 789,26
9076	Environnement	727 987,25		727 987,25
SOUS-TOTAL CHAPITRE 907	**Environnement**	**6 293 116,60**		**6 293 116,60**
90811	Transports	39 302 994,31		39 302 994,31
90812	Transports	57 686 064,04		57 686 064,04
90821	Transports	5 904 163,42		5 904 163,42
90823	Transports	415 279,71		415 279,71
90886	Transports	17 365 353,32		17 365 353,32
90888	Transports	6 323 988,93		6 323 988,93
SOUS-TOTAL CHAPITRE 908	**Transports**	**126 997 843,73**		**126 997 843,73**
9091	Action économique	20 098 838,97	2 000 000,00	18 098 838,97
9092	Action économique	13 063 759,78		13 063 759,78
9093	Action économique	8 577 340,56		8 577 340,56
9095	Action économique	3 979 462,27		3 979 462,27
SOUS-TOTAL CHAPITRE 909	**Action économique**	**45 719 401,58**	**2 000 000,00**	**43 719 401,58**
9231641	Emprunts en euros	84 428 565,46		84 428 565,46
92316441	Opérations afférentes à l'emprunt	75 891 300,72		75 891 300,72
92316449	Opérations afférentes à l'option de tira	154 890 000,00		154 890 000,00
92316878	Autres organismes et particuliers	132 466,23		132 466,23
SOUS-TOTAL CHAPITRE 923	**Dettes et autres opérations financières**	**315 342 332,41**		**315 342 332,41**
9251318	Autres	1 619 003,52	150 000,00	1 469 003,52
9252031	Frais d'études	6 257,68		6 257,68

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
925204411	Biens mobiliers, matériel et études	4 214,40		4 214,40
92521572	Matériel technique scolaire	76 632,00		76 632,00
92521828	Autres matériels de transport	57 836,37		57 836,37
92521848	Autres matériels de bureau et mobilier	8 925,00		8 925,00
9252313	Constructions	798 931,38		798 931,38
9252317	Agencements et aménagements de terrains	47 462 938,28		47 462 938,28
9252318	Autres immobilisations corporelles en co	1 895 684,21		1 895 684,21
925238	Avances versées sur commandes d'immobili	313 127,75		313 127,75
SOUS-TOTAL CHAPITRE 925	**Opérations patrimoniales**	**52 243 550,59**	**150 000,00**	**52 093 550,59**
92613911	Subventions d'équipement transférées au	721 544,24		721 544,24
92613913	Subvention d'équipement transférées au c	614 518,81		614 518,81
92613914	Subvention d'équipement transférées au c	192 631,92		192 631,92
92613916	Subventions d'équipement transférées au	82 982,17		82 982,17
926139172	Fons Europeen Développement Régional (FE	11 039 417,52		11 039 417,52
926139173	Fonds Europeens Orientation Garantie Agr	1 118 378,65		1 118 378,65
92613918	Subventions d'équipement transférées au	1 972 606,31		1 972 606,31
92613932	Dotation Régionale d'équipement scolaire	18 282 150,74		18 282 150,74
926192	Plus ou moins-value sur cessions d'immob	302 303,85		302 303,85
SOUS-TOTAL CHAPITRE 926	**Transferts entre les sections**	**34 326 534,21**		**34 326 534,21**
TOTAL		**752 748 764,36**	**2 212 148,04**	**750 536 616,32**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
900201	Services généraux	22 290,98	130,14	22 160,84
90043	Services généraux	1 575 740,68		1 575 740,68
90044	Services généraux	1 105 958,48	540 000,00	565 958,48
SOUS-TOTAL CHAPITRE 900	**Services généraux**	**2 703 990,14**	**540 130,14**	**2 163 860,00**
9020	Enseignement	20 958 087,00		20 958 087,00
90222	Enseignement	2 412 084,87	17,96	2 412 066,91
9023	Enseignement	796 495,00		796 495,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 902	**Enseignement**	**24 166 666,87**	**17,96**	**24 166 648,91**
90312	Culture, sports et loisirs	813 742,00		813 742,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 903	**Culture, sports et loisirs**	**813 742,00**		**813 742,00**
9054	Aménagement des territoires	97 067,85	30 000,00	67 067,85
9056	Aménagement des territoires	57 692,31		57 692,31
SOUS-TOTAL CHAPITRE 905	**Aménagement des territoires**	**154 760,16**	**30 000,00**	**124 760,16**
90630	Fonds Europeens Orientation Garantie Agr	6 552 150,25		6 552 150,25
SOUS-TOTAL CHAPITRE 906	**Gestion des fonds européens**	**6 552 150,25**		**6 552 150,25**
9074	Environnement	7 917,61		7 917,61
SOUS-TOTAL CHAPITRE 907	**Environnement**	**7 917,61**		**7 917,61**
90812	Transports	6 228 575,13	23 844,80	6 204 730,33
90821	Transports	147 580,37		147 580,37
90886	Transports	99 317,29	19 676,84	79 640,45
90888	Transports	1 781 635,25		1 781 635,25
SOUS-TOTAL CHAPITRE 908	**Transports**	**8 257 108,04**	**43 521,64**	**8 213 586,40**
9091	Action économique	6 302 100,91	105 841,83	6 196 259,08
9092	Action économique	2 227 618,21	2 500,00	2 225 118,21

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
9093	Action économique	279 032,98		279 032,98
9095	Action économique	940 712,26	26 711,07	914 001,19
SOUS-TOTAL CHAPITRE 909	**Action économique**	**9 749 464,36**	**135 052,90**	**9 614 411,46**
92210222	Fonds compensation taxe valeur ajoutee (	12 239 151,55		12 239 151,55
9221068	Excédents de fonctionnement capitalisés	77 109 415,36		77 109 415,36
SOUS-TOTAL CHAPITRE 922	**Dotations et participations**	**89 348 566,91**		**89 348 566,91**
92316311	Emprunts obligataires remboursables in f	80 000 000,00		80 000 000,00
9231641	Emprunts en euros	30 000 000,00		30 000 000,00
92316441	Opérations afférentes à l'emprunt	110 000 000,10		110 000 000,10
92316449	Opérations afférentes à l'option de tira	154 890 000,00		154 890 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 923	**Dettes et autres opérations financières**	**374 890 000,10**		**374 890 000,10**
92516873	Département	653 611,16		653 611,16
92516874	Communes	965 392,36	150 000,00	815 392,36
925217312	Batiments scolaires	4 214,40		4 214,40
9252317	Agencements et aménagements de terrains	243 157,78		243 157,78
925238	Avances versées sur commandes d'immobili	50 377 174,89		50 377 174,89
SOUS-TOTAL CHAPITRE 925	**Opérations patrimoniales**	**52 243 550,59**	**150 000,00**	**52 093 550,59**
926192	Plus ou moins-value sur cessions d'immob	2 154 614,63		2 154 614,63
92621312	Batiments scolaires	1 206 821,29		1 206 821,29
92621318	Autres batiments publics	45 734,76		45 734,76
92621828	Autres matériels de transport	58 436,39		58 436,39
92621838	Autre matériel informatique	736,48		736,48
9262185	Matériel de téléphonie	1 325,49		1 325,49
926271	Titres immobilisés - droit de propriété	1 179 233,00		1 179 233,00

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
92628031	Frais d'études	1 485 921,21		1 485 921,21
92628033	Frais d'insertion	4 077,76		4 077,76
9262804111	Biens mobiliers, matériel et études	65 906,00		65 906,00
9262804112	Bâtiments et installations	7 942 688,00		7 942 688,00
9262804113	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	819 864,00		819 864,00
9262804121	Biens mobiliers, matériel et études	11 000,00		11 000,00
9262804122	Bâtiments et installations	15 000,00		15 000,00
9262804131	Biens mobiliers, matériel et études	622 632,00		622 632,00
9262804132	Bâtiments et installations	6 182 317,00		6 182 317,00
9262804133	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	692 410,00		692 410,00
9262804141	Biens mobiliers, matériel et études	942 159,00		942 159,00
9262804142	Bâtiments et installations	37 107 998,00		37 107 998,00
9262804143	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	155 443,00		155 443,00
9262804151	Biens mobiliers, matériel et études	171 317,00		171 317,00
9262804152	Bâtiments et installations	6 155 087,00		6 155 087,00
9262804153	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	395 486,00		395 486,00
92628041711	Biens mobiliers, matériel et études	11 449 699,00		11 449 699,00
92628041712	Bâtiments et installations	10 412 844,00		10 412 844,00
92628041713	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	2 936 129,00		2 936 129,00
92628041721	Biens mobiliers, matériel et études	1 389 070,00		1 389 070,00
92628041722	Bâtiments et installations	6 720 684,00		6 720 684,00
92628041723	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	19 040 166,00		19 040 166,00
9262804181	Biens mobiliers, matériel et études	10 843 287,00		10 843 287,00
9262804182	Bâtiments et installations	19 041 869,00		19 041 869,00

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
926280421	Biens mobiliers, matériel et études	22 324 516,73		22 324 516,73
926280422	Bâtiments et installations	10 398 039,65		10 398 039,65
926280431	Biens mobiliers, matériel et études	6 570 854,00		6 570 854,00
926280432	Bâtiments et installations	3 880 406,00		3 880 406,00
92628051	Concessions et droits similaires	1 098 702,47		1 098 702,47
92628121	Amortissements plantations d'arbres et d	1 830,00		1 830,00
926281311	Bâtiments administratifs	68 811,58		68 811,58
926281312	Bâtiments scolaires	338 829,87		338 829,87
926281314	Bâtiments culturels et sportifs	622 508,00		622 508,00
926281318	Amortissements autres bâtiments publics	1 725 717,84		1 725 717,84
926281351	Bâtiments publics	9 390,83		9 390,83
9262814	Constructions sur sol d'autrui	84 451,00		84 451,00
92628151	Réseaux de voirie	3 160,00		3 160,00
92628153	Réseaux divers	8 088,00		8 088,00
926281571	Matériel ferroviaire	16 578,80		16 578,80
926281572	Matériel technique scolaire	1 015 672,21		1 015 672,21
926281578	Amortissements autre matériel technique	1 342 016,22		1 342 016,22
9262817312	Bâtiments scolaires	12 283 771,46		12 283 771,46
926281754	Amortissements voies navigables	2 475 562,00		2 475 562,00
926281821	Matériel de transport ferroviaire	227 605,00		227 605,00
926281828	Autres matériels de transport	594 925,81		594 925,81
926281831	Matériel informatique scolaire	6 698 616,19	3 430 325,98	3 268 290,21
926281838	Amortissements autre matériel informatiq	1 175 293,42	618 643,15	556 650,27
926281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	1 213 551,22		1 213 551,22

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
926281848	Autres matériels de bureau et mobilier	211 485,18		211 485,18
92628185	Matériel de téléphonie	73 509,66		73 509,66
92628188	Amortissements autres	205 390,68		205 390,68
SOUS-TOTAL CHAPITRE 926	**Transferts entre les sections**	**223 919 239,83**	**4 048 969,13**	**219 870 270,70**
TOTAL		**792 807 156,86**	**4 947 691,77**	**787 859 465,09**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
930201	Services généraux	50 761 389,63	62,00	50 761 327,63
930202	Services généraux	17 026 385,99	1 906,42	17 024 479,57
93021	Services généraux	4 869 673,52		4 869 673,52
93022	Services généraux	2 711 248,42		2 711 248,42
93023	Services généraux	1 534,70		1 534,70
93041	Services généraux	1 295 462,33		1 295 462,33
93043	Services généraux	1 578 820,03		1 578 820,03
93044	Services généraux	224 614,09		224 614,09
SOUS-TOTAL CHAPITRE 930	**Services généraux**	**78 469 128,71**	**1 968,42**	**78 467 160,29**
9310	Formation professionnelle et apprentissa	6 391 311,66		6 391 311,66
9311	Formation professionnelle et apprentissa	120 203 772,23	7 660,00	120 196 112,23
9312	Formation professionnelle et apprentissa	72 674 322,97	165,00	72 674 157,97
9313	Formation professionnelle et apprentissa	51 418 184,30		51 418 184,30
SOUS-TOTAL CHAPITRE 931	**Formation professionnelle et apprentissa**	**250 687 591,16**	**7 825,00**	**250 679 766,16**
9320	Enseignement	8 517 644,94	650,00	8 516 994,94
93200	Autres	189 795,00		189 795,00
93222	Enseignement	126 383 573,70	68 292,22	126 315 281,48
93223	Enseignement	31 901 536,76		31 901 536,76
9323	Enseignement	1 108 965,68	25 000,00	1 083 965,68
SOUS-TOTAL CHAPITRE 932	**Enseignement**	**168 101 516,08**	**93 942,22**	**168 007 573,86**
93312	Culture, sports et loisirs	24 327 288,96		24 327 288,96
93313	Culture, sports et loisirs	1 967 826,28		1 967 826,28
9332	Culture, sports et loisirs	4 234 479,83		4 234 479,83
SOUS-TOTAL CHAPITRE 933	**Culture, sports et loisirs**	**30 529 595,07**		**30 529 595,07**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
9341	Santé et action sociale	549 883,50		549 883,50
SOUS-TOTAL CHAPITRE 934	**Santé et action sociale**	**549 883,50**		**549 883,50**
9353	Aménagement des territoires	4 954 477,50		4 954 477,50
9354	Aménagement des territoires	59 490,00		59 490,00
9356	Aménagement des territoires	1 968 729,92		1 968 729,92
SOUS-TOTAL CHAPITRE 935	**Aménagement des territoires**	**6 982 697,42**		**6 982 697,42**
9362	Subventions de fonctionnement aux person	1 666 615,44		1 666 615,44
93630	Subventions de fonctionnement aux person	3 558 611,96		3 558 611,96
SOUS-TOTAL CHAPITRE 936	**Gestion des fonds européens**	**5 225 227,40**		**5 225 227,40**
9371	Environnement	631 976,49		631 976,49
9374	Environnement	3 850 879,83		3 850 879,83
9375	Environnement	2 258 092,52		2 258 092,52
9376	Environnement	2 948 055,29		2 948 055,29
SOUS-TOTAL CHAPITRE 937	**Environnement**	**9 689 004,13**		**9 689 004,13**
93811	Transports	101 108 554,94		101 108 554,94
93812	Transports	311 403,05		311 403,05
93883	Transports	7 725 107,46		7 725 107,46
93886	Transports	5 097 984,31		5 097 984,31
93888	Transports	750 430,83		750 430,83
SOUS-TOTAL CHAPITRE 938	**Transports**	**114 993 480,59**		**114 993 480,59**
9391	Action économique	15 326 137,95		15 326 137,95
9392	Action économique	34 800 574,81		34 800 574,81
9393	Action économique	10 119 421,98		10 119 421,98
9395	Action économique	7 382 403,78		7 382 403,78

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
SOUS-TOTAL CHAPITRE 939	**Action économique**	**67 628 538,52**		**67 628 538,52**
9436226	Honoraires	33 690,00		33 690,00
943627	Services bancaires et assimilés	229 800,78		229 800,78
9436541	Créances admises en non-valeur	57 149,10		57 149,10
9436542	Créances éteintes	151 417,85		151 417,85
94366111	Intérêts réglés à l'écheance	6 536 566,62		6 536 566,62
94366112	Intérêts - rattachement des icne	1 524 655,45	1 344 642,51	180 012,94
9436688	Autres	5 088 950,53	86 936,40	5 002 014,13
9436711	Intérêts moratoires et pénalites sur mar	35 767,88		35 767,88
9436718	Autres charges exceptionnelles sur opéra	14,08		14,08
943673	Titres annulés exercices antérieurs	142 538,80		142 538,80
943678	Autres charges exceptionnelles	0,10		0,10
SOUS-TOTAL CHAPITRE 943	**Opérations financières**	**13 800 551,19**	**1 431 578,91**	**12 368 972,28**
944611	Contrats de prestations de services	6 666,00		6 666,00
9446218	Autre personnel extérieur	1 663,20		1 663,20
94465861	Frais de personnel - groupes d'élus	689 843,72		689 843,72
94465862	Matériel équipement et fournitures	102 605,52		102 605,52
SOUS-TOTAL CHAPITRE 944	**Frais de fonctionnement des groupes d'él**	**800 778,44**		**800 778,44**
9456817	Dotations aux dépréciations des actifs c	496 856,03		496 856,03
SOUS-TOTAL CHAPITRE 945	**Provisions et autres opérations mixtes**	**496 856,03**		**496 856,03**
946675	Valeurs comptables des immobilisations c	2 492 287,41		2 492 287,41
9466761	Différences sur réalisations (positives)	2 154 614,63		2 154 614,63
9466811	Dotations aux Amortissements des immobil	219 272 337,79	4 048 969,13	215 223 368,66
SOUS-TOTAL CHAPITRE 946	**Transferts entre les sections**	**223 919 239,83**	**4 048 969,13**	**219 870 270,70**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
TOTAL		**971 874 088,07**	**5 584 283,68**	**966 289 804,39**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
930201	Services généraux	1 205 375,99	80,45	1 205 295,54
930202	Services généraux	2 134 486,39	11 768,06	2 122 718,33
93022	Services généraux	7 711,63		7 711,63
93041	Services généraux	2 987,60		2 987,60
93042	Services généraux	7 848,46		7 848,46
93043	Services généraux	4 455 173,02	950 737,07	3 504 435,95
93044	Services généraux	7 408,88		7 408,88
SOUS-TOTAL CHAPITRE 930	**Services généraux**	**7 820 991,97**	**962 585,58**	**6 858 406,39**
9310	Formation professionnelle et apprentissa	47 752,97		47 752,97
9311	Formation professionnelle et apprentissa	32 192 474,38	1 897,41	32 190 576,97
9312	Formation professionnelle et apprentissa	3 009 311,00	8 500,00	3 000 811,00
9313	Formation professionnelle et apprentissa	171 806,00	20 454,00	151 352,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 931	**Formation professionnelle et apprentissa**	**35 421 344,35**	**30 851,41**	**35 390 492,94**
9320	Enseignement	49 681,69	2 445,83	47 235,86
93222	Enseignement	9 350 466,09	3 146,31	9 347 319,78
9323	Enseignement	76 839,20		76 839,20
SOUS-TOTAL CHAPITRE 932	**Enseignement**	**9 476 986,98**	**5 592,14**	**9 471 394,84**
93312	Culture, sports et loisirs	583 812,47		583 812,47
SOUS-TOTAL CHAPITRE 933	**Culture, sports et loisirs**	**583 812,47**		**583 812,47**
9353	Aménagement des territoires	2 700,00		2 700,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 935	**Aménagement des territoires**	**2 700,00**		**2 700,00**
93630	Fonds Europeens Orientation Garantie Agr	3 558 611,96		3 558 611,96
SOUS-TOTAL CHAPITRE 936	**Gestion des fonds européens**	**3 558 611,96**		**3 558 611,96**
9374	Environnement	92 064,46		92 064,46

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
9375	Environnement	26 509,91		26 509,91
SOUS-TOTAL CHAPITRE 937	**Environnement**	**118 574,37**		**118 574,37**
93811	Transports	40 817 635,01	2 907 323,00	37 910 312,01
93818	Transports	49 443,00		49 443,00
93883	Transports	64 988,95		64 988,95
93886	Transports	1 118 884,01	6 432,23	1 112 451,78
93888	Transports	291 593,24	34 256,24	257 337,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 938	**Transports**	**42 342 544,21**	**2 948 011,47**	**39 394 532,74**
9391	Action économique	198 204,76		198 204,76
9392	Action économique	2 244 961,81		2 244 961,81
9393	Action économique	85 530,41		85 530,41
9395	Action économique	220 124,21		220 124,21
SOUS-TOTAL CHAPITRE 939	**Action économique**	**2 748 821,19**		**2 748 821,19**
94073112	Cotisation sur Valeur Ajoutée des Entrep	159 849 588,00		159 849 588,00
94073114	Imposition Forfaitaire sur les Entrepris	29 047 704,00	55 143,00	28 992 561,00
94073121	F.N.G.I.R	27 608 412,00		27 608 412,00
94073122	Fonds de péréquation des ressources perç	1 729 223,00		1 729 223,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 940	**Impositions directes**	**218 234 927,00**	**55 143,00**	**218 179 784,00**
941732	Taxe intérieure de consommation sur les	219 963 882,42	15 695 750,00	204 268 132,42
9417344	Taxe sur les certificats d'immatriculati	114 391 997,79	953,00	114 391 044,79
9417381	Taxe additionnelle aux droits de mutatio	19 607,29	18 839,00	768,29
94173821	Taxe d'apprentissage	66 337 060,00		66 337 060,00
94173822	TICPE # Ressource régionale de l'apprent	6 931 207,28		6 931 207,28
94173841	Frais de gestion	23 210 279,67		23 210 279,67

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
94173842	TICPE FPA	10 953 472,70		10 953 472,70
9417385	TICPE Primes employeurs apprentis	19 189 837,43	202 545,56	18 987 291,87
SOUS-TOTAL CHAPITRE 941	**Autres impôts et taxes**	**460 997 344,58**	**15 918 087,56**	**445 079 257,02**
9427411	Dotation globale fonctionnement (DGF) do	188 584 891,00		188 584 891,00
9427412	Dotation globale de fonctionnement dotat	15 685 526,00		15 685 526,00
9427461	DGD	21 912 785,00		21 912 785,00
94274832	D.C.R.T.P.	27 574 752,00		27 574 752,00
94274833	Etat Compensation au titre de contributi	507 400,00		507 400,00
94274835	Dotation pour transfert de compensations	8 363 292,00		8 363 292,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 942	**Dotations et participations**	**262 628 646,00**		**262 628 646,00**
943761	Produits de participations	36 918,74		36 918,74
9437688	Autres	1 745 191,65	10 615,72	1 734 575,93
943773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	6 337,25		6 337,25
943775	Produits des cessions d'immobilisations	4 344 598,19		4 344 598,19
SOUS-TOTAL CHAPITRE 943	**Opérations financières**	**6 133 045,83**	**10 615,72**	**6 122 430,11**
94465869	Remboursements sur frais de fonctionneme	4 297,35		4 297,35
SOUS-TOTAL CHAPITRE 944	**Frais de fonctionnement des groupes d'él**	**4 297,35**		**4 297,35**
9457588	Autres produits divers de gestion couran	1,02		1,02
9457817	Reprises sur dépréciations des actifs ci	2 500,00		2 500,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 945	**Provisions et autres opérations mixtes**	**2 501,02**		**2 501,02**
9467761	Différences sur réalisations (négatives)	302 303,85		302 303,85
946777	Quote-part des subventions d'investissem	34 024 230,36		34 024 230,36
SOUS-TOTAL CHAPITRE 946	**Transferts entre les sections**	**34 326 534,21**		**34 326 534,21**
TOTAL		**1 084 401 683,49**	**19 930 886,88**	**1 064 470 796,61**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes		
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	
1021	Dotation		60 816 454,39		45 734,76				60 862 189,15		60 862 189,15	
10222	FCTVA		162 951 575,41				12 239 151,55		175 190 726,96		175 190 726,96	
10228	Autres fonds		133 443 968,22						133 443 968,22		133 443 968,22	
1022	**Sous Total compte 1022**		**296 395 543,63**				**12 239 151,55**		**308 634 695,18**		**308 634 695,18**	
10251	Dons et legs en capital		325 642,53						325 642,53		325 642,53	
1025	**Sous Total compte 1025**		**325 642,53**						**325 642,53**		**325 642,53**	
1027	Mise à disposition chez le bénéficiaire		96 405 183,90						96 405 183,90		96 405 183,90	
102	**Sous Total compte 102**		**453 942 824,45**		**45 734,76**		**12 239 151,55**		**466 227 710,76**		**466 227 710,76**	
1068	Excédt de fonctionnement capitalisé		2 401 906 615				77 109 415,36		2 479 016 031		2 479 016 031,	01
106	**Sous Total compte 106**		**2 401 906 615**				**77 109 415,36**		**2 479 016 031**		**2 479 016 031,**	**01**
10	**Sous Total compte 10**		**2 855 849 440**		**45 734,76**		**89 348 566,91**		**2 945 243 741**		**2 945 243 741,**	**77**
110	Report à nouveau solde créditeur			77 109 415,36	77 109 415,36			77 109 415,36	77 109 415,36		0,00	
11	**Sous Total compte 11**			**77 109 415,36**	**77 109 415,36**			**77 109 415,36**	**77 109 415,36**		**0,00**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
12	Résultat exercice excéd déficit		77 109 415,36	77 109 415,36				77 109 415,36	77 109 415,36		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**77 109 415,36**	**77 109 415,36**				**77 109 415,36**	**77 109 415,36**		**0,00**
1311	Etat et Etablissements Nationaux		7 597 548,82	562 333,00			763 667,00	562 333,00	8 361 215,82		7 798 882,82
1313	Dépt		18 361 190,76	781 680,39			3 615 110,21	781 680,39	21 976 300,97		21 194 620,58
1314	Cnes		5 063 226,43				175 379,34		5 238 605,77		5 238 605,77
1316	Autres EPL		4 641 412,00						4 641 412,00		4 641 412,00
13172	FEDER		58 650 817,25	11 916 113,07			872 267,33	11 916 113,07	59 523 084,58		47 606 971,51
13173	FEOGA		1 118 378,65	1 118 378,65			6 552 150,25	1 118 378,65	7 670 528,90		6 552 150,25
1317	**Sous Total compte 1317**		**59 769 195,90**	**13 034 491,72**			**7 424 417,58**	**13 034 491,72**	**67 193 613,48**		**54 159 121,76**
1318	Autres		33 262 990,80	42 345,95	824 026,34	2 423 653,52	690 000,00	2 465 999,47	34 777 017,14		32 311 017,67
131	**Sous Total compte 131**		**128 695 564,71**	**14 420 851,06**	**824 026,34**	**2 423 653,52**	**12 668 574,13**	**16 844 504,58**	**142 188 165,18**		**125 343 660,60**
1321	Etat et EPN		942 979,76						942 979,76		942 979,76
1323	Dépt		8 721 377,80				213 679,00		8 935 056,80		8 935 056,80

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1324	Cnes		1 835 520,93				598 157,00		2 433 677,93		2 433 677,93
1326	Autres EPL		3 797 341,00				34 659,00		3 832 000,00		3 832 000,00
13272	FEDER		2 523 174,87						2 523 174,87		2 523 174,87
1327	**Sous Total compte 1327**		**2 523 174,87**						**2 523 174,87**		**2 523 174,87**
1328	Autres		20 285 736,27			19 676,84	603 353,68	19 676,84	20 889 089,95		20 869 413,11
132	**Sous Total compte 132**		**38 106 130,63**			**19 676,84**	**1 449 848,68**	**19 676,84**	**39 555 979,31**		**39 536 302,47**
1332	Dotation Régionale équipt scolaire		227 635 276,00				20 958 087,00		248 593 363,00		248 593 363,00
133	**Sous Total compte 133**		**227 635 276,00**				**20 958 087,00**		**248 593 363,00**		**248 593 363,00**
13911	Subv équipt transf - Etat EPN	1 128 231,04			562 333,00	721 544,24		1 849 775,28	562 333,00	1 287 442,28	
13913	Subv équipt transf - Dépt	1 860 577,18				614 518,81		2 475 095,99		2 475 095,99	
13914	Subv équipt transf - Cnes et struc inter	392 294,76				192 631,92		584 926,68		584 926,68	
13916	Subv équipt transf - autres EPL	145 962,51				82 982,17		228 944,68		228 944,68	
139172	FEDER	21 275 876,17			11 916 113,07	11 039 417,52		32 315 293,69	11 916 113,07	20 399 180,62	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
139173	FEOGA				1 118 378,65	1 118 378,65		1 118 378,65	1 118 378,65		0,00
13917	**Sous Total compte 13917**	**21 275 876,17**			**13 034 491,72**	**12 157 796,17**		**33 433 672,34**	**13 034 491,72**	**20 399 180,62**	
13918	Subv équipt transf autres	13 861 057,20				1 972 606,31		15 833 663,51		15 833 663,51	
1391	**Sous Total compte 1391**	**38 663 998,86**			**13 596 824,72**	**15 742 079,62**		**54 406 078,48**	**13 596 824,72**	**40 809 253,76**	
13932	Dotation Régionale équipt scolaire	68 897 176,64				18 282 150,74		87 179 327,38		87 179 327,38	
1393	**Sous Total compte 1393**	**68 897 176,64**				**18 282 150,74**		**87 179 327,38**		**87 179 327,38**	
139	**Sous Total compte 139**	**107 561 175,50**			**13 596 824,72**	**34 024 230,36**		**141 585 405,86**	**13 596 824,72**	**127 988 581,14**	
13	**Sous Total compte 13**	**107 561 175,50**	**394 436 971,34**	**14 420 851,06**	**14 420 851,06**	**36 467 560,72**	**35 076 509,81**	**158 449 587,28**	**443 934 332,21**		**285 484 744,93**
16311	Emprunts obligataires remboursables in f		150 000 000,00				80 000 000,00		230 000 000,00		230 000 000,00
1631	**Sous Total compte 1631**		**150 000 000,00**				**80 000 000,00**		**230 000 000,00**		**230 000 000,00**
163	**Sous Total compte 163**		**150 000 000,00**				**80 000 000,00**		**230 000 000,00**		**230 000 000,00**
1641	Emprunts en euros		505 651 017,42		80 000 000,00	84 428 565,46	30 000 000,00	84 428 565,46	615 651 017,42		531 222 451,96
16441	Opér afférentes à l'emprunt		179 366 992,47	80 000 000,00		75 891 300,72	110 000 000,10	155 891 300,72	289 366 992,57		133 475 691,85

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
16449	Opér afférent option tirage ligne trésor					154 890 000,00	154 890 000,00	154 890 000,00	154 890 000,00		0,00
1644	**Sous Total compte 1644**		**179 366 992,47**	**80 000 000,00**		**230 781 300,72**	**264 890 000,10**	**310 781 300,72**	**444 256 992,57**		**133 475 691,85**
164	**Sous Total compte 164**		**685 018 009,89**	**80 000 000,00**	**80 000 000,00**	**315 209 866,18**	**294 890 000,10**	**395 209 866,18**	**1 059 908 009**		**664 698 143,81**
16873	Dépt					259 706,37	743 611,16	259 706,37	743 611,16		483 904,79
16874	Cnes					485 383,28	2 665 392,36	485 383,28	2 665 392,36		2 180 009,08
16878	Autres organismes et particuliers		370 344,13			132 466,23		132 466,23	370 344,13		237 877,90
1687	**Sous Total compte 1687**		**370 344,13**			**877 555,88**	**3 409 003,52**	**877 555,88**	**3 779 347,65**		**2 901 791,77**
16884	Int sur empts étab crédit		1 344 642,51	1 344 642,51	1 524 655,45			1 344 642,51	2 869 297,96		1 524 655,45
1688	**Sous Total compte 1688**		**1 344 642,51**	**1 344 642,51**	**1 524 655,45**			**1 344 642,51**	**2 869 297,96**		**1 524 655,45**
168	**Sous Total compte 168**		**1 714 986,64**	**1 344 642,51**	**1 524 655,45**	**877 555,88**	**3 409 003,52**	**2 222 198,39**	**6 648 645,61**		**4 426 447,22**
16	**Sous Total compte 16**		**836 732 996,53**	**81 344 642,51**	**81 524 655,45**	**316 087 422,06**	**378 299 003,62**	**397 432 064,57**	**1 296 556 655**		**899 124 591,03**
192	Plus ou moins-value cess d'immo		1 203 382,75			302 303,85	2 154 614,63	302 303,85	3 357 997,38		3 055 693,53
193	Autres diff sur réalisation immob	3 046,42		83,75				3 130,17		3 130,17	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
19	**Sous Total compte 19**	**3 046,42**	**1 203 382,75**	**83,75**		**302 303,85**	**2 154 614,63**	**305 434,02**	**3 357 997,38**		**3 052 563,36**
	Total classe 1	**107 564 221,92**	**4 165 332 206**	**249 984 408,04**	**173 100 656,63**	**352 857 286,63**	**504 878 694,97**	**710 405 916,59**	**4 843 311 557**	**127 991 711,31**	**4 260 897 352,**
2031	Frais d'études	14 660 736,52			213 423,79	2 395 117,83		17 055 854,35	213 423,79	16 842 430,56	
2033	Frais d'insertion	236 011,89			4 539,76	75 810,86		311 822,75	4 539,76	307 282,99	
203	**Sous Total compte 203**	**14 896 748,41**			**217 963,55**	**2 470 928,69**		**17 367 677,10**	**217 963,55**	**17 149 713,55**	
204111	Biens mobiliers, matériel et études	329 534,66						329 534,66		329 534,66	
204112	Bâtiments et installations	119 140 389,93				4 025 072,78		123 165 462,71		123 165 462,71	
204113	Projets d'infrastruct d'intérêt nati	24 595 958,58				5 904 163,42	147 580,37	30 500 122,00	147 580,37	30 352 541,63	
20411	**Sous Total compte 20411**	**144 065 883,17**				**9 929 236,20**	**147 580,37**	**153 995 119,37**	**147 580,37**	**153 847 539,00**	
204121	Biens mobiliers, matériel et études	55 000,00						55 000,00		55 000,00	
204122	Bâtiments et installations	225 000,00						225 000,00		225 000,00	
20412	**Sous Total compte 20412**	**280 000,00**						**280 000,00**		**280 000,00**	
204131	Biens mobiliers, matériel et études	3 113 168,07				6 434 535,88		9 547 703,95		9 547 703,95	

40

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
204132	Bâtiments et installations	92 734 824,97				486 730,61	538 797,55	93 221 555,58	538 797,55	92 682 758,03	
204133	Projets d'infrastruct d'intérêt nati	20 772 364,58				409 875,15		21 182 239,73		21 182 239,73	
20413	**Sous Total compte 20413**	**116 620 357,62**				**7 331 141,64**	**538 797,55**	**123 951 499,26**	**538 797,55**	**123 412 701,71**	
204141	Biens mobiliers, matériel et études	4 710 804,35				1 062 669,98		5 773 474,33		5 773 474,33	
204142	Bâtiments et installations	556 620 041,47				29 567 997,16	381 292,05	586 188 038,63	381 292,05	585 806 746,58	
204143	Projets d'infrastruct d'intérêt nati	4 663 313,59				7 056 467,89		11 719 781,48		11 719 781,48	
20414	**Sous Total compte 20414**	**565 994 159,41**				**37 687 135,03**	**381 292,05**	**603 681 294,44**	**381 292,05**	**603 300 002,39**	
204151	Biens mobiliers, matériel et études	856 594,57				777 054,29		1 633 648,86		1 633 648,86	
204152	Bâtiments et inastallations	92 331 932,14				5 706 358,93	6 404,39	98 038 291,07	6 404,39	98 031 886,68	
204153	Projets d'infrastruct d'intérêt nati	11 864 613,86				811 182,96		12 675 796,82		12 675 796,82	
20415	**Sous Total compte 20415**	**105 053 140,57**				**7 294 596,18**	**6 404,39**	**112 347 736,75**	**6 404,39**	**112 341 332,36**	
2041711	Biens mobiliers, matériel et études	57 248 504,45				5 840 380,14		63 088 884,59		63 088 884,59	
2041712	Bâtiments et installations	156 192 723,45				2 794 818,74	47 989,60	158 987 542,19	47 989,60	158 939 552,59	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2041713	Projets d'infrastruct d'intérêt nati	88 083 929,44				30 077 567,09		118 161 496,53		118 161 496,53	
204171	**Sous Total compte 204171**	**301 525 157,34**				**38 712 765,97**	**47 989,60**	**340 237 923,31**	**47 989,60**	**340 189 933,71**	
2041721	Biens mobiliers, matériel et études	6 945 360,50				407 388,42	25 543,83	7 352 748,92	25 543,83	7 327 205,09	
2041722	Bâtiments et installations	101 102 120,86						101 102 120,86		101 102 120,86	
2041723	Projets d'infrastruct d'intérêt nati	571 205 019,18				43 191 251,55	6 155 041,70	614 396 270,73	6 155 041,70	608 241 229,03	
204172	**Sous Total compte 204172**	**679 252 500,54**				**43 598 639,97**	**6 180 585,53**	**722 851 140,51**	**6 180 585,53**	**716 670 554,98**	
20417	**Sous Total compte 20417**	**980 777 657,88**				**82 311 405,94**	**6 228 575,13**	**1 063 089 063**	**6 228 575,13**	**1 056 860 488**	
204181	Biens mobiliers, matériel et études	54 216 449,53				7 154 631,17	52 938,02	61 371 080,70	52 938,02	61 318 142,68	
204182	Bâtiments et installations	285 628 130,98				13 265 769,72	268 904,76	298 893 900,70	268 904,76	298 624 995,94	
20418	**Sous Total compte 20418**	**339 844 580,51**				**20 420 400,89**	**321 842,78**	**360 264 981,40**	**321 842,78**	**359 943 138,62**	
2041	**Sous Total compte 2041**	**2 252 635 779**				**164 973 915,88**	**7 624 492,27**	**2 417 609 695**	**7 624 492,27**	**2 409 985 202**	
20421	Biens mobiliers, matériel et études	111 625 195,25			52 362 420,73	14 380 800,25	141 089,45	126 005 995,50	52 503 510,18	73 502 485,32	
20422	Bâtiments et installations	140 310 723,34			1 118 378,65	33 651 653,76	2 285,48	173 962 377,10	1 120 664,13	172 841 712,97	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2042	**Sous Total compte 2042**	**251 935 918,59**			**53 480 799,38**	**48 032 454,01**	**143 374,93**	**299 968 372,60**	**53 624 174,31**	**246 344 198,29**	
20431	Biens mobiliers, matériel et études	32 878 944,49				6 790 832,08	884,40	39 669 776,57	884,40	39 668 892,17	
20432	Bâtiments et installations	58 206 170,20				172 900,00		58 379 070,20		58 379 070,20	
2043	**Sous Total compte 2043**	**91 085 114,69**				**6 963 732,08**	**884,40**	**98 048 846,77**	**884,40**	**98 047 962,37**	
204411	Biens mobiliers, matériel et études					4 214,40		4 214,40		4 214,40	
20441	**Sous Total compte 20441**					**4 214,40**		**4 214,40**		**4 214,40**	
2044	**Sous Total compte 2044**					**4 214,40**		**4 214,40**		**4 214,40**	
2045	Subventions d'équipement vers tiers (FE)					9 065 919,87		9 065 919,87		9 065 919,87	
204	**Sous Total compte 204**	**2 595 656 812**			**53 480 799,38**	**229 040 236,24**	**7 768 751,60**	**2 824 697 048**	**61 249 550,98**	**2 763 447 497**	
2051	Concessions et droit similaires	8 348 399,46				1 115 305,10		9 463 704,56		9 463 704,56	
205	**Sous Total compte 205**	**8 348 399,46**				**1 115 305,10**		**9 463 704,56**		**9 463 704,56**	
20	**Sous Total compte 20**	**2 618 901 960**			**53 698 762,93**	**232 626 470,03**	**7 768 751,60**	**2 851 528 430**	**61 467 514,53**	**2 790 060 915**	
2111	Terrains nus	15 264 048,99				13 900,00		15 277 948,99		15 277 948,99	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2115	Terrains bâtis	9 339 509,32				395,94		9 339 905,26		9 339 905,26	
211	**Sous Total compte 211**	**24 603 558,31**				**14 295,94**		**24 617 854,25**		**24 617 854,25**	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	9 159,79		1 152,00		971,93		11 283,72		11 283,72	
2128	Autres agenct et aménagt terrains	822 262,32						822 262,32		822 262,32	
212	**Sous Total compte 212**	**831 422,11**		**1 152,00**		**971,93**		**833 546,04**		**833 546,04**	
21311	Batiments administratifs	37 675 539,99		1 760 967,19		10 200,00		39 446 707,18		39 446 707,18	
21312	Batiments scolaires	60 591 194,95		12 627 157,05	239 224,75	3 113 683,73	1 206 839,25	76 332 035,73	1 446 064,00	74 885 971,73	
21314	Batiments culturels et sportifs	18 613 985,20				306 948,84		18 920 934,04		18 920 934,04	
21318	Autres batiments publics	50 379 297,57		195 891,50		224 224,55	45 734,76	50 799 413,62	45 734,76	50 753 678,86	
2131	**Sous Total compte 2131**	**167 260 017,71**		**14 584 015,74**	**239 224,75**	**3 655 057,12**	**1 252 574,01**	**185 499 090,57**	**1 491 798,76**	**184 007 291,81**	
21351	Batiments publics	1 294 841,11		738 173,11				2 033 014,22		2 033 014,22	
2135	**Sous Total compte 2135**	**1 294 841,11**		**738 173,11**				**2 033 014,22**		**2 033 014,22**	
213	**Sous Total compte 213**	**168 554 858,82**		**15 322 188,85**	**239 224,75**	**3 655 057,12**	**1 252 574,01**	**187 532 104,79**	**1 491 798,76**	**186 040 306,03**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
214	Constructions sur sol autrui	1 266 766,46						1 266 766,46		1 266 766,46	
2151	Réseaux de voirie	493 701,78		72 483,84				566 185,62		566 185,62	
2153	Réseaux divers	246 527,17						246 527,17		246 527,17	
21571	Mat ferroviaire	568 548,48				125 576,52		694 125,00		694 125,00	
21572	Mat tech scolaire	10 970 295,68				667 404,22		11 637 699,90		11 637 699,90	
21578	Autre mat tech	18 659 372,98		4 762,95		2 609 536,24	496,08	21 273 672,17	496,08	21 273 176,09	
2157	**Sous Total compte 2157**	**30 198 217,14**		**4 762,95**		**3 402 516,98**	**496,08**	**33 605 497,07**	**496,08**	**33 605 000,99**	
215	**Sous Total compte 215**	**30 938 446,09**		**77 246,79**		**3 402 516,98**	**496,08**	**34 418 209,86**	**496,08**	**34 417 713,78**	
216	Collections et oeuvres d'art	25 555,40						25 555,40		25 555,40	
217312	Batiments scolaires	1 088 138 063		68 651 715,05	10 219 947,35	7 969,28	4 214,40	1 156 797 747	10 224 161,75	1 146 573 586	
21731	**Sous Total compte 21731**	**1 088 138 063**		**68 651 715,05**	**10 219 947,35**	**7 969,28**	**4 214,40**	**1 156 797 747**	**10 224 161,75**	**1 146 573 586**	
2173	**Sous Total compte 2173**	**1 088 138 063**		**68 651 715,05**	**10 219 947,35**	**7 969,28**	**4 214,40**	**1 156 797 747**	**10 224 161,75**	**1 146 573 586**	
21754	Voies navigables	55 216 750,13						55 216 750,13		55 216 750,13	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
217578	Autre mat tech	411 185,03						411 185,03		411 185,03	
21757	**Sous Total compte 21757**	**411 185,03**						**411 185,03**		**411 185,03**	
2175	**Sous Total compte 2175**	**55 627 935,16**						**55 627 935,16**		**55 627 935,16**	
217	**Sous Total compte 217**	**1 143 765 998**		**68 651 715,05**	**10 219 947,35**	**7 969,28**	**4 214,40**	**1 212 425 683**	**10 224 161,75**	**1 202 201 521**	
2181	Instal gales agenct amngts divers	3 689,66						3 689,66		3 689,66	
21821	Mat de transport ferroviaire	6 828 173,00						6 828 173,00		6 828 173,00	
21828	Autres mat de transport	5 021 407,32			113 375,32	711 701,20	58 436,39	5 733 108,52	171 811,71	5 561 296,81	
2182	**Sous Total compte 2182**	**11 849 580,32**			**113 375,32**	**711 701,20**	**58 436,39**	**12 561 281,52**	**171 811,71**	**12 389 469,81**	
21831	Mat informatique scolaire	44 622 967,12				4 615 663,64		49 238 630,76		49 238 630,76	
21838	Autre mat informatique	6 571 911,31			68 904,24	554 935,23	736,48	7 126 846,54	69 640,72	7 057 205,82	
2183	**Sous Total compte 2183**	**51 194 878,43**			**68 904,24**	**5 170 598,87**	**736,48**	**56 365 477,30**	**69 640,72**	**56 295 836,58**	
21841	Mat de bureau et mobilier scolaires	16 035 615,14				1 568 492,72	23,53	17 604 107,86	23,53	17 604 084,33	
21848	Autres mat de bureau et mobilier	4 524 667,83			244 274,63	194 022,20		4 718 690,03	244 274,63	4 474 415,40	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2184	**Sous Total compte 2184**	**20 560 282,97**			**244 274,63**	**1 762 514,92**	**23,53**	**22 322 797,89**	**244 298,16**	**22 078 499,73**	
2185	Matériel de téléphonie	596 508,08			1 117,05	18 959,64	1 325,49	615 467,72	2 442,54	613 025,18	
2188	Autres	2 104 112,31				101 529,95		2 205 642,26		2 205 642,26	
218	**Sous Total compte 218**	**86 309 051,77**			**427 671,24**	**7 765 304,58**	**60 521,89**	**94 074 356,35**	**488 193,13**	**93 586 163,22**	
21	**Sous Total compte 21**	**1 456 295 657**		**84 052 302,69**	**10 886 843,34**	**14 846 115,83**	**1 317 806,38**	**1 555 194 076**	**12 204 649,72**	**1 542 989 426**	
2313	Constructions	4 373 596,78		211 251,10	2 722 932,88	1 238 254,44		5 823 102,32	2 722 932,88	3 100 169,44	
2317	Agencements et aménagements de terrains	412 120 430,89		515 552,30	66 318 758,00	53 188 535,35	250 549,76	465 824 518,54	66 569 307,76	399 255 210,78	
2318	Autres immobilisat corporelles en cours	56 122 909,59				12 995 062,14	12 664,16	69 117 971,73	12 664,16	69 105 307,57	
231	**Sous Total compte 231**	**472 616 937,26**		**726 803,40**	**69 041 690,88**	**67 421 851,93**	**263 213,92**	**540 765 592,59**	**69 304 904,80**	**471 460 687,79**	
236	Avances et acomptes versés aux EPLE	6 987 539,23			5 250 293,35	3 514 084,35	6 896,47	10 501 623,58	5 257 189,82	5 244 433,76	
238	Avances versées cdes immob corpo	123 633 467,42		453 071,56	453 071,56	59 152 934,47	50 840 274,80	183 239 473,45	51 293 346,36	131 946 127,09	
23	**Sous Total compte 23**	**603 237 943,91**		**1 179 874,96**	**74 745 055,79**	**130 088 870,75**	**51 110 385,19**	**734 506 689,62**	**125 855 440,98**	**608 651 248,64**	
241	Mises en concession ou en affermage	29 779 909,00						29 779 909,00		29 779 909,00	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
24	**Sous Total compte 24**	**29 779 909,00**						**29 779 909,00**		**29 779 909,00**	
261	Titres de participation	34 887 348,52				146 710,20		35 034 058,72		35 034 058,72	
266	Autres formes de participation	15,50						15,50		15,50	
26	**Sous Total compte 26**	**34 887 364,02**				**146 710,20**		**35 034 074,22**		**35 034 074,22**	
271	Titres immob : droit propriété	19 208 229,76		1 200 000,00		950 000,00	1 179 233,00	21 358 229,76	1 179 233,00	20 178 996,76	
272	Titres immob : droit de créance	15 236,00						15 236,00		15 236,00	
2744	Prêts d'honneur	25 192,78				21 472,65	23 090,98	46 665,43	23 090,98	23 574,45	
2745	Avances remboursables	33 458 376,55				14 538 330,28	7 469 004,99	47 996 706,83	7 469 004,99	40 527 701,84	
274	**Sous Total compte 274**	**33 483 569,33**				**14 559 802,93**	**7 492 095,97**	**48 043 372,26**	**7 492 095,97**	**40 551 276,29**	
275	Dépôts et cautionnements versés	49 306 998,18			1 200 000,00	7 572 230,63	2 000 000,00	56 879 228,81	3 200 000,00	53 679 228,81	
27	**Sous Total compte 27**	**102 014 033,27**		**1 200 000,00**	**1 200 000,00**	**23 082 033,56**	**10 671 328,97**	**126 296 066,83**	**11 871 328,97**	**114 424 737,86**	
28031	Frais d'études		213 535,00	213 423,79			1 485 921,21	213 423,79	1 699 456,21		1 486 032,42
28033	Frais d'insertion		6 207,00	4 539,76			4 077,76	4 539,76	10 284,76		5 745,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2803	**Sous Total compte 2803**		**219 742,00**	**217 963,55**			**1 489 998,97**	**217 963,55**	**1 709 740,97**		**1 491 777,42**
2804111	Biens mobiliers, matériel et études		50 475,00				65 906,00		116 381,00		116 381,00
2804112	Bâtiments et installations		51 915 065,00				7 942 688,00		59 857 753,00		59 857 753,00
2804113	Projets d'infrastruct d'intérêt nati		1 312 069,00				819 864,00		2 131 933,00		2 131 933,00
280411	**Sous Total compte 280411**		**53 277 609,00**				**8 828 458,00**		**62 106 067,00**		**62 106 067,00**
2804121	Biens mobiliers, matériel et études		33 000,00				11 000,00		44 000,00		44 000,00
2804122	Bâtiments et installations		60 000,00				15 000,00		75 000,00		75 000,00
280412	**Sous Total compte 280412**		**93 000,00**				**26 000,00**		**119 000,00**		**119 000,00**
2804131	Biens mobiliers, matériel et études		1 053 528,00				622 632,00		1 676 160,00		1 676 160,00
2804132	Bâtiments et installations		41 740 496,00				6 182 317,00		47 922 813,00		47 922 813,00
2804133	Projets d'infrastruct d'intérêt nati		820 533,00				692 410,00		1 512 943,00		1 512 943,00
280413	**Sous Total compte 280413**		**43 614 557,00**				**7 497 359,00**		**51 111 916,00**		**51 111 916,00**
2804141	Biens mobiliers, matériel et études		1 270 710,00				942 159,00		2 212 869,00		2 212 869,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804142	Bâtiments et installations		186 854 682,00				37 107 998,00		223 962 680,00		223 962 680,00
2804143	Projets d'infrastruct d'intérêt nati		48 794,00				155 443,00		204 237,00		204 237,00
280414	**Sous Total compte 280414**		**188 174 186,00**				**38 205 600,00**		**226 379 786,00**		**226 379 786,00**
2804151	Biens mobiliers, matériel et études		139 946,00				171 317,00		311 263,00		311 263,00
2804152	Bâtiments et installations		32 395 094,00				6 155 087,00		38 550 181,00		38 550 181,00
2804153	Projets d'infrastruct d'intérêt nati		556 134,00				395 486,00		951 620,00		951 620,00
280415	**Sous Total compte 280415**		**33 091 174,00**				**6 721 890,00**		**39 813 064,00**		**39 813 064,00**
28041711	Biens mobiliers, matériel et études		23 615 061,00				11 449 699,00		35 064 760,00		35 064 760,00
28041712	Bâtiments et installations		74 715 211,00				10 412 844,00		85 128 055,00		85 128 055,00
28041713	Projets d'infrastruct d'intérêt nati		1 343 581,00				2 936 129,00		4 279 710,00		4 279 710,00
2804171	**Sous Total compte 2804171**		**99 673 853,00**				**24 798 672,00**		**124 472 525,00**		**124 472 525,00**
28041721	Biens mobiliers, matériel et études		2 462 661,00				1 389 070,00		3 851 731,00		3 851 731,00
28041722	Bâtiments et installations		44 115 122,00				6 720 684,00		50 835 806,00		50 835 806,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804172	Projets d'infrastruct d'intérêt nati		29 449 103,00				19 040 166,00		48 489 269,00		48 489 269,00
2804172	**Sous Total compte 2804172**		**76 026 886,00**				**27 149 920,00**		**103 176 806,00**		**103 176 806,00**
280417	**Sous Total compte 280417**		**175 700 739,00**				**51 948 592,00**		**227 649 331,00**		**227 649 331,00**
2804181	Biens mobiliers, matériel et études		18 083 452,00				10 843 287,00		28 926 739,00		28 926 739,00
2804182	Bâtiments et installations		98 521 305,00				19 041 869,00		117 563 174,00		117 563 174,00
280418	**Sous Total compte 280418**		**116 604 757,00**				**29 885 156,00**		**146 489 913,00**		**146 489 913,00**
28041	**Sous Total compte 28041**		**610 556 022,00**				**143 113 055,00**		**753 669 077,00**		**753 669 077,00**
280421	Biens mobiliers, matériel et études		60 237 572,00	52 362 420,73			22 324 516,73	52 362 420,73	82 562 088,73		30 199 668,00
280422	Bâtiments et installations		13 528 532,00	1 118 378,65			10 398 039,65	1 118 378,65	23 926 571,65		22 808 193,00
28042	**Sous Total compte 28042**		**73 766 104,00**	**53 480 799,38**			**32 722 556,38**	**53 480 799,38**	**106 488 660,38**		**53 007 861,00**
280431	Biens mobiliers, matériel et études		10 044 012,00				6 570 854,00		16 614 866,00		16 614 866,00
280432	Bâtiments et installations		26 836 781,00				3 880 406,00		30 717 187,00		30 717 187,00
28043	**Sous Total compte 28043**		**36 880 793,00**				**10 451 260,00**		**47 332 053,00**		**47 332 053,00**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804	**Sous Total compte 2804**		**721 202 919,00**	**53 480 799,38**			**186 286 871,38**	**53 480 799,38**	**907 489 790,38**		**854 008 991,00**
28051	Concessions et droits similaires		5 541 029,10				1 098 702,47		6 639 731,57		6 639 731,57
2805	**Sous Total compte 2805**		**5 541 029,10**				**1 098 702,47**		**6 639 731,57**		**6 639 731,57**
280	**Sous Total compte 280**		**726 963 690,10**	**53 698 762,93**			**188 875 572,82**	**53 698 762,93**	**915 839 262,92**		**862 140 499,99**
28121	Amort plantations d'arbres et d'arbustes		583,00				1 830,00		2 413,00		2 413,00
2812	**Sous Total compte 2812**		**583,00**				**1 830,00**		**2 413,00**		**2 413,00**
281311	Bâts administratifs		334 436,06				68 811,58		403 247,64		403 247,64
281312	Bâtiments scolaires		497 579,74	17 785,00	17 785,00		338 829,87	17 785,00	854 194,61		836 409,61
281314	Bâtiments culturels et sportifs		7 398,00				622 508,00		629 906,00		629 906,00
281318	Amort autres bâtiments publics		4 762 285,41				1 725 717,84		6 488 003,25		6 488 003,25
28131	**Sous Total compte 28131**		**5 601 699,21**	**17 785,00**	**17 785,00**		**2 755 867,29**	**17 785,00**	**8 375 351,50**		**8 357 566,50**
281351	Bâtiments publics		40 134,40				9 390,83		49 525,23		49 525,23
28135	**Sous Total compte 28135**		**40 134,40**				**9 390,83**		**49 525,23**		**49 525,23**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2813	**Sous Total compte 2813**		**5 641 833,61**	**17 785,00**	**17 785,00**		**2 765 258,12**	**17 785,00**	**8 424 876,73**		**8 407 091,73**
2814	Constructions sur sol autrui		84 451,00				84 451,00		168 902,00		168 902,00
28151	Réseaux de voirie		12 639,00				3 160,00		15 799,00		15 799,00
28153	Réseaux divers		16 176,00				8 088,00		24 264,00		24 264,00
281571	Mat ferroviaire		66 304,00				16 578,80		82 882,80		82 882,80
281572	Mat tech scolaire		7 048 779,39				1 015 672,21		8 064 451,60		8 064 451,60
281578	Amort autre mat techn		1 992 874,83				1 342 016,22		3 334 891,05		3 334 891,05
28157	**Sous Total compte 28157**		**9 107 958,22**				**2 374 267,23**		**11 482 225,45**		**11 482 225,45**
2815	**Sous Total compte 2815**		**9 136 773,22**				**2 385 515,23**		**11 522 288,45**		**11 522 288,45**
2817312	Bâtiments scolaires		14 549 214,61	17 785,00			12 283 771,46	17 785,00	26 832 986,07		26 815 201,07
281731	**Sous Total compte 281731**		**14 549 214,61**	**17 785,00**			**12 283 771,46**	**17 785,00**	**26 832 986,07**		**26 815 201,07**
28173	**Sous Total compte 28173**		**14 549 214,61**	**17 785,00**			**12 283 771,46**	**17 785,00**	**26 832 986,07**		**26 815 201,07**
281754	Amort voies navigables		17 241 867,00				2 475 562,00		19 717 429,00		19 717 429,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2817578	Amort autre mat techn		411 185,03						411 185,03		411 185,03
281757	**Sous Total compte 281757**		**411 185,03**						**411 185,03**		**411 185,03**
28175	**Sous Total compte 28175**		**17 653 052,03**				**2 475 562,00**		**20 128 614,03**		**20 128 614,03**
2817	**Sous Total compte 2817**		**32 202 266,64**	**17 785,00**			**14 759 333,46**	**17 785,00**	**46 961 600,10**		**46 943 815,10**
28181	Instal gales agenct amngts divers		3 689,66						3 689,66		3 689,66
281821	Mat de transport ferroviaire		223 093,00				227 605,00		450 698,00		450 698,00
281828	Autres mat de transport		1 837 363,95	113 375,32			594 925,81	113 375,32	2 432 289,76		2 318 914,44
28182	**Sous Total compte 28182**		**2 060 456,95**	**113 375,32**			**822 530,81**	**113 375,32**	**2 882 987,76**		**2 769 612,44**
281831	Mat informatique scolaire		35 719 594,51			3 430 325,98	6 698 616,19	3 430 325,98	42 418 210,70		38 987 884,72
281838	Amort autre mat infom		5 120 026,28	68 904,24		618 643,15	1 175 293,42	687 547,39	6 295 319,70		5 607 772,31
28183	**Sous Total compte 28183**		**40 839 620,79**	**68 904,24**		**4 048 969,13**	**7 873 909,61**	**4 117 873,37**	**48 713 530,40**		**44 595 657,03**
281841	Mat de bureau et mobilier scolaires		10 173 615,50				1 213 551,22		11 387 166,72		11 387 166,72
281848	Autres mat de bureau et mobilier		2 469 142,21	244 274,63			211 485,18	244 274,63	2 680 627,39		2 436 352,76

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28184	**Sous Total compte 28184**		**12 642 757,71**	**244 274,63**			**1 425 036,40**	**244 274,63**	**14 067 794,11**		**13 823 519,48**
28185	Matériel de téléphonie		484 484,94	1 033,30			73 509,66	1 033,30	557 994,60		556 961,30
28188	Amort autres		1 066 068,14				205 390,68		1 271 458,82		1 271 458,82
2818	**Sous Total compte 2818**		**57 097 078,19**	**427 587,49**		**4 048 969,13**	**10 400 377,16**	**4 476 556,62**	**67 497 455,35**		**63 020 898,73**
281	**Sous Total compte 281**		**104 162 985,66**	**463 157,49**	**17 785,00**	**4 048 969,13**	**30 396 764,97**	**4 512 126,62**	**134 577 535,63**		**130 065 409,01**
28	**Sous Total compte 28**		**831 126 675,76**	**54 161 920,42**	**17 785,00**	**4 048 969,13**	**219 272 337,79**	**58 210 889,55**	**1 050 416 798**		**992 205 909,00**
	Total classe 2	**4 845 116 868**	**831 126 675,76**	**140 594 098,07**	**140 548 447,06**	**404 839 169,50**	**290 140 609,93**	**5 390 550 135**	**1 261 815 732**	**5 120 940 312**	**992 205 909,00**
4011	Fournisseurs		3 494 346,23	96 433 640,95	97 808 908,55			96 433 640,95	101 303 254,78		4 869 613,83
40171	Fournisseurs - retenues de garantie		4 524,90		804,30				5 329,20		5 329,20
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions		484 433,21	12 876 238,86	12 454 527,98			12 876 238,86	12 938 961,19		62 722,33
4017	**Sous Total compte 4017**		**488 958,11**	**12 876 238,86**	**12 455 332,28**			**12 876 238,86**	**12 944 290,39**		**68 051,53**
401	**Sous Total compte 401**		**3 983 304,34**	**109 309 879,81**	**110 264 240,83**			**109 309 879,81**	**114 247 545,17**		**4 937 665,36**
4041	Fournis immob		489,28	111 432 061,88	111 431 572,60			111 432 061,88	111 432 061,88		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
40471	Fournis immob - Retenues de garantie		99 464,05	102 562,08	220 581,22			102 562,08	320 045,27		217 483,19
40472	Fournis immob - Cessions Oppositions			4 342 370,92	4 342 370,92			4 342 370,92	4 342 370,92		0,00
4047	**Sous Total compte 4047**		**99 464,05**	**4 444 933,00**	**4 562 952,14**			**4 444 933,00**	**4 662 416,19**		**217 483,19**
404	**Sous Total compte 404**		**99 953,33**	**115 876 994,88**	**115 994 524,74**			**115 876 994,88**	**116 094 478,07**		**217 483,19**
4091	Fournis avances vers sur cdes	10 108 049,70		5 582 996,28	4 879 423,67			15 691 045,98	4 879 423,67	10 811 622,31	
409	**Sous Total compte 409**	**10 108 049,70**		**5 582 996,28**	**4 879 423,67**			**15 691 045,98**	**4 879 423,67**	**10 811 622,31**	
40	**Sous Total compte 40**	**10 108 049,70**	**4 083 257,67**	**230 769 870,97**	**231 138 189,24**			**240 877 920,67**	**235 221 446,91**	**5 656 473,76**	
4111	Redevables - amiable	1 084 455,34		11 012 944,67	2 371 418,35			12 097 400,01	2 371 418,35	9 725 981,66	
4116	Redevables - contentieux	41 927,62		17 893,22	55 610,77			59 820,84	55 610,77	4 210,07	
411	**Sous Total compte 411**	**1 126 382,96**		**11 030 837,89**	**2 427 029,12**			**12 157 220,85**	**2 427 029,12**	**9 730 191,73**	
4141	Locataires acquéreurs locat - amiable	9 453,00		85 171,92	50 564,54			94 624,92	50 564,54	44 060,38	
4146	Locataires-acquéreurs locat contentieux	9 053,00						9 053,00		9 053,00	
414	**Sous Total compte 414**	**18 506,00**		**85 171,92**	**50 564,54**			**103 677,92**	**50 564,54**	**53 113,38**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4151	Traites coupe bois régim forest amiable			2 834,00	2 010,00			2 834,00	2 010,00	824,00	
4156	Traites coupe bois rég fores contentieux	30,35			30,35			30,35	30,35		0,00
415	**Sous Total compte 415**	**30,35**		**2 834,00**	**2 040,35**			**2 864,35**	**2 040,35**	**824,00**	
41911	Fonds social européen		1 169 222,74		584 611,37				1 753 834,11		1 753 834,11
41912	FEDER		5 777 377,26		2 888 688,63				8 666 065,89		8 666 065,89
4191	**Sous Total compte 4191**		**6 946 600,00**		**3 473 300,00**				**10 419 900,00**		**10 419 900,00**
41921	Fonds social européen				1 169 222,74				1 169 222,74		1 169 222,74
41922	FEDER				5 777 377,26				5 777 377,26		5 777 377,26
4192	**Sous Total compte 4192**				**6 946 600,00**				**6 946 600,00**		**6 946 600,00**
419	**Sous Total compte 419**		**6 946 600,00**		**10 419 900,00**				**17 366 500,00**		**17 366 500,00**
41	**Sous Total compte 41**	**1 144 919,31**	**6 946 600,00**	**11 118 843,81**	**12 899 534,01**			**12 263 763,12**	**19 846 134,01**		**7 582 370,89**
421	Personnel - rémunérations dues		2 957,52	86 808 476,06	86 809 950,78			86 808 476,06	86 812 908,30		4 432,24
425	Personnel - avances et acomptes			6 627,40	6 627,40			6 627,40	6 627,40		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
427	Personnel - oppositions		1 226,31	239 641,92	239 763,03			239 641,92	240 989,34		1 347,42
429	Deficit débets comptables et régisseurs	17 289,19						17 289,19		17 289,19	
42	**Sous Total compte 42**	**17 289,19**	**4 183,83**	**87 054 745,38**	**87 056 341,21**			**87 072 034,57**	**87 060 525,04**	**11 509,53**	
431	Sécurite sociale		3 455,51	29 595 939,30	29 594 284,90			29 595 939,30	29 597 740,41		1 801,11
437	Autres organismes sociaux		42 185,45	34 533 707,45	34 557 853,78			34 533 707,45	34 600 039,23		66 331,78
43	**Sous Total compte 43**		**45 640,96**	**64 129 646,75**	**64 152 138,68**			**64 129 646,75**	**64 197 779,64**		**68 132,89**
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	592 208,20		15 209 075,67	15 305 013,14			15 801 283,87	15 305 013,14	496 270,73	
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux	670 418,32		473 191,10	864 254,86			1 143 609,42	864 254,86	279 354,56	
441	**Sous Total compte 441**	**1 262 626,52**		**15 682 266,77**	**16 169 268,00**			**16 944 893,29**	**16 169 268,00**	**775 625,29**	
442	Etat-impots taxes recouv sur des tiers			145 872,00	145 872,00			145 872,00	145 872,00		0,00
44311	Opér particul avec Etat dépenses		10 800,00	9 828 199,70	9 817 399,70			9 828 199,70	9 828 199,70		0,00
44312	Opér particul avec Etat recettes amiable	5 158 800,83		10 474 828,72	9 942 246,43			15 633 629,55	9 942 246,43	5 691 383,12	
44316	Opér particul avec Etat rec contentieux	33 605,53		187 750,21	203 641,19			221 355,74	203 641,19	17 714,55	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4431	**Sous Total compte 4431**	**5 192 406,36**	**10 800,00**	**20 490 778,63**	**19 963 287,32**			**25 683 184,99**	**19 974 087,32**	**5 709 097,67**	
44321	Opér particul avec Région dépenses		2 332,86	189 971,20	212 398,34			189 971,20	214 731,20		24 760,00
44322	Opér particul Région recettes amiable			3 015,86	3 015,86			3 015,86	3 015,86		0,00
4432	**Sous Total compte 4432**		**2 332,86**	**192 987,06**	**215 414,20**			**192 987,06**	**217 747,06**		**24 760,00**
44331	Opér inv étab pub loc ensgt dépenses		4 528,92	11 892 675,87	11 888 146,95			11 892 675,87	11 892 675,87		0,00
44332	Opér particul avec Dépt rec amiable			90 000,00	90 000,00			90 000,00	90 000,00		0,00
4433	**Sous Total compte 4433**		**4 528,92**	**11 982 675,87**	**11 978 146,95**			**11 982 675,87**	**11 982 675,87**		**0,00**
44341	Opér part av Etat communes dépenses		299 264,62	41 174 396,17	41 096 620,07			41 174 396,17	41 395 884,69		221 488,52
44342	Opér part av Etat Cnes recettes amiable			1 810 530,42	1 810 530,42			1 810 530,42	1 810 530,42		0,00
4434	**Sous Total compte 4434**		**299 264,62**	**42 984 926,59**	**42 907 150,49**			**42 984 926,59**	**43 206 415,11**		**221 488,52**
44351	Opér particul grp dépenses		1 693 993,08	20 007 852,44	19 435 331,86			20 007 852,44	21 129 324,94		1 121 472,50
44352	Opér particul avec grp recettes amiable			100,00	100,00			100,00	100,00		0,00
4435	**Sous Total compte 4435**		**1 693 993,08**	**20 007 952,44**	**19 435 431,86**			**20 007 952,44**	**21 129 424,94**		**1 121 472,50**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44381	Autres étab pub dépenses		2 847 418,66	219 626 758,53	222 494 585,36			219 626 758,53	225 342 004,02		5 715 245,49
44382	Autres étab pub recettes amiable			75 095,27	75 095,27			75 095,27	75 095,27		0,00
4438	**Sous Total compte 4438**		**2 847 418,66**	**219 701 853,80**	**222 569 680,63**			**219 701 853,80**	**225 417 099,29**		**5 715 245,49**
443	**Sous Total compte 443**	**5 192 406,36**	**4 858 338,14**	**315 361 174,39**	**317 069 111,45**			**320 553 580,75**	**321 927 449,59**		**1 373 868,84**
44551	Etat - TVA à décaisser			9 655,12	9 655,12			9 655,12	9 655,12		0,00
4455	**Sous Total compte 4455**			**9 655,12**	**9 655,12**			**9 655,12**	**9 655,12**		**0,00**
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations			420 438,52	420 438,52			420 438,52	420 438,52		0,00
44566	TVA déduct sur autres biens et services	4 213,83		105 973,37	109 079,95			110 187,20	109 079,95	1 107,25	
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	212 631,00		4 353 236,00	4 153 894,00			4 565 867,00	4 153 894,00	411 973,00	
4456	**Sous Total compte 4456**	**216 844,83**		**4 879 647,89**	**4 683 412,47**			**5 096 492,72**	**4 683 412,47**	**413 080,25**	
44571	Etat - TVA collectée	57,20		130 264,86	133 792,39			130 322,06	133 792,39		3 470,33
4457	**Sous Total compte 4457**	**57,20**		**130 264,86**	**133 792,39**			**130 322,06**	**133 792,39**		**3 470,33**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé			401 914,00	401 914,00			401 914,00	401 914,00		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4458	**Sous Total compte 4458**			**401 914,00**	**401 914,00**			**401 914,00**	**401 914,00**		**0,00**
445	**Sous Total compte 445**	**216 902,03**		**5 421 481,87**	**5 228 773,98**			**5 638 383,90**	**5 228 773,98**	**409 609,92**	
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés		59 145,20	588 247,67	547 094,27			588 247,67	606 239,47		17 991,80
4487	Etat - produits à recevoir	18 603 073,00		21 126 467,00	18 603 073,00			39 729 540,00	18 603 073,00	21 126 467,00	
448	**Sous Total compte 448**	**18 603 073,00**		**21 126 467,00**	**18 603 073,00**			**39 729 540,00**	**18 603 073,00**	**21 126 467,00**	
44	**Sous Total compte 44**	**25 275 007,91**	**4 917 483,34**	**358 325 509,70**	**357 763 192,70**			**383 600 517,61**	**362 680 676,04**	**20 919 841,57**	
4531	Fonds de garantie		1 832 793,07						1 832 793,07		1 832 793,07
453	**Sous Total compte 453**		**1 832 793,07**						**1 832 793,07**		**1 832 793,07**
45	**Sous Total compte 45**		**1 832 793,07**						**1 832 793,07**		**1 832 793,07**
4621	Créances cess immob - amiable			4 344 598,19	4 344 038,35			4 344 598,19	4 344 038,35	559,84	
462	**Sous Total compte 462**			**4 344 598,19**	**4 344 038,35**			**4 344 598,19**	**4 344 038,35**	**559,84**	
4632	Empt publics - intérets à payer		14 946,37	3 237 884,97	3 222 938,60			3 237 884,97	3 237 884,97		0,00
463	**Sous Total compte 463**		**14 946,37**	**3 237 884,97**	**3 222 938,60**			**3 237 884,97**	**3 237 884,97**		**0,00**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
466	Excédt de verSEMent		8 045,10	452 624,15	450 718,91			452 624,15	458 764,01		6 139,86
46711	Autres comptes créditeurs		11 926 640,93	591 809 972,14	596 993 144,93			591 809 972,14	608 919 785,86		17 109 813,72
46717	Autres comptes créditeurs cession opposi		27 811,42	895 952,88	881 891,46			895 952,88	909 702,88		13 750,00
4671	**Sous Total compte 4671**		**11 954 452,35**	**592 705 925,02**	**597 875 036,39**			**592 705 925,02**	**609 829 488,74**		**17 123 563,72**
46721	Débiteurs divers - amiable	7 862 990,58		404 565 811,56	403 408 139,11			412 428 802,14	403 408 139,11	9 020 663,03	
46726	Débiteurs divers - contentieux	650 959,97		1 196 489,71	1 384 792,60			1 847 449,68	1 384 792,60	462 657,08	
4672	**Sous Total compte 4672**	**8 513 950,55**		**405 762 301,27**	**404 792 931,71**			**414 276 251,82**	**404 792 931,71**	**9 483 320,11**	
4675	Mandataire Opérations déléguées Recettes	19 321,00			19 321,00			19 321,00	19 321,00		0,00
467	**Sous Total compte 467**	**8 533 271,55**	**11 954 452,35**	**998 468 226,29**	**1 002 687 289**			**1 007 001 497**	**1 014 641 741**		**7 640 243,61**
46	**Sous Total compte 46**	**8 533 271,55**	**11 977 443,82**	**1 006 503 333**	**1 010 704 984**			**1 015 036 605**	**1 022 682 428**		**7 645 823,63**
4711	Verst des régisseurs			500,00	500,00			500,00	500,00		0,00
4712	Viremts réimputés		63 301,56	1 754 942,63	1 744 163,37			1 754 942,63	1 807 464,93		52 522,30
47131	Raet : verst contrib directes			223 005 901,37	223 005 901,37			223 005 901,37	223 005 901,37		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47132	Raet : verst dgf			356 689 158,00	356 689 158,00			356 689 158,00	356 689 158,00		0,00
47134	Raet : subv			33 320 387,21	33 320 387,21			33 320 387,21	33 320 387,21		0,00
47138	Raet : autres			416 422 076,69	416 422 076,69			416 422 076,69	416 422 076,69		0,00
4713	**Sous Total compte 4713**			**1 029 437 523**	**1 029 437 523**			**1 029 437 523**	**1 029 437 523**		**0,00**
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		2 837,18	25 887,52	23 050,34			25 887,52	25 887,52		0,00
471412	Excédent à réimputer - personnes morales			2 164 998,89	2 179 086,14			2 164 998,89	2 179 086,14		14 087,25
47141	**Sous Total compte 47141**		**2 837,18**	**2 190 886,41**	**2 202 136,48**			**2 190 886,41**	**2 204 973,66**		**14 087,25**
47142	Frais de saisie perçus avant pec				38,12				38,12		38,12
47143	Flux d'encaissements à réimputer			4 823,98	4 823,98			4 823,98	4 823,98		0,00
4714	**Sous Total compte 4714**		**2 837,18**	**2 195 710,39**	**2 206 998,58**			**2 195 710,39**	**2 209 835,76**		**14 125,37**
4718	Autres recettes à régulariser		40 477,39	14 501 333,13	14 460 855,74			14 501 333,13	14 501 333,13		0,00
471	**Sous Total compte 471**		**106 616,13**	**1 047 890 009**	**1 047 850 040**			**1 047 890 009**	**1 047 956 657**		**66 647,67**
47211	DACR - rembst annuités emprunts			159 309 254,77	159 309 254,77			159 309 254,77	159 309 254,77		0,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47218	DACR - autres dépenses			667 065,36	667 065,36			667 065,36	667 065,36		0,00
4721	**Sous Total compte 4721**			**159 976 320,13**	**159 976 320,13**			**159 976 320,13**	**159 976 320,13**		**0,00**
4722	DACR commission carte bancaire			0,16	0,16			0,16	0,16		0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul			15 062,09	15 062,09			15 062,09	15 062,09		0,00
472	**Sous Total compte 472**			**159 991 382,38**	**159 991 382,38**			**159 991 382,38**	**159 991 382,38**		**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA			582,44	582,44			582,44	582,44		0,00
478	**Sous Total compte 478**			**582,44**	**582,44**			**582,44**	**582,44**		**0,00**
47	**Sous Total compte 47**		**106 616,13**	**1 207 881 974**	**1 207 842 005**			**1 207 881 974**	**1 207 948 621**		**66 647,67**
486	Charges constatées d'avance			86 936,40				86 936,40		86 936,40	
487	Produits constatés d'avance				10 615,72				10 615,72		10 615,72
48	**Sous Total compte 48**			**86 936,40**	**10 615,72**			**86 936,40**	**10 615,72**	**76 320,68**	
496	Dépréciat comptes de débiteurs divers		5 324 227,01	2 500,00	496 856,03			2 500,00	5 821 083,04		5 818 583,04
49	**Sous Total compte 49**		**5 324 227,01**	**2 500,00**	**496 856,03**			**2 500,00**	**5 821 083,04**		**5 818 583,04**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 4	**45 078 537,66**	**35 238 245,83**	**2 965 873 360**	**2 972 063 858**			**3 010 951 898**	**3 007 302 104**	**58 208 127,17**	**54 558 332,82**
51178	Autres valeurs impayées			6 577,34	6 577,34			6 577,34	6 577,34		0,00
5117	**Sous Total compte 5117**			**6 577,34**	**6 577,34**			**6 577,34**	**6 577,34**		**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	1 670,00		28 408,51	29 734,61			30 078,51	29 734,61	343,90	
511	**Sous Total compte 511**	**1 670,00**		**34 985,85**	**36 311,95**			**36 655,85**	**36 311,95**	**343,90**	
515	Compte au trésor	32 086 635,63		2 475 813 311	2 411 050 949			2 507 899 946	2 411 050 949	96 848 997,57	
5194	Billets de trésorerie			1 020 000 000	1 020 000 000			1 020 000 000	1 020 000 000		0,00
519	**Sous Total compte 519**			**1 020 000 000**	**1 020 000 000**			**1 020 000 000**	**1 020 000 000**		**0,00**
51	**Sous Total compte 51**	**32 088 305,63**		**3 495 848 296**	**3 431 087 261**			**3 527 936 602**	**3 431 087 261**	**96 849 341,47**	
5411	Disponibilites chez régisseurs d'avances	16 401,12		105 797,30	101 897,09			122 198,42	101 897,09	20 301,33	
541	**Sous Total compte 541**	**16 401,12**		**105 797,30**	**101 897,09**			**122 198,42**	**101 897,09**	**20 301,33**	
54	**Sous Total compte 54**	**16 401,12**		**105 797,30**	**101 897,09**			**122 198,42**	**101 897,09**	**20 301,33**	
561	Fonds de garantie sur comptes de dépôts	1 832 793,08						1 832 793,08		1 832 793,08	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
56	**Sous Total compte 56**	**1 832 793,08**						**1 832 793,08**		**1 832 793,08**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			314 688 293,76	314 688 293,76			314 688 293,76	314 688 293,76		0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt			245 818,72	245 818,72			245 818,72	245 818,72		0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur			57 149,10	57 149,10			57 149,10	57 149,10		0,00
587	**Sous Total compte 587**			**57 149,10**	**57 149,10**			**57 149,10**	**57 149,10**		**0,00**
588	Autres virements internes			4 723,57	4 723,57			4 723,57	4 723,57		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**314 995 985,15**	**314 995 985,15**			**314 995 985,15**	**314 995 985,15**		**0,00**
	Total classe 5	**33 937 499,83**		**3 810 950 079**	**3 746 185 143**			**3 844 887 579**	**3 746 185 143**	**98 702 435,88**	**0,00**
60611	Eau et assainisSEMent					38 984,31		38 984,31		38 984,31	
60612	Energie - électricité					761 335,76		761 335,76		761 335,76	
6061	**Sous Total compte 6061**					**800 320,07**		**800 320,07**		**800 320,07**	
60621	Combustibles					28 484,97		28 484,97		28 484,97	
60622	Carburants					408 221,19		408 221,19		408 221,19	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6062	**Sous Total compte 6062**					**436 706,16**		**436 706,16**		**436 706,16**	
60632	Fournitures de petit équipement					1 374 016,18	1 155,18	1 374 016,18	1 155,18	1 372 861,00	
60636	Habillement vêtement travail					737 235,99		737 235,99		737 235,99	
6063	**Sous Total compte 6063**					**2 111 252,17**	**1 155,18**	**2 111 252,17**	**1 155,18**	**2 110 096,99**	
6064	Fournitures administratives					266 155,27		266 155,27		266 155,27	
6068	Autres matières et fournitures					54 730,68		54 730,68		54 730,68	
606	**Sous Total compte 606**					**3 669 164,35**	**1 155,18**	**3 669 164,35**	**1 155,18**	**3 668 009,17**	
60	**Sous Total compte 60**					**3 669 164,35**	**1 155,18**	**3 669 164,35**	**1 155,18**	**3 668 009,17**	
611	Contrats de prestations de services					61 216 503,33		61 216 503,33		61 216 503,33	
6132	Locations immobilières					2 594 397,39		2 594 397,39		2 594 397,39	
61351	Mat roulant					8 854,55		8 854,55		8 854,55	
61358	Autres					2 124 074,77	18,79	2 124 074,77	18,79	2 124 055,98	
6135	**Sous Total compte 6135**					**2 132 929,32**	**18,79**	**2 132 929,32**	**18,79**	**2 132 910,53**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
613	**Sous Total compte 613**					**4 727 326,71**	**18,79**	**4 727 326,71**	**18,79**	**4 727 307,92**	
614	Charges locatives et de copropriété					103 983,64		103 983,64		103 983,64	
615221	Bâtiments publics					1 601 294,02		1 601 294,02		1 601 294,02	
61522	**Sous Total compte 61522**					**1 601 294,02**		**1 601 294,02**		**1 601 294,02**	
615231	Voieries					33 596,27		33 596,27		33 596,27	
61523	**Sous Total compte 61523**					**33 596,27**		**33 596,27**		**33 596,27**	
6152	**Sous Total compte 6152**					**1 634 890,29**		**1 634 890,29**		**1 634 890,29**	
61551	Mat roulant					332 443,90		332 443,90		332 443,90	
61558	Autres biens mobiliers					309 168,61	65 569,19	309 168,61	65 569,19	243 599,42	
6155	**Sous Total compte 6155**					**641 612,51**	**65 569,19**	**641 612,51**	**65 569,19**	**576 043,32**	
6156	Maintenance					1 136 229,86		1 136 229,86		1 136 229,86	
615	**Sous Total compte 615**					**3 412 732,66**	**65 569,19**	**3 412 732,66**	**65 569,19**	**3 347 163,47**	
6161	Multirisques					674 807,87		674 807,87		674 807,87	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
616	**Sous Total compte 616**					**674 807,87**		**674 807,87**		**674 807,87**	
617	Etudes et recherches					1 470 267,91	471,60	1 470 267,91	471,60	1 469 796,31	
6182	Documentation générale et technique					258 338,97		258 338,97		258 338,97	
6184	Frais de formation					1 332 471,89		1 332 471,89		1 332 471,89	
6185	Frais de coll sémin confér congrés					149 800,61		149 800,61		149 800,61	
6188	Autres frais divers					131 181,10		131 181,10		131 181,10	
618	**Sous Total compte 618**					**1 871 792,57**		**1 871 792,57**		**1 871 792,57**	
61	**Sous Total compte 61**					**73 477 414,69**	**66 059,58**	**73 477 414,69**	**66 059,58**	**73 411 355,11**	
6218	Autre personnel extérieur					425 473,92		425 473,92		425 473,92	
621	**Sous Total compte 621**					**425 473,92**		**425 473,92**		**425 473,92**	
6225	Indemnités au comptable et régisseurs					10 185,60		10 185,60		10 185,60	
6226	Honoraires					172 989,05		172 989,05		172 989,05	
6227	Frais d'actes et de contentieux					204 255,83		204 255,83		204 255,83	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6228	Divers					693 303,50		693 303,50		693 303,50	
622	**Sous Total compte 622**					**1 080 733,98**		**1 080 733,98**		**1 080 733,98**	
6231	Annonces et insertions					1 336 551,97		1 336 551,97		1 336 551,97	
6232	Fêtes et cérémonies					291 979,34		291 979,34		291 979,34	
6233	Foires et expositions					829 659,99		829 659,99		829 659,99	
6234	Réceptions					56 710,26		56 710,26		56 710,26	
6236	Catalogues - imprimés et publications					397 383,97		397 383,97		397 383,97	
6238	Divers					1 204 945,35		1 204 945,35		1 204 945,35	
623	**Sous Total compte 623**					**4 117 230,88**		**4 117 230,88**		**4 117 230,88**	
6241	Transports de biens					134 551,06		134 551,06		134 551,06	
6245	Transports personnes extér à collect					105 162,41	49,00	105 162,41	49,00	105 113,41	
6247	Transports collectifs du personnel					375 573,08		375 573,08		375 573,08	
6248	Divers					18 062,44		18 062,44		18 062,44	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
624	**Sous Total compte 624**					**633 348,99**	**49,00**	**633 348,99**	**49,00**	**633 299,99**	
6251	Voyages déplacements et missions					479 031,05		479 031,05		479 031,05	
625	**Sous Total compte 625**					**479 031,05**		**479 031,05**		**479 031,05**	
6261	Frais d'affranchiss					392 290,92		392 290,92		392 290,92	
6262	Frais de telecommunica					299 931,96		299 931,96		299 931,96	
626	**Sous Total compte 626**					**692 222,88**		**692 222,88**		**692 222,88**	
627	Services bancaires et assimilés					229 815,78		229 815,78		229 815,78	
6281	Concours divers - cotisations					719 480,01		719 480,01		719 480,01	
6282	Frais de gardiennage					231 068,58		231 068,58		231 068,58	
6288	Autres					2 090,50		2 090,50		2 090,50	
628	**Sous Total compte 628**					**952 639,09**		**952 639,09**		**952 639,09**	
62	**Sous Total compte 62**					**8 610 496,57**	**49,00**	**8 610 496,57**	**49,00**	**8 610 447,57**	
6331	Verst de transport					1 079 325,00		1 079 325,00		1 079 325,00	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6332	Cotisations versées au FNAL					432 222,00		432 222,00		432 222,00	
6336	Cotisations au Centre National et CGFPT					750 907,93		750 907,93		750 907,93	
6338	Autres impôts tax verst sur rému					251 680,00		251 680,00		251 680,00	
633	**Sous Total compte 633**					**2 514 134,93**		**2 514 134,93**		**2 514 134,93**	
63512	Taxes foncières					356 842,10	1 563,00	356 842,10	1 563,00	355 279,10	
6351	**Sous Total compte 6351**					**356 842,10**	**1 563,00**	**356 842,10**	**1 563,00**	**355 279,10**	
6355	Taxes et impôts sur les véhicules					13 700,04		13 700,04		13 700,04	
635	**Sous Total compte 635**					**370 542,14**	**1 563,00**	**370 542,14**	**1 563,00**	**368 979,14**	
637	Aut impôts tax versts assimil autres org					8 274,91		8 274,91		8 274,91	
63	**Sous Total compte 63**					**2 892 951,98**	**1 563,00**	**2 892 951,98**	**1 563,00**	**2 891 388,98**	
64111	Traitement					68 783 424,87	891,23	68 783 424,87	891,23	68 782 533,64	
64112	Nbi sf ir					1 710 280,11		1 710 280,11		1 710 280,11	
64118	Autres indemnités					17 064 805,35		17 064 805,35		17 064 805,35	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6411	**Sous Total compte 6411**					**87 558 510,33**	**891,23**	**87 558 510,33**	**891,23**	**87 557 619,10**	
64131	Rémunérations					11 921 596,27	352,13	11 921 596,27	352,13	11 921 244,14	
64132	SF et IR					255 237,21		255 237,21		255 237,21	
64138	Primes et autres indemnités					2 638 497,20		2 638 497,20		2 638 497,20	
6413	**Sous Total compte 6413**					**14 815 330,68**	**352,13**	**14 815 330,68**	**352,13**	**14 814 978,55**	
64162	Emplois d'avenir					294 691,51		294 691,51		294 691,51	
6416	**Sous Total compte 6416**					**294 691,51**		**294 691,51**		**294 691,51**	
6417	Rémunérations des apprentis					368 575,40		368 575,40		368 575,40	
6419	Rembst rémunérations du persel					3 220,67	1 261 916,61	3 220,67	1 261 916,61		1 258 695,94
641	**Sous Total compte 641**					**103 040 328,59**	**1 263 159,97**	**103 040 328,59**	**1 263 159,97**	**101 777 168,62**	
6451	Cotisations a l'u.r.s.s.a.f.					15 850 217,00		15 850 217,00		15 850 217,00	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					24 484 733,99		24 484 733,99		24 484 733,99	
6454	Cotisations aux ASSEDIC					954 746,00		954 746,00		954 746,00	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6457	Cotisation soc liées à apprentissage					6 510,00		6 510,00		6 510,00	
6458	Cotisat autres organismes sociaux					275 665,29		275 665,29		275 665,29	
6459	Rembst charges de sécu soc						163 785,94		163 785,94		163 785,94
645	**Sous Total compte 645**					**41 571 872,28**	**163 785,94**	**41 571 872,28**	**163 785,94**	**41 408 086,34**	
6473	Alloc chômage					27 526,78		27 526,78		27 526,78	
6474	Verst aux oeuvres sociales					1 552 868,71		1 552 868,71		1 552 868,71	
6475	Medecine du travail pharmacie					157 531,95	190,52	157 531,95	190,52	157 341,43	
6478	Autres charges sociales diverses					2 130 469,70		2 130 469,70		2 130 469,70	
6479	Rembst sur autres charges social					1 243,32	787 623,35	1 243,32	787 623,35		786 380,03
647	**Sous Total compte 647**					**3 869 640,46**	**787 813,87**	**3 869 640,46**	**787 813,87**	**3 081 826,59**	
64	**Sous Total compte 64**					**148 481 841,33**	**2 214 759,78**	**148 481 841,33**	**2 214 759,78**	**146 267 081,55**	
65111	Rémunérations					28 293 307,46	622,50	28 293 307,46	622,50	28 292 684,96	
65112	Cotisations sociales					3 894 760,96		3 894 760,96		3 894 760,96	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65114	Autres remboursements					1 642 319,53		1 642 319,53		1 642 319,53	
6511	**Sous Total compte 6511**					**33 830 387,95**	**622,50**	**33 830 387,95**	**622,50**	**33 829 765,45**	
6513	Bourses					20 896 876,00	165,00	20 896 876,00	165,00	20 896 711,00	
6518	Autres					11 127 940,06	7 687,50	11 127 940,06	7 687,50	11 120 252,56	
651	**Sous Total compte 651**					**65 855 204,01**	**8 475,00**	**65 855 204,01**	**8 475,00**	**65 846 729,01**	
65211	Indemnités de fonction					1 552 496,95		1 552 496,95		1 552 496,95	
65212	Frais de mission et déplacement					210 880,21		210 880,21		210 880,21	
65215	Frais de formation					4 469,46		4 469,46		4 469,46	
6521	**Sous Total compte 6521**					**1 767 846,62**		**1 767 846,62**		**1 767 846,62**	
652	**Sous Total compte 652**					**1 767 846,62**		**1 767 846,62**		**1 767 846,62**	
6531	Indemnités de fonction					2 975 956,57		2 975 956,57		2 975 956,57	
6532	Frais de mission et déplacement					337 280,01		337 280,01		337 280,01	
6533	Cotisations de retraite					246 039,02		246 039,02		246 039,02	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6534	Cotisations sécurité sociale part patron					820 256,00		820 256,00		820 256,00	
6535	Formation					54 097,20		54 097,20		54 097,20	
653	**Sous Total compte 653**					**4 433 628,80**		**4 433 628,80**		**4 433 628,80**	
6541	Créances admises en non-valeur					57 149,10		57 149,10		57 149,10	
6542	Créances éteintes					151 417,85		151 417,85		151 417,85	
654	**Sous Total compte 654**					**208 566,95**		**208 566,95**		**208 566,95**	
65511	établissements publics					28 257 068,78		28 257 068,78		28 257 068,78	
65512	établissements privés					30 554 636,46		30 554 636,46		30 554 636,46	
6551	**Sous Total compte 6551**					**58 811 705,24**		**58 811 705,24**		**58 811 705,24**	
6552	Prime employeurs apprentis					17 008 935,00		17 008 935,00		17 008 935,00	
6558	Autres contributions obligatoires					45 901 972,30		45 901 972,30		45 901 972,30	
655	**Sous Total compte 655**					**121 722 612,54**		**121 722 612,54**		**121 722 612,54**	
6561	Organismes de regroupement (syndicats mi					3 467 957,44		3 467 957,44		3 467 957,44	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6562	Au titre de la coopération décentralisée					189 000,00		189 000,00		189 000,00	
65641	SNCF					99 189 999,34		99 189 999,34		99 189 999,34	
6564	**Sous Total compte 6564**					**99 189 999,34**		**99 189 999,34**		**99 189 999,34**	
6568	Autres participations					39 032 509,33		39 032 509,33		39 032 509,33	
656	**Sous Total compte 656**					**141 879 466,11**		**141 879 466,11**		**141 879 466,11**	
65731	Etat					77 942,12		77 942,12		77 942,12	
65732	Région					107 684,16		107 684,16		107 684,16	
65733	Dépt					1 250 975,26		1 250 975,26		1 250 975,26	
65734	Communes et structures intercommunales					3 126 212,83		3 126 212,83		3 126 212,83	
65735	Autres Grp Coll et Epl					11 103 960,28		11 103 960,28		11 103 960,28	
65737	SNCF					2 586,90		2 586,90		2 586,90	
65738	Organismes publics divers					43 323 215,32	25 000,00	43 323 215,32	25 000,00	43 298 215,32	
6573	**Sous Total compte 6573**					**58 992 576,87**	**25 000,00**	**58 992 576,87**	**25 000,00**	**58 967 576,87**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6574	Subv fonct aux personnes droit privé					101 332 532,46		101 332 532,46		101 332 532,46	
657	**Sous Total compte 657**					**160 325 109,33**	**25 000,00**	**160 325 109,33**	**25 000,00**	**160 300 109,33**	
65861	Frais de persel - groupe des élus					689 843,72		689 843,72		689 843,72	
65862	Matériel équipement et fournitures					102 605,52		102 605,52		102 605,52	
65869	Rembst frais fonctionnement grpes élus						4 297,35		4 297,35		4 297,35
6586	**Sous Total compte 6586**					**792 449,24**	**4 297,35**	**792 449,24**	**4 297,35**	**788 151,89**	
658	**Sous Total compte 658**					**792 449,24**	**4 297,35**	**792 449,24**	**4 297,35**	**788 151,89**	
65	**Sous Total compte 65**					**496 984 883,60**	**37 772,35**	**496 984 883,60**	**37 772,35**	**496 947 111,25**	
66111	Intérêts réglés à l'écheance					6 536 566,62		6 536 566,62		6 536 566,62	
66112	Intérêts - rattachement des icne					1 524 655,45	1 344 642,51	1 524 655,45	1 344 642,51	180 012,94	
6611	**Sous Total compte 6611**					**8 061 222,07**	**1 344 642,51**	**8 061 222,07**	**1 344 642,51**	**6 716 579,56**	
6618	Intérêts des autres dettes					500,00		500,00		500,00	
661	**Sous Total compte 661**					**8 061 722,07**	**1 344 642,51**	**8 061 722,07**	**1 344 642,51**	**6 717 079,56**	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6688	Autres					5 088 950,53	86 936,40	5 088 950,53	86 936,40	5 002 014,13	
668	**Sous Total compte 668**					**5 088 950,53**	**86 936,40**	**5 088 950,53**	**86 936,40**	**5 002 014,13**	
66	**Sous Total compte 66**					**13 150 672,60**	**1 431 578,91**	**13 150 672,60**	**1 431 578,91**	**11 719 093,69**	
6711	Intérets moratoires pénalites sur march					35 767,88		35 767,88		35 767,88	
6718	Autres charg except sur opérat gestion					14,08		14,08		14,08	
671	**Sous Total compte 671**					**35 781,96**		**35 781,96**		**35 781,96**	
673	Titres annulés exercices antérieurs					142 538,80		142 538,80		142 538,80	
6745	Subv fonct aux personnes droit privé					11 863,12		11 863,12		11 863,12	
674	**Sous Total compte 674**					**11 863,12**		**11 863,12**		**11 863,12**	
675	Valeurs comptables immob cédées					2 492 287,41		2 492 287,41		2 492 287,41	
6761	Diff sur réalisations (positives)					2 154 614,63		2 154 614,63		2 154 614,63	
676	**Sous Total compte 676**					**2 154 614,63**		**2 154 614,63**		**2 154 614,63**	
678	Autres charges exceptionnelles					4 847,20		4 847,20		4 847,20	

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
67	**Sous Total compte 67**					**4 841 933,12**		**4 841 933,12**		**4 841 933,12**	
6811	DA - immob incorp et corpo					219 272 337,79	4 048 969,13	219 272 337,79	4 048 969,13	215 223 368,66	
6817	Dot dépréciat actifs circulants					496 856,03		496 856,03		496 856,03	
681	**Sous Total compte 681**					**219 769 193,82**	**4 048 969,13**	**219 769 193,82**	**4 048 969,13**	**215 720 224,69**	
68	**Sous Total compte 68**					**219 769 193,82**	**4 048 969,13**	**219 769 193,82**	**4 048 969,13**	**215 720 224,69**	
	Total classe 6					**971 878 552,06**	**7 801 906,93**	**971 878 552,06**	**7 801 906,93**	**966 289 804,39**	**2 213 159,26**
7022	Coupes de bois						24 197,00		24 197,00		24 197,00
702	**Sous Total compte 702**						**24 197,00**		**24 197,00**		**24 197,00**
70322	Droits de stationnement et de locations					6 207,93	987 660,17	6 207,93	987 660,17		981 452,24
70328	Autres droits de stationnement et de loc						23 100,00		23 100,00		23 100,00
7032	**Sous Total compte 7032**					**6 207,93**	**1 010 760,17**	**6 207,93**	**1 010 760,17**		**1 004 552,24**
703	**Sous Total compte 703**					**6 207,93**	**1 010 760,17**	**6 207,93**	**1 010 760,17**		**1 004 552,24**
7065	Droits de ports et de navigation (autres						20 395,00		20 395,00		20 395,00

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7068	Prest serv autres redev et droits					29 703,76	932 186,05	29 703,76	932 186,05		902 482,29
706	**Sous Total compte 706**					**29 703,76**	**952 581,05**	**29 703,76**	**952 581,05**		**922 877,29**
707	Ventes de marchandises						1 848,55		1 848,55		1 848,55
70878	Par des tiers						28 018,96		28 018,96		28 018,96
7087	**Sous Total compte 7087**						**28 018,96**		**28 018,96**		**28 018,96**
708	**Sous Total compte 708**						**28 018,96**		**28 018,96**		**28 018,96**
70	**Sous Total compte 70**					**35 911,69**	**2 017 405,73**	**35 911,69**	**2 017 405,73**		**1 981 494,04**
73112	Cotisation Valeur Ajoutée Entreprises						159 849 588,00		159 849 588,00		159 849 588,00
73114	Imposition Forfait Entreprises Réseau					55 143,00	29 047 704,00	55 143,00	29 047 704,00		28 992 561,00
7311	**Sous Total compte 7311**					**55 143,00**	**188 897 292,00**	**55 143,00**	**188 897 292,00**		**188 842 149,00**
73121	F.N.G.I.R						27 608 412,00		27 608 412,00		27 608 412,00
73122	Fonds de péréquation des res perç region						1 729 223,00		1 729 223,00		1 729 223,00
7312	**Sous Total compte 7312**						**29 337 635,00**		**29 337 635,00**		**29 337 635,00**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
731	**Sous Total compte 731**					**55 143,00**	**218 234 927,00**	**55 143,00**	**218 234 927,00**		**218 179 784,00**
732	TICPE					15 695 750,00	219 963 882,42	15 695 750,00	219 963 882,42		204 268 132,42
7344	Taxe sur les certificats d'immat vehicul					953,00	114 391 997,79	953,00	114 391 997,79		114 391 044,79
734	**Sous Total compte 734**					**953,00**	**114 391 997,79**	**953,00**	**114 391 997,79**		**114 391 044,79**
7381	Taxe addit aux droits de mutation					18 839,00	19 607,29	18 839,00	19 607,29		768,29
73821	Taxe d'apprentissage						66 337 060,00		66 337 060,00		66 337 060,00
73822	TICPE # Ressource régionale de l'apprent						6 931 207,28		6 931 207,28		6 931 207,28
7382	**Sous Total compte 7382**						**73 268 267,28**		**73 268 267,28**		**73 268 267,28**
7383	TICPE 2e part					2 907 323,00	39 018 204,00	2 907 323,00	39 018 204,00		36 110 881,00
73841	Frais de gestion						23 210 279,67		23 210 279,67		23 210 279,67
73842	TICPE FPA						10 953 472,70		10 953 472,70		10 953 472,70
7384	**Sous Total compte 7384**						**34 163 752,37**		**34 163 752,37**		**34 163 752,37**
7385	TICPE Primes employeurs apprentis					202 545,56	19 189 837,43	202 545,56	19 189 837,43		18 987 291,87

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
738	**Sous Total compte 738**					**3 128 707,56**	**165 659 668,37**	**3 128 707,56**	**165 659 668,37**		**162 530 960,81**
73	**Sous Total compte 73**					**18 880 553,56**	**718 250 475,58**	**18 880 553,56**	**718 250 475,58**		**699 369 922,02**
7411	DGFdotation forfaitaire						188 584 891,00		188 584 891,00		188 584 891,00
7412	Dgf dotation de péréquation						15 685 526,00		15 685 526,00		15 685 526,00
741	**Sous Total compte 741**						**204 270 417,00**		**204 270 417,00**		**204 270 417,00**
7461	DGD						21 912 785,00		21 912 785,00		21 912 785,00
746	**Sous Total compte 746**						**21 912 785,00**		**21 912 785,00**		**21 912 785,00**
74712	Emplois d'avenir						221 653,60		221 653,60		221 653,60
74718	Autres						24 765 814,00		24 765 814,00		24 765 814,00
7471	**Sous Total compte 7471**						**24 987 467,60**		**24 987 467,60**		**24 987 467,60**
7473	Dépt						982 552,98		982 552,98		982 552,98
7474	Communes et structures intercommunales						1 350 639,09		1 350 639,09		1 350 639,09
7475	Autres grp coll et étab pub						76 839,20		76 839,20		76 839,20

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74771	FSE					326 688,93	470 377,35	326 688,93	470 377,35		143 688,42
74772	FEDER					624 048,14	3 892 705,63	624 048,14	3 892 705,63		3 268 657,49
74773	FEOGA						3 558 611,96		3 558 611,96		3 558 611,96
74778	Autres fonds européens						7 848,46		7 848,46		7 848,46
7477	**Sous Total compte 7477**					**950 737,07**	**7 929 543,40**	**950 737,07**	**7 929 543,40**		**6 978 806,33**
7478	Autres organismes					7 500,00	8 058 871,44	7 500,00	8 058 871,44		8 051 371,44
747	**Sous Total compte 747**					**958 237,07**	**43 385 913,71**	**958 237,07**	**43 385 913,71**		**42 427 676,64**
74832	D.C.R.T.P.						27 574 752,00		27 574 752,00		27 574 752,00
74833	Etat Compensation de la CET (CVAE CFE)						507 400,00		507 400,00		507 400,00
74835	Dota transfer compensation exonérati FDL						8 363 292,00		8 363 292,00		8 363 292,00
7483	**Sous Total compte 7483**						**36 445 444,00**		**36 445 444,00**		**36 445 444,00**
74881	Participation familles rest heb scol					6,09	8 876 840,86	6,09	8 876 840,86		8 876 834,77
7488	**Sous Total compte 7488**					**6,09**	**8 876 840,86**	**6,09**	**8 876 840,86**		**8 876 834,77**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
748	**Sous Total compte 748**					**6,09**	**45 322 284,86**	**6,09**	**45 322 284,86**		**45 322 278,77**
74	**Sous Total compte 74**					**958 243,16**	**314 891 400,57**	**958 243,16**	**314 891 400,57**		**313 933 157,41**
752	Revenus des immeubles					4 776,78	251 054,99	4 776,78	251 054,99		246 278,21
7588	Autres produits divers de gestion cour					36 321,98	5 789 022,39	36 321,98	5 789 022,39		5 752 700,41
758	**Sous Total compte 758**					**36 321,98**	**5 789 022,39**	**36 321,98**	**5 789 022,39**		**5 752 700,41**
75	**Sous Total compte 75**					**41 098,76**	**6 040 077,38**	**41 098,76**	**6 040 077,38**		**5 998 978,62**
761	Produits de participations						36 918,74		36 918,74		36 918,74
7621	Produits autres immob finan enc échéance						119 641,43		119 641,43		119 641,43
762	**Sous Total compte 762**						**119 641,43**		**119 641,43**		**119 641,43**
7688	Autres					10 615,72	1 745 191,65	10 615,72	1 745 191,65		1 734 575,93
768	**Sous Total compte 768**					**10 615,72**	**1 745 191,65**	**10 615,72**	**1 745 191,65**		**1 734 575,93**
76	**Sous Total compte 76**					**10 615,72**	**1 901 751,82**	**10 615,72**	**1 901 751,82**		**1 891 136,10**
7711	Dédits et pénalites perçus						3 661,89		3 661,89		3 661,89

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7714	Recouvrement sur créances admises en nv						600,00		600,00		600,00
7718	Autres prod except sur opé gestion						192 118,56		192 118,56		192 118,56
771	**Sous Total compte 771**						**196 380,45**		**196 380,45**		**196 380,45**
773	Mandats annulés sur exercices antérieurs						6 337,25		6 337,25		6 337,25
775	Produits des cessions d'immobilisat						4 344 598,19		4 344 598,19		4 344 598,19
7761	Diff sur réalisations (négatives)						302 303,85		302 303,85		302 303,85
776	**Sous Total compte 776**						**302 303,85**		**302 303,85**		**302 303,85**
777	Quote-part subv invest transf au résult						34 024 230,36		34 024 230,36		34 024 230,36
7788	Produits exceptionnels divers						206 599,06		206 599,06		206 599,06
778	**Sous Total compte 778**						**206 599,06**		**206 599,06**		**206 599,06**
77	**Sous Total compte 77**						**39 080 449,16**		**39 080 449,16**		**39 080 449,16**
7817	Reprises dépréciat actifs circul						2 500,00		2 500,00		2 500,00
781	**Sous Total compte 781**						**2 500,00**		**2 500,00**		**2 500,00**

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC

Exercice 2016

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
78	Sous Total compte 78						2 500,00		2 500,00		2 500,00
	Total classe 7					19 926 422,89	1 082 184 060	19 926 422,89	1 082 184 060	0,00	1 062 257 637, 35
	Total général	5 031 697 127	5 031 697 127	7 167 401 946	7 031 898 105	1 749 501 431	1 885 005 272	13 948 600 50	13 948 600 50	6 372 132 390	6 372 132 390, 83

Balance des valeurs inactives

Arrêté à la date du 31/12/2016

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC — Exercice 2016

DESIGNATION DES COMPTES		DEBIT			CREDIT			SOLDES	
No	Intitulé	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861									
Portefeuille									
REGIE PRESTATIONS SOCIALES		0'00	19 230,00	19 230,00	0'00	19 230,00	19 230,00	0'00	0,00
Sous Total compte 861		0'00	19 230,00	19 230,00	0'00	19 230,00	19 230,00	0'00	0,00
862									
Correspondant									
REGIE PRESTATIONS SOCIALES		0'00	19 230,00	19 230,00	0'00	13 010,00	13 010,00	6 220,00	0,00
Sous Total compte 862		0'00	19 230,00	19 230,00	0'00	13 010,00	13 010,00	6 220,00	0,00
863									
Prise en charge titre et valeur									
REGIE PRESTATIONS SOCIALES		0'00	13 010,00	13 010,00	0'00	19 230,00	19 230,00	0'00	6 220,00
Sous Total compte 863		0'00	13 010,00	13 010,00	0'00	19 230,00	19 230,00	0'00	6 220,00
TOTAUX		0'00	51 470,00	51 470,00	0'00	51 470,00	51 470,00	6 220,00	6 220,00

Page des signatures

24400 - REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC Exercice 2016

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

BOURDONNAIS CORINNE (1018509007-0), INSPECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES A **DRFiP DE BRETAGNE ET D'ILLE-...**, le **08/02/2017**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **REGION BRETAGNE - BUDGET PRINC** pendant l'année **2016** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

DOMAIN MICHEL (1013491335-0), INSPECTEUR DIVISIONNAIRE FIP HORS CLASSE A **BRETAGNE**, le **09/02/2017**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le **23/06/2017** par l'organe délibérant.

BASTIN JEROME (jbastin-xt), Directeur Général des Services A **RENNES**, le **28/06/2017**